

lela



Le Monde

FORUM INFORMATIQUE

■ Les entreprises franchissent le mur de la communication



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16180 - 7 F

SAMEDI 1^{er} FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Les « stages diplômants » réécrits

François Bayrou a revu la formule des « stages diplômants » du CNPF. Etat des lieux de ce qui existe actuellement dans les universités.

p. 9

■ On négocie en Nouvelle-Calédonie

Les élus indépendantistes de Nouvelle-Calédonie ayant obtenu satisfaction sur plusieurs dossiers, dont celui du nickel, le gouvernement est décidé à reprendre les négociations.

p. 8

■ A qui appartient Akai ?

Le dépôt de bilan de l'usine de magnétoscopes de Honfleur a mis au jour plusieurs interrogations sur le propriétaire réel de l'entreprise et les modalités de certaines transactions.

p. 18

■ Nice : les plaintes rejetées des SDF

Le parquet de Nice a rejeté les plaintes déposées par des sans-abris qui protestent contre les conditions dans lesquelles ils avaient été conduits au centre d'accueil municipal.

p. 34

■ Nuage magnétique



Un nuage géant, constitué de « particules » éjectées par le Soleil, a percuté la magnétosphère terrestre le 10 janvier. Les satellites SOHO et WIND étaient aux premières loges.

p. 23

■ Alliance au Soudan

La junte militaire islamique est confrontée à l'alliance de l'opposition nordiste et de la guérilla du Sud.

p. 3

■ Rencontre Chirac-Eltisine

C'est un président russe affaibli par la maladie que le chef de l'Etat rencontrera, dimanche, près de Moscou.

p. 4

■ Bouclage de la Francilienne

Bernard Pons a rendu public, vendredi, le tracé définitif du dernier tronçon de ce « superpériphérique », après des années de controverses.

p. 12

■ Rugby : l'Angleterre face à l'Ecosse

Les Anglais, qui doivent recevoir l'Ecosse samedi 1^{er} février dans le Tournoi des cinq nations, ne parviennent pas à pratiquer un jeu offensif.

p. 22

Abonnement : 3 DM : Antilles-Guyane, 9 F : Asie, 25 F : Belgique, 45 F : Canada, 2,35 S CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 12 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 2,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 9 FL ; Portugal, 200 PTA ; Royaume-Uni, 9 £ ; Suède, 850 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 2,10 F ; Taiwan, 1,2 DM ; USA (NY), 25 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-201-7.00 F

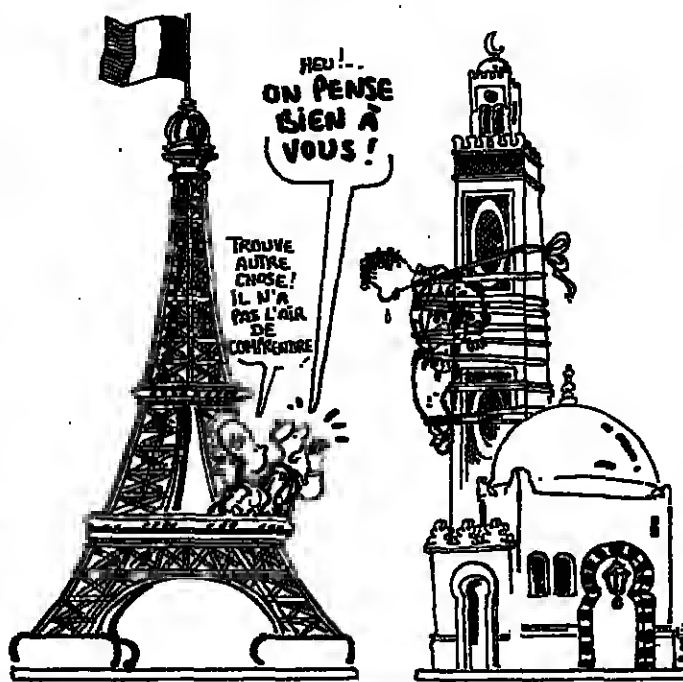


Le monde politique français rompt le silence sur la crise algérienne

M. de Charette critique l'intervention télévisée du président Zeruoual

LA CLASSE politique française commence à réagir à la recrudescence de la violence en Algérie. Tandis qu'à Alger se déroulaient les obsèques d'Abdelhak Benhamouda, leader du principal syndicat algérien, l'UCLTA, assassiné mardi 28 janvier, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a critiqué, jeudi 30 janvier, l'intervention télévisée du président Zeruoual, le vendredi précédent, en redoutant qu'elle ait mis fin à la recherche de toute solution politique. « Le pays donne le sentiment d'accumuler les difficultés », a-t-il dit. Valéry Giscard d'Estaing a souhaité la participation de « toutes les forces politiques algériennes », y compris « les islamistes », aux législatives prévues pour le premier semestre. Nicole Notat, qui s'est rendue aux obsèques d'Abdelhak Benhamouda, nous a déclaré : « Les Algériens ont un sentiment d'incompréhension, d'isolement à l'égard de la France. »

Lire page 2, notre enquête page 14 et notre éditorial page 16



Le faux suspect d'Atlanta passe de l'enfer au paradis

NEW YORK de notre correspondante

Il a passé « 88 jours d'enfer » cet été, un enfer qu'il a raconté à la presse les larmes aux yeux, sa maman à ses côtés, car elle aussi, par ricochet, beaucoup souffrit. Aujourd'hui, Richard Jewell, l'homme qui fut à tort considéré pendant trois mois comme le suspect numéro un dans l'affaire de la bombe des Jeux olympiques d'Atlanta, ne pleure plus. Non seulement il a été totalement et publiquement mis hors de cause par le FBI, mais sa réhabilitation, grâce à une solide équipe d'avocats, se révèle une opération assez rentable. A trente-quatre ans, cet ancien employé d'entreprises de sécurité privées est en passe de devenir multimillionnaire.

Lorsque les enquêteurs du FBI l'ont enfin innocenté en octobre dernier en prenant l'initiative la plus rare de lui confirmer par lettre, Richard Jewell a averti la presse qu'il engagerait des poursuites en diffamation. Après tout, il avait enduré pendant trois mois les fouilles, les interrogatoires, la surveillance constante des policiers et des caméras de télévision et sa réputation était en miettes depuis le jour où l'un

des quotidiens d'Atlanta avait publié son nom et sa photo, étiquetés à la « une » sous le mot : « suspect ». Du statut de héros, Richard Jewell, l'agent de sécurité acclamé pour avoir découvert la bombe, le 27 juillet, et commencé à faire évacuer la foule (il y eut finalement un mort et une centaine de blessés), était passé à celui de scélérat. Ce célibataire du Sud, joufflu, Blanc, qui vivait avec son chien et sa mère et alignait les petits boulots de vigile, n'avait-il pas le parfait profil du milicien aigri ? Soufflée à quelques journalistes par le FBI, la piste fut suivie par l'ensemble des médias. Les grands organes de presse préférèrent éviter les tribunaux, dont ils craignent l'hostilité : la première chaîne de télévision attaquée par Richard Jewell, NBC, a donc aussitôt accepté, en décembre, un règlement à l'amiable estimé par le *Wall Street Journal* à plus d'un demi-million de dollars (plus de 2,5 millions de francs) pour le dédommager. Cette semaine, CNN lui a emboîté le pas, versant à M. Jewell une somme d'un montant gardé secret.

En revanche, le groupe Cox, propriétaire de l'*Atlanta Journal and Constitution*, a déclaré de se battre en justice, considérant qu'il n'avait

fait que rapporter des informations de source policière. Le procès aura valeur de test pour le monde médiatique, ébranlé par la condamnation, la semaine dernière, de la chaîne ABC à verser 5,5 millions de dommages et intérêts à un groupe de supermarchés, Food Lion, dans lesquels elle avait envoyé des reporters équipés de caméras invisibles pour prouver que des aliments périmés y étaient emballés et mis en vente. Le jury n'a pas contesté la véracité du reportage d'ABC, mais en a condamné les méthodes.

Pendant ce temps, les avocats de M. Jewell, après avoir fait monter les enchères auprès de divers studios de Hollywood, ont signé avec Fox 2000, un studio de l'empire Murdoch, un contrat sur les droits cinématographiques des mésaventures du héros injustement accusé. Quant au FBI, il pense avoir établi un lien entre la bombe d'Atlanta et trois extrémistes de l'Etat de Washington arrêtés dans le cadre d'enquêtes sur d'autres attentats, croit savoir ABC... qui a diffusé mercredi soir le nom et les photos des trois suspects.

Sylvie Kauffmann

Ces Français qui défendent la cause serbe

La France a-t-elle eu un comportement indigne pendant les cinq années de guerre en ex-Yugoslavie ? Certains, qui se sont engagés aux côtés de la Croatie ou de la Bosnie-Herzégovine, ont régulièrement dénoncé la politique française. D'autres se réveillent aujourd'hui et accusent la France d'avoir trahi les

Serbes. Des hommes politiques et des écrivains s'en prennent violemment aux gouvernements de François Mitterrand et de Jacques Chirac, aux intellectuels et aux journalistes, affirmant que la cause nationaliste serbe méritait plus de compréhension, voire d'amitié.

La récente visite de Jean-Marie

Le Pen au chef paramilitaire Vojislav Seselj et à Pale aura peu de conséquences retentissantes. Le FN est trop divisé entre pro-Croates et pro-Serbes, et M. Seselj peioe à convaincre ses partisans qu'un parti qui a défendu la cause croate pourra être le meilleur allié des Serbes sur le sol français. Le soutien apporté au

Parti radical serbe s'inscrit toutefois dans une logique que devrait développer le Front national : toutes les droites nationalistes doivent travailler ensemble, et les extrémistes serbes et croates, une fois les plaies de la guerre refermées, défendent des valeurs identiques.

Un noyau français de défense des Serbes existe en dehors du FN. Des intellectuels ont publié des articles et des livres d'une ardeur étonnante, bâtis autour d'une fascination pour le peuple serbe, d'un racisme français et d'une négation de tous les faits rapportés par les journalistes et les organisations humanitaires. Les plus actifs sont, ou ont été, les romanciers Patrick Besson, Gabriel Matzneff et Vladimir Volokov, Jean Dutourd et son fils Frédéric, les pamphlétaires Thierry Séchan, Alain Paucard et Daniel Schiffer, ainsi que Jean-Edern Hallier, récemment disparu, ou Gilles Martin-Chauffier, romancier et chef de rubrique à *Paris-Match*, où il accueille régulièrement les articles de ses amis. Ils viennent de réunir trente écrivains dans *Les Serbes et nous*, publié aux éditions L'Age d'homme, une maison d'édition de Lausanne qui fut une vitrine francophone de la littérature yougoslave (et de l'Europe de l'Est) avant d'épouser les thèses ultranationalistes serbes.

Rémy Ourdan

Lire la suite page 16

Vols en solde

■ LA CONCURRENCE qui a conduit les compagnies aériennes à augmenter la fréquence des vols, voire à ouvrir de nouvelles lignes sur des liaisons qui s'avèrent peu rentables, les oblige à solder les voyages. Les prix d'appel proposés pendant les mois d'hiver, période où la fréquentation des avions est peu importante, profitent aux voyageurs malins.

Le Monde publie un tableau qui permet de comparer les prestations offertes par sept voyagistes et compagnies sur dix destinations d'Amérique et d'Asie. Nous avons rassemblé les prix les plus bas du marché pour des voyages effectués avant la fin du mois de mars. Exemples : Paris/New York à 1 540 francs, Paris/Bombay à 2 800 francs.

Lire page 25

La jeunesse du rhythm'n'blues



BABYFACE

LA DÉFERLANTE hip-hop avait donné un coup de vieux au rhythm'n'blues américain. Depuis plusieurs années, il renait, mêlant le romantisme mystique des voix noires à la culture de la rue. Terry Lewis, Teddy Riley, Bobby Brown en sont les chefs de file. Et surtout Kenneth Edmonds, dit Babyface, chanteur et compositeur qui accumule les succès.

Lire page 27

International	2	Aujourd'hui	22
France	6	Jeux	25
Société	9	Météorologie	26
Amériques classées	11	Culture	27
Régions	12	Guide culturel	30
Carnet	13	Communication	31
Horizons	14	Monuments	32
Entreprises	17	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	20	Kiosque	33

Le Monde POCHES supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

051 7 18 47

صوتنا من الامل

MAGHREB Le redoublement de la violence en Algérie commence à faire réagir la classe politique française. Devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée na-

tionale, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a dressé, jeudi 30 janvier, un tableau assez sombre de la situation en Algérie. A huis clos, il aurait confié

qu'une solution politique semblait s'éloigner, le pouvoir algérien donnant la priorité à la répression. **● M. GISCARD D'ESTAING**, de son côté, s'est montré moins réservé,

souhaitant la participation de toutes les forces politiques algériennes, y compris les « islamistes », aux prochaines élections législatives. **● LE GOUVERNEMENT**

ITALIEN est favorable à une action internationale pour aider à résoudre la crise algérienne. (Lire aussi notre enquête page 14 et notre éditorial page 16.)

Le débat sur la crise algérienne est lancé dans la classe politique française

Si Hervé de Charette reste réservé, Valéry Giscard d'Estaing souhaite que toutes les formations politiques, dont les « islamistes », puissent participer aux prochaines élections législatives. L'Italie se déclare favorable à une action internationale

MALGRÉ les attentats à la voiture piégée, malgré les massacres de villageois, l'« éradication » des « terroristes » reste l'unique mot d'ordre du pouvoir algérien. Paradoxalement, c'est en France que la recrudescence de la violence depuis le début du Ramadan paraît davantage faire écho. Dans la classe politique, le débat est désormais ouvert : que peut, que doit faire Paris pour que cesse la violence ?

Le Parti socialiste, par la voix de Lionel Jospin, a été le premier à s'insurger. « La France doit lever le tabou, elle ne doit pas rester silencieuse, ni donner l'impression de soutenir inconditionnellement le pouvoir algérien », a lancé le dirigeant du PS dans une interview accordée, au début de la semaine, à Libération. Le Quai d'Orsay a bien tenté de clore le débat mais l'attentat mortel dont a été victime, mardi 28 janvier, Abdelhak Benhamouda, le secrétaire général de l'UGTA, le principal syndicat algérien, en a montré l'urgence. Venue à Alger assister aux obsèques de celui qui était devenu « son ami », Nicole Notat, la secrétaire générale de la CFDT, a résumé le problème : « Allons-nous laisser ces gens [les Algériens] continuer à s'entretenir ? Nous-nous vraiment rien à faire ? »

Interpellé, le gouvernement manifeste une prudence inquiète. L'Algérie « est une notion souveraine. Elle de régler ses problèmes

(...) ». Je ne suis pas chargé du destin de l'Algérie mais (...) d'apporter ma contribution à la sécurité des Français », se défend le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui n'a pas oublié l'attentat du RER, en décembre dernier. A ce ton précautionneux du ministre, comment ne pas opposer la hardiesse des propos de Valéry Giscard d'Estaing. Interrogé, jeudi 30 janvier, sur une éventuelle participation du Front islamique du salut (FIS), aujourd'hui dissous, aux élections législatives, prévues avant la fin du premier semestre, l'ancien chef de l'Etat a répondu (lire ci-dessous) : « S'il opposait une légitimité que des partis se présentent aux élections en 1997 [ce qui fut le cas du FIS], je ne vois pas les raisons pour lesquelles ils ne pourraient pas se représenter aujourd'hui. »

« FÉBRILITÉ »
Même si M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé de prononcer le nom du FIS, il y a fort à parier qu'Alger va réagir vigoureusement aux propos de l'ancien chef de l'Etat. L'ambassadeur d'Algérie en France, Hocine Djoudi, en a donné un avant-goût dans un entretien au Parisien libéré publié jeudi. « On constate dans certains milieux politiques français une certaine fébrilité, avec la tentation d'exploiter la situation en Algérie. On ne peut que mettre en garde contre ce genre d'exercice (...). Ce

que nous attendons de tout le monde, et pas seulement de la France, c'est la condamnation très nette du terrorisme », a-t-il prévenu.

Si la France veut infléchir la politique du pouvoir algérien, l'amenner à trouver une solution politique à la crise, elle ne peut guère jouer sur le levier de l'aide écono-

lui succéder. Il était prévu de le signer à l'automne dernier. De remaniement ministériel en changement d'équipes dans la haute administration algérienne, le dossier n'a pas avancé depuis des mois. Au grand désespoir des industriels français qui voient l'Algérie se détourner d'eux (de janvier à décembre 1996, les

Un général en retraite assassiné à Oran

Un général à la retraite, Habib Khellil, a été assassiné de deux balles dans la tête, jeudi 30 janvier à Oran. Les services de sécurité, qui ont annoncé la nouvelle, ont imputé ce crime à un groupe islamiste. Le texte de leur communiqué ne donne pas de précisions sur la carrière du général, qui avait été notamment membre du haut-commissariat chargé du service national. Le président Liamine Zerroual a adressé, jeudi soir, un message de condoléances à la famille du défunt, a indiqué l'agence officielle APS, tandis que le ministre de l'Intérieur, Mostefa Benmansour, a dénoncé « avec la plus grande vigueur » ce « lâche assassinat ». Fin 1995, un autre général, le numéro deux de la marine, Mohamed Boutighane, avait été tué par balles à Alger. La ville d'Oran a été largement épargnée par les violences, même si plusieurs assassinats spectaculaires y ont été commis, notamment celui de la vedette de raï Cheb Hasni en 1994 et celui de l'évêque de la ville, Mgr Pierre Claverie, en juillet 1996. — (AFR)

mique, contrairement à ce qu'affirment à Paris nombre de responsables politiques. Le dernier protocole financier — baromètre imparable de l'intérêt de Paris pour un pays tiers — signé entre les deux pays remonte à juillet 1994. Un autre, nettement moins ambitieux par le montant des crédits mis à la disposition d'Alger, devait

exportations françaises en direction de l'Algérie ont diminué de 12 % et l'excédent commercial français de 40 %). Mais à la satisfaction non dissimulée de Paris, qui ne cesse de se voir accusé par les islamistes d'être l'ultime soutien d'un régime « émissaire ». Au demeurant, l'Algérie n'est plus accablée financièrement

comme en 1994 lorsque, à court de devises, elle avait été contrainte de conclure avec le Fonds monétaire international (FMI) un « plan d'ajustement structurel ». A l'époque, Paris avait mené, sans se cacher, auprès des institutions financières (FMI et Banque mondiale) et des banques internationales, une intense « lobbying » pour qu'Alger bénéficie d'un traitement « exceptionnel ». Mission accomplie au-delà de tout espérance puisque le rééchelonnement de la dette extérieure du pays, qu'est venue conforter la baisse des cours du pétrole brut en 1995, a, du point de vue financier, remis sur pied l'Algérie. Avec près de 5 milliards de dollars de réserves (l'équivalent de près de cinq mois d'importations), le pays n'a jamais disposé d'autant de devises depuis son indépendance en 1962. L'aide de la France (des prêts pour l'essentiel, qui bénéficient aux entreprises de l'Hexagone) n'est plus une priorité pour l'Algérie.

L'ARGENT DE BRUXELLES

Le levier d'influence le plus efficace à la disposition de Paris passe par Bruxelles, tant il est vrai que, sur le dossier algérien, c'est la France qui, au sein de l'Union européenne, « donne le ton », pour reprendre l'expression d'un haut fonctionnaire européen. A l'image d'un Etat, l'Union européenne (UE) signe des protocoles financiers. Identique à celle de la Tuni-

sie mais nettement inférieure à celle dont bénéficie le Maroc, l'enveloppe prévue pour l'Algérie est de 250 millions d'euros (1,6 milliard de francs) pour la période 1996-1998. Par rapport au précédent protocole, le montant a été multiplié par quatre. Ces crédits, explique-t-on à Bruxelles, serviront à financer un « filet social » au profit des chômeurs du secteur public, et à favoriser la création de petites entreprises.

Pour Alger, l'argent de Bruxelles est capital car il s'agit de dons, et non pas de prêts remboursables. Or, jusqu'ici, sur les 250 millions d'euros promis, seuls 30 millions ont été affectés. C'est dire que l'Union européenne (et Paris par son intermédiaire) dispose d'un argument fort si tant est qu'elle souhaite négocier politiquement son aide. Certes, l'Europe des Quinze n'a pas l'habitude de lier l'octroi d'argent frais à des considérations politiques. A l'image des institutions financières internationales, Bruxelles ne prend en compte que des critères économiques.

Il existe pourtant des précédents. L'aide au Nigeria a été suspendue au nom de la défense des droits de l'homme. Et, pour des motifs identiques, les députés européens ont voté, en septembre 1996, le gel de l'aide communautaire à la Turquie.

Jean-Pierre Thuquol

M. Giscard d'Estaing est favorable à une participation des « islamistes » aux prochaines élections législatives

LES MOTS pèsent lourd. Particulièrement lorsqu'ils portent sur l'Algérie. Valéry Giscard d'Estaing le savait pertinemment, lorsqu'il a reçu la presse, jeudi 30 janvier. Au prix de multiples précautions oratoires, l'ancien président de la République a réussi le tour de force d'exposer longuement les raisons pour lesquelles il était favorable à une participation de « toutes les forces politiques algériennes » aux prochaines élections législatives, sans jamais citer nommément le Front islamique du salut (FIS).

Préférant le terme de « islamistes » et laissant à ses interlocuteurs le soin d'évoquer le FIS, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a donc évité de mentionner le parti dissous, tout en faisant clairement comprendre que c'était de lui qu'il parlait.

« S'il apparaissait légitime que des partis se présentent aux élections de 1997 [scrutin législatif dont le deuxième tour a été annulé, après la victoire du FIS au premier tour], je ne vois pas les raisons pour lesquelles ils ne pourraient pas se représenter aujourd'hui », a-t-il ainsi souligné, en précisant que « toutes les forces politiques algériennes doivent pouvoir participer, se présenter aux suffrages ». Rendait compte des propos tenus par M. Giscard d'Estaing, l'agence France Presse titrait ainsi une première dépêche : « Le président français Giscard d'Estaing pour une participation du FIS aux élections ». Fureur de l'ancien chef de l'Etat, qui a fait immédiatement appeler l'AFP et celle-ci corrigée : « M. Giscard d'Estaing pour une participation de « toutes les

forces politiques algériennes », y compris « islamistes », aux élections ».

Pendant que l'entourage du député du Puy-de-Dôme pesait les mots de ce dernier, les collaborateurs du ministre des affaires étrangères se livraient à un semblable exercice après l'intervention de Hervé de Charette, devant une vingtaine de membres de la commission des affaires étrangères. Répondant à l'invitation de M. Giscard d'Estaing, le ministre leur avait exposé, dans le huis-clos de la salle de la commission, au deuxième sous-sol du Palais Bourbon, son analyse de la situation intérieure de l'Algérie et de l'attitude de la France à l'égard de ce pays.

VERSION OFFICIELLE

Plusieurs heures durant, au Quai d'Orsay, on s'est employé à gommer certaines « aspérités » dans le discours de M. de Charette. Celui-ci, selon un participant à la réunion, aurait été encore moins tendre à l'égard du pouvoir algérien que le compte-rendu officiel de son audition ne le laisse entendre. Dans ce texte, ne figurent notamment pas certaines appréciations sur l'intervention télévisée du président Zerroual, le 24 janvier.

La relation officielle des propos de M. de Charette est on ne peut plus neutre : « Dans son discours [...], le président Zerroual a reconnu la réalité [du terrorisme] et estimé que cette aggravation serait imputable à des « forces politiques étrangères » et au groupe de Sant'Egidio. » Devant les députés, M. de Charette aurait, en fait,

exprimé sa crainte que ce discours n'ait « mis fin à toute perspective de solution politique ».

Regrettant que M. Zerroual ait accordé « beaucoup d'importance » au groupe de Sant'Egidio (qui réunissait notamment le FFS d'Abd al-Hamid, l'ex-FFS, et le FLN), le ministre aurait noté, à l'instar de beaucoup d'observateurs, que le président algérien ne proposait d'autre remède qu'un renforcement de la répression.

Le ministre aurait également reconnu que la création de milices d'autodéfense risquait de créer les conditions d'une guerre civile, en raison des représailles menées par le Groupe islamique armé (GIA). Là encore, la version officielle est nettement édulcorée. Selon le compte-rendu de la commission, le ministre se serait en effet contenté de noter que « le terrorisme s'est maintenu », et de souligner que ses actions sont « plus visibles, à Alger même ». Les appréciations qu'aurait tenues M. de Charette sur l'« attitude du pouvoir à l'égard de la presse et de l'opposition », traduisant « une volonté de contrôler le débat », ainsi que ses craintes de voir « s'engouffrer » le champ politique algérien, ont également disparu du texte officiel. Selon celui-ci, le ministre a rappelé le souhait de la France que les élections législatives prévues cette année « se déroulent dans des conditions transparentes et incontestables, avec des représentants de toutes les formations politiques légales ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Le témoignage de Nicole Notat : « Un sentiment d'isolement... »

« LES GENS étaient sous le choc. Dignes mais sombres. Ils ont senti que quelque chose de terrible était arrivé, que les tueurs avaient frappé quelqu'un qui se préparait à jouer un rôle fondamental dans leur pays. » Secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, a tenu à assister aux obsèques de son « ami » Abdelhak Benhamouda, le leader de l'UGTA, assassiné, mardi, par un commando. « J'ai été frappé, raconte-t-elle au Monde, par ce peuple debout, digne, que j'ai vu aux obsèques. Les gens ont besoin de reconnaissance. Beaucoup me disent : "Malgré le terrorisme n'oubliez pas nous un peu confiance. Est-ce que l'Algérie est le seul pays à avoir connu une période difficile ?" Les Algériens ont un sentiment d'incompréhension, d'isolement, à l'égard de la France. »

Situé au cœur de la capitale algérienne, la Maison du peuple, siège de l'UGTA, où M. Benhamouda a été tué, est « un coupe-gorge », explique Mme Notat. On y pénètre comme on veut. Son entrée fait songer à « un hall de gare ». C'est là que la dépouille du « numéro un » du principal syndicat algérien a été exposée avant son inhumation, jeudi 30 janvier. « Un échantillon de toute l'Algérie a défilé devant lui, raconte Mme Notat. Des modernistes à voir les costumes qu'ils portaient. J'y vois la preuve que Abdelhak Benhamouda incarnait quelque chose de profond qui transcendait les clivages traditionnels. Sur la route qui conduit au cimetière, il y avait aussi énormément de monde. On sentait une adhésion populaire. »

M. Benhamouda a été inhumé au cimetière des « martyrs » du cimetière El Alia, à la périphérie de la capitale. C'est là que repose aussi l'ancien président Boumedienne et les autres héros de la révolution algérienne de 1954. « Il y avait des milliers de gens, en particulier beaucoup de femmes, alors que traditionnellement elles ne pénètrent pas dans les cimetières », remarque Mme Notat.

Au-delà du cercueil, se tenaient une vingtaine de personnes, dont la mère, la veuve et les cinq enfants du dirigeant syndical. Le chef de l'Etat, Liamine Zerroual, ainsi que les principaux dirigeants civils et militaires étaient également présents. Des témoins rapportent que

le président algérien n'a pu retenir ses larmes lorsque son allié politique a été mis en terre. « Il avait l'air d'un homme très obéissant », confie Mme Notat.

Quelle image garde-t-elle de M. Benhamouda alors que le syndicaliste algérien était à la veille de lancer un parti politique qualifié, avant même sa naissance, de « parti du président » ? « Il se refusait à renvoyer dos-à-dos les islamistes du FIS et les militaires, dit-elle. Il avait pris

Recueillement au Trocadéro

Quelques centaines de personnes ont observé une minute de silence, jeudi 30 janvier, en fin d'après-midi, sur le parvis des droits de l'homme, au Trocadéro à Paris, à l'appel des principales organisations syndicales françaises, pour rendre hommage au dirigeant syndical algérien assassiné, Abdelhak Benhamouda. Le secrétaire général de la CGT, Louis Vianney, présent à ce rassemblement, a déclaré en marge de celui-ci que « la solidarité avec le peuple algérien ne doit pas se limiter aux discours ». Le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, Emilin Gabaglio, a reproché aux gouvernements européens de « rester muets devant le drame algérien ». « Il faut apporter un soutien déterminé à toutes les forces qui veulent une solution pacifique et démocratique au drame algérien », a-t-il dit. — (AFR)

le risque de créer un parti avec ces derniers, qui avaient pourtant interrompu le processus électoral en 1992. Abdelhak Benhamouda était obsédé par la montée de l'intégrisme et du terrorisme. Ce n'était pas un homme prêt à accepter un arrangement médiocre, de petite politique. Il voulait un changement profond pour son pays ; il voulait une vraie démocratie. Son parti se voulait démocratique, patriotique et républicain. Ce qu'il était, lui. »

J.-P. T.

Le gouvernement italien prône une « action » internationale

ROME
de notre correspondant
Le gouvernement italien est de plus en plus préoccupé par la situation en Algérie et souhaite que la communauté internationale agisse d'avantage et rapidement. Tel est le sens de plusieurs déclarations, faites cette semaine à Rome devant l'immobilisme des capitales occidentales.

L'Italie proposera sans doute la réunion d'une conférence internationale lors de la réunion des ministres des affaires étrangères français, espagnol et italien qui aura lieu le 3 février.

L'initiative n'a pas officiellement été confirmée mais Lamberto Dini, ministre des affaires étrangères, a indiqué, jeudi 30 janvier, que si « l'Italie n'aurait pas l'intention de proposer une médiation entre les parties, elle souhaitait être active

sur le plan international ».

M. Dini a immédiatement pris les devants en déclarant : « Personne ne devrait s'alarmer, tant du côté des pays amis que du côté des groupes ou représentants algériens, parce que nous n'ollons pas intervenir dans les affaires des autres, mais nous serons toujours présents. » Comment ? Les Italiens essaieront de chercher des solutions, de « trouver un juste équilibre et des accords pour mettre fin à cette situation extrêmement grave », a précisé le ministre, dont la volonté d'intervention a été très nette.

CRIS D'ALARME

Déjà, au début de la semaine, Piero Fassino, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avait lancé un cri d'alarme dans le quotidien L'Unità : « La commu-

nauté internationale a pendant trop longtemps sous-évalué la portée de la guerre civile qui ensangante l'Algérie. Il faut rattraper le temps perdu en développant une initiative qui rétablira la paix, la liberté et la démocratie dans le pays. Nous ne devons pas laisser l'Algérie seule. Dans les prochaines semaines, l'Union européenne doit avoir un comportement plus déterminé et précis dans ses intentions. »

Pour la diplomatie italienne, tout doit être mis en œuvre pour que les prochaines élections législatives — qui doivent avoir lieu en mai ou juin 1997 en Algérie — soient l'occasion d'une véritable et libre consultation du peuple algérien. C'est l'objectif pour lequel la communauté internationale doit travailler afin de faciliter le retour de la paix. Piero Fassino souhaite qu'un véritable courant d'opinion

s'établisse en Italie mais aussi en Europe pour accompagner l'indispensable action diplomatique.

L'initiative italienne a été violemment critiquée par trois partis de l'opposition algérienne, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saïd, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD) et l'ancien parti communiste Ettahadi, lesquels ont estimé qu'il s'agissait « d'un monarque de connaissance de la complexité » de la crise et que, si cette initiative « venait à être maintenue », « elle constituerait un lourd passif entre nos deux peuples ».

Un communiqué des trois partis affirme : « Il est fini le temps de la conférence de Berlin où se décidait le sort des nations. »

Michel Bôle-Richard

Le régime soudanais est confronté à l'alliance de l'opposition nordiste avec la guérilla sudiste

Le pouvoir accuse l'Erythrée et l'Éthiopie de soutenir les rebelles

Depuis un mois, des combats opposent dans l'est du pays les forces du régime soudanais à celles de l'opposition soutenue, selon Khar-

toum, par l'Erythrée et par l'Éthiopie. Dans la capitale, les accrochages ne suscitent ni affolement ni mobilisation en faveur du pouvoir, qui

doit faire face, pour la première fois, à l'union de l'opposition nordiste avec la guérilla sécessionniste sudiste.



Les menaces à l'est et au sud

KHARTOUM
de notre envoyé spécial
« Nous assistons aujourd'hui à un conflit de civilisations », le politologue américain, Samuel Huntington, pour qui le conflit du XXI^e siècle opposera l'islam à l'Occident – ce que l'écrasante majorité des musulmans à travers le monde refuse –, aurait trouvé son bonheur dans ces propos tenus, mercredi 29 janvier, à la télévision de Khartoum, par un chercheur musulman soudanais. L'islam, a-t-il dit, en a vu d'autres : jamais blocus, famines et guerres n'ont réussi à le réduire à néant. Ces jours-ci, l'islam a bon dos à Khartoum.

Le Soudan mobilise et tous les moyens d'information sont mis au service de la préparation à la guerre pour la reconquête du terrain pris, depuis le début du mois, dans l'est du pays, par l'opposition unie, affirme cette dernière, par l'Erythrée et l'Éthiopie, insiste le gouvernement soudanais. Des bureaux de recrutement sur la base du volontariat sont ouverts dans la capitale et dans d'autres villes du pays. La population est invitée à contribuer à la préparation des repas de l'iftar (la rupture du jeûne pendant le ramadan) des combattants.

COMPTES BANCAIRES

Les dons en espèces et en bijoux sont les bienvenus. Deux comptes bancaires, en devises et en dinars, ont été ouverts. Des chèques à quatre, six, neuf zéros en monnaie locale, donnés par de généreux Soudanais anonymes, sont exhibés tous les soirs au journal télévisé. En admettant que ces donateurs existent, il faut toujours supprimer quelques zéros, commente un observateur occidental. Les émigrés sont également mis à contribution. Les responsables civils et militaires soudanais s'efforcent de rassurer la population, ou sont dépêchés à travers le monde pour dénoncer l'« agression » érythréenne et éthiopienne.

Mais Khartoum demeure une ville quiète, que le ramadan rend plus paisible encore et que les superlatifs et autres références aux grandes batailles de l'islam, assénées par l'information officielle, ne semblent pas émouvoir particulièrement. Le gouvernement lui-même et les forces armées, malgré les slogans, n'ont pris aucune mesure de sécurité exceptionnelle. Les bâtiments officiels ne semblent pas spécialement surveillés et les barrages militaires ne font leur apparition qu'après minuit, avec la fin de l'iftar. On est loin, ici, du climat insurrectionnel que l'opposition sudiste et nordiste, associée au sein de l'Alliance nationale démocratique (AND), appelle de ses vœux. Mais on est loin aussi d'une boutée de nationalisme qui conduirait des milliers d'habitants de Khartoum sous les drapeaux, comme le souhaitent les autorités.

Sara El Mahdi, l'épouse du chef de l'Opposition, le principal parti d'opposition nordiste (musulman), Sadek El Mahdi, lequel a quitté le pays dans des conditions rocambolesques vers la mi-décembre 1996, affirme que les apparences sont trompeuses. « Le peuple sou-

danais a l'air silencieux, mais il est conscient de tout, dit-elle. Les gens veulent se débarrasser du régime mais sans bain de sang. » De son côté, un observateur étranger voit dans la sérénité de la capitale la volonté du régime – compte tenu d'une situation économique déplorable et de l'absence d'un soutien fort au Front national islamique (FNI) qui, dans l'ombre, contrôle le pouvoir – de ne pas donner l'impression d'être en difficulté. Certains Soudanais ont davantage tendance à penser que le pouvoir n'a pas vraiment confiance dans l'armée, dépitée de se voir préférer les milices populaires, créations du FNI et enfants choyés du régime.

INTERPELLATIONS

L'université de Khartoum a été fermée dès l'ouverture du front à l'est du pays. Les autorités affirment que c'est à la demande des étudiants eux-mêmes, qui voulaient partir à la guerre, que cette mesure a été prise. Des Soudanais et des expatriés occidentaux contestent cette version et disent que l'université a été fermée d'autorité parce qu'elle a toujours été un foyer de contestation.

Mouna Naim

Les certitudes de Hassan Tourabi, éminence grise de Khartoum

L'idéologue du régime dénonce un complot international contre son pays et l'islam

KHARTOUM

de notre envoyé spécial
Il a l'allure si détachée qu'elle en paraît affectée, le sourire – ironique, mi-amical – si fréquent qu'il semble esquissé pour vous prendre à témoin, le verbe si égal que toute humeur paraît maîtrisée et le discours si bien rodé qu'il pourrait convaincre. « Il est intelligent, il sait ce qu'il fait, et il a les méthodes et les moyens de le faire », dit de lui un opposant. Le cheikh Hassan Tourabi, président de l'Assemblée nationale soudanaise, chef du Front national islamiste (FNI), officiellement dissous comme tous les autres partis soudanais, mais néanmoins omniprésent dans les rouages de l'État, n'a pas l'ombre d'un doute quant au bon droit du Soudan face au « complot » pluriel dont il est la cible. Les principaux partis de l'opposition nordiste et sudiste, musulmans, chrétiens et animistes, les États-Unis, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Erythrée ont beau dire que la guerre actuelle dans l'est du Soudan est une affaire intérieure, M. Tourabi ne veut rien admettre.

Il désigne sans hésiter « l'Égypte et la Grande-Bretagne » comme étant les deux pays par lesquels le mal est arrivé, les gouvernements égyptien et érythréen n'étant que des exécutants, le diable sur la couture du pantalon. Pourquoi l'Égypte et la Grande-Bretagne ? Pour lui, l'explication est simple – presque simpliste – et se fonde essentiellement sur l'Histoire : « La Grande-Bretagne ne supporte pas, dit-il, de voir une ancienne colonie dégrader à ce que tout colonisé est supposé demeurer, c'est-à-dire contrôlé de loin. Or le Soudan refuse la colonisation, a changé la langue, ses lois, ses relations internationales et son commerce avec

l'Europe. Londres pense donc qu'un changement de régime au Soudan ramènerait ce pays dans son giron », ajoute-t-il. Quant à l'Égypte, son « cas » est plus grave encore aux yeux de M. Tourabi, puisque aux séquelles de l'Histoire – le Soudan fut un condominium égypto-britannique de 1898 à 1956 – s'ajoute, selon lui, « un intérêt naturel pour les eaux du Nil ». Aussi, Le Caire, explique-t-il, veut que non seulement le Soudan mais l'Ouganda et l'Éthiopie soient de son bord.

« La religion ne peut pas être imposée.

Si elle l'était, elle engendrerait des hypocrites, qui sont pires que les mécréants »

Et, s'il fallait une preuve de plus de la malveillance anglo-saxonne, comme il le dit, M. Tourabi vous invite à regarder la carte. Pourquoi à l'ouest du Soudan, avec le Centrafrique, le Tchad et le Zaïre, Khartoum n'a-t-il pas de problèmes ? interroge-t-il. Pour répondre aussitôt : « Parce que ces pays échappent à l'influence britannique, égyptienne et oniricienne et qu'ils gravitent dans le giron d'un autre État dont chacun, dans les rues de Londres et de Paris, connaît l'histoire des relations avec les États anglo-saxons. » C'est d'œil amical à la France qu'a deux reprises, au cours de l'entrevue, il cherchera à placer au-dessus de tout soupçon. Quant à la Libye, selon M. Tourabi, elle-même soumise à un embargo international, elle garde un profil bas.

La cause est donc entendue : « Le Soudan, d'après M. Tourabi, est innocent » de tout soupçon porté contre lui. On l'accuse d'of-

frir l'asile à trois membres du commando qui a tenté d'assassiner le président égyptien Hosni Mubarak, en juin 1995, à Addis-Abeba : lui, à aller et au retour ils sont passés par le Soudan, admet-il, mais comme tout Égyptien ou Arabe qui – jusqu'à il y a quelques mois encore – pouvait circuler sans visa. Et puis les suspects sont aujourd'hui en Afghanistan, affirme-t-il, pour se demander aussitôt : « Pourquoi n'a-t-on pas cherché à savoir par quelle voie la dizaine d'Égyptiens

étant que le Soudan est « un État charnière entre l'Afrique et le monde arabe, le pays qui a le plus grand nombre de voisins, dont ne se sépare aucun obstacle naturel, ni social », et surtout que « la volonté nationale y a pris un visage religieux qui refuse l'Égypte ». Un pays qui estime, selon lui, être un phare de l'islam et que craint l'Éthiopie, « dont la majorité de la population est musulmane ».

Le Soudan veut-il « exporter l'islam » ? « Comment, rétorque-t-il, par bateau ? Il y a deux façons d'exporter la culture : la colonisation et l'édition ou l'information [...]. Et puis que font la BBC et la télévision française ? Diffusent-elles uniquement des spots publicitaires ? Alors pourquoi montrer le Soudan du doigt alors même qu'il n'a pas les meilleurs moyens d'information de la région ? » Et d'ajouter : « En tout état de cause, la religion ne s'exporte pas par la violence. Le Coran affirme que la religion ne peut pas être imposée. Si elle l'était, elle engendrerait des hypocrites qui sont pires que les mécréants ».

Quant aux sanctions diplomatiques imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies depuis mai 1996, et qui risquent de se doubler en février prochain d'une interdiction de vol des appareils de la Sudan Airways, elles ne sont, à ses yeux, que vaines. « Après tout, la Sudan Airways n'a que quelques avions, dit-il. Du reste, toute renouveau culturelle ou de civilisation est d'abord combattue parce qu'elle va à l'encontre des idées et intérêts établis. C'est un principe historique intangible. Le blocus nous mobilise. Chaque Soudanais sait que ce blocus est dirigé contre l'islam, et d'une certaine manière contre l'arabité. »

M. Na.

Le ton monte entre l'Ouganda et le Soudan

Kampala envisage une action militaire contre son voisin du Nord, et aurait concentré des troupes à la frontière

LE PRÉSIDENT ougandais Yoweri Museveni a suscité un certain émoi en déclarant, jeudi 30 janvier, à l'issue d'une rencontre avec le commissaire européen João Pinheiro, qu'avec les Soudanais nous [l'Ouganda] sommes à court de solutions. Quelles que soient les solutions que nous suggérons, ils ne les acceptent pas. Donc, je pense qu'ils veulent avoir une solution sur le champ de bataille. C'est ce qu'ils attendent.

Une source militaire de haut rang a précisé ultérieurement que l'Ouganda n'avait pas « l'intention d'envahir le Soudan », soulignant toutefois qu'en cas d'attaque « nous serons en mesure de leur montrer que ce n'est pas la meilleure option ». Khartoum accuse l'Éthiopie, l'Erythrée et l'Ouganda de soutenir l'opposition armée soudanaise, qui a lancé une offensive depuis le 12 janvier dans l'est du Soudan et se préparerait, selon certaines sources, à entamer une nouvelle phase d'attaques « coordonnées sur tous les fronts », y compris le sud, frontalier de l'Ouganda.

INQUIÉTUDE ET VIGILANCE

Dans un entretien publié jeudi par le quotidien en langue arabe *al-Hayat*, le président soudanais Omar al-Béchir a d'ailleurs affirmé que la rébellion sudiste, soutenue par l'Ouganda, concentrait des troupes à la frontière soudano-ougandaise en vue d'une attaque dans le sud du pays.

Le chef de la diplomatie soudanaise, Ali Osman Mohammad Taha, a quant à lui affirmé dans le journal *Kowleed al-Rai al-Aom* que son pays avait repéré des concentrations de troupes ougan-

daïses à la frontière sud du Soudan. « En dépit des explications fournies par Kampala, selon lesquelles ces troupes sont destinées à faire face à l'opposition armée ougandaise dans le nord du pays, nous sommes quand même inquiets, mais vigilants et prêts à toute éventualité », a déclaré le ministre.

L'Ouganda et le Soudan ont rompu leurs relations diplomatiques en avril 1995. Kampala accuse Khartoum de soutenir un mouvement rebelle actif dans le nord de l'Ouganda, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), tandis que Khartoum accuse Kampala de soutenir la rébellion animiste et chrétienne du Sud, qui combat depuis 1983 le pouvoir central du Nord, arabe et musulman. L'Armée sudiste de libération des peuples du Soudan (SPLA) de John Garang s'est allié à l'opposition du Nord pour former l'Alliance nationale démocratique (AND).

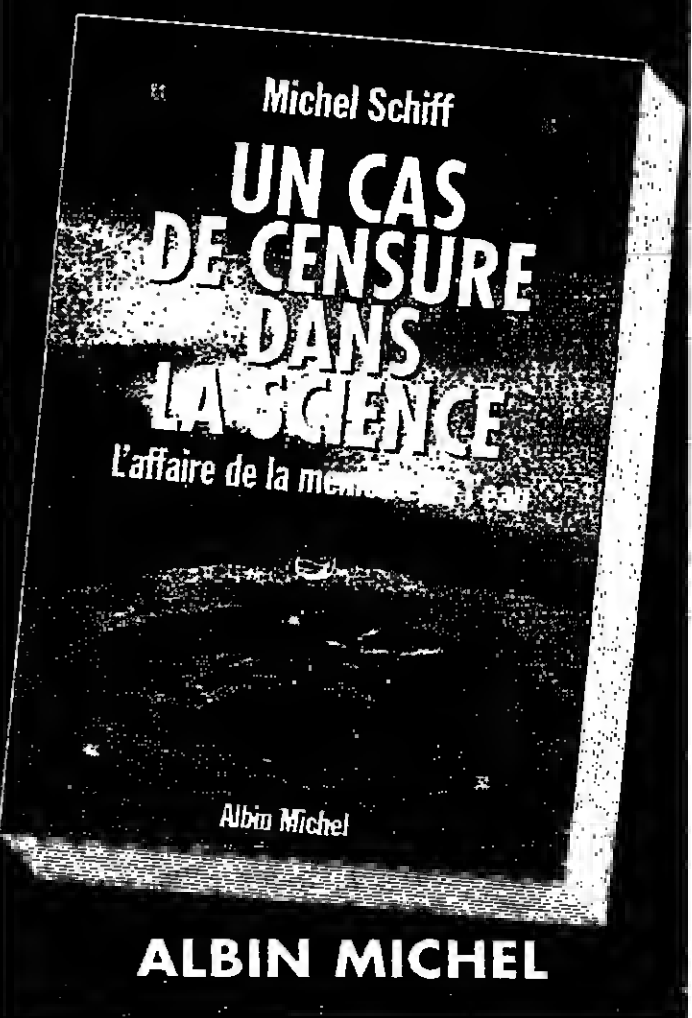
Le Soudan et l'Ouganda avaient vainement signé en septembre à Khartoum, sous les auspices de l'Iran, un accord pour tenter de normaliser leurs relations. (AFP)

La situation des droits de l'homme est jugée « extrêmement mauvaise » au Soudan, où le gouvernement et la guérilla continuent à commettre de « sérieuses atteintes » aux droits essentiels de la population, note le département d'État américain dans son rapport annuel rendu public jeudi 30 janvier. Le gouvernement est notamment responsable, comme la guérilla, « d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions, de recours au travail forcé, à l'esclavage et à la conscription forcée des enfants ». (AFP)

MÉMOIRE DE L'EAU

UNE ENQUÊTE PASSIONNANTE SUR "L'UNE DES PLUS RETENTISSANTES CONTROVERSES DE CETTE FIN DE SIÈCLE."

Éric Fottorino, *Le Monde*



صلى الله عليه وسلم

L'Union européenne fait de 1997 l'Année contre le racisme

LA HAYE

de notre correspondant
En présence de trois cents représentants des gouvernements, d'organisations syndicales, d'entreprises et d'organisations antiracistes, le premier ministre néerlandais, Wim Kok, dont le pays assure la présidence de l'Union européenne (UE), le président de la Commission, Jacques Santer, et celui du Parlement européen, José Gil-Robles, ont officiellement proclamé, jeudi 30 janvier à La Haye, 1997 l'Année européenne contre le racisme.

« Le racisme est aux antipodes de tout ce que l'Europe incarne en termes de démocratie, de tolérance et de respect de la dignité humaine », a déclaré le président Jacques Santer. « Lutter contre le racisme, c'est d'une certaine façon construire l'Europe. » Le commissaire chargé de l'emploi et des affaires sociales, l'Irlandais Pádraig Flynn, dont les services assurent la responsabilité des manifestations, a indiqué que cette année européenne, dotée d'un budget de 4,7 millions d'euros, viserait principalement à « sensibiliser les citoyens au problème du racisme et à montrer comment il peut être surmonté de façon positive ».

HARMONISATION DES LOIS

La conférence d'ouverture, qui s'achevait vendredi, a permis aux participants de débattre des moyens de lutter, au quotidien, contre le racisme. « Il existe un large consensus sur la nécessité d'agir », a constaté Jacques Santer. Le président de la Commission décide chez les citoyens « une attente, en particulier sur l'élaboration d'une législation européenne, permettant de renforcer les instruments juridiques disponibles pour lutter contre le racisme ».

La France a pris l'initiative de réunir à l'automne 1997, à Bordeaux, au siège de l'École de la magistrature, un colloque pour réfléchir au rapprochement des pratiques judiciaires. Cela pourrait constituer un premier pas vers une harmonisation plus large des textes de loi en Europe. « Il y a un réel besoin, surtout en matière de diffusion des messages racistes. Hier, c'était le livre du docteur Guibet qu'on trouvait sur Internet. Aujourd'hui, cela peut être les thèses négationnistes », soulignait-elle dans la délégation française.

Malgré les objections britanniques, qui ont empêché qu'un accord puisse être trouvé avant le lancement de cette Année contre le racisme, il y a de bonnes chances que l'Observatoire européen contre le racisme et la xénophobie voie bientôt le jour. « En décembre 1996, le Sommet de Dublin avait demandé au conseil des ministres de boucler les négociations dans les plus brefs délais. Il y a un budget d'installation et de fonctionnement, voté par le Parlement européen, et quatre pays sont candidats pour accueillir l'Observatoire : la France, l'Autriche, le Luxembourg et la Belgique », souligne Jean Kahn, président de la Commission consultative européenne sur le racisme et la xénophobie, qui estime que les reticences britanniques sont surmontables. « Londres est traditionnellement peu enclin à "communiquer" les choses. C'est une querelle de subsidiarité », dit-il.

Le groupe ad hoc sur l'Observatoire cherche un accord sur son statut juridique. Certains proposent de le rattacher à l'article 235 du traité de l'Union, lequel concerne les tâches nouvelles de la Commission européenne. Le représentant de la Grande-Bretagne à la Conférence de La Haye a estimé lui-même qu'un compromis était proche. « Nous sommes loin d'être opposés à la création d'un observatoire européen contre le racisme et la xénophobie, l'espère même que nous serons en mesure de créer formellement cet institut d'ici à la fin de la présidence néerlandaise de l'Union européenne, en juin », a déclaré le secrétaire d'Etat aux affaires intérieures britanniques, Timothy Kirkhope.

Alain Franco

M. Chirac rencontre un président russe affaibli par la maladie

Selon son porte-parole, Boris Eltsine est toujours convalescent bien qu'il ait reçu, jeudi, son premier ministre et évoqué une vague réforme constitutionnelle. Pour certains cardiologues, il souffrirait d'un œdème au poumon

Comme prévu, le président russe Boris Eltsine devrait recevoir Jacques Chirac, dimanche 2 février, dans une datcha proche de Moscou. Avant cette rencontre, le chef de l'Etat français a eu un entretien téléphonique

d'une demi-heure, jeudi, avec Bill Clinton. La conversation a notamment porté sur la question de l'élargissement de l'OTAN. Le même jour, Boris Eltsine a évoqué pour la première fois une réforme constitutionnelle, un sujet

qui agite depuis longtemps la classe politique et qui pourrait décider du profil et des pouvoirs du prochain maître du Kremlin. La présidence n'a toutefois donné aucune précision sur le projet du président russe, dont

l'état de santé continue d'inspirer des inquiétudes. Il pourrait, selon certains experts, souffrir d'un œdème au poumon consécutif à l'opération du cœur qu'il avait subie le 5 novembre 1996.

LE CHEF DE L'ÉTAT français a confirmé, jeudi 30 janvier, qu'il se déplacerait bien le 2 février, comme convenu, à Moscou, pour rencontrer Boris Eltsine. Cette rencontre doit se tenir dans une datcha située dans les environs de la capitale russe. L'incertitude qui, compte tenu de l'état de santé de M. Eltsine, pesait sur la tenue de ce rendez-vous est donc levée.

Pour autant, l'inquiétude se fait de plus en plus vive quant à la nature exacte des maux dont souffre aujourd'hui le chef d'Etat russe et quant à sa capacité physique à remplir à l'avenir pleinement et durablement ses fonctions. Le dernier épisode pathologique en date, qualifié de « double pneumonie », n'est pas pour rassurer, dans la mesure où cette éventualité est étroitement corrélée à l'insuffisance cardiaque majeure qui avait nécessité les pontages coronariens pratiqués au début du mois de novembre 1996 par des praticiens russes.

Ces derniers avaient, indiquent-ils, de bonne source, œuvré en étroite collaboration avec des spécialistes américains au point que chaque poste de travail du bloc opératoire était doublé par des praticiens américains. On indique

aujourd'hui, de source médicale très bien informée, que cette intervention chirurgicale incomplète n'a pas permis au président russe de retrouver une fonction cardiaque suffisante pour jouir d'une véritable autonomie.

SURINFECTION BACTÉRIENNE

En pratique, la « double pneumonie » évoquée dans les jours qui ont suivi le retour, fin décembre, de M. Eltsine au Kremlin peut correspondre à deux situations. Dans la première hypothèse, une pathologie pulmonaire de type infectieux : une infection grippale - diagnostic officiellement établi par le Kremlin - qui se serait compliquée d'une surinfection bactérienne nécessitant un traitement antibiotique adapté. Dans cette hypothèse, la longueur de l'épisode infectieux (de l'ordre de trois semaines) est telle qu'il a très probablement eu des conséquences négatives sur une fonction cardiaque par ailleurs depuis longtemps défectueuse.

L'autre situation, plus vraisemblable et fréquemment évoquée au sein des équipes spécialisées de chirurgie cardiovasculaire, verrait les médecins russes confrontés,

chez leur patient, à un œdème aigu du poumon (OAP), une conséquence habituelle d'une insuffisance cardiaque majeure.

Cet OAP se serait compliqué d'une surinfection bactérienne, un fait fréquemment observé dans les services spécialisés. Cette situation inquiétante expliquerait notamment le report, la semaine dernière, de la conférence de la Communauté des Etats indépendants (CEI), celle prévue début février aux Pays-Bas avec les représentants des pays de l'Union européenne, tout comme les in-

certitudes concernant la rencontre Clinton-Eltsine programmée pour le mois de mars. S'il ne parvenait pas à être efficacement corrigé avec les traitements médicamenteux habituels, l'OAP surinfecté correspondrait à une complication majeure dont l'issue à court ou moyen terme pourrait être fatale.

Les données actuelles renvoient à la controverse dans les mois qui précéderont l'intervention chirurgicale, et qui avaient alors opposé quelques-unes des meilleures écoles de chirurgie cardiaque du monde. Deux schémas thérapeu-

tiques étaient alors proposés pour tenter de sauver Boris Eltsine et lui permettre d'assumer l'exercice de son pouvoir. Le premier consistait à tenter une intervention chirurgicale « minima » centrée sur les artères coronaires, le « contrat » passé entre l'équipe chirurgicale américano-russe consistant en œuvre pour faire en sorte que Boris Eltsine apparaisse rétabli dès les premiers jours suivant l'intervention.

Le second visait à associer aux pontages coronariens un geste thérapeutique complexe mais fréquemment mis en œuvre par les meilleures équipes spécialisées en chirurgie cardiovasculaire. Il fallait pour cela associer aux pontages une « valvuloplastie » (ou réfection d'une valve cardiaque), afin de fournir une réponse chirurgicale à une anomalie majeure (un rétrécissement) de la valve aortique. Ce schéma thérapeutique n'a pas été retenu et tout indique aujourd'hui que la fraction d'éjection sanguine du ventricule gauche est plus faible que ce qui semblait acquis (fraction inférieure à 30 %).

Jean-Yves Nau

En 1996, l'Ukraine a exécuté au moins 89 condamnés à mort

MEMBRE DU CONSEIL DE L'EUROPE depuis novembre 1995, l'Ukraine a été condamnée cette semaine lors d'un « débat d'urgence », par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation, pour ne pas avoir mis un moratoire sur les exécutions capitales. Au cours du premier semestre 1996, au moins 89 condamnés à mort ont été exécutés dans la République ex-soviétique, un « chiffre particulièrement élevé », seule la Chine, à notre connaissance, a exécuté plus de prisonniers l'an dernier, souligne Réoate Wohlwend, l'auteur d'un rapport soumis, mercredi 29 janvier, à l'Assemblée parlementaire.

Alors que la peine capitale relève en Ukraine du « secret d'Etat », le ministère ukrainien de la justice avait révélé pour la première fois en novembre 1996, lors d'un colloque à Kiev, l'ampleur des chiffres : entre 1991 et 1995, 642 condamnations à mort ont été prononcées en Ukraine, et 442 exécutions ont eu lieu.

Jugeant la situation « inacceptable », le

rapport de M^{me} Wohlwend déplore notamment que les familles des condamnés ne soient « informées de la mort de leur parent que plusieurs mois après l'exécution ». Les corps des exécutés « sont enterrés dans des tombes anonymes, sur lesquelles les familles ne peuvent donc se rendre », poursuit le rapport. L'Ukraine n'a pas réformé son système judiciaire depuis la disparition de l'URSS, et « les obligations de confessions obtenues sous la contrainte ou la torture sont nombreuses. Dans ces conditions, les erreurs judiciaires sont nombreuses et les condamnations à mort sont souvent impossibles à rattacher non seulement possibles mais probables », ajoute le texte.

85 % POUR LA PEINE CAPITALE

Lors du débat à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, les députés ukrainiens ont fait valoir, mercredi, le « paradoxe terrible » qui ferait de l'abolition de la peine de mort « l'abolition de la justice suprême » aux yeux de l'opinion publique ukrainienne. Les sondages indiquent que 85 % des Ukrainiens sont favorables au

maintien de la peine capitale, comme moyen pour endiguer la hausse de la criminalité dans le pays (4 500 assassinats en 1996). L'argument n'est pas recevable, affirme le rapport de M^{me} Wohlwend : le secret qui recouvre les exécutions en Ukraine « signifie qu'il n'y a pas d'effet dissuasif. Comment un criminel peut-il évaluer ses risques d'être exécuté s'il ignore même que des exécutions ont lieu ? » M^{me} Wohlwend a ajouté que d'autres pays post-communistes, confrontés à des problèmes de criminalité identiques à ceux que connaît l'Ukraine, n'en observent pas moins un moratoire sur les exécutions.

L'Albanie, la Bulgarie, les pays baltes et la Pologne observent un moratoire sur les exécutions. La République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Moldavie ont aboli la peine de mort. La Russie, qui appliquerait un moratoire sur les exécutions depuis août 1996, a de son côté été épinglée par le Conseil de l'Europe : entre 53 et 140 prison-

niers ont été fusillés en Russie au cours du premier semestre 1996, indique le rapport de M^{me} Wohlwend. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a menacé mercredi de suspendre les pouvoirs des délégations de Russie et d'Ukraine si ces deux pays continuaient de procéder à des exécutions capitales.

A la veille de la visite officielle en France du président ukrainien Leonid Koutchma (les 30 et 31 janvier), le gouvernement de Kiev a déposé au Parlement un projet de loi réclamant l'abolition de la peine de mort « en temps de paix » et un moratoire sur les sentences déjà prononcées. L'Ukraine s'était solennellement engagée à mettre en place un tel moratoire dès son adhésion au Conseil de l'Europe, puis à abolir la peine de mort dans un délai de trois ans. Le projet de loi déposé à Kiev prévoit de remplacer la peine capitale par des peines de prison à perpétuité.

N. No.

Le cauchemar des lycéens de Manisa dans les prisons turques

ISTANBUL

de notre correspondant

Polls, proprement vêtus et souriants, ils donnent l'impression d'être des adolescents très normaux. Pourtant ces lycéens de Manisa, accusés d'être membres d'un groupe de guérilla urbaine d'extrême gauche, le DHKP-C, vivent depuis plus d'un an un cauchemar judiciaire kafkaïen : ils ont été arrêtés, apparemment torturés, puis condamnés, le 16 janvier 1997, par la Cour de sûreté, à de lourdes peines de prison.

Les sources se fanent et l'air de normalité s'évapore lorsqu'ils décrivent leurs tourments, qui n'ont rien d'ordinaire. Fulya Apaydin o'avait que dix-sept ans lorsque la police est venue la chercher, à la maison, le 26 décembre 1995, pour ce qui devait être un bref interrogatoire. En fait, les yeux bandés la plupart du temps, elle a été forcée d'entendre pendant onze jours les burléments de ses camarades - parmi eux sa jeune sœur, Munire, arrêtée au lycée le même jour qu'elle - soumis à des mauvais traitements dans la pièce située à côté de sa cellule. Son visage s'assombrit, laissant transparaître son angoisse et ses mains couvrent ses oreilles, lorsqu'elle évoque ces sons qui « n'étaient pas humains ». Elle baisse les yeux et la voix pour dire qu'il lui a fallu des mois pour pouvoir parler à ses proches et à son avocat, le barreau de Manisa, qui avait été relâchée après la période initiale d'interrogatoire et qui a été acquittée, Ozgür Zeybek, un jeune garçon à l'air calme, âgé aujourd'hui de dix-sept ans, a quant

à lui, déjà passé quatre mois et demi en prison après avoir subi des chocs électriques. Si la cour de cassation rejette son appel, il devra retourner au pénitencier pour effectuer sa peine de deux ans et demi.

D'autres, parmi les seize jeunes gens arrêtés durant les fêtes de fin d'année en 1995 - dont cinq sont

avec l'idéalisme qui caractérise leur âge, sont des jeunes gens « progressistes, démocrates, ouverts ». Plusieurs d'entre eux sont membres de l'Allée de jeunesse du Parti social-démocrate, d'autres, musiciens, chantent des chansons engagées.

Arrive à Manisa un nouveau chef de la sûreté, venu tout droit

firmes le député social-démocrate Sabri Ergül.

C'est ainsi que ces jeunes, dont le cadet n'a que quatorze ans, se voient imputer les quelques incidents - mineurs - rapportés à Manisa au cours des mois précédents. L'incendie du saloon d'un barbière est provoqué, d'après le dossier, par un cocktail Molotov. Le fait que l'enquête des pompiers et le témoignage du propriétaire aient coïncidé à un accident par coïncidence, dû à une boisson de gaz, n'est apparemment pas pris en considération. Et puis, il y a les slogans : « A bas le fascisme. Non à l'éducation payante. Vive la fraternité du peuple ». Ceux écrits sur un traio, que le chef de gare dit n'avoir jamais vus, ou ceux griffonnés sur le mur d'une usine.

RAPPORTS MÉDICAUX TIMIDES

Les allégations de mauvais traitements ont été étayées par les témoignages de Sabri Ergül et de Pelin Erda, qui s'étaient recroisés dans les locaux de la sûreté pour voir le frère de cette dernière après son arrestation. Après une longue attente au siège de la branche antiterroriste, Pelin avait été bouleversée par la vision de son frère, titubant entre deux policiers au bout d'un long corridor. « Nos regards se sont rencontrés. J'ai tout compris », explique-t-elle. Le parlementaire Sabri Ergül devait être confronté à un tableau encore plus choquant lorsque, entendant des cris, immédiatement couverts par une musique martiale, il avait ouvert une porte. « J'ai vu deux filles et deux garçons, entièrement dévêtus... Les filles étaient jeunes, avec des longs cheveux. L'une

d'entre elles était par terre, l'autre était debout... Autour de la fille par terre, il y avait trois ou quatre personnes en civil, autour de l'autre, deux ou trois... ». A-t-il témoigné devant le procureur. Dans le corridor, un autre garçon, nu, était allongé alors que d'autres jeunes gens, les yeux bandés, attendaient sur des bancs.

Les rapports médicaux des prévenus, établis dans des conditions peu satisfaisantes, mentionnent tout au plus une ecchymose par-ci, par-là, mais les témoignages de Sabri Ergül et de Pelin Erda, qui se souviennent des doigts violacés de son frère, et de certains parents qui, lorsqu'ils ont enfin vus leurs enfants après de longs jours d'angoisse, les ont trouvés avec le corps glacé et les cheveux encore mouillés après une session sous la douche froide, ne laissent guère planer de doutes sur les mauvais traitements subis par les adolescents.

Dans son rapport paru le 16 janvier, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) signale qu'en 1995, 28 adolescents de 11 à 14 ans, et 244 autres jeunes de 14 à 17 ans ont été détenus devant la Cour de sûreté.

Un procès - qui continue - a finalement été intenté contre les dix policiers de Manisa, qui n'ont cependant pas été suspendus dans l'attente du jugement. Comment ne pas s'étonner de l'empiètement de la Cour de sûreté - un tribunal d'exception, semi-judiciaire - à condamner ces jeunes gens sans attendre les résultats de la procédure contre les policiers ?

Nicole Pope

Fidel Castro dénonce un rapport de Washington sur une transition démocratique à Cuba

Les Etats-Unis promettent une aide exceptionnelle dans l'hypothèse d'un changement de régime

Dans un rapport publié, mardi 28 janvier, par la Maison Blanche, les Etats-Unis promettent une aide de plusieurs milliards de dollars à Cuba si le

pays s'ouvre à la démocratie. En cas de démocratisation, Cuba bénéficierait d'avantages que n'ont pas eus les anciennes nations du bloc so-

viétique après l'effondrement de l'URSS, souligne le rapport. Fidel Castro a dénoncé « les Américains qui veulent acheter » l'île caribéenne.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le chef de l'Etat cubain, Fidel Castro, a rejeté avec colère et indignation un plan présenté par le président Bill Clinton qui prévoit une aide de 4 à 8 milliards de dollars pour accompagner une éventuelle transition démocratique dans l'île caribéenne. « Cuba n'est pas à vendre, il est impossible de penser que notre liberté et notre dignité puissent être achetées et que nous puissions redevenir des esclaves », s'est exclamé, dans la soirée du mardi 28 janvier, le leader de la révolution dans un bref discours à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de José Martí, le héros national cubain.

Devant plusieurs milliers de personnes réunies au centre de La Havane, à l'issue d'une marche aux flambeaux à la mémoire de José Martí et de Che Guevara, exécuté il y a trente ans en Bolivie, Fidel Castro a comparé les Etats-Unis à un dragon. « Un dragon, a-t-il dit, qui malgré ses avions et ses armes intelligentes ne pourra jamais dévorer l'agneau cubain car cet agneau est plus intelligent et ses veines sont remplies de venin ».

Présenté mardi par la Maison Blanche, le rapport intitulé *Soutien à une transition démocratique à Cuba* a été rédigé dans le cadre de la loi Helms-Burton qui renforce l'embargo contre Cuba. Ce document, qui devait être abondamment diffusé sur les ondes de Radio Martí, la station anti-castriste financée par les contribuables américains, promet une aide mas-



sive dès lors que les deux frères Castro auront abandonné le pouvoir, que les prisonniers politiques auront été libérés, que le tout-puissant ministère de l'Intérieur aura été démantelé et que des élections sous supervision internationale auront été convoquées dans un délai de dix-huit mois.

LE BÂTON ET LA PERCHE

Selon le rapport préfacé par Bill Clinton, les Etats-Unis fourniront, « en raison de leur proximité et de leur intérêt national », le gros de cette aide qui pourrait atteindre 4 à 8 milliards de dollars durant les six premières années de la transi-

tion. Un milliard de dollars supplémentaires sera fourni par les exilés cubains, prévoit le rapport. Les Etats-Unis se disent aussi prêts à renégocier le statut de la base navale de Guantanamo, au sud-est de l'île, où leur présence militaire n'a cessé de constituer un affront au nationalisme cubain.

Après le gros bâton des sanctions, ce rapport est la carotte promise aux Cubains. Selon Robert Menendez, représentant démocrate du New Jersey, il prouve que Washington n'est pas indifférent aux souffrances du peuple cubain, accentuées par l'embargo. Dans un entretien au *Miami Herald*, Ro-

bert Menendez ajoute que le document vise à créer des « semences de fermentation » au sein de la population cubaine, y compris au sein des forces armées.

La perche discrètement tendue aux militaires par les auteurs du rapport n'a pu qu'aviver la colère de Fidel Castro. Les forces armées cubaines « pourraient jouer un rôle positif » durant la transition démocratique et « leurs intérêts professionnels ne doivent pas être menacés », affirme le document de la Maison Blanche.

Ces promesses d'un déluge de dollars pour l'après-Castro interviennent alors que les autorités cubaines craignent que la croissance économique, dont le taux a atteint 7,8 % en 1996, ne se ralentisse cette année. Si elle n'a pas provoqué le départ d'entreprises étrangères installées à Cuba, la loi Helms-Burton a freiné le flux de nouveaux investissements. Pour la contrepartie, l'Assemblée nationale cubaine a récemment voté la « Loi de réaffirmation de la dignité et de la souveraineté » qui autorise le gouvernement cubain à aider les entreprises étrangères à dissimuler leurs investissements par le biais de compagnies fiduciaires ou de fonds d'investissement pour échapper aux sanctions américaines.

« Toute forme de collaboration » pour la mise en œuvre de la loi Helms-Burton est désormais un crime aux termes de la nouvelle législation cubaine.

Jean-Michel Caroit

Anthony Lake n'est pas sûr de prendre la direction de la CIA

WASHINGTON

de notre correspondant

Le camouflet serait sévère, à la fois pour l'intéressé et pour Bill Clinton, dont il a été pendant quatre ans le conseiller pour la sécurité nationale : au Congrès, les commissaires du dossier estiment que les chances d'Anthony Lake d'être confirmé, par la commission des affaires étrangères du Sénat, au poste de directeur général du renseignement et patron de la CIA ne dépassent guère 50 %. L'audition de M. Lake ne s'ouvrira que le 11 février, et d'ici là l'« affaire Lake » risque de prendre de l'ampleur. Un groupe de parlementaires républicains vient de rendre public un rapport extrêmement critique sur le candidat de Bill Clinton.

Deux griefs importants sont formulés contre Anthony Lake. Le premier est sa responsabilité dans l'opération secrète ayant consisté pour la Maison Blanche à autoriser, en avril 1994, la livraison d'armes en provenance d'Iran aux musulmans bosniaques. Ce transfert s'est déroulé au nez et à la barbe de la CIA et du Congrès, et au mépris de l'embargo des Nations unies. Le second reproche est plus personnel : invité par le département de la Justice, en mars 1993, à vendre son portefeuille d'actions (dont le cours pouvait être affecté par les décisions du conseiller national pour la sécurité), M. Lake ne s'est exécuté que

deux ans plus tard. Ce n'est pas tout. Car Anthony Lake est un peu le « bébé noir » de certains républicains, qui le considèrent comme l'incarnation la plus proche d'un « gouchiste ». En 1970, cet ancien diplômé de Harvard et de Princeton avait démissionné des fonctions qu'il exerçait auprès de Henry Kissinger, pour protester contre l'invasion du Cambodge.

AUCUNE EXPÉRIENCE DU RENSEIGNEMENT

M. Lake n'avait pas contribué à redorer son blason lorsque, peu avant d'être choisi pour diriger la Central Intelligence Agency, il avait affirmé que la culpabilité d'Alger Hiss (le diplomate-espion de l'époque du New Deal, récemment décédé) n'était pas évidente. Certains membres du Parti républicain avaient alors estimé que M. Lake avait agité un « drapeau rouge » (sous-entendu : communiste) en direction du monde du renseignement.

S'agissant des armes iraniennes, les faits sont bien connus : le président croate Franjo Tudjman avait effectivement demandé à l'ambassadeur américain à Zagreb, Peter Galbraith, de sonder Washington s'agissant du transfert de ces armes en Bosnie, via le territoire croate. Bill Clinton avait chargé Anthony Lake de répondre qu'il n'y avait « pas d'instructions », ce qui constituait un feu vert implicite. Quant au portefeuille d'actions, M. Lake plaide l'oubli. Ces explications n'emportent

pas la conviction des républicains, qui soulèvent d'autres objections.

S'il est finalement confirmé, M. Lake deviendra le cinquième directeur de la CIA en cinq ans. Un homme qui n'a aucune expérience du renseignement, qui sera appelé à fournir des analyses « objectives » au président s'agissant de politiques qu'il a lui-même contribué à imposer en tant que conseiller pour la sécurité nationale, est-il le meilleur choix ? Surtout, insistent les républicains, au moment où la CIA est encore traumatisée par plusieurs affaires d'agents doubles retentissantes, et alors qu'elle n'a pas encore achevé sa mue « psychologique » de l'après-guerre froide !

M. Lake ne manque pas de défenseurs, unanimement à louer en lui l'« homme d'intégrité et de principes ». Le dernier à avoir pris sa défense, dans le quotidien *The Wall Street Journal*, est Robert Gates, son prédécesseur (républicain) pendant l'administration George Bush. M. Lake n'est pas le candidat idéal, explique-t-il en substance, mais il possède les principales qualités requises. Cela suffira-t-il ? Les républicains, qui ont confirmé, sans barguigner, tous les autres ministres choisis par M. Clinton pourraient être tentés de sacrifier un bouc émissaire.

Laurent Zecchini

Tokyo s'implique davantage dans la crise des otages au Pérou

Le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto doit rencontrer le président Fujimori

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais semblent décidés à s'impliquer davantage dans la prise d'otages à la résidence de leur ambassadeur à Lima. A la veille de la rencontre, samedi 1^{er} février à Toronto, du président Alberto Fujimori et du premier ministre Ryutaro Hashimoto, on indique de source diplomatique, citée par l'agence de presse japonaise Kyodo, que la « commission des garants » chargée de définir la procédure de négociation avec les rebelles comprendra un représentant japonais : M. Terusuke Terada, ambassadeur au Mexique. Spécialiste des questions de l'Amérique latine, parlant couramment l'espagnol, M. Terada a été le porte-parole du ministère des affaires étrangères jusqu'au printemps 1996. Il était jusqu'à présent conseiller de la « cellule de crise » formée par les Japonais.

Officiellement, la rencontre prévue pour le 1^{er} février à Toronto a

été décidée à la demande du chef de l'Etat péruvien. « Il y a eu une convergence de vues sur la nécessité de cette rencontre », précise-t-on cependant au ministère des affaires étrangères à Tokyo. Une nuance qui pourrait indiquer, comme le souligne le quotidien japonais *Asahi*, que le premier ministre a également éprouvé le besoin de s'entretenir directement avec M. Fujimori.

« DÉFIANCE »

Les Japonais sont préoccupés par les « démonstrations de force » de la police péruvienne et la tension qui est brusquement montée en début de semaine aux abords de la résidence de leur ambassadeur à Lima où sont toujours retenus soixante-douze otages par les rebelles du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA).

« Nous comprenons qu'il est nécessaire de renforcer le service de sécurité mais nous souhaitons que soit évité tout danger de développements inattendus qui pourraient

compromettre une solution pacifique à cette affaire », indique-t-on de même source. C'est cette « préoccupation », dont le premier ministre a déjà fait part à M. Fujimori par téléphone, qu'il entend lui répéter de vive voix.

Tout en souscrivant à la nécessité de lutter contre le terrorisme, les dirigeants japonais tiennent à ce que la crise soit dénouée sans effusion de sang et ils estiment que ce qui leur a été présenté comme une « pression psychologique » de la police péruvienne risque de mettre en danger la vie des otages. Au cours de son entretien avec le président Fujimori, M. Hashimoto devrait réitérer sa volonté de voir un dialogue s'instaurer « dans les meilleurs délais » entre les autorités péruviennes et les rebelles.

Deux motivations semblent avoir incité les Japonais à choisir Toronto comme lieu de la rencontre entre MM. Fujimori et Hashimoto : tout d'abord, le rôle important que joue le Canada dans

cette affaire ; ensuite le souci du Japon de ne pas paraître cautionner un éventuel recours à la force par une visite du premier ministre à Lima à la suite des incidents du début de semaine.

La presse japonaise relève des dissonances de plus en plus perceptibles entre Lima et Tokyo. Le quotidien des milieux d'affaires *Nihon Keizai* allant jusqu'à évoquer la « défiance » des dirigeants nippons envers le gouvernement péruvien, qui « continue à multiplier les actes de provocation », écrit-il. La « provocation » de Tokyo qu'aurait exprimée avec fermeté, mardi à Lima, aux membres de la « commission des garants », le conseiller auprès de la cellule de crise du ministère des affaires étrangères japonais, Terusuke Terada, a incité les autorités péruviennes à réaffirmer dans un communiqué leur intention de coopérer pleinement avec Tokyo.

Philippe Pons

Paris d'accord pour un plan de compensation des victimes du nazisme

PARIS. Le gouvernement français a donné son accord pour qu'une partie de l'or repris aux nazis par les Alliés à la fin de la Seconde Guerre mondiale soit versée aux victimes elles-mêmes et non plus seulement aux Etats. A-t-on déclaré jeudi 30 janvier, à l'Elysée, Jean-David Lévy, conseiller diplomatique du président Jacques Chirac, a reçu à l'Elysée le rabbin Abraham Cooper, responsable du Centre Simon Wiesenthal, basé aux Etats-Unis. Ils ont discuté du sort des 5,3 tonnes d'or que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France possèdent encore, sur les 377 tonnes que les nazis avaient pillées et qui ont été redistribuées par une commission tripartite alliée. L'or est stocké à Londres et à New York depuis 1946, mais selon une source française, deux tonnes devaient être bientôt transférées en France. Selon Abraham Cooper, le conseiller diplomatique de l'Elysée « a dit que cet or pourrait être réservé aux victimes, mais Londres et Washington doivent encore donner leur feu vert ».

Un nouveau chef de gouvernement en Centrafrique

BANGUI. Un nouveau premier ministre a été nommé, jeudi 30 janvier, par le président Ange-Félix Patassé, conformément à l'accord de « réconciliation nationale » qui a été conclu, la semaine dernière, par les partis politiques et la société civile pour mettre fin à la rébellion d'une partie de l'armée centrafricaine. Michel Gbezera-Bria, cinquante et un ans, succède à Jean-Paul Ngoupandé qui, avec le soutien de la France, avait formé un gouvernement d'« union nationale », en juin 1996, pour tenter d'apaiser la situation après une précédente mutinerie. M. Gbezera-Bria était ministre des affaires étrangères dans ce dernier gouvernement. Juriste de formation, il n'appartient à aucun parti politique mais est considéré comme un proche de M. Patassé. Marié à une Française, il a été plusieurs fois ambassadeur puis chef de la diplomatie de l'ancien président, André Kolingba, avant d'être directeur de cabinet du président Patassé. — (AFP)

Les dernières cendres de Gandhi immergées dans le Gange

ALLAHABAD. Le Mahatma Gandhi, a effectué jeudi 30 janvier son ultime voyage : ses dernières cendres ont été immergées dans le Gange, à Allahabad, quarante-neuf ans après sa mort. Arrière-petit-fils du « père de la nation indienne », Tushar Gandhi, un graphiste de Bombay, a mené une bataille judiciaire de deux ans pour pouvoir rendre ce dernier hommage au Mahatma. Après son assassinat par un fanatique hindou en 1948, les cendres de celui-ci avaient été partagées entre les Etats de l'Union indienne et répandues dans les fleuves sacrés indiens, mais l'une destinée à l'Etat d'Orissa s'était perdue. Elle a été récemment retrouvée dans le coffre d'une banque de la ville de Cuttack (est). La cérémonie a, toutefois, suscité une controverse car un biographe de Gandhi, Runderangshu Mukherjee, a mis en doute que les cendres retrouvées à Cuttack soient bien celles du Mahatma. — (AFP)

L'Association française d'Action artistique à l'honneur

PARIS. Fer de lance de la promotion artistique française à l'étranger, l'AFAA (Association française d'Action artistique), qui fête cette année ses soixante-quinze ans, avait été invitée par le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, à tenir, jeudi 30 janvier, son assemblée annuelle sous les ors des salons du Quai d'Orsay. Le ministre a rappelé l'importance que la France attache à son action culturelle extérieure, à laquelle son ministère consacre cette année 5 milliards de francs, un tiers de son budget. Il a rendu hommage à l'AFAA, qui, avec un budget de 100 millions de francs, financé à 80 % par le ministère, sert d'opérateur à la politique culturelle extérieure pour aider la création française à se produire à l'étranger.

EUROPE

■ FRANCE-ALLEMAGNE : une commission permanente commune va être mise en place par l'Assemblée nationale et le Bundestag. Le président de l'Assemblée, Philippe Séguin, a confirmé mercredi 29 janvier, au cours d'une réunion du bureau de la Chambre des députés, « la prochaine mise en place » de cette commission, en discussion depuis plusieurs mois avec la présidence du Bundestag, Rita Süssmuth. Composée de quarante députés (vingt Français et vingt Allemands), dont les présidents des commissions permanentes des deux assemblées, cette structure devrait se réunir deux fois par an pour évoquer des dossiers d'intérêt commun. — (Reuters)

■ UNION EUROPEENNE : le chancelier Helmut Kohl et le président du gouvernement espagnol, José María Aznar, ont présidé jeudi 30 janvier à Bonn une réunion de leurs deux gouvernements. M. Aznar a présenté un « plan d'action » pour approfondir la coopération entre les deux pays, prévoyant le renforcement des relations entre les parlements, les ministères, et au niveau culturel, l'intensification des échanges. — (AFP)

■ HONGRIE : deux personnes ont été tuées par l'explosion d'une grenade lancée dans un restaurant de Budapest dans la nuit de jeudi à vendredi 31 janvier, a indiqué la police hongroise. Une quinzaine d'attentats, qui ont fait jusqu'ici deux morts et quatre blessés, ont été perpétrés en Hongrie depuis octobre 1996. — (AFP)

■ ESTONIE : une réunion de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe a demandé, jeudi 30 janvier, à l'Estonie de favoriser l'intégration de la minorité russeophone (430 000 personnes, soit près de 30 % de la population) en facilitant l'apprentissage de la langue estonienne. Selon un rapport accompagnant la résolution, les naturalisations de Russes en Estonie se font au rythme de 2000 par mois. — (AFP)

MAGHREB

■ MAROC : la grève de vingt-quatre heures décidée par l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM), dominée par les islamistes pour « défendre l'intégrité de l'université » a été massivement suivie, jeudi 30 janvier, à Casablanca et à Mohammédia. Cette grève a été décidée par les sections de l'UNEM de Casablanca et Mohammédia pour protester contre une circulaire gouvernementale imposant des mesures de contrôle aux portes des facultés. — (AFP)

AFRIQUE

■ MAURITANIE : le chef du principal parti d'opposition, Action pour le changement, ainsi que deux autres hommes politiques soupçonnés d'entretenir des relations suspectes avec la Libye, auraient été libérés, selon des proches. Messoud Ould Boukheir avait été arrêté en compagnie de trois autres responsables politiques le 22 janvier. Six autres personnes sont toujours en garde à vue dans le cadre de cette affaire. — (Reuters)

0571 711 1111

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 1^{er} FEVRIER 1997

EMPLOI Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 29 000 (-0,9 %) en décembre 1996, selon les statistiques publiées, vendredi 31 janvier, par le ministère du travail. Sur un an,

le nombre de chômeurs a cependant progressé de 2,9 %, et la France a un taux de chômage sans précédent de 12,7 %. L'augmentation des offres d'emplois reçues par les ANPE

concerne surtout des contrats précaires. ● UNE REPRISE économique est prévue par la plupart des conjoncturistes, mais ceux-ci hésitent sur son ampleur. Ils sont, en général, moins

optimistes que le gouvernement sur l'influence de la hausse du dollar. ● LE TRAVAIL à temps partiel continue à se développer mais le Conseil économique et social, dans un avis adopté le

29 janvier, a souhaité qu'il bénéficie d'un plus grand nombre de garanties collectives. ● JACQUES CHIRAC a loué, vendredi, l'esprit d'initiative et le dynamisme des professions libérales.

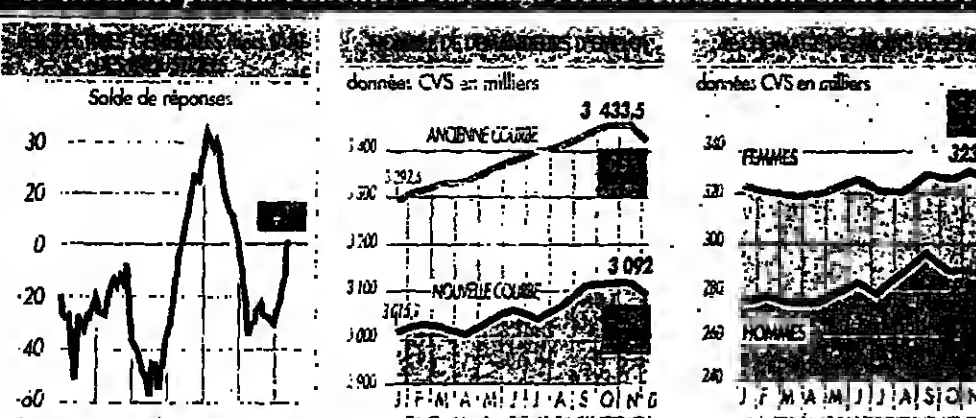
Le chômage n'a jamais été aussi élevé, malgré une embellie en décembre

Le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 29 000 en décembre, mais il a progressé de 2,9 % en 1996. L'amélioration de la fin de l'année renforce les arguments de ceux qui prévoient une reprise économique en 1997. Les prévisionnistes divergent sur son ampleur

UN MOT en a donc chassé un autre. De la « guerre » au chômage déclarée par Jacques Chirac dès son installation à l'Élysée, on est passé, en ce début d'année, à la « croisiade » pour l'emploi. Le président de la République aura-t-il plus de succès dans la croisade de 1997 que dans sa guerre de 1996 ? L'année dernière s'est, certes, achevée sur le bon résultat du mois de décembre (-29 000 demandeurs d'emploi), annoncé vendredi 31 janvier par le ministère du travail. Au total, cependant, le nombre de chômeurs a progressé de 2,9 % sur l'année, et le taux de chômage a atteint, en 1996, un niveau sans précédent (12,7 %). Si une embellie durable doit se produire, laisser entendre l'Insee dans sa dernière note de conjoncture (Le Monde du 18 décembre 1996), ce ne sera pas avant le second semestre 1997.

L'Institut national de la statistique n'a-t-il pas pêché par excès de pessimisme, comme le ministre du travail, Jacques Barrot, l'a regretté publiquement ? Décembre a été plutôt bon sur quelques points. Le nombre de chômeurs a reculé de 0,9 %, et il s'est établi à 3 092 500 (soit données corrigées des variations saisonnières). Le taux de chômage, au sens du Bureau international du travail (une personne sans emploi, recherchant du travail et immédiatement disponible), est resté stable (12,7 % de la population active). Pour les moins de vingt-cinq ans, le chômage a un peu reculé (-2,1 %

Le moral des patrons remonte, le chômage recule sensiblement en décembre



L'emploi des jeunes, qui fera l'objet d'un sommet autour du premier ministre, le 10 février, ne s'est pas amélioré en 1996. Le chômage de longue durée a légèrement reculé en décembre, mais il a progressé sur l'année, malgré le développement du contrat initiative-emploi.

pour les hommes et -2,6 % pour les femmes), mais il frappe encore 810 000 jeunes. Même le chômage de longue durée a cédé un peu, de terrain (-0,2 %) au mois de décembre, la baisse étant plus importante pour les demandeurs d'emploi ayant entre deux et trois ans d'inscription à l'ANPE.

Les bons résultats de décembre s'expliquent par une baisse de 0,9 % des inscriptions dans les agences pour l'emploi (-0,9 %) et une hausse des sorties (-1,3 %), notamment pour reprise d'emploi

(+6,1 %). Les offres de l'ANPE sont en hausse sur un an, celle-ci reste encore mal orientée. Toute l'année 1996 a été marquée par des poussées mensuelles à la hausse ou à la baisse, les premières étant plus fortes que les secondes. Cela explique qu'en fin d'année, on constate un accroissement d'environ 35 000 du nombre de chômeurs dans le contexte d'une croissance économique qui n'a pratiquement créé aucun emploi, ces douze derniers mois, dans le secteur mar-

Le développement de la précarité se confirme. Par rapport à décembre 1995, le nombre des inscrits à l'ANPE ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois (354 200 personnes) - catégorie qui a disparu du « baromètre » officiel en août 1995 - est en hausse de 24,5 %. Si on les ajoute aux chômeurs « officiels », le nombre de demandeurs d'emploi atteint 3 433 500 (en CVS), ce qui représente, certes, une baisse de 0,5 % par rapport à novembre, mais une progression de 4,6 % sur un an (+150 000). Par ailleurs, les statistiques ont amélioré, depuis septembre, leur estimation du chômage au sens du BIT, et si l'on se réfère à cet indicateur, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 9,2 % l'an dernier.

EFFET D'AUBAINE

Les chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE n'ont pas été épargnés par la montée du chômage. Ils sont plus nombreux qu'en décembre 1995 (+2,2 %) et avec 1 032 800 personnes, ils représentent 34,2 % des demandeurs d'emploi. C'est un mauvais résultat, compte tenu de l'effort financier que leur a consacré l'Etat, notamment avec le contrat initiative-emploi (CIE), qui bénéficie aujourd'hui à 450 000 personnes. Mesure phare du programme du candidat Jacques Chirac, ce contrat permet, dans sa version la plus favorable, de réduire de 40 % le coût d'un Smic. Il est indéniable que ce dispositif, revu à la

baisse en septembre, a permis l'embauche de très nombreux chômeurs qui, sans lui, auraient plongé dans l'exclusion, selon une étude publiée mardi 28 janvier par le ministère du travail (Premières Informations, DARES). Il est malheureusement aussi vrai que l'effet d'aubaine a été massif, puisque plus de 80 % des emplois ainsi créés l'auraient été sans l'aide de l'Etat.

La situation des jeunes ne s'est pas, elle non plus, sensiblement améliorée. Sur un an, le chômage des jeunes femmes a un peu reculé (-1,1 %), tandis que celui des hommes progressait (+2,4 %). Les moins de vingt-cinq ans seront au centre du sommet social que le premier ministre doit réunir à Matignon le 10 février. Le chef de l'Etat, qui a fait de l'emploi des jeunes sa nouvelle priorité, attend une mobilisation générale, de la part du gouvernement et des entreprises, mais aussi des collectivités locales et des mouvements associatifs. A Matignon et au ministère du travail, on est notamment très attentif à toutes les initiatives locales qui, sur la base de financements croisés, permettent de développer l'emploi dans des secteurs où les besoins sont encore largement insatisfaits. En revanche, il n'est pas question pour le gouvernement de créer de nouvelles aides à l'emploi, l'heure étant plutôt à l'évaluation de leur rapport coût-efficacité.

Jean-Michel Bezuat

Un « appel à projets » de Laurent Fabius

Laurent Fabius a suggéré, mercredi 29 janvier, sur la chaîne LCI, « un appel public à projets » afin de recenser les « centaines de milliers d'emplois » qui pourraient être offerts aux jeunes. A partir du projet économique du Parti socialiste, qui prévoit un engagement de l'Etat, « en liaison avec les collectivités locales », de créer 350 000 emplois supplémentaires en deux ans pour de jeunes chômeurs, les associations et les collectivités locales seraient invitées à faire connaître « de combien d'emplois elles ont besoin » pour les personnes âgées, l'environnement, le sport et la culture. D'après le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ces 350 000 emplois « ne seront pas forcément des fonctionnaires. Les besoins publics peuvent être parfaitement satisfaits par des recrutements par des associations, par d'autres entités privées ». M. Fabius estime que le financement devrait être assuré par la « réutilisation d'autres sommes qui sont aujourd'hui complètement gaspillées ».

L'insatisfaction des salariés à temps partiel

LE CONSEIL ECONOMIQUE et social (CES) a adopté, mercredi 29 janvier, le projet d'avis sur le travail à temps partiel, présenté par Jean-Louis Walter (CFE-CGC), par 143 voix pour et 33 abstentions pour le projet des représentants des entreprises, de l'artisanat, et des professions libérales, intervenant mardi. Jacques Barrot, ministre du travail, a rappelé que « l'objectif que nous devons nous fixer est de développer le travail à temps partiel et de concilier les impératifs de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie ».

Le projet d'avis du CES insiste justement sur les contraintes que fait peser le temps partiel sur les salariés et qui est « souvent vécu comme un chômage partiel non indemnisé ». Depuis 1992, le développement de l'emploi à temps partiel s'est fortement accéléré pour concerner 16 % des actifs et 30 % des femmes employées. La France est toujours devancée par les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni mais se trouve désormais à parité avec l'Allemagne. Quatre-vingt-trois pour cent des salariés à temps partiel sont des femmes. Cette forme de travail reste concentrée dans le tertiaire (services aux particuliers et aux entreprises, éducation-santé-action sociale commerciale), même si, indique le rapporteur, les industries agro-alimentaires et de biens de consommation ont tendance à y recourir de plus en plus.

MÉTIER PEU QUALIFIÉ

La part du travail à temps partiel dans l'ensemble des créations d'emplois atteint aujourd'hui un niveau important. De mars 1995 à mars 1996, sur les 130 000 emplois créés en un an, 90 000 l'ont été à temps partiel.

Les métiers proposés sont souvent peu ou pas qualifiés (femme de ménage, caissière, aide familiale...) et donc faiblement rémunérés. Les salariés à temps partiel manifestent une très grande insatisfaction. Ils sont près de 39 % à souhaiter travailler plus, contre 32 % en 1992. Parmi les demandeurs d'emploi, le travail à temps partiel est souvent accepté à défaut de temps plein.

Pour que le temps partiel ne soit pas « subi » mais « choisi », le Conseil économique et social préconise de modifier une série de règles sociales. En premier chef, les salariés à temps partiel devraient pouvoir bénéficier des droits équivalents à ceux accordés aux salariés à temps plein en matière d'avantages salariaux, d'assurance-maladie, et de formation professionnelle. Pour faciliter l'accès des salariés au temps partiel, il recommande que l'octroi d'avantages financiers à l'embauche s'accompagne de « contreparties » pour le salarié à temps partiel sur la retraite, la durée du travail. Ainsi, il propose d'« ouvrir, dès le premier jour, le bénéfice de l'allocation parentale d'éducation (APE) à mi-temps pour un passage à temps partiel ».

Soulignant que la jonction publique devrait montrer l'exemple, le rapporteur préconise aussi que les principes de volontariat et de réversibilité, reconnus par la loi, soient mieux appliqués. Il recommande une réglementation de la durée minimale des séquences de travail. « La disponibilité des salariés doit être respectée », note M. Walter, qui rappelle aussi que la négociation collective doit offrir aux employés à temps partiel des « garanties collectives ».

Alain Beuve-Méry

Jacques Chirac loue « l'esprit d'initiative » des professions libérales

LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE de l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL), célébré vendredi 31 janvier à Paris, a été l'occasion, pour le président de la République, de partir à la conquête de cet électoralat traditionnel de la droite - majoritairement composé de professions de santé - qui s'est parfois senti trahi par la politique de maîtrise des dépenses médicales engagée par le gouvernement.

« Je sais que les médecins, et les professions de santé en général, ont conscience de l'urgence de la situation (...). Que l'on ne se trompe pas sur cette réforme. Elle n'est pas faite contre les médecins. Elle est faite pour les Français, pour tous les Français qui tiennent à leur système de soins », a rappelé Jacques Chirac.

Le chef de l'Etat a ensuite rendu hommage à l'ensemble des professions libérales, qui, « à tort ou à raison », constituent un « modèle » pour avoir « su faire face et s'adapter avec courage », alors

qu'elles étaient « soumises à un bouleversement sans précédent de leurs conditions d'exercice ».

« GOUT DU RISQUE »

« Vos professions sont longtemps restées à l'abri de la concurrence (...). Elles n'échappent plus désormais aux lois du marché (...). Nul, parmi vous, ne peut désormais se considérer comme propriétaire de sa clientèle (...). Cette modernisation ne s'est pas faite sans mal. Elle a exigé des remises en cause et des sacrifices. Les professions libérales ne sont pas épargnées par le chômage et la précarité », a-t-il observé.

Rappelant qu'elles emploient « globalement 1 500 000 personnes et créent des emplois à un rythme de 3,3 % par an », Jacques Chirac a affirmé que les professions libérales « sont porteuses de cet esprit d'initiative, de ce goût du risque et de l'effort que nous devons cultiver » pour « libérer les forces vives, qui créent des richesses et qui font la croissance ».

Les conjoncturistes hésitent sur l'ampleur de la reprise

ET SI LE GOUVERNEMENT avait raison d'annoncer que la reprise est imminente ? Alors que l'on dispose désormais des statistiques du chômage sur l'ensemble de l'année écoulée, on pourrait penser que ce bilan, pour mauvais qu'il soit, est déjà dépassé. Car le climat économique de ce début de 1997 n'est plus exactement celui de 1996, et si la tendance se confirmait, le marché du travail devrait finir par en profiter, comme semblait en témoigner les chiffres de décembre.

Indéniablement, la conjoncture s'est retournée depuis quelques semaines. Le premier grand changement, c'est le dollar qui l'a apporté. S'il devait se situer durablement au-dessus de la barre des 5,50 francs, soit 8 % au-dessus de son niveau moyen de 1996 (5,11 francs) et plus de 10 % au-dessus de celui de 1995 (4,98 francs), l'économie française, qui a déjà profité d'une réévaluation de près

de 15 % de la livre britannique et de la lire italienne par rapport à leur niveau moyen de 1995, en tirerait avantage. Selon l'estimation du ministère de l'économie et des finances, Jean Arthuis, « une appréciation de 10 % du dollar devrait avoir « un effet positif d'environ un demi-point de croissance » sur la France ».

LES PRUDENCES DE BERCY

Si on suit ce raisonnement, on pourrait en déduire mécaniquement que la prévision de croissance du gouvernement pour 1997 devrait être relevée de 2,3 % à 2,8 %, d'autant que d'autres facteurs vont peser dans le même sens : effets positifs sur les entreprises des taux d'intérêt qui ont atteint un point historiquement bas ; effets positifs sur le pouvoir d'achat des ménages des 25 milliards de francs de baisse de l'impôt sur le revenu qui entrent en vigueur en ce début d'année ou en-

core du déblocage d'une quinzaine de milliards de francs au titre des primes des plans d'épargne populaire, etc.

On trouve d'ailleurs une trace très visible de ce climat meilleur dans la dernière enquête réalisée par l'INSEE auprès des industriels (Le Monde du 31 janvier). Pour les perspectives générales d'activité, le solde entre les opinions optimistes et pessimistes est positif de 1 point en janvier, alors qu'il a été négatif tout au long de l'année 1996 (-14 points en décembre).

Pourtant, M. Arthuis se garde d'annoncer une révision si spectaculaire de la prévision de croissance officielle. Tout juste note-t-il que « ces évolutions confortent la prévision de croissance de 2,5 % retenue dans la loi de finances pour 1997 ». Et s'il souligne qu'elles permettent même d'« envisager une croissance supérieure à cette prévision », il évite d'avancer le moindre chiffre.

Ces évolutions sont, effectivement, encore trop récentes pour qu'on puisse en tirer des conclusions hâtives. Si les conjoncturistes ont, en effet, retrouvé des raisons d'espérer, ils se gardent tous de chanter victoire. L'économiste du Crédit lyonnais, Jean-Paul Berthelette, se dit ainsi « un peu plus optimiste » et constate que l'économie française est « dans les starting-blocks », prête à redémarrer. Les simulations de la banque ne se démarquent pas moins de celles avancées par le gouvernement. Selon le service des études de la banque, un dollar se situant durablement autour de 5,50 francs ne stimulerait la croissance française que de 0,3 %. Le Crédit lyonnais a donc révisé de 1,9 % à 2,2 % son estimation totale pour 1997.

Pour l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Philippe Sigogne se dit lui aussi « moins pessimiste ». Il observe que l'appréciation du dollar, si elle

se confirme, devrait permettre aux industriels de bénéficier d'une concurrence moins vive sur certains marchés extérieurs et donc d'une meilleure visibilité pour leurs prix à la production, ce qui, en bout de course, devrait amoindrir les tensions déflationnistes et donc contribuer au redémarrage de l'investissement. Mais pour l'heure l'IDPCE n'a pas encore révisé la hausse sa dernière prévision de croissance (2,1 %) pour 1997.

SEUIL FATIGUE

Le service des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations est encore plus circospect. Il a publié le 21 janvier une note au titre évocateur : Perspectives économiques pour la France : le risque d'une reprise peu durable, comme en 1994. Estimant que la croissance pourrait atteindre seulement 2 % en 1997, il observe que l'embellie actuelle « pourrait être de courte durée, en raison de la

stagnation de la demande intérieure », la consommation devant « être plus faible qu'en 1996, les revenus progressant peu, le taux d'épargne ne diminuant pas » et l'investissement ne parvenant « pas à redémarrer ». Signataire de cette note, avec Patrick Artus, l'économiste Serge Le Gal précise que cette estimation, ne prend pas encore en compte les effets de l'appréciation du dollar, mais estime, lui aussi, que le coup de pouce sur la croissance ne devrait guère être supérieur à 0,3 point.

Bref, les conjoncturistes ont cessé de broyer du noir, mais aucun ne pronostique encore une reprise franche et durable. Du coup, peut-on prévoir une embellie sur le front du chômage ? En deçà de 2,5 % de croissance, c'est ardu ; au-delà, c'est possible. Or, pour l'heure, nul ne sait encore si le seuil fatidique sera franchi.

Laurent Mauduit

Le rendez-vous citoyen est adopté par les députés RPR et UDF

M. Millon n'a pas dissipé le scepticisme des parlementaires

Les députés RPR et UDF ont adopté, jeudi 30 janvier, le rendez-vous citoyen qui, avec le recensement et le volontariat, remplace l'an-

cienn service national. Le ministre de la défense, Charles Millon, a refusé d'augmenter la durée de cinq jours prévue pour ce rendez-vous. L'ap-

pel sous les drapeaux peut être rétabli. Le projet de loi devrait être solennellement adopté le mardi 4 février.

L'ENTHOUSIASME et l'énergie déployés par Charles Millon, les efforts du président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, Jacques Boyon (RPR, Ain), n'ont pas suffi à dissiper la perplexité, si ce n'est la méfiance, de beaucoup de députés, y compris de la majorité, à l'endroit du rendez-vous citoyen (RVC), voté, jeudi 30 janvier, par les députés RPR et UDF. Exaspéré par les objections ironiques des députés socialistes sur ce futur « rendez-vous », le ministre de la défense s'était pourtant écrit : « On oserait que ce débat soit un de ces moments extraordinaires où un pays se dit : on essaye ! »

A défaut, M. Millon a accepté un amendement de synthèse, pour répondre à la préoccupation exprimée par de nombreux députés, précisant que le RVC « a pour objet le renforcement de l'esprit de défense, de la cohésion nationale et du lien entre l'armée et la nation ». Olivier Darrason (Bouches-du-Rhône), qui représentait l'UDF dans ce débat, a obtenu que le RVC, principal vestige de l'ancien service national, fasse l'objet d'une « information préalable » auprès des élèves dans les établissements scolaires.

En revanche, il n'a pas été question de modifier la durée du RVC, une revendication de nombreux élus. « Ce sera cinq jours, ni plus ni

moins », a sèchement répondu M. Millon à Arsène Lux (RPR, Meuse), qui voulait, avec l'aide de Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres), le rallonger à « quatre semaines consécutives ». La loi de programmation militaire ayant prévu de financer cinq jours de rendez-vous citoyen, le ministre de la défense n'a pas même accepté la formule proposée par Michel Volsin (UDF, Ain) de « cinq jours minimum ».

UNE IDÉE EXALTANTE

Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a souhaité que le RVC ressemble à une « cérémonie républicaine », susceptible de donner aux jeunes « une idée un peu exaltante du pays dans lequel ils vivent ».

Mais la loi indique simplement que les participants au RVC rencontreront, outre les « médiateurs-citoyens », « les représentants d'institutions et d'administrations de la République et les acteurs de la vie politique, économique et sociale ».

Un amendement de la commission de la défense, voté également par les communistes, précise que « l'appel sous les drapeaux peut être rétabli si la défense de la nation le justifie ». Il s'agit ainsi de rassurer ceux qui, comme M. Darrason, ne comprennent pas « les experts militaires qui affirment que dans les vingt prochaines années la sécurité du pays ne peut être menacée ». M. Millon a précisé que le recensement, « obligatoire », per-

mettra de maintenir le principe de la conscription et fait partie du service national. Il faudra, entre seize et vingt ans, produire un certificat de recensement pour pouvoir s'inscrire aux examens et concours publics.

Les députés ont également adopté les dispositions concernant le volontariat, l'autre pilier de la réforme avec le RVC. Les volontaires pourront accomplir un service dans trois domaines : « défense, sécurité et prévention, cohésion sociale et solidarité, ou coopération internationale et aide humanitaire ».

Contrairement à la discussion générale, agitée par l'affaire du document franco-allemand, l'examen des articles s'est déroulé dans le calme, les communistes restant muets et les socialistes ne défendant que quelques amendements de principe. Dans la matinée, le président de l'Assemblée, Philippe Séguin avait infligé un « rappel à l'ordre simple » à Pierre Leclouche (RPR, Val-d'Oise). Celui-ci s'était adressé aux députés socialistes, qui l'interrompaient, en ces termes : « Messieurs, vous êtes indignes d'un débat sur un sujet aussi grave. Vous êtes des malpropres et je vous méprise. » Les débats se poursuivaient vendredi 31 janvier et un vote solennel doit intervenir mardi 4 février.

Fabien Roland-Lévy

Le chômage encourage les demandes d'engagement

Au moment où la professionnalisation de l'armée entraîne une disparition progressive – jusqu'en 2002 – de la conscription, l'armée engage. Depuis le 7 décembre 1996, une campagne télévisée diffusée sur TF1, France 2, France 3, Canal Plus et M 6, réalisée par Pierre Schoendoerffer, a provoqué un afflux sans précédent de candidatures vers l'armée de terre. Les centres de recrutement sont débordés et proches de la saturation. Le serveur Minitel (3615 code Terre) a enregistré, au mois de décembre 1996, 8 400 appels contre 2 000 en temps normal. Près de 3 000 dossiers ont été demandés, contre 500 habituellement. L'objectif de recrutement (un peu moins de 1 000 par mois) avait, au mois de janvier, été satisfait dès le 8. La deuxième campagne, qui devait être lancée au printemps, a été abandonnée. Morale de l'histoire, tirée par le responsable de la campagne, le capitaine Dupont : « Quand on propose des emplois, en ces temps où le chômage est le fléau numéro un, ça marche ! »

Au château de Vincennes, l'attente résignée des derniers appelés

CITRON ou citronnelle ? L'odeur du désinfectant plique le nez, entêtante. Ils ont l'air de s'en moquer, assis calmement en attendant l'appel de leur nom, les

REPORTAGE

Le centre de sélection accueille les jeunes conscrits nés avant le 1^{er} janvier 1979

yeux dans le vide, sages et comme résignés. Cheveux longs, cheveux courts, baskets ou mocassins, en veste ou gros blouson, leur convocation à la main, ils savent bien que c'est maintenant que les choses vont se décider. Dans quelques heures – et non trois jours –, ils sauront quand ils feront leur service national, et s'ils le feront. Apres ou inaptes, très vite ou plus tard : c'est tout ce qui compte pour ces jeunes gens.

Le centre de sélection numéro 1 du château de Vincennes, qui peut accueillir chaque année 42 000 appelés, tourne à la moitié de sa capacité. Ils sont cent à s'y être rendus depuis ce matin, et l'on en attend encore une vingtaine, résidents de la capitale et de la région parisienne. Comme si de rien n'était, le cérémonial de la sélection suit son cours. Tests, dépistage de l'illettrisme, examens médicaux, entretiens avec les orienteurs : dociles, ils se plient au rituel.

Elève-ingénieur agronome, il a vingt-deux ans. Dans six mois, ses études seront terminées. Déjà, il a pris contact avec une entreprise qui est prête à l'employer à prix cassé ; le temps de son service, dans sa filiale en Amérique du Sud. L'armée est « une occasion » d'ajouter une expérience professionnelle sur son curriculum vitae, avant de rechercher véritablement un emploi. Il va demander « la coop », et il est pratiquement sûr de l'avoir.

Celui-ci, quand on lui demande ce qu'il fait dans la vie, dit qu'il est « chômeur », comme on annonce un métier. Dix-neuf ans, son baccalauréat en poche, il aimerait bien se diriger vers « les métiers du droit », mais ne peut payer ses études. L'armée est « une chance », espère-t-il.

A vingt-quatre ans, de report d'incorporation en report, ce thésard achève sa recherche sur la dynamique des régions européennes dans le cadre du traité de Maastricht : il ne doute pas, dit-il, que l'armée saura « utiliser ses compétences ». Et puis, il veut faire son devoir, par « respect » pour son pays.

A dix-huit ans, ce tout jeune homme se mord les doigts d'avoir arrêté ses études en troisième. Son CAP de peinture lui permet de faire des missions d'intérêt, mais ce n'est pas très rassurant. Alors, il aimerait se donner une deuxième chance : grâce à l'armée, il se verrait bien dans des « boutiques de sé-

curité », police ou gendarmerie. A dix-neuf ans, ce garçon nerveux est, lui, très embêté. Caissier pendant six mois dans une grande surface, il n'avait qu'un contrat à durée déterminée, qui n'a pas débouché sur une embauche mais, pendant qu'il touchait son salaire, il a « pris des crédits » et s'est notamment offert une voiture. S'il devait partir pour l'armée, alors qu'il a des traites à payer, ce serait la catastrophe : « Je perdrais tout ce que j'ai ». Il met ses derniers espoirs dans son dossier médical, qu'il serre contre lui comme un talisman, pour se faire exempter.

UN MOMENT SUSPENDU

A chaque garçon une histoire, un projet ou, au contraire, la grande peur du vide, du si froid dehors... Dix mois d'armée – neuf en réalité – peuvent opportunément venir combler ce drôle de moment suspendu entre la fin de l'adolescence et le début de la vie d'adulte. Pour d'autres, ce n'est en revanche que du temps perdu, gâché, alors que leurs semblables galopent déjà sur les chemins de la vie. Mais tous – les militaires qui les encadrent le constatent à l'unisson – ont intégré le service national dans leur parcours, comme un rite de passage, qu'on y sacrifie ou que l'on souhaite s'en affranchir.

Que le président de la République ait expliqué que le pays n'avait plus besoin d'appelés, que l'Assemblée nationale débâte du

nouveau code du service national, ils n'ont pas grand-chose à faire. Par chance ou malchance, c'est selon, ils sont les derniers des Mohicans, la première classe d'âge à s'engager sur la voie du service national tout en sachant que ce train-là va finir sa course en rase campagne. Mais ce train-là est encore pour eux.

Il n'y a pas d'échappatoire, et pas beaucoup de mouvements de mauvaise humeur à l'idée qu'ils sont nés juste avant la date fatidique du 1^{er} janvier 1979, au-delà de laquelle les jeunes Français cessent d'être appelés sous les drapeaux. « Les très hostiles », commente le lieutenant-colonel Wallaert, chef de corps de Vincennes, on les reconduit, de toute façon, gentiment, vers la porte. L'annonce de la suppression de la conscription n'a donc pas entraîné de changement notable dans les comportements des appelés, à peine une légère hausse des demandes d'exemption (2 %). « Il n'y a certes pas d'enthousiasme, mais une sorte de résignation », commente l'officier.

Alors que la nuit tombe, la porte de la caserne reste entrebâillée. Il y a à l'air au portail. Une jeune fille est venue partager une cigarette et des mots doux avec son amoureux en treillis et nourrir de baisers furtifs son album de souvenirs, celui d'un temps que les trop jeunes ne pourront plus connaître...

Agathe Logeart

Xavier Dugoin s'offre un « baroud d'honneur » national

POLITIQUEMENT dans l'impasse, Xavier Dugoin se défend, sur le terrain de la communication, tous azimuts. Le président (RPR) du conseil général de l'Essonne clame partout son refus d'être une « victime expiatoire ». Ainsi ne s'est-il pas privé, dans des réunions d'élus locaux du RPR, de distiller des noms de « salariés » de son cabinet qui se révèlent être des proches de... Charles Pasqua, de Philippe Séguin et de Bernard Pons. Le message est on ne peut plus clair.

Judi 30 janvier, alors que l'assemblée départementale recevait le préfet pour la traditionnelle séance de bilan des services de l'Etat, un encart publicitaire intitulé « L'Essonne ? Justement parlons-en » paraissait dans plusieurs quotidiens nationaux. Les spécialistes chiffrent cette campagne de promotion, complétée par un affichage sur les abris-bus, à 500 000 francs environ. Le conseil général préfère rester muet sur cette utilisation des impôts locaux.

Cet effort médiatique pour corriger l'image d'un département englué dans une multitude

d'affaires politico-financières fait suite à une campagne départementale maladroitement déclinée sur le thème « solidarité et famille ». Par dérision, des fonctionnaires, désabusés, font circuler un fac-similé détourné, dénigrant une « solidarité familiale » typiquement essonnienne. Ceci fait allusion aux salaires versés à Xavier Tiberi, l'épouse du maire de Paris, et à Marie-Aline Hugot, épouse Dugoin : 200 000 francs sur dix mois pour l'une et 23 000 francs par mois pendant plus de deux ans pour l'autre.

Depuis la fronde d'une partie de sa majorité, contrainte de voter le budget départemental sous la pression des instances nationales du RPR, en décembre 1996, M. Dugoin s'est aussi lancé dans une campagne épistolaire en direction de tous les élus et des militants néogaullistes de l'Essonne. Les présidents de conseils généraux et régionaux n'y ont pas échappé. « Les présidents d'exécutif choisissent discrètement leurs collaborateurs de cabinets. Vous ne disposez plus de ce droit électoral. (...) Nous avons perdu notre auto-

mie de présidents dans ce domaine », écrit-il à ces derniers. Le coût de cette campagne postale est estimé à environ 300 000 francs par les socialistes.

Peu connu du grand public jusqu'à ces derniers mois, le président s'est remis à « faire du terrain ». Il multiplie les réunions cantonales, alors que le RPR départemental lui a interdit de tenir des réunions publiques. Peu friand de cérémonies, M. Dugoin n'en a pas manqué une en cette période de vœux, s'invitant même chez ses ennemis – intime ou déclaré –, les députés RPR Franck Marlin et Jean de Bolshue. Vendredi 31 janvier, c'est lui qui invite. La cérémonie des vœux du président du conseil général de l'Essonne sera pour ce dernier l'occasion de compter ses troupes. Ou ce qu'il en reste. Pour pallier les défections prévisibles, et remplir le Grand Dôme de Villebon-sur-Yvette, la liste des invités s'est élargie à des militants RPR du département, surpris mais ravis de recevoir un carton.

Sylvia Marie

Qui a peur de la vérité ?

UNE HISTOIRE SANS FARD

270 p.
110 F

Cet ouvrage, hanté encore par François Mitterrand, son gouvernement et ses anciennes amitiés, raconte tambour battant les coulisses de cette affaire. Il met en scène la plus grande entreprise de cosmétiques, des puissants comme François Dalle, André Bettencourt, « l'homme le plus riche de France », et le combat opposant Jean Frydman et son frère David à L'Oréal, de « David contre Goliath » selon l'expression du juge Getti.

Christine Pouget, AFP

L'Histoire, l'argent, la politique, la morale... Cet imbroglio subtil méritait bien un livre. Voici celui de Michel Bar-Zohar, écrivain israélien, professeur à l'université Emory d'Atlanta. Son Histoire sans fard se lit comme un thriller.

Florence Noiville, Le Monde

FAYARD

صكنا من الامل

M. Juppé lève les derniers obstacles à la reprise des négociations sur la Nouvelle-Calédonie

Le ministre de l'outre-mer est attendu à la mi-février sur le territoire

Le premier ministre a reçu, jeudi 30 janvier, une délégation d'élus du Front de libération nationale kanak socialiste et du Rassemblement pour

la Calédonie dans la République, auxquels il a donné l'assurance que le dossier du nickel serait définitivement bouclé dans les tout prochains

jours. Depuis neuf mois, celui-ci faisait obstacle à la reprise des négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.

SOUS RÉSERVE d'un accord sur le terrain, un pas important a été accompli, jeudi 30 janvier à Paris, pour favoriser la reprise des négociations politiques sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Au terme d'une semaine d'entretiens tous azimuts entre quelques-uns des principaux dirigeants du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), le secrétaire général du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), Pierre Frogier, et des représentants de l'Etat (Le Monde daté 26-27 janvier), le premier ministre, Alain Juppé, a reçu à l'hôtel Matignon l'ensemble des responsables calédoniens présents en métropole, parmi lesquels François Burel, qui avait été désavoué au printemps par la base de son parti.

Selon les termes subtils du communiqué commun publié après cette entrevue, il ne s'agissait que de « délégations d'élus ». Il n'empêche que « les trois porte-paroles des entretiens comme promoteurs d'une démarche volontaire devant aboutir à une solution négociée pour l'avenir du territoire ». Satisfaction totale en effet, car la reprise des négociations, après avoir été interrompue, ces dernières semaines, par les indépendantistes. C'est ainsi que, sur le dossier du nickel, « le premier ministre a assuré que l'Etat ferait tout ce qui est en son pouvoir » pour faciliter la concrétisation de l'accord intervenu le 12 novembre 1996. Celui-ci porte sur l'échange des gisements miniers de Poum et de Koniambo entre le groupe Eramet, dont l'Etat est actionnaire majoritaire, et la

Société minière du Pacifique-Sud (SMSP), contrôlée par les indépendantistes. Destinée à l'approvisionnement d'une usine de traitement du nickel envisagée dans le nord du territoire, cet accord suppose un échange de titres sur de multiples parcelles de tailles différentes, plus ou moins riches en nickel et dont la durée de concession est variable. Les deux sociétés ont été fermement priées de finaliser cet accord dès la semaine prochaine à Nouméa.

Le gouvernement a, d'autre part, donné un accord de principe à la demande d'une subvention exceptionnelle, d'un montant de 45 millions de francs, présentée par la province Nord (indépendantiste), avec le soutien du RPCR, pour faire face aux charges entraînées par le réajustement économique. Une dotation de 45 millions de francs sera attribuée au centre universitaire de Nouvelle-Calédonie, dont l'autonomie au sein de l'université fran-

çaise du Pacifique sera par ailleurs renforcée. Elle sera notamment consacrée à la construction de résidences universitaires pour les étudiants venus de la brousse qui ne peuvent se loger à Nouméa. Enfin, il a été convenu que le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques Peretti, se rendra très prochainement sur le Caillou afin de « clore le dossier du nickel et de poursuivre les discussions sur l'avenir institutionnel du territoire », interrompues depuis avril.

RÉFÉRENDUM DE RATIFICATION

« Nous espérons pouvoir aboutir à une ébauche de solution d'ici à la fin du premier trimestre », a affirmé le président du FLNKS, Roch Wamytan, à sa sortie de l'hôtel Matignon, en évoquant la nécessité d'éviter « un telscopage avec les échéances législatives de 1998 en métropole ». Ce souci est partagé par le gouvernement : dans l'hypothèse d'un accord politique rapide, le référendum d'autodéter-

mination prévu entre mars et décembre 1998 par les accords de Matignon serait remplacé, dès la fin de cette année, par un référendum de ratification.

De façon plus immédiate, l'ensemble des avancées obtenues jeudi à Paris devra être soumis, le 8 février, au comité directeur de l'Union calédonienne (UC), composante majoritaire du front indépendantiste, puis, le 15 février, au congrès du FLNKS. Alors que le gouvernement, par prudence, ne souhaite pas intervenir dans les débats internes des indépendantistes, M. Wamytan demande que le ministre de l'outre-mer puisse venir à Nouméa entre ces deux dates, afin de lever les derniers obstacles. M. de Peretti devra notamment convaincre les dirigeants de l'UC que la question du nickel, dont ils ont fait un préalable à la reprise des négociations, est bel et bien réglée.

Sur la question du « contentieux colonial », le ministre devrait aussi préciser les termes d'un document, adressé en septembre au FLNKS et demeuré confidentiel, selon lequel l'Etat est prêt à reconnaître que « les conditions dans lesquelles s'est effectuée la colonisation portent atteinte à la dignité du peuple canaque ».

Ce n'est qu'au terme de cette ultime discussion bilatérale, concédée par le RPCR, que les négociations à trois pourraient reprendre. Elles permettraient d'éclaircir ce que chacun des partenaires met aujourd'hui sous la notion de « souveraineté partagée », encore inconnue en droit français.

Jean-Louis Saux

Les radicaux de l'Union calédonienne

Après la suspension des négociations, en avril 1996, par le FLNKS, le président de l'Union calédonienne (UC), François Burel, jugé trop lié au chef de file du camp anti-indépendantiste, le député (RPR) Jacques Laffeur, avait été désavoué par sa base. Trois nouveaux négociateurs avaient été désignés : Bernard Lepen, Charles Pidjot et Damien Yéwéné, qui ont en commun d'être des « permanents » attachés aux cabinets des élus indépendantistes du congrès du territoire. Ils représentent l'aile la plus radicale des indépendantistes, rôle joué jusqu'à présent au sein du FLNKS par le Parti de libération kanak (Palika).

A la différence des responsables « historiques » du FLNKS, ils ont refusé de venir discuter avec le gouvernement avant le règlement complet de la question minière. Au dernier congrès de l'UC, Bernard Lepen, conseiller municipal de Pôndimé, a été élu président par 164 voix contre 22 à François Burel.

Le Sénat refuse de céder sur les fonds de pension

L'ÉPOPÉE parlementaire de la proposition de loi créant des fonds d'épargne-retraite n'est pas finie. Il faudra, en effet, attendre le 5 février pour avoir une idée précise de la physiologie du texte et des garanties apportées aux futurs souscripteurs. Députés et sénateurs doivent se réunir, à cette date, en commission mixte paritaire (CMP) pour trancher sur les différents qui les opposent, avant de voter sur une version définitive le 19 février. Par ailleurs, le groupe socialiste du Sénat a annoncé qu'il soumettrait ce texte au Conseil constitutionnel.

Judi 30 janvier, au Sénat, la majorité RPR et UDF a certes adopté, en deuxième lecture, cette proposition, les groupes PS, Communiste et Républicain, ainsi que les

radicaux se prononçant contre. Toutefois, sous la houlette du rapporteur Philippe Marini (RPR, Oise), les sénateurs ont réintroduit des dispositions qui avaient été gommées par l'Assemblée nationale, et notamment, l'obligation de gestion déléguée que combattent les assureurs. Ainsi les actifs dans lesquels les fonds de pension investissent leur collecte devront, si le Sénat obtient gain de cause en CMP, être gérés par des entités spécifiques agréées et contrôlées par la Commission des opérations de Bourse (COB). Par ailleurs, les sénateurs ont également imposé aux gestionnaires de fonds l'obligation d'exercer les droits de vote attachés aux actions qu'ils détiennent.

Au palais du Luxembourg, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, s'est voulu une nouvelle fois rassurant. « Les fonds d'épargne-retraite apporteront beaucoup à notre économie sans remettre en cause les régimes par répartition », a-t-il affirmé, alors que les syndicats redoutent que les exonérations de cotisations attachées à ce nouveau mécanisme d'épargne-retraite par capitalisation ne privent le régime général de la Sécurité sociale et les régimes complémentaires d'importantes ressources. Ce message apaisant n'a convaincu ni parlementaires sociaux ni opposition. Pour Marc Massion (PS, Seine-Maritime), « il ne s'agit que de satisfaire les assureurs pour le bénéfice des très gros salariés ».

Judi, la CFE - CGC, très en pointe sur le sujet, avait lancé un avertissement solennel au gouvernement et aux parlementaires, les invitant à prouver que la proposition de loi « n'était pas une machine de guerre contre les retraités et les retraités ». Elle réclamait, à nouveau, que l'on limite davantage les exonérations dont bénéficient les versements des employeurs. Faute de quoi, avait souligné la confédération des cadres, elle n'« hésiterait pas à poursuivre son combat (...). En recourant, si besoin est, aux tribunaux ». Le Sénat n'a pas suivi cette revendication, puisqu'il n'a pas rendu plus contraignant le plafond, introduit, par ailleurs, en première lecture, à son initiative.

ASSAUT DE LIBÉRALISME

La CGC n'a, apparemment, obtenu satisfaction que sur un point : la commission des finances a fait adopter un amendement faisant obligation à la commission de contrôle des fonds de pension - nouvelle autorité de tutelle - de publier chaque année un rapport sur la collecte et les performances des fonds de pension ainsi que sur la répartition par grandes masses de leurs actifs.

Sur plusieurs dispositions, l'opposition s'est plu à donner un cours de libéralisme à la majorité, s'étonnant notamment des conditions rigides dans lesquelles le salarié souscripteur peut décider de quitter un fonds pour un autre. La majorité sénatoriale a seulement offert au salarié la faculté de changer de fonds tous les dix ans, contre l'avis du gouvernement. Ce dernier entendait ne pas accorder systématiquement cette possibilité, craignant que certains gestionnaires ne recherchent alors une « performance à court terme » et achètent donc des obligations au détriment des actions.

Enfin, le Sénat a, à nouveau, interdit à un fonds de placer plus de 5 % de ses actifs dans le capital d'une même société cotée, diminuant de moitié la barre des 10 % votée par les députés. De même, il a souhaité que les actifs investis dans des sociétés non cotées n'excedent pas 10 % des engagements.

Caroline Mornot

Les banquiers contre les assureurs

FAUT-IL DONNER aux souscripteurs la possibilité, lors de leur départ en retraite, de toucher en bloc leur capital ou de percevoir une rente mensuelle jusqu'à la fin de leurs jours ? Le gouvernement a choisi d'imposer la rente, à quelques exceptions près. La Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) défend cette position, qui permettra aux assureurs de gérer les fonds des retraités et de percevoir de multiples commissions. « La retraite, c'est un revenu différé, donc nécessairement une rente. A quoi servirait-il de créer un ennemi produit d'épargne ? », explique-t-on à la FFSA. « De plus, les gens sous-estiment leur durée de vie », poursuit la FFSA, qui veut « protéger » l'épargnant, qui consommerait trop vite son capital et n'aurait plus rien à soixante-quinze ans.

Cette opinion est contestée jusque dans les rangs de certains assureurs. « On estime que les individus ne sont pas mûrs. On veut les protéger contre eux-mêmes », proteste Ghislaine Royer, directeur général de la compagnie d'assurances Guardian Vie. L'hebdomadaire boursier *Lo Vie française* mène campagne depuis l'automne sur le thème : « La rente, c'est le vol ! ». « Au cours de ce siècle, les rentiers ont le plus souvent été floués. Les projets sur les fonds de pension prétendent les dépouiller de leur libre choix : rente au capital. Inacceptable ! »

RENTE INJUSTE

Les reproches fusent : avec la rente, le salarié aliène définitivement son capital et perdrait de facto tout contrôle sur sa gestion financière et sur les frais perçus par l'organisme gestionnaire. Elle serait injuste, toutes les catégories socioprofessionnelles n'ayant pas la même espérance de vie. « Que se passe-t-il si un salarié décède la veille de son départ à la retraite ? Son conjoint n'a droit à rien ? », s'inter-

roge en outre M^{me} Royer. La rente ne serait pas souple : que fera un salarié qui tombe malade et voit son espérance de vie s'effondrer mais a besoin de récupérer son épargne ? « Nous avons le sentiment que la majorité des salariés préfèrent sortir en capital. C'est ce qui se fait très souvent à l'étranger », explique Patrice Cahart, délégué général de l'Association française des banques (AFB), déçu, même s'il s'en défend, de voir le pactole des fonds de pension tomber dans les mains des assureurs.

Le lobby bancaire dénonce par ailleurs la faiblesse des incitations fiscales, le plafond d'exonération étant vite atteint. « Le système prévu ne règle absolument pas les problèmes les plus urgents : celui des cotés déjà en place, qui approchent de l'âge de la retraite et s'inquiètent de l'évolution des cotisations complémentaires », précise l'AFB. Quant aux jeunes, nombreux sont ceux qui préfèrent acheter leur résidence principale ou épargner. »

RISQUE DE SURENCHÈRE

Pis, les fonds de pension risquent de manquer leur second objectif : développer la place boursière de Paris. « Nous osons rater cette occasion historique, si les assureurs ont le droit de proposer des produits à taux garantis. Dans ce cas, ils vont se livrer à une surenchère aux produits garantis et contourneront l'obligation qui leur est faite de ne pas détenir plus de 65 % de leurs actifs en obligations. Autre problème, s'il n'est pas possible de toucher l'ovaire fiscal, les gestionnaires risquent d'acheter des actions étrangères », poursuit M. Cahart, qui reste toutefois optimiste. « C'est un début. Dans un ou deux ans, on verra que le projet est trop rigide. Nous pourrions revoir les choses de manière sereine », explique-t-il.

Arnaud Leparmentier

La cote de confiance du premier ministre se redresse

SELON le dernier sondage réalisé par la Sofres, du 22 au 24 janvier auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publiée par *Le Figaro-Magazine* du 1^{er} février, la cote de confiance du premier ministre enregistre une hausse sensible, même si elle reste lourdement négative. Alain Juppé recueille 30 % d'opinions positives (soit un redressement de quatre points), contre 69 % de négatives. Depuis le mois de novembre, où il était au plus bas avec 23 % de confiance, le chef du gouvernement a regagné sept points. A l'inverse, malgré son intervention, le 20 janvier, sur la réforme de la justice, le président de la République voit sa cote de confiance s'éroder : 35 % des personnes interrogées lui font confiance, soit une nouvelle baisse d'un point en un mois, contre 64 % qui ne lui font pas confiance. L'écart entre les deux responsables de l'exécutif n'avait pas été aussi étroit depuis un an.

Philippe Séguin défend la « modernité » du gaullisme

INTERVENANT EN CLÔTURE d'un colloque sur le gaullisme organisé par Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a affirmé, jeudi 30 janvier, que « c'est bien parce que le gaullisme est profondément moderne qu'il est si peu dans l'air du temps ». « Il porte le plus puissant remède contre cette neurosénilité collective qui fait le lit de tous les totalitarismes : le refus du fatalisme, la capacité de dire non, la conviction qu'une société n'est vivable et acceptable que si l'économie est mise au service de l'homme », a-t-il ajouté. « A quoi bon changer de majorité, à quoi bon changer de gouvernement, si ce gouvernement et si cette majorité (...) n'étaient plus en mesure de peser sur les choses », s'est-il interrogé, en observant que dans une démocratie, le pire ne serait pas « l'absence de gouvernement », mais « un gouvernement qui aurait l'apparence du pouvoir (...), qui, en réalité, ne gouvernerait pas et serait définitivement incapable d'inscrire son action dans la durée ».

DÉPÊCHES

■ **CALENDRIER ÉLECTORAL** : le Conseil d'Etat, saisi par le gouvernement sur le calendrier des élections de 1998, devait lui rendre son avis, vendredi 31 janvier (*Le Monde* du 31 janvier). Celui-ci indique que l'organisation des régionales et/ou des cantonales après les sénatoriales de septembre est manifestement inconstitutionnelle. Il confirme que le gouvernement a le droit, malgré certains inconvénients, de découpler les cantonales et les régionales car aucun principe d'ordre constitutionnel ne serait mis en cause.

■ **INÉLIGIBILITÉ** : la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a confirmé, jeudi 30 janvier, la condamnation à quinze mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et deux ans d'inéligibilité, de Patrick Balkany, député (RPR) des Hauts-de-Seine, prononcée le 7 mai 1996 par le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine), pour avoir utilisé les services de trois employés municipaux à des fins personnelles lorsqu'il était maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). - (Corresp.)

■ **RÉFÉRENDUM** : un sondage réalisé par CSA, les 20 et 21 janvier, auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, pour *L'Humanité-Dimanche* (daté 30 janvier-5 février), indique qu'une nette majorité de Français (67 %) est favorable à l'organisation d'un référendum avant le passage à la monnaie unique européenne. En cas de consultation, 61 % des personnes interrogées déclarent qu'elles voteraient en faveur du passage à la monnaie unique ; 39 % voteraient contre.

■ **INVALIDATION** : le Conseil d'Etat a annulé, mercredi 29 janvier, l'élection de Bernard Roger-Dalbert (UDF-FD), maire de Caluire-et-Cuire (Rhône), au conseil municipal de cette ville, et l'a déclaré inéligible pour un an à cette fonction, mais il n'a pas annulé l'ensemble du scrutin. La justice administrative estime que M. Roger-Dalbert a bénéficié, en contradiction avec la loi, d'un don de la commune, dont l'importance justifie le rejet de son compte de campagne.

■ **RETRAITES** : le régime de retraite complémentaire des cadres (Airc) estime que son déficit technique (différence entre cotisations et prestations) devrait atteindre 5,2 milliards de francs en 1996 et s'élever à 6 milliards en 1997, selon des statistiques publiées jeudi 30 janvier. En 1996, le déficit net, après les transferts venant de l'Arco (régime de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés) et les produits financiers des réserves de l'Airc, serait compris entre 2,2 et 2,4 milliards de francs, sur un budget d'une soixantaine de milliards de francs.

■ **FRANCS-MAÇONS** : la Grande loge traditionnelle et symbolique Opéra (GLTS) a reconduit, le 25 janvier, et pour la troisième année consécutive, au poste de grand maître, Bernard Bertry, conseiller régional d'Ile-de-France, membre du conseil national du RPR et président du Mouvement Solidarité Participation (MSP). Cette petite obédience fait partie des organisations maçonniques d'inspiration dite « libérale », aux côtés du Grand Orient de France ou du Droit Humain. Elle revendique 2 500 membres et 134 loges.

PARLEMENT

■ **TRAVAIL CLANDESTIN** : la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 29 janvier, le projet de loi réprimant le travail illégal, en réintroduisant dans le texte certaines dispositions sanctionnant les employeurs, qu'avaient supprimées le Sénat. A l'initiative de Gérard Léonard (RPR, Meurthe-et-Moselle), la commission a rétabli l'amende administrative de l'ordre de 9 000 francs en cas d'absence de déclaration préalable d'embauche. Sous la houlette du rapporteur Rudy Salles (UDF-FR, Alpes-Maritimes), elle a imposé à nouveau aux collectivités publiques le soin de s'assurer que les entreprises, avec lesquelles elles passent des contrats ou marchés, ne contrevenaient pas au droit du travail.

■ **ARCHITECTES** : la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 28 janvier, la proposition de loi, votée par le Sénat en mai 1996, contre l'avis du gouvernement, créant un recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France. Cette proposition de loi, adoptée sur le rapport de Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or), généralise la possibilité d'effectuer un recours administratif contre les avis conformes rendus par les architectes des bâtiments de France à l'occasion de travaux effectués dans une zone protégée ou à proximité d'un édifice classé ou inscrit.

■ **HOMMAGE** : une plaque au nom de François Mitterrand sera apposée le 19 février dans l'hémicycle du Palais Bourbon, à la place qu'il occupa comme député de la Nièvre. Sa famille sera présente à la cérémonie. Elu pour la première fois député de la Nièvre en 1946, l'ancien chef de l'Etat a siégé à l'Assemblée jusqu'en 1958 et de nouveau de 1962 à 1981, date de son élection à la présidence de la République. De 1959 à 1962, il a représenté la Nièvre au Sénat, dans l'hémicycle duquel une plaque commémorative à son effigie a été inaugurée le 21 janvier par René Monory et Danielle Mitterrand.

■ **IMMUNITÉ** : le bureau de l'Assemblée nationale a rejeté, mercredi 29 janvier, la demande de la justice tendant à prendre une mesure privative ou restrictive de liberté contre André Thien Ab Koon, député (RL) de La Réunion. Cette demande avait été faite par le juge d'instruction Philippe Hoarau, chargé d'un dossier portant sur des opérations immobilières effectuées au Tampon et sur les relations entre le député et le groupe industriel taïwanais Wang. Considérant que la demande « ne remplit pas les critères habituellement exigés », le bureau de l'Assemblée l'a rejetée à l'unanimité.

de confiance
mier ministre se redresser

Sequin défend
démite du quinquennat

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 1^{er} FÉVRIER 1997

FORMATION L'appellation « stages diplômants », à propos de laquelle s'affrontent depuis deux mois le CNPF, les syndicats enseignants et étudiants, a vécu. François Bayrou et

le gouvernement sont en train de définir une nouvelle formule de « première expérience professionnelle en entreprise », prenant en compte ce qui existe déjà dans les universités.

● ACTUELLEMENT, un étudiant sur trois effectue aujourd'hui un stage au cours de sa formation, de l'ordre de cinq semaines à trois mois. A Nancy, par exemple, plus de cinq mille étu-

dants passent quelques semaines en entreprise. ● LE CNPF, pour son projet de stages diplômants, s'est inspiré en partie des expériences menées à Mer-

lin-Gerin depuis plusieurs années. Les écoles et plans de formation du groupe ont néanmoins du mal à prendre en charge des étudiants en premier cycle d'enseignement général.

Les cinq points-clés de l'affaire des « stages diplômants »

Après deux mois de confusion, la formule du CNPF devrait être abandonnée. François Bayrou se propose d'instituer une période de « première expérience professionnelle », tenant compte des nombreuses initiatives déjà développées dans l'enseignement supérieur

LA CONFUSION qui a entouré le projet de « stages diplômants », proposé par le CNPF et soutenu par le président de la République, est-elle en voie de s'estomper ? Deux mois après que l'idée a été suggérée par Jean Gandois, président du CNPF, un accord semble se dessiner sur des modalités d'application laissant une large place à la souplesse et à l'expérimentation. Malgré la menace d'un retrait pur et simple lancée par Didier Pineau-Valencienne, vice-président de la commission sociale du CNPF (Le Monde du 25 janvier), les discussions n'ont cessé de se poursuivre entre le patronat, les syndicats d'enseignants, ceux d'étudiants et le ministère de l'Éducation nationale.

Lors d'une réunion interministérielle, jeudi 30 janvier, consacrée au sommet sur l'emploi des jeunes du 10 février, cette question n'aurait guère soulevé de discussions passionnées. Alors que le CNPF s'est donné quelques jours encore pour publier ses propositions, le ministre de l'Éducation, François Bayrou, devrait présenter une formule de « première expérience professionnelle en entreprise » dans le volet pédagogique de la réforme de l'Université, qui sera présentée mardi 4 février.

De toute évidence, l'appellation de « stages diplômants » a disparu du vocabulaire. Cette décision, symbolique, vise à écarter tout risque d'assimilation à un CIP au



rabais, à l'origine de l'opposition résolue des étudiants et des enseignants. L'hypothèse de stages de préinsertion, avant ou après l'obtention d'un diplôme, a elle aussi été abandonnée.

En plus des stages existants, des formations en alternance ou par apprentissage qui se développent dans l'enseignement supérieur, la « première expérience professionnelle » serait donc une formule s'adressant à des étudiants des filières générales. Elle pre-

draît la forme d'un module optionnel à partir du DEUG, placé sous la responsabilité conjointe de l'université et des entreprises d'accueil.

Sa durée serait fixée autour d'un semestre renouvelable, soit, dans le calendrier universitaire, entre quatre mois et demi et cinq mois, pour pouvoir s'intégrer dans la réforme pédagogique des premiers cycles universitaires. Alors que la rémunération reste indéterminée, une charte des

stages pourrait définir les droits et devoirs de chacune des parties. Annoncé hâtivement, sans avoir été préparé ni négocié, le projet des « stages diplômants » est un nouvel exemple de l'affrontement de deux logiques - l'une économique, l'autre de nature universitaire. Le principal résultat de cette minuscule pour l'instant, paradoxalement, d'avoir rapproché des institutions manifestant une méconnaissance réciproque teintée d'hostilité.

● Pourquoi le CNPF s'est-il engagé dans la bataille de l'emploi des jeunes diplômés ?

Les statistiques établissent que le taux de chômage des jeunes diplômés, bien qu'en nette progression, reste largement inférieur à celui des jeunes qui sortent du système sans qualification. Mais parce qu'il commence à frapper les enfants des classes moyennes ou supérieures, qui mettent plus longtemps qu'autrefois à s'insérer dans la vie professionnelle, ce phénomène a pris une ampleur disproportionnée.

Présenté comme une mesure d'insertion ou de préinsertion, le projet de « stages diplômants » n'aurait aucune incidence directe sur les chiffres du chômage des jeunes ; sauf à considérer qu'il s'agit bel et bien d'un dispositif d'attente pour une main-d'œuvre qualifiée à bon marché. En revanche, une expérience en entreprise est admise par l'ensemble

des universitaires. Elle est même totalement intégrée dans les filières professionnalisées des IUT, des BTS, des DES et même de la formation générale d'administration économique et sociale (AES). L'administration et les collectivités locales se sont exotées de cette mission de formation. Destinées à faciliter l'insertion, les contrats emploi-solidarité (CES) ne sont pas des modèles à suivre.

● La valeur des diplômes était-elle menacée ?

Certains experts, déplorant les poursuites d'études prolongées, relèvent que l'enseignement supérieur produit entre 170 000 et 200 000 diplômés à bac + 4 et bac + 5, alors que le marché de l'emploi des cadres, correspondant à ces qualifications, ne proposerait qu'à peine plus de 60 000 postes chaque année. Pour éviter les phénomènes de déqualification, ils suggèrent de distinguer les connaissances, sanctionnées par un diplôme, des compétences, acquises par la formation professionnelle. Cette menace, contre laquelle les étudiants et les enseignants ont vigoureusement réagi, paraissait implicitement contenue dans le projet des stages diplômants.

● A qui s'adressent les stages actuels ?

Un étudiant sur trois effectue aujourd'hui un stage au cours de sa formation, de l'ordre de cinq semaines à trois mois. Dans la

majorité des cas, ces stages sont évalués par les universités et l'entreprise d'accueil et leur validation est intégrée dans l'obtention du diplôme.

Dans une étude récente, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) estime que les entreprises accueillent, en stage obligatoire, 1,4 million d'étudiants et d'étudiantes, de la troisième à la cinquième année de l'enseignement supérieur, soit l'équivalent de 110 000 personnes à temps plein. Elle y ajoute les occupations salariées des étudiants en cours d'études, qui, estime Dominique de Calan, secrétaire général de l'UIMM, sont autant d'expériences du milieu professionnel.

Bien qu'encre très rares, les formations par alternance ou par apprentissage, sous contrat de travail, se développent dans les écoles de commerce, celles d'ingénieurs et à l'université. Complexes dans leurs modalités techniques et dans les financements, elles ne concernent que de très faibles effectifs. Les branches professionnelles, qui souhaitent en conserver le contrôle, ont soigneusement évité que la formule des stages diplômants de longue durée ne puisse leur faire concurrence. Dès lors, la proposition du CNPF ne vise plus qu'une catégorie d'étudiants : ceux issus des filières générales, dès le DEUG.

● Quels sont les contours des stages ?

Didier Pineau-Valencienne, le président de la commission sociale du CNPF, a qualifié le système actuel de « stages de complaisance ». Et l'absence de règles, les entreprises, submergées de demandes, décident librement et, parfois, sombrent dans les abus. Il s'agit, ici, de remplacer de personnel absent, la d'études confiées aux étudiants sans réel intérêt ni suivi pédagogique. De toute évidence, l'élaboration d'un cahier des charges ou d'une charte s'impose.

● Quelle rémunération pour les stagiaires ?

La « gratification » proposée par le CNPF, de l'ordre de 1 000 à 1 700 francs par mois, correspond à un barème national. Pour toute rémunération inférieure à 50 % du SMIC, les entreprises sont exonérées de charges sociales. Ce barème pourrait être porté à 2 500 francs et être modulé selon le niveau d'études.

M. D.

Michel Delberghe

Les limites des expériences de formation engagées à Merlin-Gerin

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Il rêvait de remplacer le service national par un service économique en entreprise. Il avait même prévu de le compléter par un « rendez-vous citoyen » avec le concours de l'éducation nationale, de l'ANPE et des collectivités locales. Il s'agissait, dans son esprit, d'envoyer au travail des jeunes, tout au moins des plus défavorisés d'entre eux.

Dans une note rédigée en septembre 1996 à son PDG, Didier Pineau-Valencienne, René Bardone, délégué général de Schneider Initiatives emploi, esquissait un nouveau projet « mobilisateur » pour ce groupe de 24 000 salariés. L'idée a fait du chemin, mais elle a mal résisté au tollé des réactions politiques et syndicales. Car la formule de « stages diplômants », défendue par le président de la commission sociale du CNPF, s'est inspirée du plan qui a gagné à Grenoble, à l'école technique Paul-Louis Merlin.

Dans cette institution portant le nom de son fondateur en 1920, René Bardone et son

équipe ont expérimenté toutes les initiatives que M. Pineau-Valencienne aime citer en exemple. « En 1981, il a découvert que l'école était un élément important de la culture d'entreprise », René Bardone, cinquante-huit ans, ancien élève lui-même de l'école technique, fut à l'origine du plan des « 1 000-1 000 » de qualification du personnel de Merlin-Gerin.

La tradition s'est maintenue. Une centaine de jeunes sélectionnés, « ni trop bons, ni trop mauvais », se préparent au BEP et au bac technique industriel. Bénéficiant d'une bourse mensuelle de 400 francs, ils ne disposent que de sept semaines de vacances amputées de deux mois de stages en atelier, dans les laboratoires et les bureaux d'études. C'est le prix à payer pour une réussite spectaculaire (100 % de succès), qui permet aux meilleurs de poursuivre en BTS ou dans la filière Ingénieur 2000.

Malgré son coût élevé - 8,2 millions de francs prélevés sur les fonds de la taxe d'apprentissage - la disparition de l'école n'a jamais été envisagée. Mais, pour la première fois cette année, les élèves ne disposeront pas d'un

contrat d'embauche assuré. A l'extérieur du groupe Schneider, ils sont soumis à la concurrence des 637 jeunes de l'opération « Avenir jeunes », lancée en 1993.

L'objectif de ce plan était ambitieux. Issus de l'ANPE ou de candidatures spontanées, 2 800 jeunes, de seize à vingt-six ans, en contrat d'apprentissage ou de qualification, ont été pris en charge par des salariés de l'entreprise. Le résultat n'est pas tout à fait à la hauteur.

● FAIBLE ESPOIR D'EMBAUCHE

Aujourd'hui, elle comptait sur une proportion de 60 % d'anciens du système scolaire, au niveau du CAP, du BEP et du bac pro, l'entreprise s'est retrouvée avec 60 % de jeunes à bac+2 et au-delà, avec, parmi eux, 75 % issus des sections tertiaires. Sur les 1 800 jeunes ayant terminé leurs études, 1 300 ont réussi leurs examens. Parmi eux, 650 ont été embauchés, dont une centaine en contrat à durée déterminée. Ce plan, qui se poursuit à raison de 400 contrats par an, aura, au total, coûté 130 millions de francs.

« L'entreprise a prouvé qu'elle était capable de former des jeunes en misant sur la solidarité avec les anciens. En revanche, le faible espoir d'embauche peut être un élément de démotivation », remarque M. Bardone, qui souligne les difficultés à insérer des bac+2 tertiaires. Pour les mêmes raisons, il s'interroge de la tournure prise par le projet des « stages diplômants » qui serait réservé à des étudiants des filières générales, de lettres et de sciences humaines.

En plus des 700 stages classiques destinés aux étudiants des écoles d'ingénieurs, de commerce ou de l'université à bac +5, 900 places avaient été réservées pour faire découvrir l'entreprise à des jeunes issus du CAP au bac+3. C'était aussi une façon de mettre de l'ordre dans la panoplie des stages « peu qualifiants » et d'établir un cahier des charges des stages. « Je ne vois pas comment en prendre plus d'une centaine », estime M. Bardone. La place des stagiaires ou des géographes ne paraît plus appropriée dans les administrations ou les collectivités locales que sur des lignes de production. »

M. D.

Michel Delberghe

« C'est comme si le patronat découvrait l'Amérique »

NANCY

de notre envoyée spéciale
Étudiantes en troisième année de l'Institut universitaire professionnalisé (IUP) de communication (Nancy-II), Annelaure et Sandra ont envoyé des dizaines de

REPORTAGE

A Nancy,
5 500 étudiants
effectuent des stages
en cours d'études

candidatures spontanées avant de décrocher un stage obligatoire pour l'obtention de leur diplôme. Elles n'ont pas obtenu la moindre indemnité pour les deux à quatre mois effectués dans des services de communication de collectivités locales. Mais, insistent-elles, cette période en entreprise a été « formatrice ».

« J'ai vraiment découvert un métier parce qu'on m'a confié des responsabilités », explique Annelaure, qui, à vingt et un ans, se destine au métier d'attachée de presse. Sandra considère que la recherche d'un stage « s'assimile à une recherche d'emploi. J'ai passé de véritables entretiens d'embauche avant

d'être retenue ». Comme le résume Annelaure, « les entreprises nous considèrent comme des professionnelles face au travail à effectuer, mais comme des étudiantes quant à la rémunération ».

Laurent, lui, n'a pas eu besoin de chercher pour trouver un stage de dix semaines. Élève à l'Institut universitaire de technologie (IUT) de génie électrique et informatique de Nancy-I, il a bénéficié du partenariat qu'entretient depuis plusieurs années son IUT avec Schneider, l'entreprise de Didier Pineau-Valencienne. Il partira dans quelques semaines à Grenoble pour travailler sur un projet de montage d'armoire électrique. Et il touchera une indemnité mensuelle de 2 100 francs, complétée par une prime de 1 200 francs s'il fait la preuve de ses compétences.

● UNE LOTERIE

Julie ne nourrit aucun espoir quant à une quelconque rémunération. Étudiante à l'IUP santé, option nutrition, de Nancy-I, elle effectue des relances téléphoniques dans toute la France auprès des entreprises du secteur agroalimentaire. « Soit elles me répondent qu'elles n'ont pas reçu ma candidature, soit qu'il n'y a pas de possibilité

d'être retenue. » Comme le résume Annelaure, « les entreprises nous considèrent comme des professionnelles face au travail à effectuer, mais comme des étudiantes quant à la rémunération ».

Portant déjà le blazer et la cravate, Olivier, vingt-deux ans, accorde une importance toute particulière à ses expériences en entreprise, persuadé que lors de son entrée sur le marché du travail « ce sont les stages qui feront la différence ». Étudiant à l'IUP de sciences financières de Nancy-II, il a passé trois mois dans une banque comme analyste financier. « J'ai bénéficié d'un mois de formation puis j'ai remplacé pendant deux mois une personne en congé maternité en étant payé au SMIC », explique-t-il.

De l'élève en IUT qui, grâce à ses professeurs, obtient sans difficulté un stage rémunéré, à l'étudiant en maîtrise de communication qui doit envoyer des dizaines de curriculum vitae, l'univers des stages recouvre une multitude de situations. Pour nombre d'étudiants, « c'est une loterie ».

Sur les campus de Nancy, le projet de stages diplômants du CNPF irrite plus d'un universitaire. « C'est comme si le patronat découvrait l'Amérique », lance Bernard Decaris, responsable d'un magistère de micro-biologie.

« Nos premiers stages obligatoires remontent à 1970, avec la création d'une maîtrise de sciences et techniques », souligne Michel Aubrun, doyen de la faculté de sciences de Nancy-I, pour qui l'idée de stages diplômants laisse à penser que les universités n'ont jamais su s'ouvrir sur le monde professionnel.

Globalement, 5 500 des 22 000 étudiants de Nancy-II (université de lettres, sciences humaines et gestion) et plus de 2 000 des 12 000 étudiants (hors secteur santé) de l'université scientifique Nancy-I effectuent un stage de trois à six mois au cours de leur formation. Ces stages concernent essentiellement les filières sélectives, IUT, IUP, troisièmes cycles (DESS) et quelques maîtrises générales. Mais en plus existent les stages dits « libres », que l'étudiant choisit d'effectuer sans obligation pour l'obtention de son diplôme.

DU TEMPS ET DE L'ARGENT

La mise en place et le suivi des stages en entreprise nécessitent pour les filières une organisation très lourde. A Nancy-I, une ligne budgétaire annuelle de 400 000 francs a été dégagée uniquement pour payer les frais de déplacement des enseignants qui

visitent les étudiants sur leur lieu de stage. « En France, on est toujours à la recherche d'une solution miracle. La professionnalisation relève d'abord d'un travail de partenariat sur le terrain entre les filières universitaires et les entreprises », considère Jean-Pierre Finance, président de Nancy-I.

« Le système fonctionne grâce aux bonnes volontés », constate Ferri Briquet, responsable de troisième cycle à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Nancy-II, qui reçoit environ 100 offres de stages pour 350 étudiants. La création et le maintien d'un fichier d'entreprises réclament du temps. « Il faudrait reconnaître le travail des universitaires qui s'investissent dans les stages. Le suivi des stagiaires et de leur projet en entreprise, les conseils pour la rédaction des mémoires et leur soutenance sont autant d'activités qui ne sont pas prises en compte dans la rémunération et la carrière des enseignants », regrette des responsables de l'IAE. Pierre Bardelli, président de l'université Nancy-II, abonde lui aussi dans ce sens, en réclamant une valorisation des charges liées à l'encadrement des stages.

Dans les couloirs de Nancy-II,

les étudiants de premier cycle sont davantage occupés par la réussite de leurs partiels que par l'idée d'effectuer un stage. Cette possibilité est remise à plus tard, lorsqu'ils auront mieux ciblé leur objectif professionnel. Pour les universitaires qui prennent en charge le suivi de stagiaires en deuxième et troisième cycles, « la rencontre entre l'étudiant et l'entreprise doit se faire au bon moment. Le stage doit être au minimum de trois mois et le jeune doit être performant ».

Face au projet d'un envoi massif d'étudiants en entreprise, les universitaires s'interrogent sur la capacité des sociétés à absorber l'ensemble des demandes et sur le risque d'une dégradation du contenu de l'expérience professionnelle. « Améliorons déjà l'existant », insiste M. Aubrun. Car les stages-photocopies mais aussi l'abus de stagiaires ont toujours cours. Un enseignant IAE va même jusqu'à dire que, avec les compétences des étudiants de deuxième et troisième cycles, « on pourrait créer une entreprise qui ne fonctionne qu'avec des stagiaires ».

Sandrine Blanchard

0571 71144

Le rapport Rassat prône l'indépendance du parquet

Les conclusions de la « réflexion d'ensemble » sur la procédure pénale, demandée par M. Toubon, seront soumises à « une large consultation »

un rôle moteur lors de ce forum au cours duquel a été annoncée la construction d'une route Bamako-Dakar financée par l'Union européenne.

CESSER L'ASSISTANAT

Bref, un tournant est pris. Pour les expatriés soutenus par le gouvernement malien, « il faut envoyer à Kayes malades de poison et plus de *carnes à pêche* ». Une logique assumée par Bassirou Diarra, conseiller du président malien, pour qui « l'assistanat ne peut plus durer. A terme, à-t-il expliqué, les migrants ne devront qu'occuper les actions de développement gérées sur le terrain ». Mais la transformation d'une économie de stricte subsistance en économie d'échanges suppose de désenclaver Kayes, art convenu tous les partici-

Les émigrés ont aussi dénoncé les mauvais sorts qui leur est fait lorsqu'ils rentrent au pays, provisoirement. « Ici, les gens nous voient venir car ils nous prennent pour des riches ; on nous taxe trois fois entre l'aéroport et le village, on multiplie les prix par trois pour nous, et les banques maliennes se servent sur nos économies », se sont-ils plaints amèrement. En face, certains représentants associatifs locaux ont critiqué « ces émigrés qui finissent par avoir des idées européennes et

« Depuis dix ans, nous avons financé 500 hectares de périmètres irrigués. Aujourd'hui, seuls 10 % fonctionnent faute de débouchés et de transports, explique Hubert De Milly, conseiller à la mission de coopération Mali. Tout qui n'est endérassera pas. A ces constats, la table ronde » a commencé de donner quelques réponses concrètes. Un « programme régional de développement » de la région de Kayes a été annoncé par Tiéblé Dramé, ministre des zones arides. Il sera coiffé d'un comité de suivi, où la coopération française, les villes et

Les intrigués, eux, veulent participer à un « fonds d'appui à l'investissement productif » alimenté par de nouveaux produits d'épargne. Ils se sont même déjà prêts à financer, avec l'Etat malien, l'aide à la réinsertion des migrants. Plus précises, les annonces françaises ont permis d'ailleurs la construction d'une route Bamako-Dakar par le Fonds européen de développement.

La France, représentée à l'ouverture des débats par le ministre de la coopération, Jacques Godfrain, s'est engagée à financer la modernisation du chemin de fer, la construction de cent kilomètres de route goudronnée, des travaux d'électrification et d'assainisse-

d'aide aux projets de développement locaux de 10 millions de francs.

La coopération décentralisée était représentée par Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais, et par des élus de villes engagées comme Evry (Essonne) et Montreuil (Seine-Saint-Denis). Outre des financements, cette structure aidera à la mise en place des nouvelles institutions régionales et municipales maliennes, dont la première élection est prévue au printemps.

Philippe Bernard

Micèle-Laure Rasset pencie pour la *deuxième solution*, et suggère que cette fonction pourrait être exercée par le procureur général près la Cour de cassation. Elle propose néanmoins « un représentant du gouvernement, « fonctionnaire ou avocat », puisse intervenir « au coup par coup » après des tribunaux, mais ne souhaite pas revenir sur la nomination et la gestion des carrières des magistrats du parquet par l'exécutif :

« La tâche essentielle du ministère public est de mettre en œuvre une politique pénale dont la définition relève du gouvernement, écrit-elle.

QUELQUES INNOVATIONS

quelques innovations. Il y est proposé de rebaptiser la chambre d'accusation - la juridiction du second degré durant l'instruction - « chambre de contrôle de l'instruction », ainsi que de rendre publics les débats lors des audiences, à l'exception de ceux concernant la détention provisoire. Pour les audiences de premier degré, M^{me} Rassat propose d'enregistrer sur vidéo ou bande sonore les débats, ces documents pouvant être réunis au cours de la procédure. Pour endiguer l'encombrement

l'instauration d'un juge unique pour toutes les infractions dont la sanction n'exécède pas cinq ans d'emprisonnement. En référence à l'affaire du sang contaminé, elle propose d'inscrire un nouvel article au code de procédure pénale qui disposerait qu'*« aucune personne condamnée, acquittée ou relaxée, ne peut plus être pénale- ment poursuivie à raison des mêmes faits, même devant une autre juridiction et sous une qualification diffé-*

presse pour violation du secret de l'insurrection *"Le Monde du 3 octobre 1996"* -), la seconde apparaît moins polémique. Les nouvelles propositions de Mme Rassat s'inscrivent en tout cas dans l'actualité puisque l'auteur s'y prononce pour l'indépendance du parquet, ainsi qu'elle l'avait déjà fait dans sa thèse, à une époque où cette éventualité était souvent jugée incongrue. Pour autant, M^{me} Rassat est loin d'adopter une conception large de l'indépendance du ministère public. Affirmant qu'*"il ne peut être question de toucher à la neutralité du corps"*, elle estime que *"la seule question qui se pose (...) est celle de savoir si le serment"*

En présentant son rapport, M^{me} Rassat a indiqué qu'il serait l'objet d'une « consultation la plus large possible » auprès des « universitaires, professionnels, partis politiques et clubs de réflexion ». Une synthèse des avis devrait être recueillie avant la fin de l'année. M^{me} Rassat se propose à présenter au premier semestre de 1998 une nouvelle mouture de cet « avant-projet de réforme ».

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, Jean-Louis Debré, a annoncé, jeudi 30 janvier, son intention, en 1997, de déposer plainte « systématiquement » contre ceux « qui se mettent à critiquer la police ». M. Debré a fait cette déclaration à l'occasion d'une visite dans un commissariat parisien. Il a salué la baisse de la délinquance dans la capitale et en France qui, selon lui, « n'est pas le fruit du hasard ». Le ministre a indiqué, au sujet de la préfecture de police, que celle-ci est un « outil formidable ». « Faisons en sorte qu'on ne l'oblime pas », a-t-il ajouté.

DÉPÊCHES

- **TERRORISME** : un policier spécialisé dans la lutte antiterroriste a « accompli des actes de procureur sans être titulaire officiel de police judiciaire », a annoncé, jeudi 30 janvier, la direction générale de la police nationale (DGPN). Ce lieutenant de la division antiterroriste de la PJ a signé des procès-verbaux dans des dossiers corsés et islamistes, qui risquent d'être annulés en tout ou partie par la chambre d'accusation. « Sous réserve de l'appréciation de la chambre d'accusation », la DGPN estime que « cette situation ne serait pas de nature à porter atteinte de façon grave aux procédures ».
- **ÉDUCATION** : la coordination nationale des non-titulaires et plusieurs syndicats d'enseignants appellent à une journée nationale de manifestations, samedi 1^{er} février, et de grève, mardi 4 février. Ils jugent « dérisoires » les mesures annoncées par le ministère de l'éducation en faveur du réemplot des maîtres auxiliaires.
- **JUSTICE** : l'Union fédérale autonome pénitentiaire a demandé au garde des sceaux, Jacques Toubon, d'engager des poursuites contre Loïc Le Floch-Prigent. Dans des entretiens accordés au *Nouvel Observateur* et à *Ouest-France*, l'ancien PDG de la SNCF évoquait des nuits « hantées par les hurlements des détenus, en particulier ceux des nouveaux venus, sodomisés dès leur arrivée par leur compagnon de cellule, sans que nous puissions intervenir ».

lure, sans que nous puissions intervenir.

otre correspondante

le diable et pratiquaient les rites sataniques. Le soir de la profanation du ciel s'ennuient. C'est Frédéric qui a placé une virgule au cimetière. » *Nous n'avons ni fumé », affirment-ils. Pourtant, l'absence d'une véritable crasse d'hystérique collée au crâne des alouettes et alouettes, nous pour voir clair, la pleine lune nous saourent une claque à deux fois, nous cassent les croix. Ils détournent deux fois sur lesquels ils sautent à pieds joints, disent : « Nous étions comme possédés, s'empare du crâne d'une femme et pendant 1986. » *Pourquoi ? », demande le président du tribunal. « Parce que j'en avais des gants, répond le jeune homme. J'avais plus de limites, plus de sens, j'étais inconscient. »**

• **RIEN DE SATANIQUE ?**

Aujourd'hui, ils se confrontent en

Tous ces jeunes - ils étaient six, dont deux mineurs âgés de seize ans qui comparaîtront ce vendredi à huis clos - étaient passionnés de musique de Death Metal. Ils avaient monté un

lâche : « Je n'espère pas que quelqu'un
pardonne. » Pour le procureur, le
bourgeois, cette profanation est une dé-
littérature et préméditée. Il se dit : stu-

[illegible]

puisse me
Michel Au-
marche vo-
réfait « par

... l'absence de réaction morale de ces jeunes n'ont joué un rôle "à l'intérieur d'un proche".

... sell, Frédéric et Sander du tout repère, fasciné des rituels d'un tant qui s'écarter ces pulsions mortuaires découlant dans tout ce n'est simplement retrouver la musique préférée." Le... l'absence a réclamé dix à douze heures assortis de l'absence d'intérêt général

... l'absence, fut également évolutive à la maison des jeunes avait été gâchée maison d'arrêt - qui... l'absence et a d'ores et déjà... l'absence par l'administration - tombe de son fils avait... l'absence jours plus tard, les... l'absence d'une opération

... l'absence qu'elle
... l'absence En dire
... l'absence décision
... l'absence ceux qui
... l'absence une déci-
... l'absence l'a peut-
... l'absence ver de le

... l'absence presse pu
... l'absence l'Instruc-
... l'absence tion 1996
... l'absence moins p
... l'absence proposi-
... l'absence crivent e
... l'absence puis que
... l'absence pour l'ir
... l'absence ainsi qu
... l'absence sa thes
... l'absence éventuel
... l'absence congrue
... l'absence est lo
... l'absence large de

Monique Glashere

CE N'EST PAS un vol de poules, mais cela y ressemble bien car c'est à peine un vol de meubles. Des meubles qui ont disparu un soir mais qui étaient à leur place d'origine le lendemain matin. « C'est une affaire d'une affligeante banalité », soupirait le substitut Jean-Jacques Bignoin à l'audience du 30 janvier de la dixième chambre correctionnelle de Paris. D'ordinaire, ces dossiers vont rejoindre les rayons des affaires classées sans suite. Mais la qualité du suspect a tout changé, car il s'agit

AVIS
DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR
VILLE DE
CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR
RVÉSION GÉNÉRALE
DU P.O.S.

Le Conseil Municipal de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR a, par délibération en date du 24 Octobre 1996 décidé de mettre en révision le plan d'occupation des sols, sur l'ensemble du territoire communal.

Cette délibération peut être consultée :

• à la Mairie de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR
aux heures habituelles d'ouverture.

Un magistrat de haut rang : Richard Bouazis, avocat général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Le 9 mars 1994, M. Bouazis demande à un déménageur de faire enlever une bibliothèque murale du palais de justice d'Aix-en-Provence. Pour ce meuble promis à la destruction, le magistrat a obtenu l'autorisation du premier président de la cour d'appel, qui a accepté de le lui donner en échange d'un don aux œuvres sociales. Dans la soirée, l'épouse de M. Bouazis vient chercher les portes de la bibliothèque, trop fragiles pour être confiées au déménageur.

Le lendemain matin, le palais est en émoi : des portes ont été forcées, des câbles d'ordinateurs sectionnés, une armoire contenant des dossiers sensibles a été ouverte et l'un d'eux, concernant un membre de la Mafia, a été jeté à terre. Or, le jour même, doit se tenir à Aix-en-Provence le sommet judiciaire anti-Mafia, auquel participe M. Bouazis, magistrat spécialisé dans la répression des opérations mafieuses.

Dans ce climat d'intense agitation, le président de la chambre d'accusation, Emile Ferrat, déclame aux jurés, devant la veille

vers 20 h 00, il avait vu un couple charger un écriteau et un fauteuil dans une Citroën BX garée en double file devant le palais de justice. Il n'a reconnu personne, mais son épouse, greffière en chef, affirmait avoir reconnu l'avocat général Bouaziz. Par ailleurs, le matin du 10 mars, vers 7 h 50, une greffière remarquait la même BX devant la porte du palais et un couple qu'elle n'a pas reconnu. Quant à l'écriteau et au fauteuil, ils sont toujours à leur place dans le bureau de M. Bocazis, qui est cependant poursuivi, ainsi que son épouse, pour vol et dégradation.

PAS DE PREUVE IRREFUTABLE

Le magistrat prévenu a eu droit à un procès comportant les mêmes anomalies qu'à l'ordinaire. Aucun témoin n'avait été invité, et l'on passa son temps à lire des dépositions. Celle de M^{re} Ferrat était-elle plus crédible que celle d'un ami, André Corsy, qui affirmait qu'à l'heure où M. Bouaziz aurait été vu charger des meubles il finissait avec lui ? « Il y a pas de preuve irrefutable de la commission d'un vol », notait l'inspection générale des services dans un rapport.

M. Bouaziz, qui est toujours avocat général, a visiblement son

idée sur le coup de l'affaire mais, dit-il, « je ne veux pas polémiquer ». C'est donc qu'au travers des propos des uns ou des autres que le climat pesant de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a pu apparaître de façon fugace. « Lo promotion sur place de M. Richard Bouazis n'a pas manqué de susciter quelques agueurs », remarquait courtoisement le rapport de l'inspection générale des services.

« Au travers de ce qui est dit et non dit, votre tâche ne sera pas facile », disait M. Bignon, ajoutant que « l'image de la justice n'en sortira pas grandie ». Mais il est certain de la culpabilité de son collègue, contre lequel il a demandé une peine amnistiable de trois mois de prison avec sursis, tout en abandonnant les poursuites pour les dégradations et celles dirigées contre M^{me} Bouazis. « C'est une affaire pléyale », résumait le défenseur de Richard Bouazis, M^{re} Francis Spitzer, en demandant la relaxe pour son client « qui sera ensuite meilleur magistrat parce qu'il aura appris ce que l'institution judiciaire peut avoir de destructeur dans la vie d'un homme ».

Jugement le 27 février.

Maurice Peyron

2 1 1

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux



L'Inspection Générale de la Région Île-de-France recherche

UN ADMINISTRATEUR TERRITORIAL H/F

Au regard des compétences dont est chargée l'Inspection générale, vous possédez une bonne culture générale, fondée notamment sur une pratique du service public mûrie de longue date.

Vous êtes titulaire d'une bonne maîtrise des finances publiques et privées et de la comptabilité. Nous recherchons pour ce poste une personne dotée d'une réelle aptitude et d'une forte motivation pour des missions de conseil et de contrôle tant en interne que vis-à-vis de l'environnement institutionnel de la Région.

Ce poste est uniquement ouvert aux agents titulaires de la fonction publique territoriale ou de l'État.

Si ces qualités sont les vôtres, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à M. ELA CHEKROUN, directeur de l'administration générale, Région Île-de-France, 35 Boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

Directeur de l'Office du Tourisme



QUIMPER
Ville d'Art et d'Histoire

A 35-40 ans environ, de formation supérieure (Bac + 4 souhaitée) vous justifiez impérativement d'une expérience

de 5 années minimum acquise dans le Tourisme. Maîtrisant l'informatique de gestion (Excel), vous parlez couramment Anglais et Allemand.

Merci d'adresser votre lettre + CV + photo + prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence BRD297Q à Rami GUEVEL, RH PARTNERS, BP 1233, 29102 QUIMPER Cedex et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS (3,48 F/mn).

Répondre aux dossiers conformes et complets.

RH PARTNERS

A.D.E.
AGENCE DE
DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE



Travaillant sur un périmètre
de 17 communes,
regroupant près
de 200 000 habitants,

L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS DE LORIENT voit ses missions s'élargir à l'observation, l'étude et la prospective urbaine de la troisième agglomération de Bretagne.

A cette fin, elle recherche son (sa)

RESPONSABLE DES ETUDES ET DE LA PROSPECTIVE URBAINE

Directeur adjoint de l'Agence, votre fonction, stratégique pour le District du Pays de Lorient, sera double : d'une part, mettre en place et coordonner un observatoire urbain à l'échelle de l'agglomération. D'autre part, constituer et animer une équipe hautement professionnelle, apte à conduire l'ensemble des études prospectives nécessaires à l'élaboration du projet d'agglomération et à la révision de son schéma directeur et ayant vocation à rejoindre le réseau des agences d'urbanisme.

Une réelle expérience en matière d'urbanisme et de développement, un parcours professionnel diversifié, un sens relationnel aigu sont requis pour ce poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, C.V., photo et prétentions à : François CHEVALIER, Directeur de l'A.D.E., 5 cours de Chazelles, B.P. 423 - 56104 LORIENT Cedex



recrute sur liste d'aptitude par voie
de mutation ou de détachement

un Cadre A

Secrétaire général de l'école des arts décoratifs

Sous l'autorité du directeur de l'école des arts décoratifs, vous serez chargé(e) de :

- coordonner et animer l'administration générale, les ressources humaines (environ 100 agents), les finances, le suivi des travaux et des équipements.
- gérer les projets pédagogiques et culturels dans le cadre des institutions européennes.
- développer les échanges internationaux et le partenariat entre l'école et les entreprises.

De formation supérieure (minimum bac + 3), vous maîtrisez la langue anglaise et si possible l'allemand. Vous possédez de bonnes capacités à l'encadrement et une expérience confirmée dans la gestion des structures culturelles. Vous avez une bonne connaissance de la comptabilité publique et de l'administration territoriale.

Les candidatures sont à adresser pour le 15 février 1997 dernier délai (en mentionnant la référence 20LM97) à Mme la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg, service emploi formation, Centre administratif, 1 place de l'Etoile, BP 1049/1050 67070 STRASBOURG Cedex.

Interne Sénior
CONSULTANTS

La ville d'Arne de 42000 habitants, Chef lieu de l'arrondissement, recherche par voie statutaire son
Secrétaire Général

MISSIONS
Collaborateur direct du Maire, vous serez chargé de la bonne exécution administrative de l'Action Municipale, de la Direction et de la Coordination de l'ensemble des Services Municipaux, ainsi que de l'animation de l'équipe de direction.

PROFIL RECHERCHÉ
Vous bénéficiez nécessairement d'une expérience probante dans une fonction similaire et vous possédez une parfaite connaissance des Collectivités Locales et des questions juridiques. Aptitude au management, qualités relationnelles, esprit concret et grande disponibilité vous permettront de réussir dans ce poste. Nous vous offrons une rémunération statutaire complétée par les primes et avantages liés à la fonction.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Jacques SCHOENON Consultants, 20 rue d'Aumale, 75009 PARIS.

COMMUNE DE PORT
SAINT LOUIS DU RHONE
(8 700 habitants)

CONSEILLER GENERAL

Le Maire recherche un conseiller général par détachement ou par mutation.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur à celui du baccalauréat et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur public ou privé.

EXAMEN PROFESSIONNEL

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL
DE GESTION DE LA PETITE COURONNE
DE LA REGION ILE-DE-FRANCE organise

UN EXAMEN PROFESSIONNEL

D'ACCES AU GRADE DE
REDACTEUR-CHEF TERRITORIAL (7h)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription :
3 avril 1997. Date des épreuves : 29 mai 1997.

Lieu des épreuves : L.S.C. - Centre de la Plaine
144-146 avenue du Président Wilson
93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

Adresse à laquelle les dossiers de candidature
doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion
de la Petite Couronne de la Région Île-de-France
3, rue de Romainville - 75940 PARIS Cedex 19

313 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde*
Pour tous renseignements concernant cette rubrique,
contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM

Ingénieurs et Informaticiens

MAIRIE DE PARIS

La Ville de PARIS recrute par concours

3 INGENIEURS

des Services Techniques (Génie Urbain)
diplômés d'une grande école

INSCRIPTIONS :	CONCOURS :	FORMATION :
jusqu'au 6 février 1997	à partir du 1er avril 1997	rémunérée et assurée à l'Ecole nationale des ponts & chaussées

Un dossier d'inscription vous sera remis sur
place ou envoyé par courrier, sur demande
(joindre une enveloppe format 32,5 x 22,5 affranchie à 11,50 F).

MAIRIE DE PARIS

Bureau du recrutement - 2, rue Lobau
75196 PARIS RP. - Réf. MON -

(Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des dispositions légales).

051 7 15 49

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 1^{er} FÉVRIER 1997

AMÉNAGEMENT Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, a rendu public, vendredi 31 janvier, le tracé retenu pour le tronçon de l'A 104, dite la Francilienne,

entre l'autoroute A 13 à la hauteur d'Orgeval et la RN 184 à Méry-sur-Oise. ● **RESPECTANT LE CALENDRIER** qu'il s'était fixé pour trancher dans ce délicat dossier, le ministre a choisi le pas-

sage sur la « rive droite », par Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), qui a suscité depuis des années de multiples oppositions. ● **LA PROTECTION DES SITES** et des riverains sera privilégiée, avec

5,6 kilomètres de couvertures complètes, 1,15 kilomètre de semi-couvertures et un passage sur 13 kilomètres sous le niveau du terrain naturel. Ces aménagements ont un coût :

5,35 milliards de francs pour 22 kilomètres. ● **COMME LE DERNIER MAILLON** de l'A 86, l'autre « superpériphérique », plus proche de Paris, cet ultime tronçon de la Francilienne sera à péage.

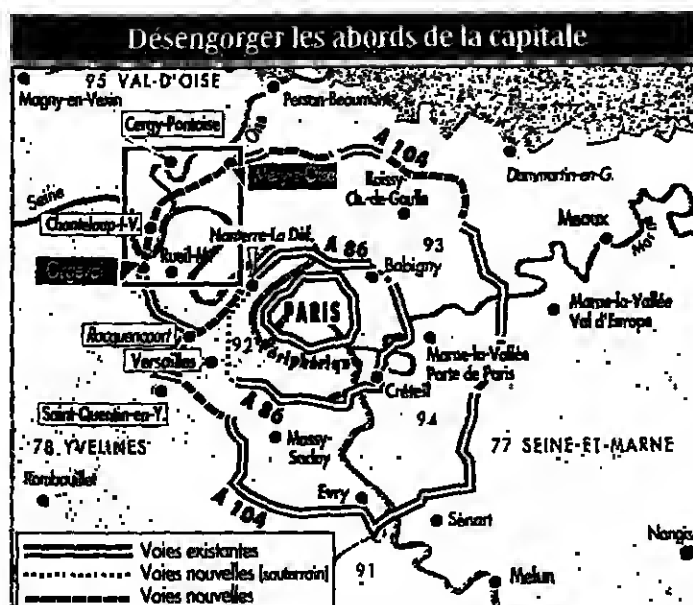
Les deux « superpériphériques » de l'Ile-de-France en passe d'être bouclés

Bernard Pons a rendu public, vendredi, le tracé retenu pour le bouclage de l'autoroute A 104 dans l'Ouest parisien. Très controversé, ce maillon requiert 5 milliards de francs pour 22 kilomètres. Comme l'A 86, très chère également, cette voie à péage doit désengorger les abords de la capitale

VERSAILLES
de notre correspondant
L'annonce, par Bernard Pons, vendredi 31 janvier, du tracé retenu pour le bouclage de la Francilienne (A 104), à l'ouest de Paris, par Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) représente la mise en œuvre d'un schéma vieux de plus de vingt ans : le contournement de Paris par deux rocade, à dix kilomètres de la périphérie parisienne pour l'une (A 86), vingt-cinq pour l'autre (A 104). L'affaire aura connu nombre de rebondissements et déclenché bien des passions. Principalement à l'ouest de la capitale, et plus particulièrement dans le département des Yvelines, du fait de la difficulté d'intégration de ces projets dans un environnement naturel et urbain exceptionnel ; du fait aussi - au moins pour l'A 86 - de la sociologie particulière d'une population très apte au lobbying.

Au bout du compte, les tracés retenus pour le bouclage des deux superpériphériques privilégient la protection des sites et des riverains, pour laquelle les élus, toutes tendances confondues, se sont battus avec acharnement aux côtés des populations, comme ce fut le cas pour l'A 14 (la Défense-Orgeval).

QUATRE SOLUTIONS TECHNIQUES
La liaison par l'A 104 Orgeval (Yvelines)-Méry-sur-Oise (Val-d'Oise) sera couverte totalement ou partiellement, selon le projet déposé vendredi, sur près d'un tiers de sa longueur (5,6 kilomètres de couverture complète et 1,15 kilomètre de semi-couverture). En outre, sur treize kilomètres environ, l'autoroute sera située sous le niveau du terrain naturel (ce qui réduit d'autant les nuisances). Enfin, les aménagements ont eu recours, sur une dizaine de passages délicats, à quatre



solutions techniques différentes, dont un « viaduc couvert vitré » pour le passage de la Seine à Poissy.

Coût de ce travail de dentelle, pour les vingt-deux derniers kilomètres de l'A 104 : 5,35 milliards de francs. Et 10,5 milliards pour le bouclage de l'A 86 à partir de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) par un tunnel de dix kilomètres, avec trois voies de circulation dans chaque sens sur deux niveaux pour les véhicules légers, jusqu'à Versailles (Yvelines) et un autre de six kilomètres d'une voie dans chaque sens pour les poids lourds, raccordé à l'autoroute A 12 à Rocquencourt (Yvelines). Ces prix au kilomètre - de sept à dix-huit fois supérieurs à ceux d'une autoroute classique - ont contraint les pouvoirs publics à recourir à la concession, donc à instaurer sur ces deux maillons de

l'A 104 et de l'A 86 un péage, contre lequel les opposants livrent désormais leurs dernières batailles.

La pression des élus et des associations a été payante... dans tous les sens du terme : les multiples conditions posées par les riverains, qui sont aussi les usagers potentiels, aboutissent à ce résultat paradoxal que l'Ouest parisien a aujourd'hui le monopole, dans la région, des péages autoroutiers.

Ce principe d'un péage en proche banlieue parisienne est difficilement admis par les usagers, comme ce fut le cas pour l'A 14, inaugurée le 6 novembre 1996. Il l'est encore moins pour une seule portion d'autoroute d'une dizaine de kilomètres sur les quatre-vingts de l'A 86 et d'une vingtaine sur les trois cents de la Francilienne. Pourtant, ces péages risquent de s'étendre à d'autres

voies périurbaines dans les années à venir.

Autre point commun entre l'A 86 et l'A 104 : à quinze kilomètres de distance, en lisière de la petite couronne pour l'une, et de la grande pour l'autre, les deux projets ont déclenché, dans l'Ouest parisien, les mêmes oppositions, avec la revendication d'une meilleure protection phonique et visuelle : dès 1970, le bouclage de l'A 86 dans ce secteur suscitait les premiers débats. En juin 1975, le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, demandait que soient examinées, en concertation avec les élus, toutes les hypothèses de tracés. Pas moins de dix-sept variantes furent ainsi étudiées.

COMMENTAIRE COÛTE QUE COÛTE

Envers et contre tous, en souterrains, tranchées ou voies superposées, à un coût exorbitant impliquant un péage astronomique, bref, coûte que coûte, il faut passer. On n'arrête plus l'autoroute.

Ailleurs, on parle de « désenclaver » : dans la grande ceinture parisienne les autorités n'ont qu'un objectif - désengorger - et un but : boucler la boucle. La construction, en auréoles successives d'un deuxième puis d'un troisième superpériphérique au-delà du « périclisme » parisien semble l'ultime solution pour éviter la thrombose et éloigner de la capitale le trafic de transit que les pénitentes à grand débit ne cessent de drainer.

En Ile-de-France, on se déplace aujourd'hui davantage de banlieues à banlieues que vers ou dans Paris. Ce constat-là est, littérale-

ment, incontournable autrement que par quelques boudes. Puisqu'il faut boucler, bouclons, se sont dit les ministres successifs qui n'en pouvaient plus face à l'énigmatique dilemme. Pour l'A 104 comme pour l'A 86, le feuilletton dure depuis trop longtemps et il conviendrait d'en finir, quitte à lâcher du lest, en milliards, pour prendre enfin des précautions phonique et visuelle que l'on n'a pas songé à mettre en œuvre hier dans les banlieues populaires déshéritées.

Après des années d'urbanisation galopante, de centralisation abusive, de règne du « tout automobile », la réalisation nécessaire des derniers maillons de l'A 104 et de l'A 86 mettra-t-elle un terme à la spirale du gâchis ? En attendant, les effets bénéfiques d'une inversion tardive des priorités vers les transports collectifs, il est temps de faire un vœu : que ces deux boudes-là soient les dernières.

Robert Bellert

concession d'un certain nombre d'autoroutes, notamment, en région parisienne, l'A 14, l'A 86 et l'A 104. Le péage urbain en proche banlieue parisienne était né.

Il faudra attendre 1989 pour que Michel Rocard, alors premier ministre, fasse du bouclage de la Francilienne à l'ouest une priorité, dans le cadre du chantier de l'aménagement de l'Ile-de-France. Dès lors, les riverains, qui redoutent de voir passer à proximité de leur immeuble ou de leur pavillon un trafic, essentiellement de transit, estimé à deux cent mille véhicules par jour, dont 20 % de poids lourds, se mobilisent. Ils ne veulent pas voir cette nouvelle infrastructure « couper des voies de communication existantes », affirment que « cent mille personnes vont être sinistrées ». Manifestations et prises de position se multiplient.

Finalement, trois tracés font l'objet d'une concertation dans le sud-est, compris entre le sud de Cergy-Pontoise et la plaine d'Achères, alors que les principaux opposants réunis au sein du Comité pour la protection des riverains de l'autoroute A 184 (Copro) préconisent depuis plusieurs années un projet moins pénalisant, plus au nord de Cergy, en limite de la plaine du Vexin.

En fait, le tracé retenu est proche du projet d'origine : le tracé rive droite, dit de la boucle de Chanteloup, perçu par Bernard Pons « comme le meilleur compromis, du point de vue des fonctions à assurer, de l'aménagement local et du désengorgement des voies urbaines saturées ». Mais, compte tenu des aménagements apportés, sa conception est radicalement différente de la solution proposée en 1971.

Jean-Claude Pierrette

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

participez activement à nos campagnes de promotion de la santé

SANTÉ PUBLIQUE

PARIS

Nous sommes l'un des acteurs majeurs dans le domaine de la Santé en France. Dans le cadre de notre développement, le responsable de l'activité « Promotion de la Santé » cherche un nouveau collaborateur.
Votre mission :
• A l'échelon départemental : évaluer les besoins, aider à créer des projets de Promotion de la Santé, négocier les objectifs et en suivre les réalisations.
• A l'échelon national : coordonner et animer le réseau de groupements, faciliter l'échange d'informations et d'expériences, participer à la formation.
Vos atouts :
• Formation supérieure Santé ou Social.
• 5 ans minimum d'expérience en actions de promotion de la Santé.
• Professionnel de terrain, à l'écoute, on vous reconnaît aisance relationnelle et autorité de compétence.
• Mobilité (60% du temps environ).
Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous référence FF 02 à notre Conseil, qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

L'Agence de Développement et d'Urbanisme du pays de Brest

recherche

UN CHARGE D'ETUDES ECONOMISTE ou INGENIEUR

- Diplômé de l'enseignement supérieur (3^{ème} cycle ou diplôme grandes écoles).
- Une expérience est souhaitée dans un organisme d'études dans le domaine de l'aménagement ou du développement économique.
- Vous participerez à une équipe pluridisciplinaire (d'une vingtaine de personnes) chargée des études préalables aux grands projets des collectivités.

Adresser C.V. à ADEUPa de Brest, Hôtel de Communauté,
24 rue Coat ar Gueven - 29200 Brest avant le 8 février 1997.



LA VILLE DE CARQUEFOU

(15 000 habitants)

occupe une position stratégique

et privilégiée au sein de

l'AGGLOMERATION NANTAISE.

Els connaît une croissance

continue et harmonieuse

et recherche son

SECRETAIRE GENERAL

Collaborateur immédiat du Maire, vous dirigez et animez les Services (200 Agents dont 20 Cadres). La tâche est plus, vous êtes un gestionnaire expérimenté, rigoureux et dévoué avec une bonne connaissance des mécanismes budgétaires (budget global de 150 MF). Homme de terrain et de dialogue, vous accompagnez et contrôlez d'importants projets tant en interne qu'en externe (développement économique : 500 entreprises et plus de 12 000 emplois, aménagement d'une technopole de 100 hectares...). Disponible et organisé, vous savez faire face à une importante charge de travail et gérer les priorités.

D'un excellent niveau en droit public (une maîtrise serait appréciée), vous êtes Agé ou Directeur Territorial et aujourd'hui vous voulez donner une nouvelle dimension à votre carrière. Bien sûr, les conditions proposées (rémunération statutaire et régime indemnitaire) sont de nature à intéresser une personnalité de premier plan, sachant allier ses qualités de management à son savoir-faire juridique.

Pour ce poste situé dans un environnement attractif, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo avant le 14 février 1997, à Madame le Maire - BP 138 - 44471 CARQUEFOU cedex.

AVIS DE CONCOURS

LE CDG 42 organise pour son département, le CDG 69, la ville de St Etienne à partir du 15 mai 1997 un concours interne avec épreuve de

COORDINATRICE DE CRECHE TERRITORIALE (3 postes)

Ouvert aux Pédagogues Hors Classe justifiant au 1^{er} janvier 1997 d'au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade.
Retrait des dossiers : Du 17.02.1997 au 27.03.1997 au CDG 42, 24 rue d'Arcle - 42000 ST ETIENNE

- aux heures d'ouverture des bureaux ;
- sur demande écrite en joignant une enveloppe 25 x 32 cm affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat.

Date limite de dépôt des dossiers : 27 mars 1997 (soirée de la poste)

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

organise

UN CONCOURS SUR TITRES AVEC EPREUVE (ENTRETIEN) POUR L'ACCES AU CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS (JTE)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription :

le 2 avril 1997.

Date de l'épreuve : à partir du 14 mai 1997.

Lieu de l'épreuve : 42, rue de la République - PARIS 19^e

Nombre de postes mis au concours : 30

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région Ile-de-France
3, rue de la République - 75040 PARIS Cedex 19

CARNEY DU MOIS

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

01-42-17-21-30

DISPARITIONS

Antonio Callado

Dramaturge, conteur et romancier

LE SURLÉNDEMAIN de son quatre-vingtième anniversaire, l'écrivain brésilien Antonio Callado est mort, mardi 28 janvier, dans une clinique de Rio de Janeiro, des suites d'un cancer généralisé. Admis, en mars 1994, à l'Académie brésilienne des lettres (ABL), cet ancien grand reporter, très tôt séduit par le roman « engagé », laisse une œuvre parmi les plus marquantes de la littérature brésilienne contemporaine.

Antonio Callado est né le 26 janvier 1917, à Niterói, ville qui fait face à Rio, par-delà la baie de Guanabara. Au sein d'une famille bourgeoise éprise de culture française, il apprécie, dès son enfance, Lamartine, Chateaubriand et Musset. Ce penchant romantique s'estompé toutefois à l'heure de choisir une carrière, celle d'avocat, qui se réduira à l'obtention d'une licence en droit. A vingt ans, Antonio Callado fait ses premières armes de journaliste comme reporter et chroniqueur au *Correio da Manhã*, un quotidien réputé de Rio (aujourd'hui disparu). Le grand tournant de sa vie se situe en 1941 lorsqu'il est embauché, en pleine seconde guerre mondiale, au service latino-américain de la BBC à Londres. Marié peu après à une journaliste anglaise, Jean, mère (décédée) de ses trois enfants, Antonio Callado acquiert, sous les bombardements allemands, un flegme qui le fera passer, une fois rentré au pays, en 1947, pour « le plus britannique des écrivains brésiliens ».

Dramaturge, conteur, auteur de neuf romans bâtis sur l'exploration de ce qu'il appelle les « anomalies du Brésil », Antonio Callado publie, en 1967, son ouvrage majeur : *Quarup*. Sous ce titre désignant une cérémonie funéraire amérindienne du Xingu, en Amazonie méridionale, l'écrivain s'efforce, en évitant le piège de l'angélisme, de restituer aux cultures indigènes la place, primordiale, qui leur revient dans la

formation de l'identité brésilienne, l'une des plus métissées de la planète. Le livre paraît au moment où la dictature militaire (1964-1985) durcit la répression face aux divers groupes d'opposition. Réfractaire à tout engagement politique au sein d'un parti, Antonio Callado fera néanmoins un bref séjour en prison en raison de ses idées jugées « subversives ». En 1968, avant de se consacrer exclusivement à la littérature, il achève sa carrière de reporter à Hanoi comme envoyé spécial du *Jornal do Brasil* durant la guerre du Vietnam. « J'avais besoin d'un club où prendre confortablement le thé en compagnie de gens qui oient les livres », disait-il, sur la fin de sa vie, pour justifier son entrée à l'ABL.

Jean-Jacques Sévillia

Osvaldo Soriano

Un brillant écrivain à l'humour féroce

L'ÉCRIVAIN argentin Osvaldo Soriano est mort, mercredi 29 janvier à Buenos Aires, d'un cancer du poudron. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

Né en 1943 à Mar del Plata, l'enfant Osvaldo Soriano accompagne son père – fonctionnaire à la Compagnie des eaux – de village en village. Ses études en souffrent, mais il acquiert une profonde connaissance du peuple argentin. A dix-sept ans, il devient joueur professionnel de football à la Pampa. Après les entraînements, il découvre Balzac et Stendhal. *Le Rouge et le Noir* bouleverse son existence. Il abandonne le football, alors qu'il est un excellent avant-centre et jouit d'un bon salaire, pour dévorer Raymond Chandler et Simenon.

A vingt-six ans, il quitte sa famille et part à Buenos Aires tra-

vailler au journal mythique *L'Opinion*. En 1972 paraît son premier roman : *Triste, solitario y fino* (Je ne vous dis pas adieu, Fayard, 1978), un thriller hilarant et grave, qui impose d'emblée ce que l'on peut bien appeler le « style Soriano » : humour féroce, goût des situations rocambolesques, teodresse envers ses personnages, le tout soutenu par une écriture sobre, dépouillée, d'une simplicité trompeuse.

Le coup d'Etat de 1976 l'oblige à quitter l'Argentine. Il vient en France avec comme alibi la couverture du match de boxe entre Carlos Monzon et Jean-Claude Boutier à Montecarlo. « Comme je vous envie ! » lui dit le sergent qui feuillette son faux passeport. Pour se marier avec une Française, Catherine, il doit se déplacer à Bruxelles... la Mairie de Paris exi-

geant un certificat de bonne conduite délivré par les militaires argentins ! En Belgique et en France, Soriano écrit *Jamais plus de peine ni d'oubli* et *Quartiers d'hiver* (Calmann-Lévy, 1982), paraboles acerbes de l'histoire argentine, de la séparation morale et politique des familles, du déracinement définitif des exilés et du miracle néo-libéral.

Il nous donnera plus tard *La Révolution des gorilles* (Grasset, 1991), roman picaresque et désopilant qui met en scène, dans un pays africain – le Bongwutsi – la vie dans le consulat pendant la guerre des Malouines, et *Une ombre en vadrouille* (Grasset, 1994), histoire de paumés : Coluccini, acrobate de cent vingt kilos pour qui l'aventure (minable) est finie ; Nadia, voyante et astrologue qui se fait payer en jambons et poulets ;

une bande de curés truculents, dont l'un s'est « privatisé » et réussit à faire passer les riches par le bas de l'aiguille. Ces personnages égarés, que Soriano affectionne, constatent que tous les drames s'étranglent dans l'absurdité.

Devenu français comme Julio Cortázar, Soriano rentre dans son pays en 1984, après le rétablissement de la démocratie. Avec de jeunes loups contestataires, il participe à la fondation du journal d'opposition virulente au gouvernement Menem, *Página 12*. Auteur de sept romans traduits en quinze langues, publié dans vingt-trois pays, prix Scanno en Italie, Soriano est le plus brillant représentant de la génération qui suit celle de Borges, Sabato et Cortázar.

Ramon Chao

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 22 janvier a approuvé les nominations suivantes dans les armées (*Le Monde* du 29, 30 et 31 janvier) :

● Armement. Sont nommés : chargé de la sous-direction des systèmes et techniques du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Denis Plante ; directeur de l'établissement technique central des systèmes navals et des technologies communes à la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-François Bonnaud ; chef du service des programmes d'observation, de télécommunications et d'information à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Lamoulin ; chargé de mission auprès du directeur de la coopération

et des affaires industrielles, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Yves Normand ; chef du service des technologies communes à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Darricau ; directeur de l'établissement technique central des propulseurs et des essais aéronautiques et directeur de l'établissement technique central de missiles à la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de deuxième classe Philippe Callard ; chargé de la sous-direction des ressources humaines à la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Gardier ; chargé de la sous-direction de la gestion des programmes aéronautiques à la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Bongrand ; chef du bureau de contrôle de gestion du service des programmes navals à la direction des

systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Dominique Chevallier ; chargé de la sous-direction de la gestion de la production à la direction des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Lavarec ; chargé de mission auprès du directeur général de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Hubert Pasteau.

Sont nommés : architecte de systèmes de forces à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Montelcaut ; adjoint au chargé de la sous-direction de la formation à la direction des ressources humaines, l'ingénieur général de deuxième classe Claude Hervin ; directeur de l'établissement technique central des essais en vol à la direction des centres d'expertise et d'essais et directeur du centre d'essais en vol, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Monlbert ; directeur de l'établissement technique d'An-

gers et directeur de l'établissement technique de Bourges, l'ingénieur général de deuxième classe Yves de Longueville ; adjoint au chargé de la sous-direction technique de la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de deuxième classe Gérard Péan ; chef du service de la maintenance aéronautique, l'ingénieur général de deuxième classe Yves Langlois ; chargé de la sous-direction des affaires nucléaires du service des programmes nucléaires de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Philippe Alliot ; chef du bureau ressources humaines du service des programmes navals à la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Paul Guillon ; chargé de la sous-direction de la qualité et de la sécurité nucléaire et pyrotechnique de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Alain Artaud ; chef du département ar-

chitecture des vecteurs navals à la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Georges Adam ; directeur du centre d'essais des Landes à la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Naur ; chef du bureau des nouveaux concepts du service des technologies communes à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Rlenx ; chargé de la sous-direction des opérations du service de la recherche et des études amont à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Lionel Gouédard ; adjoint au directeur des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Marc Prévot ; chargé de la sous-direction technique de la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de deuxième classe Gérard Mattem.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Eléonore et Patrick ROY-REVERZY, sont heureux d'annoncer la naissance de

Annance,

le 11 janvier 1997.

M. et M^{me} ALIMI,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Jérémy,

le 13 janvier 1997, à Nogent-sur-Marne.

Mariages

M. Eric BAYAT et M^{me} Geneviève BRUNISSEN, M. Alain ROZE, et M^{me} Chantal DILLMANN, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Juliette et Mathieu,

qui aura lieu dans l'intimité familiale, le samedi 8 février 1997.

Décès

— L'Association internationale pour l'étude de la mosaïque antique (AIEMA) a la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Margaret A. ALEXANDER, professeur émérite de l'université d'Iowa, membre du conseil d'administration de l'AIEMA, ancienne secrétaire générale adjointe de l'AIEMA, ancienne présidente de l'ICCM,

survenue, aux Etats-Unis, le 19 décembre 1996, 9, Forest Glen, Iowa City, IA 52245, 45, rue d'Ulm 75005 Paris.

— Catherine et René Laureillard, leurs filles Lucie et Marie, Pierre Aroncheff, ses filles Aline et Pauline, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère et grand-mère.

Renée AROUTCHEFF

dite AROUT,

survenue à Paris, le 25 janvier 1997.

Cet avis tient lieu de faire-part. 143, boulevard Brune, 75014 Paris.

— Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études, a la tristesse de faire part du décès de

Carlrichard BRÜHL, membre associé émérite de l'Institut, directeur d'études associé, 1975-1976 ; 1983-1984 ; 1984-1985, "diplomatique",

survenue le 25 janvier 1997.

— Hégna Anspach, André Crespel, Bernard Ropa, ont la tristesse de faire part de la disparition de leur associé et ami

Jean-Pierre HUMBAIRE,

architecte D.P.L.G.,

survenue le 28 janvier 1997.

A.C.H.R. architectes 148, avenue d'Italie, 75013 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36
Téléphone : 01-42-17-29-94 ou 38-42

mémoire des migrations

Préface de Kofi Yamgnane

Des lycéens racontent leur Histoire

Le Monde ÉDITIONS

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

Remerciements

— Je présente mes plus vifs remerciements aux

Professeur M. DESGEORGES (hôpital du Val-de-Grâce),

Professeur O. STERKERS (hôpital Beaujon),

et à leurs équipes, pour une opération du cerveau très délicate qui fut couronnée de succès.

Nebahat AKDORA.

Soutenances de thèse

— Jean-Philippe Hesson a soutenu le 27 janvier 1997, à l'université Paris-III, sa thèse de doctorat d'Etat en lettres et sciences humaines, intitulée « Une survivance du théâtre des Jaccas : le cycle dramatique de la mort d'Atavalla ».

Le jury, composé des professeurs W. Adelaar, M.-C. Béhague, C. Benard, F. Delprat et M. Wachet, lui a attribué la mention Très Honorable.

— M. Frédéric Cousine a soutenu avec succès, le 17 janvier 1997, une thèse de doctorat intitulée « Maîtres-autels et retables parisiens (1610-1660). Pratiques religieuses et expériences artistiques dans le Paris du XVII^e siècle ».

Il a été jugé digne du titre de docteur de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV), mention Très Honorable avec félicitations du jury. Professeurs Schnapper (Paris-IV), Chastellier (Nancy-II), Miron (Lille), Thuillier (Collège de France).

France Paris
Ile-de-France

Samedi

1^{er} février

à 13 h 30

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Viviane FORRESTER

écrivain, Prix Médicis Essai 1996
sera interrogée par

Jean-Jacques CROS (France 3)

et

Yves MAMOU (Le Monde)

France Paris
Ile-de-France

Le Monde

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les livraisons du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Nouvelles d'Algérie

A la lisière de Bab-El-Oued, quartier populaire d'Alger, la semaine dernière, des rafales d'armes automatiques ont résonné un peu plus fort que d'habitude. Enfermé dans sa chambre, Farid a lâché son crayon sur son cahier d'écolier en décrétant : « C'est pas possible de travailler dans ce pays ! » Il a neuf ans. Dans le centre-ville, une femme, féministe et démocrate, vit seule avec ses deux enfants. Elle a surpris ses amis à Paris en expliquant au téléphone : « Vous savez, je ferais tout, mais absolument tout pour avoir une arme aujourd'hui. » Alléluia, dans les montagnes, un homme vient de passer vingt-six jours et vingt-six nuits enfermé dans une galerie souterraine. Il a été dénoncé, dit-il, et arrêté par la police uniquement parce que l'appartement qu'il occupait était convoité. « Qu'est-ce que je regrette de ne pas avoir posé de bombes », confie-t-il à une cousine réfugiée à Paris.

Il ne circule plus de blagues à Alger. En tout cas, pas de ces blagues cinglantes qui raillaient le pouvoir quand on croyait encore à la légitimité. Dans les imprimeries, les kachinikovs attendent les journaux à la sortie des rotatives. Des professeurs d'université ont été surpris de voir leur directeur saisir un revolver dans son bureau pour mettre un terme à une discussion. « Je téléphone tous les jours, j'essaye de savoir ce qu'il se passe, raconte Larbi, un Algérien de Paris. Je demande : "Ca va Abouloah ?" Il me répond : "Ca va, ça va." J'insiste : "Mais ces bombes, ces attentats ?" Lui, gêné : "Ca va, tu sais, on est habitué." Ils ne peuvent rien dire de plus. En parler ? Ils deviendraient fous. » En Algérie, il est dangereux de vivre, même un seul jour.

Aujourd'hui, on estime que n'importe quel militaire, n'importe quel policier peut tuer, torturer sans en rendre compte à sa hiérarchie. De l'argent et des armes ont été distribués à certains civils pour constituer des milices de quartier ou de village. Des jeunes gens au chômage sont des tueurs à gage. Personne n'est en mesure d'évaluer l'importance militaire du GIA (Groupe Islamique armé), le nombre de ses divisions, son degré de cohésion. Les groupes semblent incontrôlables, voire manipulables. Alger bouillonne. On y sort encore le soir assister à des galas de variétés. « C'est la guerre dans sa cuisine pour trouver à manger, la guerre dans la rue pour ne pas succomber », résume un écrivain. « Le plus terrible est devenu normal », dit un commerçant. A Alger, circulent les Mercedes de ceux qui ne veulent rien lâcher du pouvoir et tombent des hommes et des femmes dans les autobus piégés. Une seule logique triomphe, celle que partagent les islamistes comme les généraux : l'élimination de l'adversaire. Par sa mort.

ENSEIGNANT de l'université d'Alger, Larbi se souvient de l'émotion des meetings du FIS au début des années 90. Lui, le militant de centre-gauche condamné à mort par ces mêmes islamistes, reconnaît avoir été ébranlé par les « mots » de celui qui faisait courir les foules, Ali Belhadi, numéro deux du FIS (incarcéré depuis 1992) : « Il parlait simple, avec la langue de Bab-El-Oued. C'était incroyable d'entendre une telle remise en cause du système. Jamais quelqu'un n'avait dit aussi franchement les choses : "Les généraux sont corrompus, ils s'estiment propriétaires du pays, ils s'accrocheront toujours au pouvoir, regardent comment ils vous méprisent, vous, le peuple. On croyait avoir notre indépendance, mais non, ce sont eux les nouveaux califes. Les anciens ont mis un siècle et demi avant de partir, il a fallu une guerre. Les nouveaux, comment pensez-vous les faire partir ? Vous croyez que c'est par votre suffrage qu'ils vont se sentir contraincts ?" » Larbi en avait la « chair de poule » : « La foule pleurait, elle entendait ce qu'elle pensait. »

Le professeur voyait ses étudiants, il constatait les ravages des paraboles captant les programmes des télévisions de l'Occident : « Elles leur montraient ce qu'ils n'avaient pas : des marchandises et des libertés. Ils étaient convaincus qu'ils n'en auraient jamais le droit. En 1990, c'était clair. L'Europe, la France avaient fermé ses frontières,



Ils vivent à Paris mais restent en contact avec les leurs restés au pays. Démocrates, intellectuels, féministes, ils reconnaissent leurs erreurs après le coup d'arrêt porté à la démocratisation et craignent l'indifférence de la France

Ils avaient le sentiment de ne rien valoir aux yeux de l'Occident. « En Algérie, c'était le chômage, la pénurie, le tour de rôle la nuit pour dormir dans un lit, l'impossibilité même de se marier faute de travail, la femme devenue, à force de frustrations, presque une « ennemie ». Dans le même temps, les jeunes assistaient au spectacle de l'enrichissement rapide des nouveaux commerçants, des ministres et des généraux, qu'ils appelaient les « milliardaires ». « Un an de salaire d'un cadre dépense dans une boîte de nuit. » « Ils se sentaient définitivement les perdants, les perdus », eux, les moins de trente ans, c'est-à-dire 75 % de la population. Lorsque les étudiants « barbus » allaient faire la prière, ils prenaient soin de changer à chaque fois de mosquée afin de toucher un public différent. « Belhadi et les siens étaient suivis par les services de renseignement. Pour les militaires, ils étaient contrôlés. Ce qu'ils ne

contrôlaient pas, c'était leur impact auprès de la population. Pourquoi s'en seraient-ils inquiétés ? Pour eux, la population, ce n'était pas, ou c'était du bétail, un mélange de jeunesse, d'incertitude qui devait obéir, comme par le passé, à coups de baffes dans la gueule », analyse Larbi. La violence a toujours été récurrente dans l'histoire de l'Algérie, répètent les intellectuels exilés. « C'est un modèle de gestion politique qu'on a hérité de la colonisation et qu'on a connu depuis. On ne peut pas confronter un adversaire autrement que par la volonté de l'éliminer physiquement », constate Khadija, une politologue. « Cela explique les putschs d'autrefois mais aussi la stratégie des islamistes d'aujourd'hui. Leur démonstration de force repose sur un calcul. Pour compter et être présent pour négocier, il faut montrer qu'ils ont une capacité de nuire », avance-t-elle. « Les hommes du pouvoir ont tiré leur légitimité de la guerre d'indé-

pendance, les islamistes cherchent la même chose : à produire leurs propres moudjahidins », constate un autre intellectuel. La colonisation française avait tué et conquis les terres. « La mentalité du hold-up a continué », pense Saïda, une économiste. « Mais, à la différence d'une mafia, les règles ont constamment changé en trente ans. » « Ce système n'aime pas la légalité, il préfère la légitimité, ajoute Fatima, une autre économiste. S'il produit des règles, il invite à les transgresser. Le plus fort gagne. C'est ce que pense le pouvoir lorsqu'il annule les élections législatives remportées par le FIS en 1992, quatre ans après l'ouverture démocratique. Car, pour la première fois après les émeutes d'octobre 1988, quelque chose s'était produit en Algérie. Un embryon de démocratie, un commencement de débat public. « On trônait sur les fameux

soixante partis qui venaient d'être : tout de même, c'était le début d'une expression publique », dit la politologue. Une parole difficile, retient-elle en militante féministe. « Le mouvement démocratique a été absent du terrain social. Le FIS l'a occupé avec d'énormes moyens. Nous, nous étions très présents dans la confrontation avec le pouvoir sur le thème des libertés publiques, ça a absorbé toute notre énergie, c'était important, mais ça ne parlait pas aux gens. » Larbi, lui, se souvient avoir plusieurs fois entendu des militants démocrates, voire certains de leurs responsables, déclarer qu'« ils s'étaient trompés de peuple, que celui-ci était décidément indécrottable », quand ils voyaient sa sympathie adhés vers le FIS. « Il aurait fallu qu'on parle la même langue que les islamistes, c'est-à-dire populaire, proche des gens. On a laissé le FIS tout seul dire clairement non aux règles du jeu qu'imposait le pouvoir. Nous, les démocrates, nous

étions encore dans la tradition gauchiste à la petite semaine, en train de nous bouffer entre nous », tempête Saïda.

Seule la poursuite du processus démocratique aurait été en mesure d'éradiquer les islamistes, pense Khadija, la politologue. « Leur mouvement était - et reste toujours - trop travaillé par des contradictions, une fragilité. Il n'aurait jamais été hégémonique. Il est clair que le pouvoir n'aurait pas pu tenir aussi longtemps sans une énorme explosion sociale. Le projet des islamistes de déstabiliser l'Etat a contribué à le consolider. En entrant dans la lutte armée, ils ont donné au pouvoir un moyen extraordinaire pour légitimer un état d'exception. » Saïda pense pour cette raison qu'il relève de la « folie furieuse de s'identifier aux acteurs de conflit ».

Trop longtemps a vécu l'idée qu'il s'agit de mauvais moments à passer, que la violence d'Etat, après tout, était un mal nécessaire. « On a cherché à isoler les islamistes pour les présenter comme les uniques responsables sans comprendre qu'ils forment avec le pouvoir un même système, une même machine à déshumaniser. Plus le temps passe, plus la machine s'emballe. Comment la société algérienne va-t-elle s'en sortir ? », s'indigne Amina. « Aujourd'hui, il y a eu une démocratisation : c'est celle de la violence », dit Saïda. Elle est partout. « Ça fait peur, mais je peux difficilement juger celui ou celle qui cherche aujourd'hui à se défendre », note Khadija. La guerre a

« On a laissé le FIS tout seul dire clairement non aux règles du jeu qu'imposait le pouvoir »

permis au pouvoir tout comme aux islamistes d'éliminer un nombre considérable d'intellectuels, de démocrates, « la génération des cinquante-dix ans, les témoins privilégiés de l'histoire - de la guerre de libération à l'indépendance », ceux qui devaient logiquement arriver au pouvoir et donner à l'Algérie son émancipation », dit l'un d'eux.

« En France, on nous demande seulement de témoigner de l'horreur de notre pays. C'est totalement irresponsable. On dénonçait la violence sans chercher à comprendre. Il ne s'agit plus de pousser des cris. Il faut réfléchir. Il ne s'agit pas de faire partir le pouvoir mais l'inciter à entrer dans la légalité, à redonner la parole. Quand on cherche à décrypter - sans la justifier - la violence islamiste, on entend la souffrance d'une partie de la population, ces fameuses « classes dangereuses », les exclus, les victimes de la marginalisation économique. Il faut que cette souffrance se fasse entendre autrement que par la violence. » Un autre intellectuel redoute que la crise algérienne ne déculpabilise Paris dans une sorte d'indifférence. « Les Français peuvent se dire : Après tout, on tire une croix sur l'Algérie d'autant plus facilement que les Algériens sont en train de commettre ce qu'ils nous ont toujours reproché d'avoir fait chez eux. » La guerre d'Algérie avait provoqué des séismes dans la politique intérieure française. Celle-ci pourrait en poser aussi. De l'un ou l'autre côté de la Méditerranée, on n'a pas dépassé les vicissitudes de notre histoire. On est toujours dans l'occultation.

Saïda pense que, vu de Paris, « on n'arrive pas à croire que cette guerre touche des hommes, des femmes. On la dirait abstraite ». Réagissant au dernier discours du président Zéroual et de sa thèse des complots intérieurs et extérieurs, Fatima redoute que l'Algérie ne s'enferme encore plus. « Comme si c'était une fatalité. » Elle pense au discours de Tocqueville, prononcé en 1847 devant la Chambre des députés. Celui-ci, évoquant déjà les dangers de la violence, prévenait : « L'Algérie deviendrait, tôt ou tard, un champ clos, une arène murée où les deux peuples devraient combattre sans merci et où l'un des deux devrait mourir. »

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Daniel Maja

feu la Sécurité

E

la mondiale com
rad dessein pou

moment est venu
les précédent pou
les progrès thérapeu
la fois monde et ab
industrie pharmaci

« On n'arrive pas à croire que cette guerre touche des hommes, des femmes. On la dirait abstraite ». Réagissant au dernier discours du président Zéroual et de sa thèse des complots intérieurs et extérieurs, Fatima redoute que l'Algérie ne s'enferme encore plus. « Comme si c'était une fatalité. » Elle pense au discours de Tocqueville, prononcé en 1847 devant la Chambre des députés. Celui-ci, évoquant déjà les dangers de la violence, prévenait : « L'Algérie deviendrait, tôt ou tard, un champ clos, une arène murée où les deux peuples devraient combattre sans merci et où l'un des deux devrait mourir. »

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Daniel Maja

Feu la Sécurité sociale

par Jean-Charles Sournia

EN 1946-1947, le législateur a instauré en France un système de Sécurité sociale organisé sur le modèle Bismarck (1815-1898) des années 80 du XIX^e, et complété selon les beaux idéaux de Beveridge (1879-1963). Pour l'unicité, on groupait l'assurance-maladie, les prestations familiales et les retraites. Par l'universalité, on espérait appliquer la protection sociale à toute la population, et on instaurait la solidarité entre riches et pauvres, entre malades et bien portants, entre personnes qui avaient un emploi et celles qui n'en avaient pas ou ne pouvaient pas travailler.

Les ordonnances de 1967 ayant rompu l'unicité entre les trois branches, c'est aujourd'hui sur l'assurance-maladie que pèsent les inquiétudes. En effet, depuis cinquante ans, le nombre des prestations et des allocations a considérablement augmenté. L'universalité est pratiquement satisfaite puisque la totalité de la population est assurée.

Mais beaucoup de choses ont changé. D'abord la mentalité des Français. Obsédé dans son individualisme, le citoyen attend aujourd'hui tout de la collectivité. Attentif à la conservation de ses droits, il n'admet aucun devoir. Revenant à payer des cotisations liées à tout système d'assurance, il se comporte en assisté; il n'accepte aucun risque, aucune responsabilité, pas même celle de sa santé. Pourquoi ne le dit-on pas à la nation?

Le chômage a considérablement diminué les recettes de l'assurance-maladie, qui coûte désormais trop cher à la nation. Peu à peu, elle

trouve dans la fiscalité les fonds qui lui manquent, si bien que l'Etat se substitue plus que jamais aux caisses. Les ressources du pays ont diminué. Nous ne pouvons plus nous permettre de trop dépenser. Nous ne pouvons plus utiliser des thérapeutiques qui n'ont pas fait la preuve de leur utilité et qui satisfont nos fantasmes. Nous ne pouvons pas exiger un hôpital dans chaque commune, et en même temps réclamer plus d'enseignants dans plus d'écoles, des congés plus longs, des retraites plus précoces. Pourquoi ne le dit-on pas à la nation?

Il est temps également de montrer les limites de la solidarité, qui suppose des ressources: si elles diminuent, la solidarité change et s'effondre. Notre pays ne saurait la supprimer: elle s'impose à la communauté nationale et à chaque

être solidaire de l'aliniste inépuisable qui compte sur les sauveurs qui exposent leur vie, et sur l'assurance-maladie pour le guérir de ses fractures. Inconscience et irresponsabilité ne doivent plus être synonymes de gratuité.

La solidarité a aussi des limites financières. Pourquoi la collectivité doit-elle assumer les frais médicaux des personnes dont les revenus leur permettent de se soigner? Or notre assurance-maladie soigne gratuitement des millions d'individus capables d'assumer leurs propres dépenses, alors qu'un choix doit s'imposer au citoyen: ou bien il paie ses soins aux dépens de ses loisirs et de ses plaisirs, ou bien il cesse d'exiger de la communauté et de l'Etat des services que les dépenses de soins trop élevées dans le budget de la nation empêchent de lui four-

nir. Pourquoi ne le dit-on pas à la nation?

C'est pour l'assurance-maladie liée à la possession d'un véhicule, l'Etat pourrait obliger les personnes disposant de revenus sûrs à contracter une assurance-maladie minimale auprès de l'organisme de son choix, la collectivité garantissant les foyers aux revenus insuffisants. Et pour éviter que les orga-

nismes assureurs ne refusent leurs garanties aux malades graves, comme cela se pratique dans certains pays, l'Etat contrôlerait les contrats et leur exécution. Le citoyen retrouverait ainsi la responsabilité du maintien et du rétablissement de sa santé, la communauté ne couvrant plus de sa solidarité que les foyers qui en auraient besoin.

L'égalitarisme naïf de 1946 qui assurait les mêmes prestations aux pauvres et aux riches n'est pas d'une morale civique évidente, et nous ne pouvons plus le réaliser.

Avec un tel système, toute la population serait assurée, comme aujourd'hui. La solidarité s'exercerait pour ceux qui en auraient besoin grâce à des caisses ou à l'Etat; le citoyen, recouvrant responsabilité et liberté, ferait ses choix.

De toute façon, notre pays ne peut plus assumer les dépenses de l'assurance-maladie actuelle. Une modification efficace suppose une redistribution de l'épargne individuelle, des charges sociales et de la fiscalité. Pourquoi ne pas le dire au pays?

Jean-Charles Sournia est ancien médecin-conseil national de la CNAM et ancien directeur général de la Santé.

Le sens d'une loi

par Gilles de Robien

LA VIE POLITIQUE est souvent faite de va-et-vient, d'initiatives et de mises en cause, de propositions et de renoncements. Il faut parfois s'y faire. Ce mouvement permanent de l'adaptation des décisions est le reflet du jeu démocratique. Le libéralisme politique a précisément de vertueux cette croyance en l'autorégulation des actions publiques par un contrôle diffus, mais permanent, de la société civile.

Ancré dans cette conviction, je pense être assez bien placé pour juger des éventuelles adaptations que nécessite la loi sur l'aménagement du temps de travail. Je perçois parfaitement les qualités et les limites de ce texte discuté et approuvé par une large majorité parlementaire, en concertation étroite avec le gouvernement. Je ne suis donc pas le dernier, à partir des expériences concrètes souhaitées par les salariés et par les entrepreneurs, à envisager des aménagements au dispositif.

Sur l'emploi, sortons des discussions étiologiques et des approches techniques

Mais sortons des discussions étiologiques et des approches techniques. Et évitons de tracer une ligne de démarcation au sein de la majorité entre ceux qui vont à l'essentiel - résoudre la fracture sociale et sortir des difficultés économiques - et ceux qui s'arrêtent en cours de route. A l'heure où le président de la République nous appelle opportunément à un nouvel élan, ne nous trompons pas de chemin, ne nous méprenons pas sur les objectifs, ne nous égarons pas sur les moyens. A chacun de se déterminer. A chacun de prendre ses responsabilités.

Le débat et les quelques remous provoqués par la loi sur l'aménagement du temps de travail ont le mérite de rappeler les perspectives essentielles qu'il nous faut tracer. Sans relâche. La philosophie de notre loi a la force de la simplicité:

non seulement elle se met au service de l'emploi - c'est cela le véritable « effet d'aubaine » - mais elle permet de moderniser l'organisation du travail dans l'entreprise et, plus largement, le dialogue social dans notre pays.

Une petite révolution est en cours. Elle gêne ceux qui ont une conception dirigiste de l'entreprise. Une vision exclusivement financière de l'économie et qui rélègue dans les « pertes et profits » de la comptabilité les terribles problèmes humains liés au chômage, qui menacent notre cohésion sociale et nationale.

Nous sommes au début d'une année sans élection. Il faut en profiter pour relancer avec force, dans toutes les directions, la bataille de l'emploi. Il n'est pas d'enjeu plus important pour notre pays - et, accessoirement, pour notre majorité - que celui-là. Que les technocrates cessent de fixer jusqu'à l'obsession les cennatins boursières pour regarder davantage les réalités qui les entourent et la culture - elle, réellement obsédante - du chômage. Car nous ne pouvons pas s'ignorer des risques d'explosion sociale et des menaces de révolte populiste quand, après quinze ans d'échec de toutes les « politiques pour l'emploi », on voit encore s'afficher l'arrogance de certaines élites.

Le devin national d'insertion par l'emploi ne relève d'aucune idéologie, ni d'aucun parti. Personne n'en a le monopole et tout le monde doit le garder à l'esprit pour mieux répondre aux fractures, tant sociales que culturelles, qui se manifestent, avec tant d'acuité parfois, dans notre pays. Le propos paraît s'écarter de la loi sur l'aménagement du temps de travail. Pourtant, nous sommes au cœur de son sens. De hautes priorités sont à rappeler. L'emploi est la première de toutes. C'est le rôle et même la mission du politique de dépasser l'étroitesse des règles de l'économétrie. C'est l'idée, exigeante, qu'un élu se fait de son mandat. C'est aussi l'idée que je me fais de l'élan qu'attend de nous nos concitoyens.

Gilles de Robien, député de la Somme et maire d'Amiens, est président du groupe UDF à l'Assemblée nationale.

La lutte mondiale contre le sida : un grand dessein pour l'Europe

par Luc Montagnier

UN ESPOIR sérieux existe aujourd'hui pour les malades du sida et les personnes infectées par son agent causal, le VIH. On peut parler sans exagérer de tournant thérapeutique, grâce à quatre avancées de la recherche:

- une meilleure compréhension des interactions entre le virus, dont la multiplication est continue et engendre constamment des nouveaux variants, et les cellules du système immunitaire;
- l'association de plusieurs inhibiteurs du virus pour éviter ou retarder l'apparition de mutants résistants du virus à l'un ou plusieurs de ces inhibiteurs;
- la mise au point d'inhibiteurs plus puissants du virus, les inhibiteurs de la protéase virale;
- l'utilisation pour l'évaluation précoce de la multiplication virale et de l'effet du traitement de nouveaux tests de laboratoire (dont la charge virale).

Grâce à ces progrès, un nombre important de patients des pays développés - Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Japon - connaissent une amélioration spectaculaire de leur état et peuvent même reprendre leurs activités professionnelles. De phénomène social et d'affliction mortelle, stigmatisant, le sida redevient un problème médical et rentre dans le rang des maladies chroniques, graves certes mais accessibles à des traitements.

Cependant, une éclaircie ne signifie pas la fin de l'orage, et le sida persiste en tant qu'épidémie mondiale. On ne peut parler de guérison pour les patients ainsi traités. Le virus persiste dans l'organisme, malgré le traitement bi ou trithérapeutique, même si on ne le détecte plus dans le sang. On manque de recul (deux ans et demi au plus) pour savoir si des rechutes peuvent se produire, liées par exemple à l'apparition de virus multirésistants.

On ne sait pas non plus si le système immunitaire n'a pas subi de lésions irréversibles et pourra redevenir totalement fonctionnel. D'autre part, la persistance du virus dans le cerveau, peu accessible aux nouveaux médicaments, laisse planer la menace de maladies neurologiques secondaires.

Ces traitements sont contrai-

gnants, nécessitent des prises plusieurs fois par jour dans des conditions bien définies et aussi une observance stricte de la part du patient. Une interruption du traitement, même transitoire, peut conduire à une reprise de la multiplication virale, à l'apparition rapide de mutants résistants et ainsi effacer les bénéfices du traitement initial. Enfin, ces médicaments sont extrêmement coûteux à fabriquer, nécessitant beaucoup d'étapes de synthèse chimique, ils se prêtent mal à une production à très grande échelle.

C'est pourquoi, jusqu'à maintenant, l'immense majorité (plus de 90 %) des patients atteints du sida dans les pays en voie de développe-

ments de population, le développement de la prostitution, sont pour beaucoup dans ces différences, et la science et la médecine ne peuvent pas tout changer.

Mais cela ne doit pas conduire au découragement et laisser l'épidémie continuer à faire ses ravages dans le reste du monde.

Que peut-on faire? Tout d'abord, continuer la recherche. Nous sommes au milieu d'une bataille, elle n'est pas encore définitivement gagnée. Bien des mystères existent encore, en ce qui concerne la disparition des lymphocytes T4, l'origine de l'épidémie, ses développements imprévus. La recherche de nouveaux inhibiteurs du virus, moins toxiques,

Le moment est venu de faire un effort sans précédent pour faire bénéficier des progrès thérapeutiques les patients du tiers-monde et aboutir, avec l'aide de l'industrie pharmaceutique, à un vaccin

moins chers est naturellement prioritaire. Mais il est clair que des traitements complémentaires doivent être recherchés, visant à restaurer le système immunitaire, diminuer les doses d'antiviraux et réparer les dommages indirects causés par l'infection. Pour cela, des centres de recherche clinique associant étroitement consultation de patients et laboratoires sont nécessaires.

Le centre-pilote que la Fondation mondiale de recherche et prévention sida a créé à l'hôpital Saint-Joseph à Paris a ouvert la voie. D'autres centres similaires vont s'ouvrir en France, à l'initiative de l'Association nationale de recherche contre le sida.

Le moment est venu d'essayer de faire bénéficier de ces progrès thérapeutiques les patients du tiers-monde. Cela pose des problèmes financiers, mais aussi techniques (nécessité de structures médicales et de laboratoires appropriés) et éthiques. Des obstacles existent, mais ils ne sont pas insurmontables.

Autre domaine fondamental de la recherche: le vaccin. Il est clair que

l'effort dans ce domaine a été plus faible, notamment au niveau de l'industrie pharmaceutique. Trop difficile, trop long, trop coûteux? En fait, la recherche dans ce domaine a beaucoup avancé. Il y avait beaucoup de directions possibles. On connaît maintenant, grâce aux modèles animaux, celles qui mènent à une impasse et celles qui peuvent donner une protection vaccinale.

Le moment est donc venu de faire un effort sans précédent pour explorer simultanément ces différentes voies et aboutir, avec l'aide de l'industrie pharmaceutique, à un vaccin. Ce vaccin ne sera peut-être pas complètement protecteur contre l'infection, mais il protégera contre la maladie. Les porteurs vaccinés auront très peu de virus dans leurs sécrétions sexuelles, ils ne seront pas infectieux pour leurs partenaires.

C'est la seule voie possible qui peut, dans un programme mondial à long terme, entraîner le ralentissement puis l'extinction de l'épidémie, en l'associant naturellement à des campagnes continues d'éducation et de prévention des maladies sexuellement transmissibles.

Un tel programme nécessite le concours des organisations internationales des Nations unies, des institutions de recherche publiques et des organisations non gouvernementales, et aussi le soutien financier des gouvernements et des fondations privées.

Aux Etats-Unis, le National Institute of Health va consacrer 18 % de ses crédits de recherche sur le sida à une « Task force vaccins » animée par David Baltimore. Parallèlement, sous l'égide de la Fondation Rockefeller, une initiative privée de collecte de fonds est engagée. En Europe, le projet de « Task force » sur les vaccins, lancé par le commissaire européen à la recherche, Edith Cresson, ne semble avoir été qu'une initiative sans lendemain, et surtout sans financement.

L'Europe manque de grands desseins. En voilà justement un. Puisse la France et l'Europe le comprendre vite!

Luc Montagnier est chef du département sida-rétrovirus à l'Institut Pasteur.

AU COURRIER DU « MONDE »

DE HÉBRON
A AL-KHALIL

Au Proche-Orient, comme ailleurs, la violence faite aux (et par les) mois accompagne la violence faite aux (et par les) hommes. La première est souvent plus subtile et plus insidieuse que la seconde. Ainsi du nom de cette ville au cœur de l'actualité. Elle ne s'appelle aujourd'hui Hébron que pour une infime poignée de ses habitants, ces quelques dizaines de nouveaux venus qui y occupent un fortin retranché contre tous les autres, les centaines de milliers qui y vivent depuis des siècles, et la dénomination Al-Khalil. Pour qui ne veut pas accepter la politique du fait accompli et reconnaître le droit prioritaire des Palestiniens à vivre chez eux, ne s'impose-t-il pas de donner à cette ville son vrai nom? Car les références bibliques ne suffisent guère à imposer Hébron contre Al-Khalil (entre Jérusalem et Al-Quds, moins d'insistance: quels que soient les problèmes du présent, une ancienne tradition nous conduit certes à parler de Jérusalem). Et ce ne serait pas un mince geste d'espoir que de considérer ce lieu comme « chéri de Dieu », puisque telle est bien la signification de son nom, Al-Khalil (Ar-Rahman), qui désigne en arabe le patriarche Ibrahim/Abraham, qui s'y installa et y éleva ses deux fils, Ismaël et Isaac.

Jean-Marc Lévy-Leblond, Nice

BOURSE
Les cours des entreprises privatisées
3615 LE MONDE

LES ENFANTS
DE WALDECK ROCHET

Nous avons été scandalisés par le texte concernant notre père, Waldeck Rochet, publié au sein d'un article consacré à Eugène Fried, dans votre quotidien paru le 20 janvier 1997. Dans ce texte imprimé en caractères gras, comme pour en souligner le sérieux, sur une prétendue malade de Waldeck Rochet « dès 1937 » sont proprement stupéfiants. Prétendant d'archives stalinienne qui devraient être interprétées avec beaucoup de méfiance, elles ne manquent pas de susciter le mépris de tous ceux qui n'ont connu et approché de près notre père, aussi bien dans son intimité que dans son activité d'homme public.

Si notre père était d'un tempérament distrait pour les petites choses de la vie quotidienne, et nous le taquinons souvent à ce sujet, jamais il n'a manifesté de troubles de la mémoire avant la grave maladie qui l'a terrassé en 1969, et le diagnostic évoqué dans votre journal est particulièrement ridicule.

Son incarceration à Alger par le régime de Vichy durant la dernière guerre mondiale, ses responsabilités en tant que parlementaire, directeur d'un grand journal paysan, dirigeant du Parti communiste français, jusqu'à en devenir le secrétaire général, parlent d'eux-mêmes et témoignent de l'absurdité d'assertions parfaitement subjectives et non étayées par des documents médicaux fiables.

Ces allégations relèvent d'avantage de la calomnie que de la vérité historique.

Serge Rochet, Guy Rochet, Liliane Rochet

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75542 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Algérie du silence

La population algérienne est livrée à la terreur, otage des rivalités entre groupes islamistes et des doubles jeux au sein de l'appareil d'Etat, otage de deux discours éradicateurs, celui des « barbus » et celui des « modérés ». La France peut-elle continuer de se taire à propos de l'Algérie ? La quasi absence de commentaire officiel sur un drame qui la touche évidemment de près est de moins en moins tenable. Plusieurs responsables de partis, sensibles au malaise qu'engendre un tel mutisme, essaient actuellement de le rompre.

Depuis des mois, les autorités françaises avaient fait vœu de silence avec, il est vrai, quelques justes raisons : toute déclaration émanant de Paris déclenche, quelle qu'elle soit, les vives réflexes de rejet de l'ingérence coloniale et la France sert de repoussoir d'un extrême à l'autre de l'échiquier politique algérien. Jacques Chirac avait fait lui-même l'expérience de cette relation particulièrement difficile, lorsqu'il avait accepté de rencontrer Lamine Zeroul, en novembre 1995 à New York, il put constater que le chef de l'Etat algérien jugeait plus payant électoralement d'humilier son homologue français que de s'en prévaloir. Si l'on ajoute à cela les attentats qui menacent sur le sol français, on doit convenir qu'il était raisonnable pour Paris de ne pas s'afficher : la discrétion était la condition nécessaire à toute politique cherchant à aider l'Algérie à sortir de la crise.

Cela étant, l'échec de cette po-

litique est tellement patent que la retenue qu'elle imposait paraît désormais dérisoire : que préserve-t-on en s'obligeant au silence ? Le terrorisme bat son plein et dément les analyses régulièrement avancées pour en prédire la fin prochaine. Le processus d'ouverture et de démocratisation progressives du régime dont on voulait espérer que Lamine Zeroul serait l'artisan n'est pas engagé. L'assassinat du syndicaliste Benhamouda vient encore de rappeler à quel point la marge de manœuvre du président algérien est étroite.

Le seul levier dont la France disposait - et dont elle n'a jamais vraiment joué, bien qu'elle l'eût envisagé un moment -, à savoir l'aide économique, est perdu : les finances algériennes se portent mieux que jamais, le régime n'est plus demandeur. Une telle impuissance ne pourrait-elle avoir au moins le mérite de libérer la parole de la France ? Son silence est coupable aux yeux d'une large partie des Algériens qui le soupçonnent de recouvrir une politique inavouable de soutien aux errements du régime et aux excès des « éradicateurs ». Si ce soupçon n'est désormais plus fondé, si la recrudescence actuelle du terrorisme sonne définitivement le glas de la « ligne Pasqua » - celle du dernier coup de pouce pour faire triompher la solution militaire sur un terrorisme islamiste en déclin -, alors il faut le dire à voix haute. A défaut de pouvoir faire plus, la France doit parler clair et retrouver, en direction des victimes du drame, une parole non suspecte.

Le Monde est coté par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Auby, directeur général ; Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Dronneau, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Bessis, Bruno de Cans, Pierre Gaspard, Laurent Gribaut, Eric Jordevier, Michel Katsant, Bertrand Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Ruysser
Rédacteur en chef technique : Erik Azzi
Secrétaire général de la rédaction : Alain Jourdain
Métier : Thomas Perreel
Directeur exécutif : Erik Follmer, directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Verret
Conseil de surveillance : Alain Nini, président ; Gérard Courty, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1949), Jacques Favret (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1971), Jacques Lacroix (1971-1991)
Le Monde est coté par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 915 000 F, actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Benoit-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une ménagère en colère

LES TROIS journées de lutte sociale pour la baisse des prix ont été inaugurées ce matin au marché Mouffetard par une visite officielle de MM. Depreux, ministre de l'Intérieur, et Verlot, préfet de la Seine.

Partout, des écrivains tricolores annoncent aux devantures une baisse de 10 %. Rue de l'Épée-de-Bois, rue de Candolle, rue Daubenton, le ministre se fraie un passage parmi la foule des ménagères en fichu de laine, pour venir serrer les doigts rougis et gourdus de la marchande de légumes.

Mais au quartier Mouffetard on est sceptique. On entend des réflexions et des commentaires : leurs auteurs n'apprécient guère le déplacement des officiels. Pour celui-ci, tout cela n'est que propagande et publicité. Et il montre la boucherie fermée, la neige qui

tombe, les cheminées qui ne fument pas et toutes les files d'attente.

Vers Saint-Médard, les photographes organisent encore une fois une « poignée de main très spontanée » autour des charrettes en station croulant sous les alignements d'endives. C'est alors que se détache de la foule une ménagère visiblement outrée : « Monsieur le ministre, nous sommes très mécontents, tous ! Vous avez vu les étiquettes : des endives, des harengs saurs, nous vivons depuis quinze jours avec des harengs. Monsieur le ministre, vivez-vous de harengs saurs ? »

M. Depreux n'a rien répondu. Il est reparti vers son ministère tandis que la foule reprenait sous la neige son attente aux étalages.

J.-M. Th.
(1^{er} février 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-26-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Davos, éphémère nombril du monde

TERMINUS DAVOS, tout le monde descend. Dans le bus, après trois heures de route, le concert de sonneries de téléphones mobiles et de négociations commerciales, commencé dès la sortie de l'aéroport de Zurich (Suisse), s'achève, enfin. Les hommes venus du Portugal, de Malaisie, des Etats-Unis et d'ailleurs ont fait affaire ; leurs femmes - fourrures de rigueur - descendent. On se présente. On échange des cartes de visite. On discute : « business », politique, ski... Déjà, « l'esprit de Davos » souffle !

Jeu 30 janvier, dans une petite station du fond des Grisons, le Forum de l'économie mondiale a commencé. Pendant six jours,

comme chaque année depuis vingt-sept ans, Davos se prend pour le centre du monde. Les sommets enneigés d'Helvétie voient débarquer à leur pied PDG, politiciens et experts du monde entier. Au total, près de 3 000 personnes. Devenu, ces dernières années, le symbole de la mondialisation - on s'organise en France « contre Davos », le Forum, opération lancée en 1971 par Klaus Schwab, alors jeune professeur de gestion au Polytechnicum de Zurich, est d'abord une entreprise qui marche.

Si, chaque année, plus d'un millier de patrons acceptent de payer cher (environ 80 000 francs français pour l'adhésion à la fondation et 35 000 francs pour les droits

d'inscription) et de consacrer une semaine à un tel colloque, c'est que le produit qu'il vend séduit. L'habileté du « professeur » a été de proposer à ces messieurs qui dirigent Nestlé, Siemens, Microsoft et autres grandes firmes une prestation qui en contient quatre au moins : avec sa fondation, M. Schwab anime, en fait, à la fois, une banque d'affaires, un club de loisirs, une foire aux idées et... une Eglise.

Davos est d'abord un lieu de contacts. Et de contrats. Dans les couloirs du palais des congrès comme dans les salles à manger des hôtels décatés de la station, on fait des affaires. On fait, comme l'on dit ici, du « networking », de la constitution de réseaux. « C'est ici que j'ai trouvé un associé pour mon entreprise, un sidérurgiste belge », raconte François Bourgeois, l'un des rares Français à avoir participé à presque toutes les sessions depuis le début. PDG d'une société de mécanique de 500 salariés de Besançon, il raconte que c'est aussi à Davos qu'il a fait la connaissance d'un banquier suisse qui l'a aidé par la suite à s'implanter dans la Confédération.

FOIRE AUX IDEES

Comme banque d'affaires, Davos met aussi et surtout en relation les patrons du privé avec les dirigeants des Etats, de ceux des pays « émergents » surtout. Les six jours du Forum sont, à chaque fois, l'occasion pour tous les pays de la planète de vanter les charmes de leurs économies aux investisseurs que sont MM. Smith (General Motors), Grove (Intel), Barmvik (ABB), Schweitzer (Renault), entre autres. Cette année n'a pas dérogé à la règle. Dès l'ouverture, jeudi, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a expliqué tout l'intérêt qu'auraient les uns et les autres à venir planter leurs nouvelles usines près de Moscou.

M. Schwab organise au mieux toute une série d'animations avec expositions, buffets et visites de la région. Mais surtout, introduit dans toutes les capitales de la planète, M. Schwab veille à la qualité du spectacle. Plus de 300 dirigeants politiques sont invités. Cela va des présidents des Républiques de l'ex-URSS au speaker de la Chambre des représentants américains, Newt Gingrich.

A chaque fois et avec un succès indéfinissable, M. Schwab profite pour monter des « coups » politiques. 1988 : la longue réconciliation entre Grecs et Turcs commence à Davos. 1990 : pre-

mière rencontre entre M. Gorbatchev et les milieux d'affaires occidentaux. 1994 : poignée de main entre Yasser Arafat et Shimon Pérès. 1995 : même scène, entre M. Mandela et M. De Klerk, cette fois. Quelques centaines de journalistes sont toujours là pour faire connaître l'événement... et le Forum.

Davos, c'est aussi une véritable foire aux idées. Des centaines de séminaires, auxquels sont conviés les meilleurs experts du monde, sont organisés tout au long de la semaine. Economie, gestion, philosophie, médecine... tout y passe. Quelques thèmes, piochés dans le catalogue 1997, illustrent la diversité : « L'Europe en 2007 », « Astronomie : sommes-nous vraiment seuls ? », « La croissance en Asie », « Prendre le sexe au sérieux... ». Les gourous - ou réputés tels - de partout débarquent là pour quelques heures ; quelques artistes aussi. Pour « ses » patrons, M. Schwab ne lésine jamais sur les Nobel, toujours présents en grand nombre.

Le « professeur » est enfin à la tête d'une véritable Eglise. Il ne le cache pas. Aidé de quelques « archevêques » - comme l'ancien premier ministre français Raymond Barre, présent à ses côtés dès le début -, M. Schwab se sent le porteur d'une mission : intégrer et lier tous les peuples et toutes les nations dans l'économie mondiale, l'esprit d'entreprise. Il a ainsi beaucoup œuvré, après la chute du mur de Berlin, à l'instauration du capitalisme dans les pays de l'Est puis, plus récemment, à la réintégration dans la communauté économique internationale de l'Afrique du Sud. La Chine est son champ actuel d'évangélisation.

Aujourd'hui, il veut aussi rendre supportable à tous la mondialisation de l'économie. Davos, est « la Mecque de la globalisation », explique-t-il volontiers. Rien ne semble le rendre plus heureux que de réunir, à la tribune, un président poivré, un premier ministre indien, le ministre des finances chilien et de les entendre tous parler la même langue, celle du marché, celle du capitalisme. Les exclus, les marginalisés, le bon docteur Schwab ne les oublie jamais. Cette année, un poète noir et quelques syndicalistes, Marc Blondel entre autres, devaient participer aux séances plénières. L'Eglise est pleine. Klaus Schwab aurait-il donc mérité... le prix Nobel de la paix qu'il attend ?

Erik Izraelowicz

Les gens par Kerleroux



Ces Français qui défendent la cause serbe

Suite de la première page

Ces écrits ont apparemment des motivations diverses : Doudard a la nostalgie des vieilles aventures guerrières franco-serbes ; Matzenet aime la religion orthodoxe ; Patrick Besson et Jean-Edern Hallier étaient réunis par le goût de la provocation... Chacun a ses raisons d'éprouver un amour inconditionnel pour la « Grande Serbie », en dépit de la signification tragique de ce projet pour les Serbes et surtout les non-Serbes d'ex-Yugoslavie. Leur point commun est une haine féroce envers ceux qui ont défendu la cause croate, tel Alain Finkielkraut, ou bosniaque, comme Bernard-Henri Lévy, Jacques Julliard, Paul Garde, Véronique Nahoum-Grappe, Romain Goupil, André Glucksmann. Les défenseurs des nationalistes serbes jonglent avec des analyses partisans du conflit et des règlements de comptes parisiens.

L'autre cible privilégiée est la presse. « Trop de mensonges, d'omissions volontaires, de déformations de l'information », écrit-il. Paucard dans un précédent opuscule. Avec les Serbes (L'Age d'homme, 1996). L'écrivain allemand Peter Handke s'en était aussi pris violemment, dans la Süddeutsche Zeitung, au Monde et à la Frankfurter Allgemeine Zeitung. L'accusation générale est que les correspondants de presse n'auraient « couvert » qu'un seul camp et dénigré la lutte serbe. Peu importe que les journalistes se soient installés à Belgrade, comme à Zagreb ou à Sarajevo, ou

qu'ils aient traversé chaque jour les lignes de front (d'où un « bilan » exceptionnel de cinquante reporters tués) afin d'entendre les « réalités » de chaque belligérant.

Le sursaut des pro-serbes français date de l'été 1995. Le pire carnage de la guerre faisait la une de l'actualité : la chute de l'enclave de Srebrenica et l'exécution de milliers de prisonniers (des « dérapages » selon Les Serbes et nous). Lorsque l'armée croate se lance à l'assaut de la Kratina, cent-cinquante mille réfugiés s'enfuient sur les routes, et des soldats croates assassinent des vieillards. Pour la première fois, les images de télévision montrent des colonnes de réfugiés serbes, images qui se répètent avec l'exode des Serbes fuyant la réunification de Sarajevo. Pour les intellectuels pro-serbes, ces drames sont l'occasion d'avancer une conviction : tous les camps se valent dans l'horreur. Les réfugiés serbes deviennent prisonniers de ceux qui nient qu'un programme de « purification ethnique » ait été d'abord conçu à Belgrade et mis en pratique par l'armée de MM. Milosevic, Karadzic et Mladic.

Les défenseurs de la Serbie y font parfois un voyage. Patrick Besson a ainsi emmené ses amis en République serbe afin de soutenir la campagne électorale du Parti démocratique serbe de Radovan Karadzic. Lors d'un ultime meeting à Pale, les Français étaient représentés à la tribune par Patrick Barriot, ancien casque bleu. « Nous sommes venus laver la grande honte des démocraties occidentales et ôder nos frères d'ormes serbes », hurlait-il.

Ce noyau parisien fut toutefois absent pendant la guerre, sauf pour l'écrivain russe Edouard Limonov qui révèle dans Les Serbes et nous qu'il a combattu dans les rangs serbes en Krajina. « A mon actif, j'ai des dizaines d'articles,

ainsi que des cartons sur vos ennemis », dit-il. Il s'illustra aussi en accompagnant Radovan Karadzic à des positions qui assiégeaient Sarajevo. Souriant à une caméra de la télévision de Pale, il s'installa derrière une mitrailleuse lourde et arrosa la capitale bosniaque de projectiles de 12,7 mm.

PARANOIA

Les moqueries à l'encontre de Bernard-Henri Lévy ou Bernard Kouchner perdent en revanche de leur saveur, les intellectuels pro-serbes n'ayant coté ni les combats ni les ennemis des Serbes. Si leurs voyages furent brefs et souvent teintés d'intérêt télévisuel, Lévy et Kouchner sont allés à Belgrade : les croisés de la cause serbe ne vinrent pas à Sarajevo. Ils notent avec raison que les troupes croates ont commis d'effroyables exactions, et les amplifient allégrement, mais les accusations anti-bosniaques s'égarent, n'étant étayées que par des « informations » de Pale ou d'enquêteurs partisans. Leurs écrits sont noyés sous un déluge de querelles historiques et de paranoïa.

La France a-t-elle trahi les Serbes ? François Mitterrand essaya d'éviter ce constat. Lévy a rapporté cette confiance exprimée lors d'un dîner par l'ancien président : « Moi vivant, jamais, jamais la France ne fera la guerre à la Serbie ! » Il a tenu parole, s'opposant à la fois à une intervention militaire et à une levée de l'embargo sur les armes. Jacques Chirac imposa une rupture dans le discours français en dénonçant les agressions serbes et en étant l'initiateur, avec Bill Clinton, de l'intervention aérienne qui mit fin à la guerre.

La France retrouva ensuite son attitude traditionnellement ambiguë, faite de méfiance envers les Bosniaques et d'un pro-serbisme discret et efficace des états-majors

militaires. Elle prend peu à peu congé de la Bosnie-Herzégovine, en retirant ses soldats et en abandonnant le champ diplomatique aux Américains. « Nous allons bientôt redevenir proches de nos amis serbes, car la coalition croato-bosniaque est occupée par les Etats-Unis et l'Allemagne », commente un officier convaincu. Les Serbes sentent encore un peu le souffrir, mais nous, Français, sommes condamnés à renouer nos liens avec ce peuple ami.

A Sarajevo ou à Paris, de Besson à Le Pen en passant par des officiers galonnés, les défenseurs de la cause serbe, encore isolés et marginaux, relèvent la tête. Ils n'hésitent plus à affirmer leurs choix : le président Milosevic a trahi la cause serbe, désormais incarnée par les guerriers de Pale, l'Eglise orthodoxe et la fraction d'extrême droite de l'opposition belgradaise.

Rémy Ourdan

RECTIFICATIFS

CSA

La durée du mandat des membres du Conseil supérieur audiovisuel (CSA) est de six ans : les trois nouveaux membres, Hélène Fatou, Janine Langlois-Glandier et Pierre Wiehn, sont nommés jusqu'en janvier 2003, et non 2002 comme indiqué par erreur dans nos éditions du 23 janvier. Le mandat du président du CSA, Hervé Bourges, court jusqu'à 2001, et non 2000.

PIERRE LAROCHE

Pierre Larocque, l'un des fondateurs de la Sécurité sociale en 1945, n'était pas issu des Forces françaises de l'intérieur (FFI), comme nous l'avons écrit par erreur (Le Monde du 25 janvier), mais dans les Forces françaises libres.

Les résultats des en

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

1997 à Paris
Page 27

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 1^{er} FÉVRIER 1997

RECORD La Bourse de Paris était à la fête, jeudi 30 janvier. La publication de bons résultats financiers des sociétés, une nouvelle avance de Wall Street et un geste de la Banque

de France ont poussé l'indice CAC 40 à franchir pour la première fois le cap des 2 500 points. **● GONFLÉ** par des échanges spectaculaires sur Alcatel Alsthom (2,5 milliards de francs), le

volume des transactions s'est élevé à 10 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. **● LA BOURSE** a applaudi les premiers résultats publiés par les sociétés pour 1996. Ils ré-

servent de bonnes surprises : Alcatel Alsthom, qui avait perdu 25,6 milliards de francs en 1995, s'attend à un bénéfice de 2,5 milliards pour 1996. Les résultats de Rhône-Poulenc,

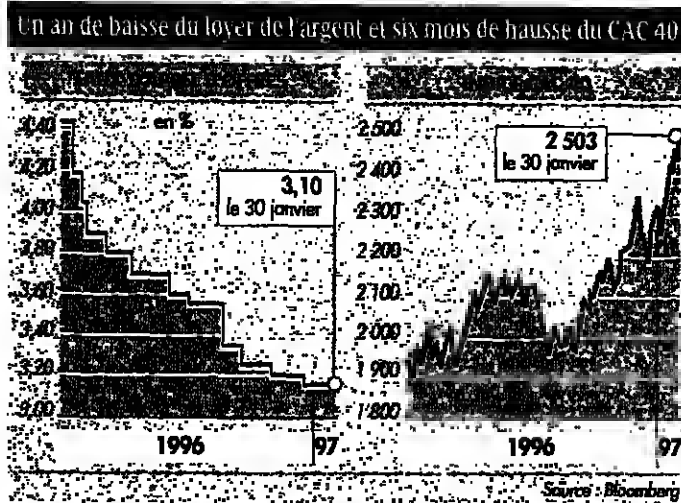
Lapeyre, Total et Danone sont également supérieurs aux attentes. **● LA BANQUE DE FRANCE** a réduit, jeudi, de 5 centièmes son taux d'appel d'offres à 3,10 %.

Les résultats des entreprises et la reprise dopent la Bourse de Paris

L'indice CAC 40 a franchi, jeudi 30 janvier, et pour la première fois de son histoire, le seuil des 2 500 points. Il a gagné 27 % depuis le mois de septembre, une hausse exceptionnelle dans un si court délai

DEPUIS le 13 janvier, date à laquelle la Bourse de Paris a renoué avec son précédent record historique vieux de trois ans, les valeurs françaises ne cessent de surprendre. Jeudi 30 janvier, l'indice CAC 40 des quarante valeurs vedettes a battu un nouveau sommet, dépassant, pour la première fois de son histoire en cours de séance et en clôture, le niveau des 2 500 points. En clôture, les valeurs françaises terminaient sur un gain de 1,54 %, à 2 503,06 points, après avoir atteint dans la journée le plus haut niveau absolu (2 505,51 points). Depuis le début de l'année, l'indice CAC a gagné 8,09 % et 6 % depuis qu'il a relégué son vieux record aux oubliettes. Cette performance laisse pantois plus d'un analyste, car nombre d'entre eux estimaient que le niveau des 2 450 points était un maximum, compte tenu de l'ampleur d'une progression ininterrompue de 27 % depuis le mois de septembre.

Et pourtant il n'en est rien. Portée à la fois par les premières publications de résultats d'entreprises en 1996 meilleurs que prévu, par des taux longs au plus bas depuis trente ans - inférieurs à leurs homologues allemands -, la



Le taux d'appel d'offres de la Banque de France est repassé à 3,10 % le 30 janvier, et l'indice CAC 40 a gagné 27 % dans le même temps.

hausse du dollar et un afflux de liquidités en quête d'investissement, la Bourse de Paris imite Wall Street et monte toujours plus haut. Elle bénéficie aussi d'une conjoncture perçue depuis quelques semaines sous un angle plus favorable et de révisions à la

hausse des perspectives de croissance en Europe et en France. Même le moral des patrons remonte (lire page 6). Le marché explose littéralement, reconnaît un opérateur : « On a progressé en un mois de ce que les analystes les plus optimistes antici-

paient pour la fin de l'année. » Bien que l'on ait épuisé ce qui, pour certains spécialistes, représentait le potentiel de hausse de l'année, le marché continue de regorger de liquidités mais manque singulièrement d'idées.

Les liquidités proviennent en majeure partie de la réallocation des placements monétaires ainsi que des sursis obligataires, dont la rentabilité a beaucoup diminué avec la baisse. Elles proviennent également des investisseurs étrangers, pour qui la France continue à offrir encore un certain potentiel de hausse. A titre d'exemple, les 4,8 millions de titres échangés jeudi sur Alcatel pour 2,5 milliards de francs ne sont pas seulement le fait des investisseurs « franco-français », soulignent un opérateur. Ce regain d'intérêt des investisseurs internationaux pour les entreprises françaises n'est pas propre à cette seule séance : depuis plusieurs mois, les volumes de transactions avoisinent régulièrement, et quotidiennement, plus de 7 milliards de francs.

Révélateur aussi de l'état d'esprit d'un marché un peu euphorique, les gérants sont à l'affût de la moindre idée d'œuvre, de la

moindre société négligée. Les investisseurs se précipitent ainsi sur les études et autres analyses des bureaux influents de la place (comme Cheuvreux de Vieux, ou Paribas Capital Market) et guettent les changements d'opinion. Cette attitude explique les mouvements tourmentés que l'on observe actuellement sur la cote : la semaine dernière, c'était le tour des sociétés financières d'enregistrer des gains parfois supérieurs à 5 % en une séance, aujourd'hui, ce sont ce que les boursiers appellent les « second life stocks », c'est-à-dire des valeurs traditionnellement négligées. Demain ce sera peut-être le tour des sociétés sensibles aux cycles économiques...

Selon Jacques-Antoine Bretteil, de la société de Bourse Leven, ce type de comportement annonce généralement la fin d'une vague de hausse. Le comportement moutonnier est d'autant plus accentué par le fait que personne ne veut être le dernier à acheter. Un autre élément inquiète un peu les experts : le fait que l'indice CAC 40 a gagné plus de 530 points sur ses plus bas niveaux du mois de septembre (1 971 points le 3 septembre 1996), ce qui représente une progression ininterrompue de 27 %.

PROBLÉMATIQUE WALL STREET

Or, depuis dix ans, jamais l'indice n'avait progressé de plus de 24 % sur une seule vague de hausse. Et revanche, de nombreuses fois, l'indice a progressé de 22 % ou 23 %, et ces envolées ont toujours été suivies par une correction de l'ordre de 10 %. Ce qui revient à dire qu'il ne faut peut-être pas céder à l'euphorie ambiante. Jacques-Antoine Bretteil reste convaincu que, d'ici à la fin du mois de mars, les valeurs françaises pourraient corriger leur progression de 5 à 8 %, baisse jugée indispensable pour assouplir durablement la hausse.

André Fortin, de la société de Bourse Meschaert-Rousselle, estime également que le potentiel de hausse de l'indice CAC 40 est aujourd'hui presque inexistant - tout au plus 20 points, voire 40 points mais pas au-delà. Le marché français a su tirer parti, au cours des dernières séances, d'un environnement exceptionnellement favorable, marqué à la fois par de très bons résultats d'entreprises, à l'image de ceux de Total ou d'Alcatel, par les records de Wall Street et la progression du dollar. Mais il va désormais falloir que le marché consolide sérieusement ses gains.

Car pour l'instant il n'y a pas vraiment eu de consolidation. Tout au plus quelques pauses.

avant que la hausse ne reprenne de plus belle. Par ailleurs, la progression des résultats des entreprises, qui a été un facteur de soutien majeur, se trouve aujourd'hui dans les cours. De ce côté-là, il ne peut plus vraiment y avoir de bonne surprise. La stabilisation du dollar va retirer également un des moteurs de la hausse. Enfin, la crainte d'une correction à Wall Street incite aussi les intervenants à une certaine prudence. Les analystes restent aujourd'hui convain-

Alcatel flambe

A 523 francs en fin de séance (+15,5 %), le titre Alcatel-Alsthom s'est littéralement envolé, jeudi 30 janvier, à la Bourse de Paris. A lui seul, il a concentré le quart du volume des transactions, soit 2,5 milliards de francs pour 4,8 millions de titres échangés. A partir de la mi-1995, l'action, affectée par de lourdes pertes (25,6 milliards pour l'exercice 1995), était tombée de 875 francs à moins de 400 francs à la fin de 1996. Alcatel a annoncé jeudi que son résultat net pour 1996 serait positif, de l'ordre de 2,5 milliards de francs. « Le titre est sous-évalué avec un ratio de capitalisation de dix fois les résultats de 1996 », soulignait un analyste. Depuis le début de l'année, l'action a déjà gagné 25,5 %.

Ces bons résultats risquent de durcir le climat social dans la société. Jeudi, 250 à 400 salariés de l'usine Alcatel-CIT de Lannion (Côtes-d'Armor) ont perturbé la réunion mensuelle du comité d'entreprise où 530 suppressions d'emplois sont programmées.

cus qu'une baisse de 20 % à Wall Street - sans être dramatique - pourrait faire baisser d'autant l'indice CAC 40. Mais la baisse de New York, c'est l'arlésienne. Depuis des mois les experts la pronostiquent, et elle ne s'est toujours pas produite. Les banques anglo-saxonnes sont d'ailleurs dans l'ensemble plus optimistes que leurs homologues français sur Wall Street... et sur Paris. Hervé Guez, de la banque américaine Merrill Lynch, confirme son pronostic d'un niveau de 2 700 points pour l'indice CAC 40 avant la fin de l'année, tout en admettant que la progression à laquelle on assiste actuellement est un peu rapide. En se basant sur le niveau actuel des taux courts, le marché parisien est, selon lui, tout simplement à son prix.

François Bostravaron

La Banque de France assouplit légèrement sa politique monétaire

LE CONSEIL de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) a annoncé, jeudi 30 janvier, une baisse de 0,05 % de son principal taux directeur, celui des appels d'offres, ramené de 3,15 % à 3,10 %. Cette décision a surpris les analystes, qui misaient, en majorité, sur un statu quo. Selon un sondage réalisé à la veille de la réunion du CPM par l'agence Reuters auprès de quinze économistes de banques, dix d'entre eux pensaient que la Banque de France allait laisser ses taux inchangés.

La décision du CPM a été favorablement accueillie sur les marchés financiers. Le contrat optionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a terminé la séance de jeudi en hausse de 30 centièmes. La Bourse de Paris, de son côté, a établi un nouveau record historique en clôture, à 2 503,06 points.

Pour justifier leurs prévisions de statu quo, les analystes mettaient en avant la faiblesse relative actuelle du franc par rapport aux autres monnaies d'Europe. Le franc est aujourd'hui la devise la plus faible au sein du système monétaire européen (SME), la livre irlandaise étant la plus forte. De surcroît, l'envolée récente du dollar a relégué au second plan l'action des banques centrales sur leurs taux directeurs. La progression du billet vert représente un très puissant stimulant monétaire, autrement plus efficace qu'une réduction de quelques points de base (un point de base est égal à 0,01 %) des rendements. Selon les calculs effectués par certains experts, la baisse de 10 % de la monnaie américaine observée depuis la mi-novembre pourrait offrir un demi-point de croissance supplémentaire à l'économie française en 1997.

Le conseil de la Banque de France a, malgré tout, tenu à démontrer que l'heure n'est pas à la détente monétaire en Europe. Le message s'était pas inutile alors que la Bundesbank se refuse depuis des mois au moindre assouplissement de sa politique monétaire. Elle n'a plus abaissé le niveau de ses prises en pension (REPO) depuis la fin du mois d'août.

La progression du billet vert représente un très puissant stimulant autrement plus efficace qu'une réduction de quelques points de base des rendements

Les économistes soulignaient à cet égard que le geste de la Banque de France, d'avantage que par son impact direct sur l'activité, jouera surtout favorablement par les retombées psychologiques positives qu'il aura auprès des chefs d'entreprise, dont le moral, selon la dernière enquête de l'Insee publiée jeudi, s'est sensiblement amélioré en janvier.

La convergence des taux d'intérêt français et allemands se poursuit. Déjà observée sur les échéances supérieures à un an, les opérateurs attendent qu'elle se concrétise sur les matri-

tés à court terme. L'écart entre le niveau des appels d'offres français et le REPO de la Bundesbank (fixé à 3 %) s'est établi désormais à 0,10 %. Dans une déclaration communiquée à la presse jeudi en fin d'après-midi, le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet a toutefois tenu à déjouer les anticipations d'une mise à niveau rapide des taux directeurs dans les deux pays, voire d'un passage de l'appel d'offres français sous le REPO allemand. « Le conseil de la politique monétaire, a-t-il expliqué, considère que notre taux d'appel d'offres est actuellement au niveau approprié (...) et ne prévoit pas a priori de nouvelle modification au cours de ses prochaines réunions. » Cette mise au point, au caractère inhabituel et effectuée après la fermeture des marchés, a désagréablement surpris les opérateurs : le contrat Fibor 3 mois du Matif, qui mesure les anticipations de taux d'intérêt à court terme, a ouvert en baisse vendredi matin de 5 centièmes.

Certains analystes l'attribuaient à la volonté de M. Trichet de reproduire rapidement l'initiative après une décision qui a pu être interprétée comme une conséquence de la recomposition du CPM effectuée en début d'année et marquée par l'arrivée de Pierre Guillen et Jean-René Bernard, proches du président de la République. Selon cette interprétation, les « colimaçons » du CPM, favorables à une plus grande souplesse monétaire et à une plus grande dépendance à l'égard de la Bundesbank, auraient mis en minorité, jeudi, les « faucons », partisans d'un statu quo et emmenés par M. Trichet.

Pierre-Antoine Delhommais

"Laissez-moi passer, je suis en hypoglycémie."

SOLDES DES SOLDES

-20% SUPPLEMENTAIRES

JUSQU'AU SAMEDI 1^{er} FÉVRIER INCLUS

SAUF POINTS ROUGES

LA FERRIÈRE
La Fayette

NABUCCO / MAURIT 1996 / DINA GONNE

0571 77 11 47

A Honfleur, personne ne sait qui possède l'usine Akai et d'où proviennent ses capitaux

Le dépôt de bilan, le 17 janvier, de ce site de production a révélé une situation embrouillée

Créée par le groupe japonais Akai, l'usine de Honfleur emploie 312 salariés. Deux propriétaires chinois, l'un de Hongkong, l'autre de Tai-

wan, l'ont successivement rachetée, dans des conditions opaques. Notre enquête révèle que l'usine aurait pu être sauvée grâce à une fusion

imaginée l'été dernier, et qui n'a jamais abouti. Le maître d'œuvre du projet devait être le PDG de l'usine, aujourd'hui en position de repreneur.

QUELQU'UN maîtrise-t-il, aujourd'hui, le dossier Akai ? Début janvier, les salariés de cette usine de magnétoscopes de Honfleur faisaient la « une » des journaux : n'ayant pas reçu leur paye de décembre, ils s'étaient mis en grève. Et ils posaient de étranges questions : qui décide de leur sort ? Qui sont réellement les actionnaires de la société ? Où se trouvent-ils ? Le 15 janvier, à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Industrie, Frank Borotra, parle de « désastre économique » et déplore « une situation où plus personne ne sait d'où viennent les capitaux, ni qui est responsable de l'entreprise ».

Vendredi 17 janvier, le tribunal de commerce ayant prononcé la mise en redressement judiciaire d'Akai Electric France (AEF), dont le bilan a été déposé trois jours plus tôt, les 312 employés reprennent le chemin du travail et touchent enfin leur chèque. La liquidation évitée, ils se mettent à espérer que les administrateurs judiciaires désignés parviendront, dans les trois mois impartis, à trouver une solution. Mais leurs questions restent sans réponse. Et les pouvoirs publics eux-mêmes s'ignorent.

Il y a deux ans, les pistes se sont brouillées. Jusque-là, l'usine d'Honfleur, créée en 1981, appartenait à la filiale française d'Akai, une filiale du conglomérat japonais Mitsubishi. Spécialisée dans le montage de magnétoscopes, elle ne cesse d'accroître sa capacité de production, encouragée par les

aides locales, jusqu'à cette année 1994 où le groupe japonais décide de jeter l'éponge.

Avant de revendre le groupe Akai, Mitsubishi fait le « ménage », et l'usine française, qui emploie alors 650 salariés, est une des premières touchées : en novembre 1994, une partie de sa production est délocalisée en Asie, et 220 emplois sont supprimés. Deux mois plus tard, Akai est cédé à Semi-Tech, un groupe de Hongkong.

UNE SOCIÉTÉ TAIWANAISE
Semi-Tech, aujourd'hui encore propriétaire d'Akai, ne gardera pas longtemps l'usine d'Honfleur. « Nous avons trouvé une usine qui n'avait jamais gagné d'argent, mais en avait même fait perdre énormément à Akai », explique Clara Loh, directeur chez Semi-Tech Global à Hongkong, une des nombreuses filiales du groupe. Malgré de nouvelles réductions d'effectifs en mars 1996, la situation financière ne s'améliore pas. Semi-Tech cherche un repreneur pour l'usine d'Honfleur, ses 650 millions de francs de chiffre d'affaires, ses 10 % de pertes, et ses dettes de près de 200 millions.

C'est Omin Present, une société taïwanaise dirigée par Huey Yeu Kuo, dit Spencer Kuo, qui, le 20 juin 1996, rachète l'usine pour 392 700 francs seulement, si l'on en croit le communiqué publié à l'époque, qui semble avoir minoré le montant réel. Elle reprendra ultérieurement les 15 % restants, qu'avait initialement conservés Mitsubishi.

A Hongkong, on est formel : derrière ce nouveau changement de mains, il y a un véritable projet de reconversion industrielle. « Au début de 1996, raconte Clara Loh, M. Kuo, homme d'affaires de Taiwan très connu, nous a approchés, assurant qu'il pourrait fabriquer des micro-ordinateurs dans cette usine. Nous lui avons proposé de continuer à lui acheter des magnétoscopes et de le fournir en pièces semi-finies, pour peu qu'il arrive à des prix compétitifs, le temps d'adapter l'usine à cette nouvelle production ».

A Honfleur, dirigée par le maire écologiste indépendant Michel Lamarre, M. Kuo cherche le partenaire qui sera capable de reconstruire l'usine. « En septembre 1996, M. Kuo nous a dit qu'un certain M. Tanguy, qu'il disait être très connu en France, allait mettre beaucoup d'argent dans l'usine. Mais nous ne le connaissions pas », affirme Clara Loh. Dans l'entourage de M. Kuo on indique que c'est le maître ad-joint de Honfleur, Salvatore Cacioppo, par ailleurs PDG de la société de distribution informatique CHS, qui a chaudement recommandé M. Tanguy.

ENGAGEMENT NON TENU

Tanguy est le surnom de Thao Oukéo, un Français né au Laos, PDG d'une société de distribution de matériels informatiques, King Line Computer. « Nous avons présenté trois ou quatre partenaires potentiels à M. Kuo, précise M. Cacioppo, dont King Line ».

Les deux hommes s'entendent

rapidement : Akai Electric France (AEF) fusionnera avec King Line Computer, le cash flow généré par le grossiste devant permettre de renouer l'unité de fabrication. A l'issue de ce rapprochement, M. Tanguy deviendra l'actionnaire majoritaire du nouvel ensemble, avec 85 % des parts. Price Waterhouse, célèbre maison de commissaires aux comptes, verra au bon déroulement des opérations. Avant même la réalisation de ce projet, M. Kuo nomme M. Tanguy président du conseil d'administration d'AEF.

M. Tanguy n'apportera jamais sa société, comme il s'y était engagé verbalement, rompant ainsi aux yeux de son partenaire la loi de la parole donnée, sacro-sainte en Asie. Quelques jours avant Noël, il convoque pour le lendemain un conseil d'administration d'AEF. Semi-Tech, dit-il, a arrêté de livrer les pièces semi-finies et l'exploitation de l'usine ne peut continuer. Pris de court, Spencer Kuo ne peut quitter Taiwan assez rapidement pour se rendre à ce conseil. Malgré son opposition, M. Tanguy dépose le bilan de l'entreprise et se pose en sauveur potentiel d'une société qui peut désormais être reprise à bon compte, le redressement judiciaire permettant de récupérer une entreprise débarrassée de ses dettes, et souvent... d'une partie de ses salariés.

Valérie Brunschwig
Philippe Le Cœur
et Anne-Marie Rocco

Un mystérieux trio de repreneurs

TROIS PERSONNAGES, qui ne se montrent guère, ont présidé aux destinées de l'usine Akai de Honfleur depuis deux ans :

● James-Henry Ting, un Chinois de Hongkong qui a adopté la nationalité canadienne, est le patron de Semi-Tech, propriétaire de l'usine Akai de janvier 1995 à juin 1996. Semi-Tech, coté à la Bourse de Toronto, possède de nombreuses filiales : les fabricants de machines à coudre Singer et GM Pfaff, le plus grand producteur de téléviseurs en Asie hors Japon, Kong Wah, la société japonaise de hi-fi Sansui, et une participation dans Tomel, un sous-traitant de grandes marques audio et vidéo basé à Hongkong. Ses usines couvrent le Sud-Est asiatique et l'Europe, grâce à un établissement au Royaume-Uni. En rachetant la société japonaise Akai, il trouve dans la corbeille l'usine de Honfleur, dont il cherchera rapidement à se débarrasser. Il n'a jamais mis les pieds à Honfleur mais communiquait par vidéoconférence, selon un témoignage recueilli par

Force Ouvrière Hebdo daté du 29 janvier.

● Huey Yeu Kuo, dit Spencer Kuo. En rachetant l'usine de Honfleur à Semi-Tech, ce Taïwanais rend un fier service à M. Ting. Pour cette reprise, il crée, en juin 1996, une simple coquille domiciliée dans un paradis fiscal, Omin Present Limited. M. Kuo a passé de longues années à la China Development Corp., riche holding d'investissement du Kuomintang, le parti nationaliste chinois dont se réclament toujours les Taïwanais. A ce titre, il a été administrateur d'une quarantaine de sociétés avant de se lancer, en 1989, dans le capital-risque. Il possède, entre autres, une société d'importation de produits cosmétiques, et une société de distribution d'électronique et d'électroménager, Hyper Lux.

Hasard ? Hyper Lux serait sur le point d'obtenir la distribution, pour Taiwan, des produits Akai, dont Semi-Tech est toujours le propriétaire. S'agit-il d'un renvoi d'ascenseur, pour avoir « débarras-

sé » Semi-Tech du problème Akai ? Ou Omin Present n'est-il qu'une émanation de Semi-Tech, qui aurait déguisé sa responsabilité par une fausse cession, comme le prétend la municipalité de Honfleur ? De source asiatique, on jure que Semi-Tech et Omin Present n'ont aucun lien.

Spencer Kuo semble en tout cas regretter cette aventure. La semaine dernière, il était en France pour tenter de trouver une solution à ses problèmes.

● Thao Oukéo, dit Tanguy. Ce Français né au Laos en 1956 est l'actuel PDG de l'usine Akai, dont il dédit une action. Nommé le 10 septembre par M. Kuo, il devait sauver Akai Electric France en fusionnant cette société avec la sienne, King Line Computer. En arrivant à Honfleur, il a nommé directeur général l'un de ses proches, à qui M. Kuo a également cédé une action : Eric Basquin, du cabinet d'expertise comptable CITEC, dont l'adresse est la même que celle du siège social de King Line Computer.

Personnage mystérieux, M. Oukéo apparaît en France à la fin des années 70 et se présente, à l'occasion, comme un réfugié politique. Certains lui attribuent un rapide passage à l'usine Renault de Flins, d'autres... chez Citroën, comme balayeur.

Engagé dans la légion étrangère, il refait surface vers 1985 sous le nom de « Tanguy » - son surnom dans la légion - et s'oriente vers la distribution informatique. Avec un de ses frères établi à Paris, Veth Thao, il lance World Line Computer (WLC). Mais c'est, semble-t-il, avec l'appui d'un autre frère, installé en Allemagne, qu'il crée en 1992 une société concurrente, King Line Computer.

M. Oukéo, qui a pour gérante l'épouse de Thao Oukéo, Khamla, revend à des distributeurs spécialisés du matériel électronique et informatique acheté en gros. Selon la revue spécialisée *Distributique*, la société emploie trente-cinq personnes, pour un chiffre d'affaires de 800 millions de francs en 1995. Elle distribue aussi les micro-ordinateurs assemblés par la société Aldix, créée en 1994, dont M. Oukéo est gérant (20 000 machines vendues en 1995). Ce dernier possède également une revue spécialisée, *Acheter micro*, actuellement en dépôt de bilan.

M. Oukéo, qui n'a, à aucun moment, souhaité nous donner sa version des faits, est apparu récemment dans une autre affaire : le 26 novembre, près de 2 000 policiers européens démantèlent un réseau de fraude et d'escroquerie sur des matériels électroniques (*Le Monde* du 2 novembre 1996). Au cours de cette opération, baptisée « poisson rouge », le dirigeant de la société Suntech, un Laotien installé à Munich, est identifié comme l'un des maîtres d'œuvre du système. La fraude consiste à recycler des microprocesseurs obsolètes en les faisant passer pour des composants dernier cri. M. Oukéo est mis en garde à vue pendant onze heures, à la demande du juge d'instruction Edith Boizette, qui suit cette affaire, puis relâché. Après de ses partenaires asiatiques, il a toujours protesté de son innocence dans ce trafic, sur lequel l'enquête se poursuit.

V. B., Ph. L. C. et A.-M. R.

Nouvelle grève à la SNCF le mercredi 5 février

LA CGT ET LA CFDT APPELLENT à une nouvelle journée d'action le mercredi 5 février, à l'occasion du débat parlementaire sur la réforme de la SNCF qui se déroulera les 4, 5 et 6 février à l'Assemblée nationale. Selon la CGT, la pétition nationale exigeant la consultation du personnel sur le projet gouvernemental a recueilli 61 000 signatures, sur un total de 180 000 cheminots.

L'appel à la grève lancé, jeudi 30 janvier, à la SNCF par la CGT, la CFDT et Sud-Rail pour protester contre le projet qui prévoit la création d'un nouvel établissement public propriétaire du réseau ferré a été suivi, selon la direction, par 30 % des cheminots (mais par environ 45 % des roulants).

Le bénéfice de Fiat plonge

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE ITALIEN a vu son bénéfice d'exploitation plonger de 45 %, à 1 800 milliards de francs (6,16 milliards de francs), en 1996 par rapport à 1995. Le bénéfice d'exploitation est, pour sa part, resté stable, à environ 3 500 milliards de francs. Les éléments exceptionnels, dont la mise en bourse de 31 % du capital de New Holland, expliquent cette différence. Le chiffre d'affaires a augmenté de 3 % à 78 000 milliards de francs.

Le groupe a souffert d'une réduction de ses marges à l'exportation après la réévaluation de la lire. Il a aussi subi les conséquences de la morosité du marché italien, son principal marché. Pour 1997, la direction de Fiat reste prudente. Elle compte sur l'international, avec notamment la Pajero, la voiture des marchés émergents, et sur l'effet de la prime à la casse lancée au début du mois de janvier en Italie.

DÉPÊCHES

■ QUELLE : la société de vente par correspondance a signé, jeudi 30 janvier, une convention portant sur la réduction de 10 % du temps de travail avec création de 150 emplois, à Saran (Loiret) et Tourcoing (Nord), dans le cadre de la loi Robien. L'accord prévoit « une pause des hausses salariales collectives » en 1997.

■ REPRISES D'ENTREPRISE : la chambre de commerce et d'industrie de Paris a mis en service, le 29 janvier, une bourse « d'opportunités » accessible par minitel (3617 code BDT) offrant aux vendeurs et aux acheteurs d'entreprises des informations vérifiées sur les PME concernées.

■ L'ORÉAL : le groupe français de cosmétiques a enregistré une hausse de 13 % de son chiffre d'affaires consolidé au cours de son exercice 1996, à 60,34 milliards de francs, contre 53,37 milliards en 1995, selon un communiqué diffusé vendredi 31 janvier par l'entreprise.

■ MULTIMÉDIA : le groupe néerlandais Philips a annoncé, vendredi 31 janvier, son intention de fusionner son activité de logiciels multimédias avec la société française Infogrammes, numéro un européen de l'édition de logiciels interactifs. Philips, qui détient 13,2 % d'Infogrammes depuis 1993, augmentera sa participation après avoir apporté cette activité.

■ SAMSUNG ELECTRONICS : le groupe sud-coréen, premier producteur mondial de mémoires DRAM, a annoncé, jeudi 30 janvier, qu'il réduisait sa production de mémoires de 16 mégabits pour améliorer ses résultats, affectés par la baisse continue des prix. Il a dément, en revanche, mener cette politique sous la pression de son gouvernement.

■ BRITISH TELECOM : une enquête approfondie a été ouverte, jeudi 30 janvier, par la Commission européenne sur le projet d'accord de fusion entre British Telecom et la compagnie américaine MCI. Cette fusion doit donner naissance au deuxième groupe mondial de télécommunications derrière l'américain ATT.

■ DASA : Airbus Allemagne, la filiale de Daimler-Benz Aerospace associée au consortium aéronautique européen, prévoit d'investir jusqu'à 100 millions de deutschemarks (337 millions de francs) pour accroître ses capacités de production d'ici à fin 1998, a indiqué son président Gustav Humbert. Fin 1998, Airbus Allemagne devra assembler 11 appareils A-319 et A-321 par mois.

■ VIA-GTI : la filiale de la Compagnie de navigation mixte spécialisée dans le transport de voyageurs et les services industriels, allée au britannique Go-Ahead, a été retenue pour la privatisation de la société de transport ferroviaire Thameslink qui relie Bedford, au nord de Londres, à Brighton, sur la côte sud.

■ EDF-GDF : Electricité de France, Gaz de France et les fédérations CFDT, CFE-CGC, et CFTC devaient signer, le vendredi 31 janvier, l'accord national pour le service public, le temps de travail et l'emploi des jeunes. Cet accord est ratifié pour une durée de trois ans.

■ ELF AQUITAINE : le pétrolier français a signé, le jeudi 30 janvier, un nouveau contrat de partage de production avec le gouvernement syrien et la compagnie nationale, la Syrian Petroleum Company. Ce nouveau permis couvre une superficie de 4 200 km² dans la partie nord du pays. En Syrie, le pétrolier français produit déjà 60 000 barils par jour.

■ OZONA : 73 des 218 salariés de l'entreprise de textile d'Yvetot en liquidation, viennent de recevoir leur lettre de licenciement, indiquant, jeudi 30 janvier, des sources syndicales. Ozona avait déposé son bilan en avril 1995, après avoir enregistré des pertes d'un montant de 27 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 120 millions en 1994.

■ GLAXO WELLCOME : le laboratoire britannique, numéro un mondial de la pharmacie, a annoncé, le jeudi 30 janvier, la nomination de Sean Lance au poste de directeur général (*chief executive*) en 1998, en remplacement de Richard Sykes, qui deviendra président. Agé de 49 ans, M. Lance, entré chez Glaxo en 1985, occupait des fonctions de direction (*managing director*).

■ ABBEY NATIONAL : la banque britannique a lancé, vendredi 31 janvier, une offre publique d'achat amicale sur la mutuelle d'assurance Scottish Amicable, spécialisée dans l'assurance-vie et l'assurance-retraite. Abbey National propose de verser directement 400 millions de livres (3,6 milliards de francs) aux adhérents de Scottish Amicable et d'injecter entre 700 millions et un milliard de livres dans les fonds gérés par l'assureur, ce qui valorise la mutuelle entre un et 1,4 milliard de livres.

■ SPAD : le tribunal de commerce de Nanterre a confié, le jeudi 30 janvier, aux sociétés de logistique Tibbert & Britten, FDS, Barattier et Jarlaud la société de négoce de bolsous Spad, en redressement judiciaire depuis le 19 décembre. Les quatre repreneurs se partagent les entrepôts de la Spad et conserveront 178 emplois sur 388.

Le résultat de Saint-Gobain a légèrement progressé

LE GROUPE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION a enregistré, en 1996, un résultat de 4,3 milliards de francs, en hausse de 2,5 % par rapport à 1995, alors que son chiffre d'affaires, suite aux acquisitions de Poliet, Carborandum, Winter et Cersaio, a progressé de 30 % à 91,3 milliards de francs.

Saint-Gobain, frappé par la mauvaise conjoncture et une forte dégradation des prix en Europe, a lancé un plan de restructuration de 1,2 milliard de francs, qui s'est traduit par une hausse de plus de 5 % des gains de productivité.

Séguir Gestion

vous informe.

1^{re} Gamme EVOLYS - Gamme DEPLOYANCE - POSTVALOR - POSTVALOR 2 - POSTCAC 1 - POSTCAC 2 - POSTACTIC 1 - POSTACTIC 2 - TOP 12 de La Poste Avril 95 - TOP 12 de La Poste Mai 95 - TOP 24 de La Poste Mai 95 - REMUNIS 3 - DISPENSE - LP Capl Oct. 96 - LP Distr Oct. 96 - LP Capl Nov. 96 - LP Distr Nov. 96.

Gestion : SOGEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

LA POSTE

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

France Télécom
du marché chi

elle grève à la SNCF
mardi 5 février

France Télécom parie sur l'ouverture du marché chinois à la concurrence

Le groupe veut élargir un partenariat déjà conclu dans la téléphonie mobile

La Chine estime qu'il faudra investir, d'ici à l'an 2000, plus de 300 milliards de francs afin d'ajouter 54 millions d'abonnés aux 41 millions exis-

tants. Après un accord avec China Unicom, deuxième opérateur du pays, France Télécom, qui installe deux réseaux de téléphone mobile

dans le sud de la Chine, étudie l'installation de publiphones à Tianjin et la mise en place de 600 000 lignes téléphoniques fixes à Shanghai.

PÉKIN

de notre envoyé spécial

Entré sur le marché chinois grâce à un accord conclu en août 1996, dans le téléphone mobile, avec China Unicom, le second opérateur national, France Télécom, cherche à étendre sa présence dans un pays qui recèle un potentiel de développement quasiment onirique au monde, mais où la réglementation est encore très restrictive. L'exploitant français négocie un élargissement de son partenariat. Il a engagé des discussions avec son allié local, émanant des ministères de l'électronique, de l'électricité et des chemins de fer, sur les publiphones fonctionnant avec des cartes à puce et le téléphone fixe classique. Michel Bon, le président du groupe, devrait effectuer un séjour en Chine dans quelques semaines pour appuyer ces projets.

Dans le téléphone mobile, France Télécom met en place, avec China Unicom, deux réseaux dont l'entrée en service est prévue en mai : l'un à Canton, où China Unicom disposait déjà de 20 000 abonnés, l'autre à Foshan, ville adjacente de la province de Guangdong. L'exploitant français souhaite dès à présent non seulement accroître la densité de ces réseaux, mais aussi et surtout accompagner China Unicom dans son développement dans l'économie de la province, pour atteindre 320 000 abonnés, contre

100 000 visés sur Canton et Foshan.

Le projet à l'étude dans les publiphones concerne, lui, la ville portuaire de Tianjin, au nord du pays, alors que le projet visant à déployer un réseau téléphonique fixe est ciblé sur Shanghai. Il s'agit de mettre en place un réseau de téléphonie locale de 600 000 lignes. Mais, pour l'instant, le projet se heurte à un problème d'interconnexion avec le réseau de China Telecom, l'opérateur dominant, qui dépend du ministère des postes et télécommunications. Des discussions sont également menées sur la mise en place de réseaux longue distance.

L'ambition de France Télécom est de prendre des positions dans la perspective d'une ouverture plus grande du marché chinois des services téléphoniques aux opérateurs étrangers. Car les perspectives sont alléchantes : seuls 4,6 Chinois sur 100 disposaient d'un téléphone fin 1995, l'objectif de Pékin étant d'atteindre un ratio de 10,5 % en l'an 2000.

Pour soutenir cette extension des réseaux téléphoniques, le gouvernement chinois a estimé, dans son 9^e plan quinquennal (1996-2000), qu'il faudra investir plus de 300 milliards de francs afin d'ajouter 54 millions d'abonnés aux 41 millions existants. Mais cet effort d'équipement ne pourra pas être financé autant qu'il a pu l'être par le

passé sur des crédits publics. Cette raréfaction des sources de financement pourrait donc être synonyme d'accélération du processus d'assouplissement des règles d'accès des opérateurs étrangers au marché chinois.

« Tout se fera en fonction des jeux de pouvoir entre les différents ministères »

Sans de nouveaux partenariats, un groupe comme China Unicom n'aurait pas les moyens de tenir ses ambitions : il vise 30 % du marché du téléphone mobile et 10 % des marchés du téléphone local et du téléphone longue distance en l'an 2000.

France Télécom, comme ses homologues étrangers, table sur une évolution de la réglementation. Actuellement, ils sont autorisés à investir dans des sociétés de réseaux de télécommunications, mais ne peuvent ni gérer ces sociétés ni exploiter ces réseaux. A Canton et Foshan, France Télécom a par exemple créé deux sociétés communes, dans lesquelles figure

également le groupe japonais Tomen, qui financent l'installation du réseau mobile de China Unicom, l'assistent techniquement et, en échange, se rémunèrent sur une partie des recettes.

« Les choses ont bougé très vite ces dernières années en Chine, et on peut penser que cela va continuer. Comment ? Personne ne le sait. Mais tout le monde est convaincu que la situation va évoluer », souligne Marc Dandélot, responsable du développement international chez France Télécom. Depuis 1992, les services de téléphonie mobile, de radiomessagerie ou de transmission de données par satellite sont ouverts à la concurrence. La société China Unicom a été autorisée, en 1993, à concurrencer China Telecom sur tous les segments du marché des services téléphoniques.

Lors d'un entretien, lundi 27 janvier à Pékin, avec François Fillon, le ministre délégué français à la poste, aux télécommunications et à l'espace, Wu Jihuan, son homologue chinois, a confirmé qu'une réforme est engagée sur une plus grande ouverture du marché chinois à la concurrence et aux investisseurs étrangers.

M. Wu n'a donné aucune échéance. Il a néanmoins cité comme exemple les huit années qu'il a fallu à l'Allemagne pour procéder à la réforme de ce secteur. « Tout se fera en fonction des jeux de pouvoir entre les différents ministères, ceux des postes et télécommunications, ceux qui opèrent China Unicom, mais aussi l'armée, qui dispose de ses propres réseaux et constitue un troisième partenaire important », estime M. Dandélot.

Philippe Le Cœur

AXA-UAP vend sa participation dans la SCOR

Le groupe de Claude Bébear, pour faire face à son endettement, se désengage progressivement des sociétés apportées par l'UAP

LE NOUVEAU GROUPE AXA-UAP poursuit méthodiquement son plan de désengagement du capital d'un certain nombre d'entreprises françaises. L'acquisition de l'UAP a mis AXA à la tête d'un important portefeuille industriel et financier qu'elle n'a pas vocation à conserver en l'état. Par ailleurs, le groupe cherche à alléger son endettement, relativement lourd. Depuis sa prise de pouvoir, Claude Bébear passe au peigne fin l'ensemble des lignes cumulées par les deux compagnies.

Depuis le début de l'année, AXA se livre donc à une dialectique financière délicate : rassurer tout en vendant. Ainsi, la quinzaine d'entreprises dans laquelle AXA détient une participation forte - comme le Crédit national (12,48 %), la BNP (12,05 %), Paribas (9,77 %), Schneider (7 %), la Lyonnaise (4,4 %), Elf Aquitaine (4,1 %) ou encore Saint-Gobain (4 %) - pour ne citer que celles-là - ont reçu l'assurance qu'elles ne seront pas vendues, mais qu'elles ne seront pas non plus rachetées par AXA. Elles ne sont donc pas en danger de disparition, mais elles ne sont pas non plus protégées.

Elle vient d'en offrir une nouvelle démonstration. Après avoir cédé la semaine dernière 2,42 % de Paribas, AXA-UAP a réalisé trois opérations coup sur coup. Les deux premières concernent deux participations lourdes d'histoire pour l'UAP : la BNP et Suez. Le groupe a réduit son poids dans la banque dirigée par Michel Pébereau de 1,9 % à 12,05 %. La cession de 4 millions de titres devrait générer une petite plus-value. Il s'agit là

d'un mouvement qui pourrait bien s'amplifier. La fusion de l'UAP et d'AXA a dilué la participation de la BNP dans le nouveau groupe de 15 à 5 %. Or, la BNP et l'UAP se sont toujours attachées à l'équilibre de leurs participations croisées.

AXA a par ailleurs cédé un bloc de plus de 2 millions de titres Suez, soit 1,2 % du capital, ramenant sa participation à 6,35 %. La transaction a été réalisée hors marché, au prix de 253,19 francs l'action, générant une plus-value de 35 millions de francs.

3 MILLIARDS DE LIQUIDITÉS

Le désengagement total du groupe dans la compagnie de réassurance SCOR ne lui a en revanche pas donné d'états d'âme. Déjà, l'été 1996, AXA avait cédé la totalité de sa participation. Après sa fusion avec l'UAP, AXA s'est à nouveau trouvée à la tête de 6,7 % du capital de la SCOR. Elle les a cédés jeudi sur la Bourse de Londres à des investisseurs institutionnels anglo-américains avec une légère plus-value.

En une semaine donc, Claude Bébear est parvenu à échanger près de 3 milliards de liquidités : 1,1 milliard sur Paribas (au prix certes d'une moins-value de 100 millions de francs), 880 millions sur la BNP, 540 millions sur Suez et près de 400 millions sur la SCOR.

Le groupe BFCE-Crédit national se trouve aujourd'hui dans la ligne de mire d'AXA-UAP : sa participation de 12,48 % n'est pas d'un grand intérêt stratégique et le titre Crédit National-BFCE a gagné près de 20 % depuis le début de l'année.

Babette Stern

Bouygues repart à l'offensive dans le téléphone mobile

LE DÉVELOPPEMENT du téléphone pour Bouygues Télécom s'annonce plus cher que prévu. Alors que le groupe avait décidé d'investir 13 milliards sur trois ans dans son réseau de téléphonie mobile, au moment de son lancement au 1^{er} juin 1996, il vient de réviser ses intentions d'investissement à la hausse. Les besoins de financement s'élevaient, selon ses calculs publiés le 30 janvier, à 23 milliards de francs d'ici à l'an 2000.

Sur cette somme, 8 milliards de francs seraient apportés en capital et 15 milliards souscrits en emprunt bancaire. Etant donnée la structure défectueuse du capital (Bouygues ne détient que 69 % de BDT, qui contrôle 51 % de Bouygues Télécom), cette modification « ne change rien pour nous, affirme le groupe de BDT, en raison de l'entrée de la STET dans BDT, la contribution du groupe est évaluée à 1,5 milliard de francs. C'est la somme que nous avions prévu dès l'origine ». Le reste des fonds sera apporté par les autres actionnaires directs ou indirects : Decaux International, la STET, Veba, Cable & Wireless, BNR Paribas et US West. Des discussions ont été aussi engagées avec plusieurs groupes financiers français et internationaux pour monter les financements bancaires.

Le groupe est pressé. Il veut profiter de l'explosion du marché du téléphone mobile en France. Il a atteint 100 000 abonnés mais sur les six derniers mois il n'en a

gagné 390 000 nouveaux abonnés et la SFR 310 000. Itinérés (France Télécom) compte plus de 1,1 million d'abonnés, et la SFR espère franchir la barre du million en février.

Bouygues Télécom, distancé notamment parce que son réseau ne couvre que la région parisienne, a décidé d'accélérer son déploiement géographique et d'en augmenter la densité. Et il entend lancer d'importantes campagnes commerciales. Alors que Bouygues Télécom comptait atteindre 1,5 million d'abonnés en l'an 2000, il s'est fixé comme nouvel objectif le cap de 2 millions de clients. Cette politique est à l'origine de la réévaluation des investissements. Mais la facture pourrait encore s'alourdir. La semaine dernière, Bouygues Télécom a répondu, en association avec l'allemand Veba et la STET, à l'appel d'offres pour l'exploitation partielle du réseau de téléphonie fixe de la SNCF. Cegetel, la holding de télécommunication de la Générale des eaux, et ATT ont également répondu.

Dans cette bataille, la proposition financière des candidats risque de compter beaucoup. La SNCF semble attendre au moins 3 milliards de la cession de 49 % du capital de son réseau. La décision d'attribution devrait être prise dans les toutes prochaines semaines.

Martine Orange

Ecologistes et industriels s'opposent sur le statut de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire

« NOUS DISCUTONS, il n'y a pas de problème sur ce dossier. » Le message est le même, qu'il parvienne du ministère de l'Industrie ou de celui de l'environnement : le dossier concernant le statut de l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) n'est pas officiellement source de discorde. « La décision, s'il y en a une, sera prise de concert », affirme-t-on dans l'entourage du premier ministre, appelé à trancher dans cette affaire opposant les ministères de Franck Boroira et Corinne Lepage.

Depuis le départ de Philippe Vessier, en novembre 1996, cet institut n'a plus de directeur. Les deux ministères, environnement et industrie, qui désignent par arrêté le responsable de l'IPSN, ne trouvent pas de terrain d'entente. Chacun a une conception différente de l'autonomie de cet organisme créé « pour constituer un pôle d'expertise et de recherche dans tous les domaines relatifs aux risques nucléaires ».

D'un côté, le ministère de l'environnement demande une totale indépendance de cet organisme qui dépend du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et propose de le transformer en EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial), placé sous tutelle des ministères de l'environnement et de l'industrie.

De l'autre, les représentants de l'industrie estiment que le statut actuel a déjà été profondément modifié et lui garantit son indépendance.

Créé en 1976, l'IPSN est un institut qui emploie 1 200 personnes, dont plus de la moitié sont des chercheurs et des ingénieurs. Au début des années 90, cette direction du CEA a été dotée de nouvelles règles pour lui assurer une plus grande autonomie. Au niveau structurel, un comité de direction et un comité scientifique évaluent l'ensemble des activités. L'institut dispose de son propre budget, financé pour plus de la moitié par l'Etat. L'ensemble du personnel dispose du statut CEA.

PÔLE D'EXPERTISE

Au ministère de l'environnement, le souci est d'assurer plus de transparence dans l'industrie nucléaire et de séparer des exploitants les experts chargés de la sûreté. Cette volonté se retrouve depuis plusieurs mois avec la création des commissions Castaing sur le surrégénérateur Superphénix, Turpin sur le centre de stockage de la Manche des déchets radioactifs, ou encore avec le lancement au début de l'année du comité scientifique présidé par Charles Souleau pour une étude épidémiologique sur les leucémies de La Hague.


Le projet de réforme de l'IPSN vise à créer un pôle d'expertise indépendant de la filière nucléaire et sous le contrôle de l'Etat. Il permettrait d'éviter les conflits d'intérêts.

L'exemple le plus souvent avancé est celui du surrégénérateur Phénix de Marcoule. Le CEA souhaite une prolongation de la durée de vie de dix ans, l'IPSN estime qu'en l'état actuel ce n'est pas possible. Pour assurer l'indépendance, un financement sous la forme d'un « pollueur-payeur » serait instauré. Comme tout EPIC, le conseil d'administration serait composé de huit représentants de l'Etat et de huit personnalités qualifiées comprenant des écologistes.

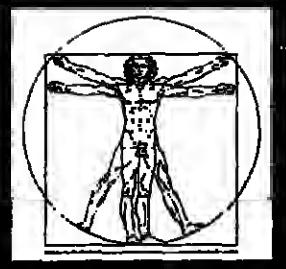
Ce projet est vivement critiqué au ministère de l'Industrie, qui préfère réfléchir sur le rôle de l'IPSN, devenu une référence mondiale dans l'expertise. Une évolution du statut n'est pas exclue, sans qu'elle passe pour autant par un changement radical.

A la demande des deux partis, le premier ministre devrait se placer en arbitre dans ce différend opposant écologistes au lobby nucléaire. L'une des voies serait la nomination d'un directeur chargé de proposer des modifications et de trouver un compromis.

Dominique Gallois



Le prix Manpower
de l'ouvrage de Ressources Humaines 1996
a été décerné à
Jean-Pierre Le Goff
pour son livre
“Les illusions du management”
publié aux éditions La Découverte.



051 711 47

صكنا من الامل

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la semaine en très forte hausse, compensant le recul de la veille. L'indice Nikkei a gagné 465,97 points (2,61 %), à 18 330,01 points.

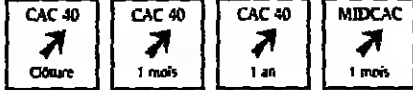
■ L'OR a ouvert en forte baisse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 345,30-345,70 dollars contre 349,20-349,50 dollars la veille en clôture.

■ LE PÉTROLE brut a accentué sa hausse, jeudi, sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence a gagné 40 cents, à 24,87 dollars. Mercredi, il avait progressé de 57 cents.

■ LA BOURSE DE PARIS a terminé, jeudi, au-dessus de la barre des 2 500 points et à un nouveau plus-haut historique. Le CAC 40 a terminé en hausse de 1,54 %, à 2 503,06 points.

■ LES AVOIRS NETS DE CHANGE de la Banque de France ont progressé de 1,95 milliard de francs, à 122,03 milliards de francs du 16 au 23 janvier, selon le Crédit lyonnais.

LES PLACES BOURSIÈRES

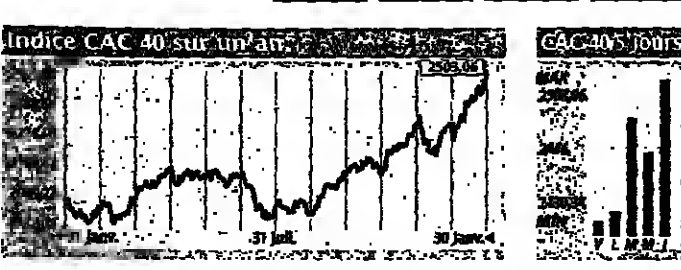


Nouveau record à Paris

LA BOURSE DE PARIS poursuivait son escalade à la conquête de nouveaux sommets vendredi dans un marché très actif animé par quelques grandes valeurs de cote à la suite de l'annonce des résultats 1996 de ces groupes. En hausse de 0,49 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,19 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 0,28 % à 2 509,99 points, soit un nouveau record. Jeudi, pour la première fois de son histoire, l'indice CAC 40 a franchi le niveau des 2 500 points à la suite d'une hausse de 1,54 %. Le volume des échanges était très important sur le marché à règlement mensuel, s'élevant à 4,2 milliards de francs.

La Banque de France a diminué symboliquement son taux d'appel d'offres jeudi, le ramenant à 3,10 %. Mais Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, a déclaré qu'il considérait le taux d'appel d'offres à « un niveau approprié, compte tenu de l'environnement français et international », et ne prévoit donc pas a priori de nouvelle modification au cours de ses prochaines réunions.

La Bourse de Paris était encore dopée par les premiers résultats des entreprises pour l'exercice 1996, qui s'annoncent quelquefois meilleurs que prévu et pour la plupart dans la ligne des prévisions des analystes financiers.



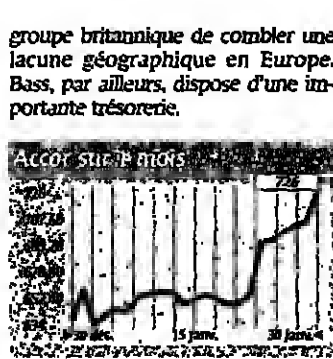
ne prévoit donc pas a priori de nouvelle modification au cours de ses prochaines réunions.

Accor, valeur du jour

LE TITRE ACCOR a, une nouvelle fois, profité de rumeurs faisant état d'une possible offre publique d'achat (OPA) sur le groupe hôtelier. L'action a terminé la journée sur un gain de 2,98 %, à 726 francs, avec des échanges portant sur 458 000 titres. Jeudi, le prédateur potentiel était le brasseur britannique Bass Plc. Les groupes n'ont fait aucun commentaire, mais un analyste de Nikdo Securities relevait, jeudi soir, que l'idée pouvait paraître logique à première vue puisqu'elle permettrait au

groupe britannique de combler une lacune géographique en Europe. Bass, par ailleurs, dispose d'une importante trésorerie.

Accor sur 3 mois



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 31/01	Var. %	Var. %
Infogrammes Emis	730	+7,82	+21,26
Sodisip	58	+3,34	+20,54
GAN	113	+4,58	+7,61
Cof France Ly	725	+4,44	+17,96
Sis Rossmore	150,80	+3,92	+4,94
Rhône-Poulenc A	164,80	+3,88	+5,59
Alcatel Alsthom	342	+3,65	+30,05
Genetec	2150	+4,43	+7,13
Primagis	600	+3,44	+1,80
Valloirec	318,80	+3,38	+15,92

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 31/01	Var. %	Var. %
Dev-RN-P&L U	42	-4,76	-5,44
Labov	191	-1,77	-11,03
Cred Fon France	65,05	-1,54	-3,62
Christian Dior	847	-1,30	+1,19
Eso	680	-1,13	+27,81
Ciments Fr.Prv.8	180,30	-1,08	+10,04
Decauville Electro	750	-0,73	+28,08
LMVH Moez Hennessey	414	-0,68	+2,41
Cap Gemini	267,20	-0,44	+6,49
S.E.B.	1111	-0,20	+9,24

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	31/01	30/01	31/01
Alcatel Alsthom	184011	9871805	184011
LMVH Moez Hennessey	325483	31876902	325483
Leon Corp	104337	103257	104337
Gen. Motors Corp.H	6025	61	6025
Gen. Electric Co	10575	10562	10575
Goodyear T & Rubber	5430	5462	5430
IBM	15737	15637	15737
Intl Paper	41	4125	41
I.P. Morgan Co	10437	10337	10437
McDonald's Corp.	4525	4525	4525
Merck & Co Inc.	9037	8825	9037
Minnesota Mng.&Mfg	8575	8425	8575
Philip Morris	11212	11167	11212
Procter & Gamble C	11537	11162	11537
Amesbury Corp.	48	48	48
Toshiba	10712	107	10712
Union Carb.	4525	4437	4525
Utd Technol	6987	6775	6987
Westingh. Electric	1850	1850	1850
Woodworth	2025	1975	2025

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 31/01	Var. %	Var. %
Sogepac	174	+11,25	+11,56
De Paris au Marché	120	+0,57	+24,74
Mid-Lux/Leclerc	191	+0,28	+1,07
C.E.E.	188	+0,1	+2,16
Singap	216,30	+0,1	+15,11

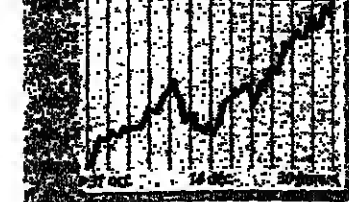
BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 31/01	Var. %	Var. %
Fin. Sup. (Dailymag)	27	-4,99	-33,33
Drake	62	-4,88	+25,50
Bourgeois (Ly)	63	-4,57	+3,7
A.P.E.	490	-4,40	-1,74
C.P.P.I.	315	-3,96	-10,51

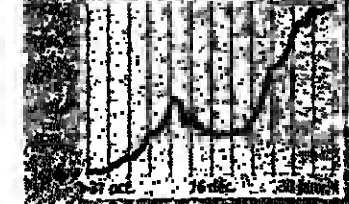
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gen. SBF 120	1943,16	1923,35	+1,15
Ind. gen. SBF 250	1684,66	1667,95	+1,01
Ind. Second Marché	1629,16	1629,58	-0,01
Indice MidCAC	1559,31	1668,03	-0,73

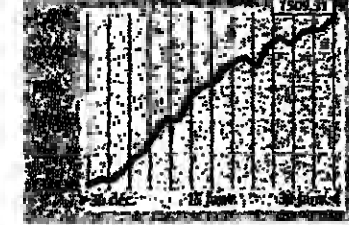
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Rebond à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la semaine sur une forte hausse, réduisant à néant le recul de plus de 2,5 % de la veille. L'indice Nikkei a gagné 465,97 points (2,61 %), à 18 330,01 points. Selon les opérateurs, cette progression s'est effectuée en réaction aux déclarations du président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, qui a estimé, jeudi, que le Japon était trop pessimiste sur l'état de son économie.

La veille, pour la deuxième séance consécutive, Wall Street a terminé en hausse, surmontant un mouvement de recul qui durait depuis une semaine, grâce à la bonne tenue des titres de la haute technologie et à une détente sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones a gagné 83,12 points (+1,23 %), à 6 823,86 points. Le secteur de la haute technologie a été soutenu par

la décision d'intel de ne pas diminuer ses prix de façon agressive.

La Bourse de Londres a également progressé, soutenue par les progrès continus de Wall Street. L'indice Footsie a terminé à 4 228,40 points, en hausse de 0,49 %. La Bourse de Francfort est repassée au-dessus de la barre des 3 000 points à la clôture de la séance officielle en s'appuyant sur 0,60 %, à 3 017,32 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 31/01	Cours au 30/01	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2503,06	+1,54	+0,54
New York DJ	6823,86	+1,23	+0,54
Londres FTSE	4228,40	+0,49	+0,49
Francfort Dax	3017,32	+0,60	+0,60
Bruxelles C20	2442,14	+0,69	+0,69
Madrid IBEX 35	451	+0,78	+0,78
Stockholm Aleris	1969,48	+0,10	+0,10
Hong Kong Hang S	12088,40	+0,02	+0,02
Singapour Straits	2216,71	-0,15	-0,15

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

30/01	31/01	30/01	31/01
Alcoa	69,50	68,50	69,50
Allied Signal	70,62	69,62	70,62
American Express	61,62	60,75	61,62
AT & T	39,57	38,87	39,57
Bethlehem	8,62	8,50	8,62
Bowling Co	105,23	104,87	105,23
Caterpillar Inc.	77,12	76	77,12
Chrysler Corp.	66,87	66,62	66,87
Coca-Cola Co	57,50	56,37	57,50
Disney Corp.	72,57	72,25	72,57
Du Pont Nemours & Co	110,12	107,25	110,12
Eastman Kodak Co	86,75	86	86,75
Gen. Corp.	104,37	103,25	104,37
Gen. Motors Corp.H	60,25	61	60,25
Gen. Electric Co	105,75	105,62	105,75
Goodyear T & Rubber	54,30	54,62	54,30
IBM	157,37	156,37	157,37
Intl Paper	41	4125	41
I.P. Morgan Co	104,37	103,37	104,37
McDonald's Corp.	45,25	45,25	45,25
Merck & Co Inc.	90,37	88,25	90,37
Minnesota Mng.&Mfg	85,75	84,25	85,75
Philip Morris	112,12	111,67	112,12
Procter & Gamble C	115,37	111,62	115,37
Amesbury Corp.	48	48	48
Toshiba	107,12	107	107,12
Union Carb.	45,25	44,37	45,25
Utd Technol	69,87	67,75	69,87
Westingh. Electric	18,50	18,50	18,50
Woodworth	20,25	19,75	20,25

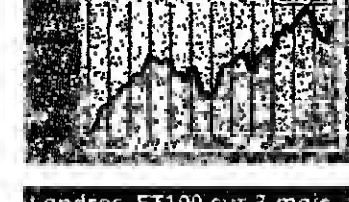
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

30/01	31/01	30/01	31/01
Allied Lyons	4,24	4,20	4,24
Barclays Bank	11,44	11,39	11,44
B.A.T. Industries	4,82	4,88	4,82
British Aerospace	12,88	12,84	12,88
British Airways	3,93	3,94	3,93
British Cel	2,17	2,17	2,17
British Petroleum	7,25	7,22	7,25
British Telecom	4,21	4,21	4,21
B.T.R.	2,26	2,28	2,26
Cadbury Schweppes	4,72	4,77	4,72
Eurotunnel	0,81	0,83	0,81
Forst	14,16	14,03	14,16
Gilbey-Welkone	8,72	8,59	8,72
Granada Group Plc	8,73	8,73	8,73
Grand Metropolitan	4,57	4,56	4,57
Guinness	4,97	4,97	4,97
Hanson Plc	0,92	0,92	0,92
Great E	6,42	6,42	6,42
I.C.S.I.C.	14,16	14,03	14,16
Imperial Chemical	7,52	7,55	7,52
Legal & Gen. Grp	3,79	3,73	3,79
Marks & Spencer	4,91	4,82	4,91
National Westminster	7,62	7,66	7,62
Peninsular Orienta	6,40	6,35	6,40
Revere	6,68	6,68	6,68
Satchell and Satchell	1,03	1,03	1,03
Shell Transport	10,54	10,46	10,54
Tate and Lyle	4,37	4,26	4,37
Unilever Ltd	13,96	13,95	13,96
Zeneca	17,51	17,27	17,51

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

30/01	31/01	30/01	31/01
Allianz Holding N	3007	2914	3007
Bast AG	59,20	59,90	59,20
Bayer AG	61,34	62,30	61,34
Boysen/Weichsel	52,02	52,40	52,02
Bayer Vereinsbank	61,55	62,85	61,55
Deutsche Bank	104,50	104,80	104,50
Daimler-Benz AG	114,50	115,15	114,50
Deutsche Telekom	80,25	80,25	80,25
Dresdner Bank AG	52,18	51,60	52,18
Hochtief AG	68,81	69,89	68,81
Karstadt AG	500	490,50	500
Linde AG	1033	1036	1033
MTI Lufthansa AG	22,06	22,03	22,06
Man AG	409	408	409
Mannesmann AG	125,20	126	125,20
Metro	125,20	126	125,20
Muenchener Rie N	3830	3890	3830
Preussag AG	391,30	387	391,30
Rwe	67,80	68,10	67,80
Sap VZ	222	217,50	222
Schering AG	136,80	137,60	136,80
Siemens AG	78,82	78,10	78,82
Thyssen	310,50	299,20	310,50
Veolia AG	90,25	90,27	90,25
Viel AG	648	655	648
Volkswagen VZ	598,50	596	598,50

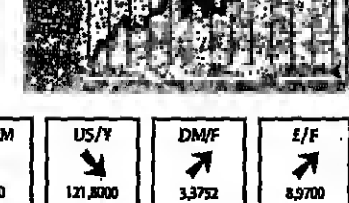
New York: Dow Jones sur 3 mois



Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois

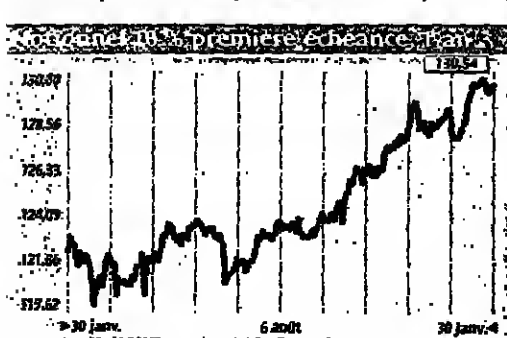


LES TAUX



Recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, vendredi 31 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 14 centimes, à 130,40 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,62 %. Les opérateurs se montraient déçus après les déclarations du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, jeudi soir,



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 30/01	Taux au 30/01	Taux au 30/01	Indice des prix
France	3,25	5,67	6,62
Allemagne	3,00	5,83	6,64
Grande-Bretagne	5,94	7,39	7,85
Italie	7,56	7,28	7,83
Japon	0,47	2,49	0,20
Etats-Unis	5,25	6,65	6,94

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux au 30/01	Taux au 30/01	Taux au 30/01	Indice des prix
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,09	4,09	100,07
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,91	4,89	100,50
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,41	5,38	101,04
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,79	5,76	101,57
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,38	102,82
Obligations françaises	5,74	5,72	101,06
Fonds d'Etat à TME	-2,39	-2,27	99,61
Fonds d'Etat à TRE	-2,15	-2,11	99,88
Obligat. franc. à TME	-3,12	-3,10	99,73
Obligat. franc. à TRE	+0,08	+0,08	100,04

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achetez	Vendez	Achetez	Vendez
30/01	30/01	30/01	30/01
Jour le jour	3,2500	3,2500	3,2500
1 mois	3,26	3,30	3,36
3 mois	3,27	3,33	3,39
6 mois	3,27	3,39	3,40
1 an	3,22	3,42	3,37

PIBOR FRANCS

Pibor	30/01	31/01	30/01	31/01
Pibor Francs 1 mois	3,3711	3,3750	3,3711	3,3750
Pibor Francs 3 mois	3,3672	3,3750	3,3672	3,3750
Pibor Francs 6 mois	3,3594	3,3750	3,3594	3,3750
Pibor Francs 9 mois	3,3594	3,3711	3,3594	3,3711
Pibor Francs 12 mois	3,3594	3,3750	3,3594	3,3750

PIBOR EURO

Déc. 97	3728	96,57	96,63	96,64	96,65
ECU LONG TERME					
Mars 97	1837	96,74	96,78	96,58	96,70

CAC 4
↑

PARIS
+0,16
CAC 40
2500

[illegible]

90	Parfums
90A	Parle
90B	Pechony
90C	Pedro Ricardo
90D	Peugeot
90E	Plastic-Prim Lys
90F	Plastic-Prim (Ly)
90G	Platz
90H	Promodes
90I	Publicis
90J	Purple Covenants
90K	Remy
90L	Reneil
90M	Rhone Poulenc A
90N	Rhone Poulenc (Ly)
90O	Rio Imperpetual A
90P	Sade (Ny)
90Q	Sagem SA
90R	Saint-Cath
90S	Saint-Louis
90T	Salomon (Ly)
90U	Salpêtré (Ny)
90V	Sartell
90W	Scapingtons A
90X	Schneider SA
90Y	Schneider 54
90Z	S.E.B.
100	S.E.R.
101	SEITA
102	SEPM
103	S.F.M.
104	SCE
105	SCE
106	SCE CA
107	Sinco
108	S.I.T.A.
109	Sis Romagnol
110	Sis Romagnol
111	Sis Romagnol
112	Solomon
113	Sommer-Albert
114	Soupe
115	Spy Communication
116	Stratofacem
117	Sum
118	Swatch
119	Technique
120	Thomson-CF
121	Thomson
122	UAP (COMPAGNIE
123	UAP (Pacall)
124	U.P.

[illegible]

1	Nokia A
2	Nord Hydro B
3	Petrolfin B
4	Philips A
5	Philips NV B
6	Placer Dome Inc B
7	Procter Gamble B
8	Randamex B
9	Royal Dutch B
10	R.T.T. B
11	Saga Enterprises
12	Sica-Hofstra B
13	Schlumberger B
14	SGS Thomson Micro.
15	Sig Transp. B
16	Siemens B
17	Sony Corp. B
18	Swissbank Bank B
19	T.D.I. B
20	Télévision B
21	Toshiba B
22	Unilever B
23	United Technol. B
24	Nal Repts B
25	Norwegian AG B
26	Novo (AS) B
27	Western Deep B
28	Zambian Copper

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; U =
N = Nancy; NS = Nan-

SYMBOLS
1 ou 2 = cagettes de
5 cagettes détachées.

DERNIÈRE COLOR
Lundi dans le monde
Mardi dans mercredi
Mercredi dans jeudi
Jeudi dans vendredi
Vendredi dans samedi

5
20
20
7
20
—
—
—
9
50
1
13
—
5
20
50
50
50
50
4
5
—
50
5
2
50
—
—
1

nselle ;
orte 9;

Finans
Floriz
OAT 8.

h 30 OAT 8
OAT 9
OAT 9

QAT TMB 87-99 CAI	99
QAT 8.125% 89-99 #	109
QAT 8.50% 90-00 CAI	113
QAT 85.00 TRA CAI	107
QAT 10% 85-00 CAI	115
QAT 89-01 TIME CAI	108
QAT 8.5% 87-02 CAI	118
QAT 8.50% 89-19 #	125
QAT 8.50% 82-23 CAI	105
SNCF 8.0% 87-94 CA	128
Lyon, Saxe 6.5% 90CY	940

and	♦	138	138
one	♦	543	543
ont.	♦	110	110
		7.60	
kanzy		395	395
e)	♦	26.90	
CTP		347	347
(B)	♦	1822	1822
5 Rbg		970	970
tesly		428.90	428.90
	♦	415	415
		795	795
richy	♦	3700	3700
ks.		805	805
e	♦	1510	1510
		66.10	
		36.70	
		370	370
		350.10	350.10
		552	552
ise #		650	650
		485	485

103.90	183.00	G
649	645	C
♦ 540	540	I
54.90	55	I
♦ 282	222	L
♦ 366	366	L
8.85	8.85	M
♦ 100	100	M
293	295	M
♦ 240	240	M
1090	1090	P
224	224	P
365	367.90	S
♦ 1720	1720	S
1020	1020	S
351.90	352	T
294	299	U
86.50	80.15	—
607	599	—
♦ 185	185	—
♦ 37	37	—
4390	4400	—

176,10	Cevaest
130	Gold Fields So
475,11	Kubota Corp.
265,88	Montedison ar
7009	Olympus Optic
85	Robeco
349	Rodamco N.V.
72	Rolinto
2621	Serna Group P
165	Solvay SA
111	
491	
744	
421	
1089	
268,90	
195	

30
05
50
20
1

seille;

lication
aché;
duite;

C.E.E.®
Cermet
CFPI®

Chang
Christ
ONTM

Codetour	309
Comp.Émp.Tek-CET	413
Confiancéy S.A.	315
C.A. Haute Normand.	258
C.A. Paris IDF.	782
CA.Ile & Vitaine	340
C.A. Morbihan (Ms)	319
C.A. du Nord (L)	529
C.A. Dse CCI	279.
Crooks	21.
Devenay	465
Devermois (L.y)	554
Diucros Serv.Rapide	60
Adecon Trav.Tem.Ly	66
Europ. Extinc. (L.y)	426
Extinc. s.s.	426.
Factoform	698
Factelnet #	318
Fianco	76
Finisio	571
Fruchéty	617
Gautier France #	240

	147	1
	295	2
mat. 10	1605	10
e	595	5
	192	1
batique:	121,50	1
	289,20	2
r e	69,90	1
	105	1
	66,30	1
le TV	504	4
	670	7
d n	485	4
	1000	10
prof.	148,90	1
	71,45	1
	252	2
et Lyo	90	1
	63,90	1
Ny.	612	6
	990	10
e	200	2

1070	1087	—
359	347	—
83	83.30	—
595	615	—
46,50	46,50	—
◆ 368	368	—
156	124	—
870	873	—
484	478.10	—
◆ 98	98	—
580	589	—
168,10	163.10	—
486,50	485.50	—
280	281	—
122,10	125	—
553	552	—
585	609	—
136	132.8	—
475	488	—
600	600	—

	Derniers cours	VALEURS
	70	Eridania-Bégh
	370	Crédit Gen. Ind.
	585	Générale Occid.
	301	Mumm
	248,90	Sûr. lecteurs du
	179	
	141,	
	87	
	172	
	245,90	
	23	
	4,68	
		ABRÉVIATIONS
		B = Bordeaux
		Ny = Nancy
		SYMBOLES
		1 ou 2 = caté
		3 ou 4 = caté
		détaché;
		d = demande
		réduite; c = co

Wiers
urs






7
10
5,50
8
5,90
...

seilte;

ication
oupon
ffert;
nande

Natio
Natio
Natio

Natio S
Natio Y

	BRED BANQUE POPULAIRE	
Algerien		91,20
Liban, terr. casb.		25
	CDC GESTION	
GROUPE CREDIT DES PAYS		
Livret Bourse Inv. D.		74
Le Livret Promoteur D.		98
	SICAV MULTI-PROMOTEURS	
SLI Sav Dv. Develop. C/P.	239	
Patrimoine Nationale C.	239	
Sicav Associations C.	240	
	CIC THYERX	
Fondatic C.	1940	
Memb. depots Sicav C.	1908	
	CAISSE D'EPARGNE	
Ecur. Actions Futur D.	24	
Ecur. Capitecur C.	23	
Ecur. Capitalisation C.	24	
Ecur. Desinvestisseurs D.	10158	
Ecur. Expansion C.	8149	
Ecur. Geopulsat C.	302	
Ecur. Investis. D.	20	
Ecur. Montepremiere	1209	
Ecur. Nouvelle C.	1209	
Ecur. Montreidre D.	1299	

[illegible]

	128,46	127,72	LC
	180,94	180,94	SA
			SA
			SE
QC PARIS			
1465,11	922,44		
379,89	35,31		
1626,31	157,58		
364,08	350,81		
1205,74	319,20		
170,29	16,77		
MAIS			
1360,59	134,72		
1699,04			
16306,43	1696,43		
10956,97	10956,97		
132,71	54,75		
251,77	246,88		
2009,61	1989,71		
674,02	660,80		
1132,26	1117,04		
132,71	54,75		
265,93	261,81		
665,14			
5304,60	5296,83		
227,56	222,8		
152,52	146,44		
907,24	907,24		

[illegible]

60.02
06.10
77.32
32.24
64.60
37.71
37.07
32.35
31.27
37.06
03.61
09.06
04.33
98.57
68.57

LECT
E
76-45

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés
VENDREDI 31 JANVIER

VALEURS	Cours précéd.
Eridania-Béghin Cl.	737
Credit Gen.Ind.	21,10
Générale Occidentale	85,50
Mutual	1399
Sol.lecteurs du Monde	165,10

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon
 Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation
 catégorie 3; ♦ cours précédé
 détaché; ● droit détaché
 d = demandé; 1 offre réduite;
 réduite; # contrat d'animation.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
ASSET MANAGEMENT
Actimmoétaire C. _____ 37604

Actimonnaire D ₂₀₀₀	30620
Cadence 1 D ₂₀₀₀	1079
Cadence 2 D ₂₀₀₀	1083

72	Calendex 3 D	1070,
71	Capimex 3	1070,
70	Capimex 3 D	1070,
69	Capimex 3 D	1070,
68	Capimex 3 D	1070,
67	Capimex 3 D	1070,
66	Capimex 3 D	1070,
65	Capimex 3 D	1070,
64	Capimex 3 D	1070,
63	Capimex 3 D	1070,
62	Capimex 3 D	1070,
61	Capimex 3 D	1070,
60	Capimex 3 D	1070,
59	Capimex 3 D	1070,
58	Capimex 3 D	1070,
57	Capimex 3 D	1070,
56	Capimex 3 D	1070,
55	Capimex 3 D	1070,
54	Capimex 3 D	1070,
53	Capimex 3 D	1070,
52	Capimex 3 D	1070,
51	Capimex 3 D	1070,
50	Capimex 3 D	1070,
49	Capimex 3 D	1070,
48	Capimex 3 D	1070,
47	Capimex 3 D	1070,
46	Capimex 3 D	1070,
45	Capimex 3 D	1070,
44	Capimex 3 D	1070,
43	Capimex 3 D	1070,
42	Capimex 3 D	1070,
41	Capimex 3 D	1070,
40	Capimex 3 D	1070,
39	Capimex 3 D	1070,
38	Capimex 3 D	1070,
37	Capimex 3 D	1070,
36	Capimex 3 D	1070,
35	Capimex 3 D	1070,
34	Capimex 3 D	1070,
33	Capimex 3 D	1070,
32	Capimex 3 D	1070,
31	Capimex 3 D	1070,
30	Capimex 3 D	1070,
29	Capimex 3 D	1070,
28	Capimex 3 D	1070,
27	Capimex 3 D	1070,
26	Capimex 3 D	1070,
25	Capimex 3 D	1070,
24	Capimex 3 D	1070,
23	Capimex 3 D	1070,
22	Capimex 3 D	1070,
21	Capimex 3 D	1070,
20	Capimex 3 D	1070,
19	Capimex 3 D	1070,
18	Capimex 3 D	1070,
17	Capimex 3 D	1070,
16	Capimex 3 D	1070,
15	Capimex 3 D	1070,
14	Capimex 3 D	1070,
13	Capimex 3 D	1070,
12	Capimex 3 D	1070,
11	Capimex 3 D	1070,
10	Capimex 3 D	1070,
9	Capimex 3 D	1070,
8	Capimex 3 D	1070,
7	Capimex 3 D	1070,
6	Capimex 3 D	1070,
5	Capimex 3 D	1070,
4	Capimex 3 D	1070,
3	Capimex 3 D	1070,
2	Capimex 3 D	1070,
1	Capimex 3 D	1070,

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

صباحنا من الامل

RUGBY L'Angleterre reçoit l'Ecosse, samedi 1^{er} février, à Twickenham pour son entrée dans le Tournoi des cinq nations. L'arrivée de Jack Rowell à la tête de la sélection,

en mars 1994, avait suscité l'espoir d'un jeu plus alléchant. L'ancien entraîneur du club de Bath ne s'est pourtant jamais départi d'un conservatisme strict, qui per-

met à son équipe de s'imposer dans le Tournoi sans soulever l'enthousiasme. Certains joueurs n'hésitent pas à dénoncer l'écart entre les propos de Jack Rowell et la réalité du

terrain. ● BOB DWYER, l'entraîneur australien installé à Leicester après un passage au Racing-Club de France, explique la pression qui pèse sur le responsable du XV de la rose

et détaille les pesanteurs qui gênent l'évolution du jeu anglais. ● DANS L'AUTRE RENCONTRE, le pays de Galles, prochain adversaire de la France, reçoit l'Irlande.

L'Angleterre attaque à reculons le Tournoi des cinq nations

Ancien entraîneur de Bath, Jack Rowell a pris en main l'équipe de la Rose avec la promesse de lui insuffler un jeu plus ouvert. Un engagement sans suite sur le terrain, dont est désormais écarté Neil Back, le troisième ligne le plus offensif du championnat anglais

JACK ROWELL n'enthousiasme plus l'Angleterre, parce que son rugby reste obstinément étouffant, même lorsqu'il est vainqueur. Qu'est-il advenu des promesses d'hiver ? Rowell était arrivé en sauveur, nanti d'une belle réputation acquise dans le club de Bath. Il avait su lui



COUPE DU MONDE donner un style. Il y cultivait le goût de l'offensive, comme nulle part ailleurs dans le championnat anglais.

Les envolées de Jeremy Guscott, le trois-quart centre, étaient citées en exemple, tout comme la fantaisie de l'ensemble de la ligne d'attaque. Jack Rowell se glissait peu à peu dans la peau d'un entraîneur modèle, d'une référence enviée. Sa promotion à la tête de l'équipe nationale, en mars 1994, allait donc de soi. Elle valait promesse d'un jeu plus complet. Elle laissait espérer qu'enfin l'Angleterre allait s'engager sur la voie empruntée depuis plu-

sieurs années par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Chaque hiver du Tournoi n'a fait qu'apporter son lot de déceptions. Le rugby rêvé n'existait que dans les phrases de l'entraîneur. Il s'arrêtait à la sortie du vestiaire, érodant peu à peu la confiance placée dans le responsable du XV de la Rose. Cette saison, plus que jamais, Jack Rowell a été mis en cause. L'automne lui a été pénible. L'équipe d'Angleterre a livré contre l'Argentine l'un de ses plus mauvais matches, concluant par une victoire étiquée. Elle s'est inclinée devant les Barbarians néo-zélandais, une formation de joueurs dont la saison était terminée depuis près d'un mois.

Pour la première fois, des rumeurs de départ de l'entraîneur ont envahi les colonnes de la presse anglaise. Les journaux stigmatisaient son « conservatisme », suggérant ouvertement le nom de remplaçant. Puis Rowell a reçu le soutien officiel de la fédération (RFU), et la garantie de conserver la mainmise sur l'équipe nationale jusqu'à la fin du Tournoi des cinq nations. Il sait

pertinemment qu'en cas d'échec il sera remercié.

Quelles sont aujourd'hui ses véritables intentions ? Pour préparer le match contre l'Ecosse, Rowell a subi une déception et pris une décision controversée. Il souhaitait renforcer l'encadrement et mieux faire passer le message du jeu. Il espérait donc voir Brian Ashton, l'entraîneur de Bath, le rejoindre et reconstituer ainsi leur duo. Les tractations ont été longues, elles ont fini par échouer. Brian Ashton est allé en Irlande, battue par la France, samedi 18 janvier à Dublin. Et Jack Rowell a conservé les deux adjoints qu'il assistaient l'année dernière, Les Cusworth et Mike Slemen.

Il a établi, au début du mois de janvier, un « squad » de trente joueurs. Cette liste est valable pour toute la durée du Tournoi des cinq nations. Il y a ajouté un second groupe de quarante noms qui formeront les équipes A, susceptibles de rejoindre le XV d'Angleterre, lors de la prochaine tournée en Argentine. C'est au détour de la sélection

annoncée pour jouer contre l'Ecosse que Rowell a connu un premier accroc. Il a préféré au poste de troisième ligne allé Richard Hill à Neil Back, relançant une polémique vieille de plusieurs années.

MISE À L'ÉCART

Dans l'esprit des sélectionneurs, Neil Back est affligé d'un terrible défaut. Il n'est pas grand. L'avant de Leicester mesure 178 centimètres, une taille qui en fait le plus petit troisième ligne allé du rugby international. Jack Rowell n'a jamais caché son goût pour les joueurs surdimensionnés, mélange de puissance et de force.

La mise à l'écart de Neil Back a pourtant choqué en Angleterre une bonne partie des amateurs de rugby. Elle semblait une nouvelle fois démontrer le double langage de l'entraîneur national. Le joueur de Leicester est une sorte de porte-enseigne du jeu offensif. Dans son club, il assure à merveille le lien entre avant et trois-quarts, il est toujours là pour permettre au ballon de continuer à vivre. Dans l'op-

tion d'un rugby ouvert, il est indispensable. Blessé de sa non-sélection, il a envoyé par courrier une demande d'explication à Jack Rowell. Il attend toujours une réponse.

L'impuissance du rugby anglais à prendre une nouvelle dimension ne se réduit sans doute pas aux défauts de son entraîneur. Pierre Villepreux, aujourd'hui assistant de Jean-Claude Skrela à la tête de l'équipe de France, est venu plusieurs fois par le passé prodiguer ses conseils aux Anglais. Ceux-ci l'avaient invité en tant qu'expert du jeu. Il avait eu tout loisir d'exposer ses méthodes, d'initier les joueurs à de nouvelles formes d'entraînement.

Il se souvient des confidences que lui avait faites un joueur. « Il m'avait dit, raconte Villepreux : "Il faudrait, Pierre, que tu puisses te cacher derrière un arbre pour nous observer après ton départ. Les entraîneurs ne nous font plus du tout faire ce que tu nous a montré". »

L'équipe d'Angleterre bénéficie pourtant de conditions idéales de préparation. Les joueurs sont à la

disposition de l'entraîneur une journée par semaine. Jack Rowell a également la possibilité d'organiser des stages dans l'année pour travailler en profondeur.

Pierre Villepreux met en cause des formes d'entraînement « immuables depuis trop longtemps ». En Angleterre, les grandes équipes ne possèdent pas d'école de rugby. C'est au collège que sont formés les jeunes joueurs. Ils ne rejoignent pas les clubs avant l'âge de 18 ans. « Il y a des cassures trop importantes dans le cycle de formation, commente Villepreux, alors qu'il faudrait une cohérence du débutant jusqu'au plus haut niveau. »

Cette saison, plusieurs clubs anglais, notamment les Harlequins et les Wasps de Londres, se sont lancés dans un jeu plus ambitieux. Il s'empêche que depuis plusieurs saisons l'Angleterre a pu se contenter de ses ressources traditionnelles pour s'imposer dans le Tournoi. Cela ne lui rend que plus difficile de chasser le naturel.

P. Ce.

Un arbitre néo-zélandais

● Angleterre-Ecosse à partir de 16 heures (heure française) à Twickenham, sur France 2.

● ANGLETERRE : 15. Stimpson (Newcastle) ; 14. Sleightholme (Bath) ; 13. Cuddeback (Harlequins) ; 12. De Glanville (Bath) ; 11. Underwood (Newcastle) ; 10. Grayson (Northampton) ; 9. Gomersall (Wasps) ; 8. Hill (Saracens) ; 7. Rodber (Northampton) ; 6. Dallaglio (Wasps) ; 5. Johnson (Leicester) ; 4. Shaw (Bristol) ; 3. Rowntree (Leicester) ; 2. Regan (Bristol) ; 1. Leonard (Harlequins).

● ECOSSE : 15. Shepherd (Melrose) ; 14. Stark (Melrose) ; 13. Stanger (Hawick) ; 12. Eriksson (London Scottish) ; 11. Logan (Stirling County) ; 10. Townsend (Northampton) ; 9. Redpath (Melrose) ; 8. Watson (Watsonians) ; 7. Wainwright (Watsonians) ; 6. Smith (Gloucester) ; 5. Weir (Newcastle) ; 4. Reed (Wasps) ; 3. Stewart (Northampton) ; 2. Ellis (Currie) ; 1. T. Smith (Watsonians).

● Arbitre : M. O'Brien (N-ZL)

« L'Angleterre doit absolument gagner »

Bob Dwyer, entraîneur australien de Leicester

L'Australien Bob Dwyer est devenu l'été dernier, pour deux saisons, l'entraîneur de l'équipe de Leicester, finaliste malheureux de la Coupe d'Europe gagnée par Brive (25-9). En 1991, il avait mené l'équipe d'Australie au titre de championne du monde, s'affirmant alors comme l'un des grands noms de l'entraînement. Il avait été brièvement en charge du Racing Club de France, la saison dernière. A l'automne, des journaux landaisiens ont vu en lui un possible successeur de Jack Rowell, l'entraîneur controversé de l'équipe d'Angleterre.

« L'Angleterre est-elle d'après vous la favorite naturelle du Tournoi des cinq nations ?

— Elle débute devant une équipe d'Ecosse qui s'est vraiment montrée très faible au niveau du jeu, lors de son premier match contre le pays de Galles. Mais les Anglais eux-mêmes ont connu un automne contrasté. Ils ont plutôt réussi de bonnes parties contre l'Italie et les Barbarians néo-zélandais. En revanche, ils ont été mauvais contre l'Argentine. Pour eux, le Tournoi pose un problème particulier. Ils doivent absolument

gagner. Une pression maximale est sur l'entraîneur Jack Rowell et sur les joueurs à chaque rencontre.

— La presse anglaise ne semble pas se contenter de promesses de victoire. Elle réclame un jeu plus ouvert, plus spectaculaire. Jack Rowell est-il capable de le mettre en œuvre ?

— Je ne suis pas sûr que l'équipe d'Angleterre soit capable de pratiquer un jeu ouvert, maintenant que le Tournoi a commencé. Ce type de rugby est encore quelque chose de neuf ici, où l'on a tendance à se replier rapidement sur les bases : conquête et occupation du terrain. Il n'a longtemps existé que dans le club de Bath. A mon arrivée à Leicester, l'été dernier, j'ai eu du mal à me faire comprendre des joueurs. Ce n'est venu que très graduellement. D'autres équipes, comme les Harlequins et les Wasps, s'y sont mises à leur tour. Cela ne s'est pas encore traduit au niveau de l'équipe nationale.

— Pourtant, je pense qu'un fossé peut se creuser entre l'Angleterre et les autres nations du Tournoi. Nous bénéficions ici de la présence de

joueurs de l'hémisphère sud dans le championnat. Ils aident les Anglais à hausser leur niveau. Et ça, c'est forcément bon pour l'équipe nationale.

— Le jeu pratiqué dans l'hémisphère sud, qui allie spectacle et résultats, n'est-il pas hors d'atteinte des Anglais ?

— Le Super 12, qui réunit et oppose les meilleurs joueurs du Sud, risque d'accroître le handicap pour les Anglais, c'est sûr. La Coupe d'Europe est, à mon avis, le seul moyen de le combler dans les années à venir. Il y a tout de même quelques joueurs de classe mondiale dans le Quinze de la Rose. Je pense notamment à Martin Johnson, deuxième ligne de Leicester, formidable en touche et très présent dans le jeu. J'aime beaucoup Will Carling, le trois-quarts centre. Il est très fort, il a une bonne accélération. Malgré les critiques formulées contre lui, je n'ai jamais eu de doutes sur ses capacités. J'aimerais bien l'entraîner.

Propos recueillis par Pascal Ceaux

F1 : les Williams seront équipées d'un moteur Renault jusqu'en 1999

RENAULT SPORT se retirera, comme prévu, de la formule 1 à la fin de la saison 1997. Mais l'écurie Williams, partenaire du constructeur français depuis 1989, continuera à bénéficier du moteur Renault RS 9 jusqu'en 1999. Patrick Faure, président de Renault Sport, a en effet annoncé, jeudi 30 janvier, que le désengagement de la marque française de la formule 1 laisserait la place à « une mission de veille ». « Pour éviter de dilapider le capital technique accumulé, Renault Sport a décidé de vendre son savoir-faire dans le domaine des moteurs de formule 1 à la société française Mecachrome, spécialisée entre autres dans l'assemblage et la préparation des moteurs de formule 1 et fidèle partenaire de Renault depuis vingt-deux ans », a précisé Patrick Faure.

Selon les responsables de Renault Sport, la société Mecachrome, installée dans le Cher, devrait continuer à développer « pour son propre compte et sous son propre nom » le dernier des moteurs de Renault F1, le RS 9. Mecachrome achètera la technologie dans sa dernière version. Renault facturera l'assistance de collaborateurs nécessaires pour la recherche, l'exploitation ou le développement du moteur.

Par cette formule, Renault se ménage une « veille technique », identique à celle mise en place fin

1986 avant le retour en Formule 1 trois ans plus tard. Une vingtaine de personnes continueraient de fréquenter les circuits. L'entreprise resterait ainsi en contact avec les hautes technologies de la compétition afin de se donner la capacité d'en suivre les évolutions.

L'écurie Williams a déjà signé avec Mecachrome un contrat de fourniture du RS 9 pour 1998 et 1999. D'autres écuries pourraient suivre... et pourquoi pas l'écurie Prost.

La nouvelle démarche de Renault pourrait en effet compliquer davantage le jeu de Peugeot Sport, engagé avec l'ancien champion du monde dans un projet d'écurie française de formule 1 (Le Monde du 28 janvier). En laissant planer la menace d'un retour plus ou moins rapide, Renault ne semble pas décidé à laisser Peugeot faire cavalier seul sur les circuits. (Avec AFP)

■ Eddie Jordan, propriétaire de l'écurie Jordan, et le directeur de Peugeot Sport, Pierre-Michel Fauconnier, se présentent, à Londres, le dernier modèle de la Jordan-Peugeot, destinée à rejoindre le groupe des cinq meilleures écuries engagées en F1. La réussite éventuelle du modèle 1997 représente sans doute pour le constructeur irlandais la dernière chance de pouvoir prolonger son accord avec le motoriste.

Laura Flessel est devenue l'ambassadrice de l'escrime

La championne olympique à l'épée participe au tournoi de Saint-Maur le 2 février

JAMAIS sans doute une escrimeuse n'aura connu une notoriété aussi forte et aussi soudaine que Laura Flessel. Depuis son double titre olympique d'Atlanta (individuel et par équipe), l'épéiste a enchaîné émissions de télévision et séances photo à un rythme effréné. Dans le milieu de l'escrime, on n'était pas habitué à de telles sollicitations, dans un sport peu médiatique, ne comptant que 35 000 licenciés. Certes, les Boisse, Riboud et autres Omnes avaient réussi en leur temps à se faire connaître en dehors du cercle étroit des salles d'armes. Mais Laura dispose de ce « petit plus » qui fait qu'en quelques mois, elle est devenue la coqueluche des médias.

Lorsqu'à Atlanta, elle enleva son masque après avoir porté la touche victorieuse, le public découvrait que Laura n'était pas seulement une gagnieuse : la jolie Antillaise peut user de son sourire aussi efficacement que de son épée. A tel point qu'il lui est souvent demandé si elle serait tentée par une carrière de mannequin. « Il n'a jamais été question, répond-elle avec agacement, je suis avant tout une escrimeuse, c'est en tant que telle que j'accepte de participer à des émissions ».

Avant de répondre aux invitations, Laura reste scrupuleuse : elle vérifie le contenu des émissions, leur taux d'audience. « Je suis d'un naturel très méfiant, avoue-t-elle, aussi il m'arrive de dire non quand je ne sens pas les choses. Un jour, par exemple on

m'avait proposé une séance de photo sur la plage en maillot de bain du style « Laura Flessel sous les cocotiers ». J'ai refusé, je n'ai pas envie de véhiculer ce genre d'image ».

Malgré tout, Laura se fait un devoir de répondre aux sollicitations des médias : « En tant qu'escrimeuse, on est toujours dans l'ombre. Atlanta nous a permis de sortir de l'anonymat, c'est une chance à saisir » explique-t-elle.

UNE MISSION

L'épéiste se sent presque investie d'une mission au service de son sport. N'avait-elle pas elle-même arrêté la danse à l'âge de 7 ans pour prendre les armes, après avoir vu le sabreur Jean-François Lamour à la télévision ? Aujourd'hui, c'est son tour de donner l'exemple. Et ça marche : depuis les succès de l'équipe de France à Atlanta, auxquels Laura a largement contribué, le nombre de licenciés a augmenté de près de 25 %. Près de 10 000 nouveaux adeptes se sont précipités dans les salles d'armes.

Une affluence qui ravit les responsables de la fédération française d'escrime (FFE), mais qui en même temps les inquiète. « Les faux ont eu d'énormes retombées pour nous. Mais maintenant, il faut pouvoir accueillir les nouveaux licenciés dans de bonnes conditions », souligne Pierre Abvici, président de la FFE. Les infrastructures ne sont pas extensibles à l'infini, l'escrime va devoir apprendre à gérer son succès.

Stéphane Lauer

Le pays de Galles avec Robert Howley

Le demi de mêlée gallois Robert Howley sera bien sur la pelouse de l'Arms Park de Cardiff, samedi 1^{er} février, pour la rencontre de la deuxième journée du Tournoi des cinq nations entre le pays de Galles et l'Irlande.

Robert Howley, vingt-six ans, s'est bien remis d'une blessure à l'épaule et jouera sa 14^e rencontre consécutive avec la sélection galloise. Beau vainqueur en Ecosse pour son entame du Tournoi, le pays de Galles est réjoui par le retour de plusieurs joueurs qui étaient partis jouer au rugby à XIII. Il rencontrera la France dans deux semaines au Parc des Princes. (AFP)

● Classement provisoire du Tournoi des cinq nations : 1. France ; 2. pays de Galles, 2 pts ; 3. Angleterre (0 match) ; 4. Ecosse ; 5. Irlande, 0.

Alberto Tomba gagne le slalom de Schladming

ALBERTO TOMBA a définitivement marqué son retour, jeudi 30 janvier, en enlevant le slalom de Schladming (Autriche), comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. A quatre jours de l'ouverture des championnats du monde qui auront lieu dans son pays, à Sestrières, l'Autrichien est redevenu « la Bomba ». L'Autrichien Thomas Stangassinger, qui n'a pas renoué avec le succès depuis le titre olympique conquis dans cette spécialité à Lillehammer en 1994, a terminé deuxième. Le Français Sébastien Amiez, vainqueur de la Coupe du monde dans cette spécialité en 1995, a pris la troisième place.

■ FOOTBALL : tous les Pays 98 pour assister aux matches de la première phase et aux huitièmes de finale du Mondial 98, qui auront lieu au Stade-Vélodrome à Marseille, ont été vendus, à l'indiqué, jeudi 30 janvier, un communiqué du Comité d'organisation (CFO). Cela avait été précédemment le cas à Nantes et à Saint-Denis.

■ BOXE : Riddick Bowe, ancien champion du monde des lourds (29 ans), a annoncé, jeudi 30 janvier, qu'il s'était engagé dans le corps des réservistes des « marines » américains. (AP)

■ BASKET : le meilleur joueur de la NBA, Michael Jordan (34 ans), a annoncé, jeudi 30 janvier, qu'il poursuivait sa carrière au moins encore une saison.

Le Soleil frappe la

Les bases génétiques

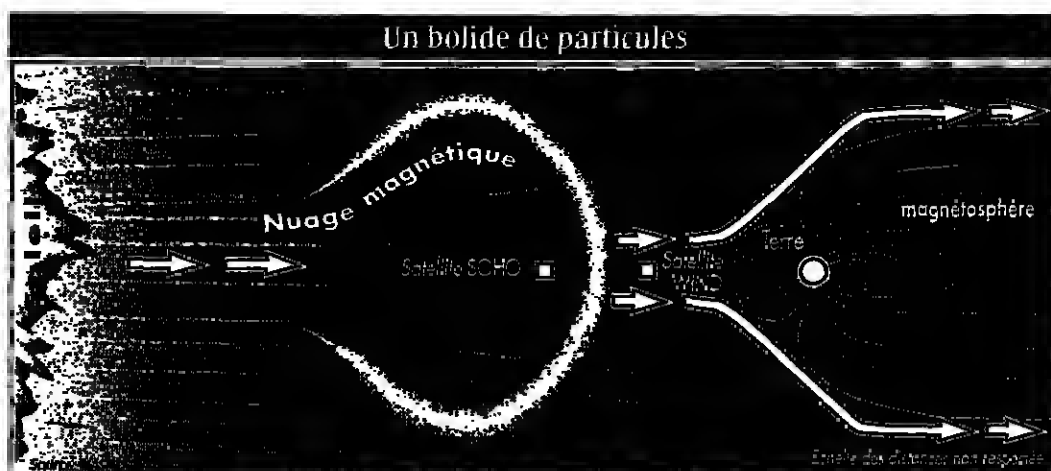
Le Soleil frappe la Terre à la magnétosphère

Le 10 janvier, un gigantesque nuage magnétique solaire est venu heurter notre planète. Les satellites SOHO et WIND étaient aux premières loges pour rendre compte de l'événement

Un nuage magnétique géant, constitué de particules « éjectées » par le Soleil le 6 janvier, a percute la magnétosphère terrestre quatre jours plus tard, à la vitesse prodigieuse de 450 km/seconde. Grâce à une panoplie de satellites dédiés à l'étude des relations entre notre planète et son étoile, le phénomène, relativement courant, a pu être suivi, pour la première fois, dès sa naissance, pendant son expansion, et lors de son choc contre le bouclier magnétique terrestre. Ce « coup de poing » pourrait être à l'origine de la perte d'un satellite de télécommunications américain, qui a cessé d'émettre. Les seules conséquences au niveau du sol ont été des aurores polaires et des orages magnétiques.

diés à l'étude des relations entre notre planète et son étoile, le phénomène, relativement courant, a pu être suivi, pour la première fois, dès sa naissance, pendant son expansion, et lors de son choc contre le bouclier magnétique terrestre. Ce « coup de poing » pourrait être à l'origine de la perte d'un satellite de télécommunications américain, qui a cessé d'émettre. Les seules conséquences au niveau du sol ont été des aurores polaires et des orages magnétiques.

restre. Ce « coup de poing » pourrait être à l'origine de la perte d'un satellite de télécommunications américain, qui a cessé d'émettre. Les seules conséquences au niveau du sol ont été des aurores polaires et des orages magnétiques.



Les satellites SOHO et WIND, dédiés à l'étude du Soleil et de ses relations avec la Terre, ont bien placé pour suivre en direct le passage du nuage magnétique. La magnétosphère terrestre a empêché les particules d'atteindre le sol.

A LA FOIS spectaculaire et invisible. Enorme et minime. Vendredi 10 janvier, un gigantesque nuage magnétique, parti 92 heures plus tôt du Soleil, est venu percuter, à la vitesse de 450 kilomètres par seconde, la magnétosphère, espèce de bouclier constitué par le champ magnétique terrestre, protégeant notre planète contre le vent solaire.

Cette nuée monstrueuse – 26 millions de kilomètres de diamètre à son passage chez nous – avait pour origine ce que les spécialistes du Soleil nomment une éjection de masse coronale, une grande bulle de particules (protons et électrons) projetée dans le milieu interplanétaire. En période d'activité de notre astre du jour, le phénomène est fréquemment observé par les coronographes, appareils qui scrutent la couronne entourant le disque solaire. Mais une conjonction d'éléments bien distincts en ont fait, cette fois, un événement pour le milieu scientifique.

Les coronographes ne voient d'ordinaire, de profil et sur le fond du ciel, que les éjections perpendiculaires à l'axe Terre-Soleil ; ils ne peuvent détecter celles, beaucoup plus rares, qui fonce droit sur notre planète, petit point dans l'espace y compris à l'échelle du système solaire. Mais toute une panoplie de satellites ont, depuis quelques années, été lancés dans le cadre du programme international d'études des relations Soleil-Terre (ISTP).

Ils ont pu fournir des données d'autant plus faciles à interpréter que notre étoile étant actuellement dans la période de creux de son cycle d'activité de onze ans, rien ne vient parasiter les observations.

SATELLITE MUR

C'est donc la première fois qu'un tel événement a été suivi, dès sa naissance, pendant son extension et sa propagation. Deux satellites de l'ISTP, SOHO et WIND, gravitent loin de la Terre et ont vécus in situ le passage du nuage. Ils ont notamment pu mesurer l'augmentation du champ magnétique interplanétaire.

Petit retour en arrière. C'est SOHO qui, le premier, détecte le début de l'éjection de masse coronale. Placé au « point de Lagrange » où, à 1,5 million de kilomètres de notre planète, les attractions gravitationnelles du Soleil et de la Terre s'équilibrent, il ausculte notre étoile vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le 6 janvier, il remarque que des milliards de tonnes de matière – une plume pour le Soleil – sont expulsées dans l'espace. Contrairement aux appa-

rences, c'est un événement « froid », car les particules émises – des protons pour la plupart – n'ont pas une énergie très importante, explique Jean-Claude Vial, responsable du centre d'opérations des SOHO. Les lignes du champ magnétique solaire se sont « déboulinées » et « l'énergie magnétique s'est convertie en énergie cinétique ».

Le 10, SOHO est aux premières loges pour « voir » arriver la bulle de particules, qui s'est dilatée au cours de son voyage interplané-

mètres d'altitude, est ramenée bien plus près.

Les chercheurs se demandent si cette frontière n'est pas descendue au-dessous de la fameuse orbite des 36 000 kilomètres où gravitent tous les satellites géostationnaires. Lorsqu'un accident de ce type arrive, ces derniers ne sont plus protégés par le bouclier magnétique et se retrouvent donc exposés aux particules du vent solaire, qui peuvent percer leurs blindages et endommager leurs circuits électroniques.

Six millions de Québécois dans le noir en 1989

Les satellites géostationnaires ne sont pas les seules victimes potentielles des perturbations du champ magnétique terrestre. Ainsi, le 13 mars 1989 – année de pic d'activité solaire –, un intense orage géomagnétique priva d'électricité toute la province du Québec. Six millions de personnes furent plongés dans l'obscurité pendant neuf heures. Les courants électriques induits par les champs magnétiques avaient créé des survoltages au niveau des lignes à haute tension. Le même jour, des grands transformateurs lâchaient au Canada et aux États-Unis.

Les orages géomagnétiques perturbent aussi les communications radio et peuvent donc poser des problèmes de sécurité dans le secteur du transport aérien. Il ne faut pas non plus oublier des victimes d'un autre genre, les animaux migrateurs, qui utilisent le champ magnétique terrestre pour s'orienter. Toutes ces conséquences sont mises en avant par les scientifiques pour justifier le financement de nouveaux travaux dans ce domaine.

A l'instar d'une raquette de tennis frappant une balle, la bulle percute la magnétosphère et la comprime à tel point que sa limite, située d'ordinaire vers 60 000 kilo-

Or, le 11 janvier, alors que le nuage termine sa visite à la Terre, le satellite américain de communication Telestar 401, d'une valeur de 200 millions de dollars – 1,1 milliard de francs –, cesse brutalement d'émettre.

Cet engin, âgé de trois ans seulement et prévu pour en vivre douze, alimentait en images des millions de téléspectateurs américains. Après six jours d'infructueux essais pour rétablir le contact, la compagnie de télé-

communications AT & T baisse les bras et déclare Telestar 401 hors service. Malgré le manque d'informations permettant de dire si les deux événements sont liés, les scientifiques y voient plus qu'une coïncidence.

Au total, le courant électrique déchargé dans la magnétosphère a dépassé le million d'ampères. De quoi faire sauter plus de 60 000 fusibles classés de 16 ampères. Cependant, au niveau du sol, les effets de cette éjection de masse coronale se sont révélés minimes : le bouclier a bien protégé la Terre. Aurores polaires, orages géomagnétiques... et ce fut tout.

MAXIMUM EN L'AN 2000

Après avoir englouti notre planète, la bulle de particules a passé son chemin. Pour les sentinelles SOHO et WIND, tout est redevenu calme. Seul le vent solaire, comme à son habitude, souffle ses particules dans l'espace.

Quant aux scientifiques qui exploitent SOHO, ils ne cachent pas leur satisfaction. « Le programme n'est financé que jusqu'au printemps 1998, alors que les réserves de gaz du satellite peuvent durer jusqu'en 2020 et que tous les appareils fonctionnent parfaitement à bord. On aimerait le faire marcher jusqu'au maximum du cycle d'activité solaire prévu pour l'an 2000 », explique l'un d'eux. Cet événement devrait les aider à arracher les crédits supplémentaires, notamment auprès de l'administration américaine.

Pierre Barthélémy

★ Le Soleil et ses relations avec la Terre, du radioastronome américain Kenneth R. Lang, vient de paraître chez Springer-Verlag. 270 p., 320 F.

Les premiers ancêtres connus de l'homme vivaient en Asie

DES FRAGMENTS des mâchoires d'un singe vieux de plus de 35 millions d'années, découverts en Thaïlande, bouleversent les théories actuelles sur l'origine des primates supérieurs. Baptisé *Siamopithecus eocenius*, ce singe de 6 à 7 kilos est décrit par ses découvreurs – Stéphane Ducrocq et Jean-Jacques Jaeger (université Montpellier-II), Yaowalak Chaimanee et Varavudh Suteethorn (département des ressources minérales de Bangkok) – dans l'hebdomadaire *Nature* du 30 janvier.

Il serait contemporain – voire antérieur – du *Qatrania* et de l'*Aegyptopithecus* découverts dans la région de Fayoum, en Égypte, et considérés jusqu'à présent comme les premiers représentants des anthropoïdes, branche à laquelle se rattache l'homme.

D'autres fossiles, trouvés en Birmanie et en Chine, semblaient déjà mettre en doute l'origine africaine des anthropoïdes. Mais leur état ne permettait pas de trancher la question avec certitude. Cette nouvelle découverte laisse supposer, selon Stéphane Ducrocq, que des « échanges entre l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est », via la plaque Arabique, se sont produits « entre 55 et 35 millions d'années » avant notre ère.

Un concours de décodage pour défendre le commerce électronique

IL N'Y A FALLU que trois heures et demie à Ian Goldberg, un étudiant de l'université californienne de Berkeley, pour déchiffrer un message codé avec une clé de 40 bits, niveau de cryptage le plus puissant dont l'administration américaine autorise l'exportation. Ian Goldberg a utilisé 250 stations de travail (ordinateurs puissants) qui, reliées ensemble, ont testé 100 milliards de clés par heure pour percer le code et lire : « Voilà pourquoi vous devez utiliser une clé plus longue ».

Il participait à un concours lancé lundi 27 janvier, sur Internet, par la société RSA Data Security, qui se bat contre la limitation d'exportation des systèmes de cryptage et offre 50 000 dollars (275 000 francs) de récompense à ceux qui déchiffreront des messages codés avec des clés de 40 à 256 bits. Selon l'université de Berkeley, la puissance informatique mobilisée par Ian Goldberg est à la portée de nombreux étudiants et des grandes entreprises. De quoi contrarier le développement du commerce électronique, qui ne peut fonctionner sans cryptage, et relancer le débat avec l'administration américaine, qui défend les intérêts de ses services secrets en limitant l'usage de clés trop perfectionnées.

DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE** : cinq centrales ont été ajoutées à la liste des « plus mouvois » réacteurs nucléaires américains, a annoncé, mercredi 29 janvier, la commission de régulation du nucléaire (NRC) américaine, qui publie ce document tous les six mois. Trois des centrales qui avaient ainsi été distinguées en juin 1996 restent en outre sur la liste établie par l'organisme fédéral, dans la mesure où les compagnies exploitantes n'ont pas amélioré leurs performances depuis lors.

■ **RADIOACTIVITÉ** : une « présence anormale de radioactivité » a été détectée, mardi 21 janvier, dans une tuyauterie située au sous-sol du bâtiment abritant un réacteur expérimental actuellement à l'arrêt, au centre d'études nucléaires du CEA à Cadarache (Bouches-du-Rhône). Indique le CEA dans un communiqué publié mardi 28 janvier. L'obturation d'un circuit en cours de rinçage a entraîné « le transfert d'environ 25 litres de liquide radioactif vers une tuyauterie vide, non prévue à cet effet ». Il n'y a pas eu, selon le CEA, de dispersion de matière radioactive dans le local ou dans l'environnement. L'incident a été classé au niveau I de l'échelle de gravité internationale INES.

■ **FUMÉES** : un programme de recherches sur le comportement des fumées toxiques (température, opacité, vitesse d'écoulement) dégagées par un incendie dans un tunnel, comme celui qui s'est déclaré récemment dans le tunnel sous la Manche, va être engagé par le laboratoire d'automatique et de mécanique industrielles et humaines (Lamih) de l'université de Valenciennes. Une maquette de 10 mètres de long permettra de simuler de tels sinistres. Ce programme, d'un montant de 1,5 million de francs, est cofinancé par le Centre d'études des tunnels (CETU), la société Setauroute et le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

■ **ARCHÉOLOGIE** : un débat national a été annoncé, mercredi 29 janvier, par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, à l'issue d'un entretien de ses services avec des représentants syndicaux des archéologues en grève. « L'ensemble des acteurs » seront invités à « présenter des propositions » sur l'organisation et le financement de l'archéologie nationale. Ces dernières seront réunies dans un Livre blanc qui servira de base à de « larges débats » dans les régions, pour nourrir des assises nationales vers la fin de l'année, a précisé le ministère.

Les bases génétiques de la cécité héréditaire commencent à être identifiées

Une équipe américaine a découvert un gène impliqué dans l'apparition du glaucome, affection qui frappe près d'un million de personnes en France

LE GLAUCOME dit « juvénile » est une affection trop méconnue qui constitue la principale cause de cécité dans les pays industrialisés. Cette maladie se caractérise schématiquement par l'apparition, parfois avant la quarantaine mais aussi chez des personnes plus âgées, d'une amputation progressive du champ visuel qui évolue vers la cécité. Ce phénomène est la conséquence de l'association d'une hypertension oculaire et de lésions du nerf optique.

Les spécialistes estiment que près d'un million de personnes en France sont concernées par cette maladie, qui n'est souvent dépistée qu'à un stade trop tardif, lorsque les lésions rétiniennes sont devenues irréversibles. Or il existe des traitements qui, lorsqu'ils sont administrés à temps, permettent de prévenir l'apparition de ces lésions. C'est dire l'importance des découvertes qui permettraient de distinguer les personnes à risque de manière à les faire bénéficier, à échéance régulière, d'une surveillance spécialisée.

Sur ce point, les ophtalmologistes attendent, depuis quelques années, beaucoup des recherches conduites par les généticiens. L'une des

équipes pionnières dans ce domaine, dirigée par Edwin M. Stone et Val C. Sheffield (université de l'Iowa), annonce dans le dernier numéro de l'hebdomadaire américain *Science* avoir identifié un gène qui apparaît directement impliqué dans la physiopathologie de cette maladie. « S'il est confirmé, un tel travail constituerait une étape majeure et un progrès considérable dans la lutte contre cette affection », a déclaré au *Monde* le docteur Philippe Demailly, responsable de l'Institut du glaucome à l'hôpital Saint-Joseph, à Paris.

SUR CINQ GÉNÉRATIONS

L'équipe américaine avait commencé à travailler sur la piste génétique à la fin des années 80 lorsqu'un jeune homme porteur d'un glaucome s'était présenté dans le service avec, griffonné sur un bloc-notes, un arbre généalogique répertoriant sa famille sur cinq générations et montrant l'existence de nombreux cas, précoces et sévères, de glaucome.

Grâce aux études menées à partir de cette famille, l'équipe de chercheurs avait, en 1993, localisé sur

une fraction du bras long du chromosome n° 1 une zone à priori impliquée dans le glaucome. Ce travail devait être complété par une équipe française dirigée par Henri-Jean Garchon (unité 25 de l'Inserm) qui, en 1994, avec l'aide des outils moléculaires du Génethon, avait précisé la localisation des gènes incriminés. Trois gènes candidats étaient alors évoqués.

Une maladie peu médiatique

La lutte contre le glaucome réunit dans un comité de lutte, depuis plusieurs années, environ 800 ophtalmologistes français et francophones. Outre l'enseignement et l'aide à la recherche, ce comité cherche à alerter l'opinion sur les dangers de cette maladie. Il rappelle notamment qu'aucun symptôme fonctionnel ne permet de le détecter et que lorsque le patient s'en aperçoit par une baisse de sa vision, il est généralement trop tard.

Seul un examen ophtalmologique systématique permet de le dépister à temps grâce à une mesure de la pression oculaire mais aussi par les examens du nerf optique et du champ visuel. Les différents traitements actuellement disponibles – médicaux, chirurgicaux ou par laser – permettent d'obtenir une prévention durable des lésions. Un traitement tardif est très lourd, entraînant des opérations répétées qui peuvent laisser des handicaps visuels importants.

★ Comité de lutte contre le glaucome, 185, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. Tél. : 01-44-12-33-33.

le travail de séquençage systématique du génome humain, les auteurs américains ont pu établir que ce gène était muté dans cinq des huit familles étudiées.

PROTÉINE CODÉE

Ils ont par ailleurs découvert que ce gène dirigeait la synthèse d'une protéine qui est retrouvée dans les cellules de l'œil impliquées dans la production et la résorption de l'humeur aqueuse et dans la régulation de la tension intraoculaire.

« Il s'agit là d'un travail intéressant et important dans la mesure où l'on dispose pour la première fois de la structure de la protéine codée par un gène impliqué dans le glaucome », explique au *Monde* M. Garchon. De nombreux arguments permettent de dire que ce gène n'est pas le seul pouvant expliquer l'apparition d'un glaucome. Pour autant, la présence de la protéine dans les cellules oculaires nous permet d'espérer tenir un fil conducteur important qui conduira à l'identification des mécanismes moléculaires de la physiopathologie du glaucome. »

Il apparaît aujourd'hui que des manifestations cliniques identiques

(réduction progressive du champ visuel avec lésions rétiniennes et hypertension intraoculaire) pourraient être la conséquence d'anomalies génétiques diverses. Une zone potentiellement impliquée a été localisée sur le chromosome n° 2 et une autre sur le n° 3. Cette diversité génétique pourrait expliquer les différences actuellement observées entre les analyses pratiquées sur les membres des familles à risque américaines et celles menées dans les familles françaises. En toute hypothèse, quelle que soit sa complexité, l'approche génétique devrait permettre à terme de disposer de méthodes de dépistage génétique des personnes exposées au risque de développer un glaucome dans le futur, un dépistage positif conduisant à un bénéfice thérapeutique indiscutable. Compte tenu du considérable problème de santé publique que constitue cette maladie, il y a là, sans même parler des futures perspectives de la thérapie génique, l'espérance d'un progrès sanitaire majeur issu de la génétique moléculaire.

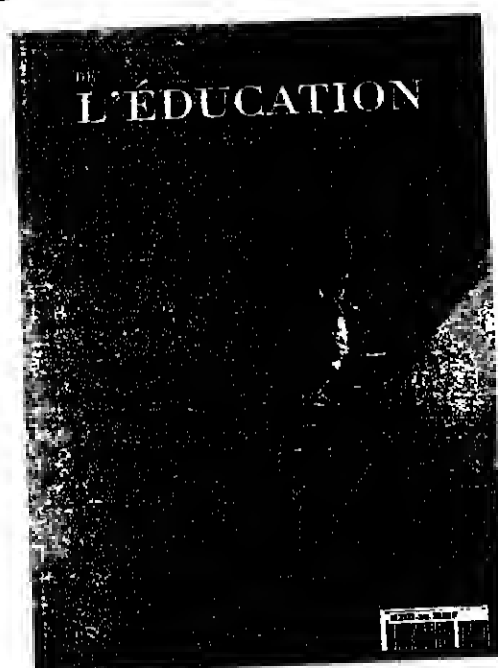
Jean-Yves Nau

صحننا من الامل

"LA SCIENCE : OUVERTURE AU MONDE OU SYSTÈME DE SÉLECTION ?"

E. Simonnet
Consultant en ressources humaines

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR



DE **Le Monde**
L'ÉDUCATION
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

LE MONDE DE L'ÉDUCATION DEVIENT AUSSI CELUI DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, **Le Monde de l'Éducation** a rendez-vous avec celui de la Culture et de la Formation.

arte

Rencontre-débat **Le Monde de l'Éducation** - la Fnac le 19 février à 13 heures à la Fnac La Défense sur le thème « L'innovation »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT RE-DÉCOUVERTE !

Bulletin à retourner à : **Le Monde de l'Éducation**, Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 30 avril 1997 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures

**1 AN, 11 NUMÉROS
210 F**

au lieu de 308 F
(sans aucun numéro)

**SOIT 32 %
DE RÉDUCTION**

☐ **OUI**, je souhaite bénéficier
de votre offre exceptionnelle d'abonnement
au **Monde de l'Éducation** pour 1 an (11 numéros)
au prix de 210 F au lieu de 308 F*,
soit une économie de 98 F * (sans les numéros).

☐ je joins mon règlement de 210 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du **Monde de l'Éducation**.
☐ je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Signature obligatoire :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

• Pourquoi les compagnies

Pourquoi les compagnies soldent en permanence leurs places d'avion

Les prix d'appel, ou les promotions, s'appliquent à un nombre limité de sièges, plus ou moins important selon les vols, les jours et les transporteurs. La guerre des tarifs entre voyageurs profite au globe-trotter malin et patient

AVEC LA NOUVELLE ANNÉE, les tarifs aériens ont rejoint leurs plus bas niveaux. En janvier et en février, et même jusqu'à fin mars, les compagnies aériennes ont baissé les prix de leurs vols à long cours, les étiquettes valant au rythme des promotions déclinées par les compagnies aériennes. On retrouve, à quelque dizaine de francs près, les prix de la braderie d'automne (*Le Monde* du 5 septembre 1996). Les mêmes se retrouvent sans doute de nouveau affichés après Pâques, en mai et en juin, juste avant les grandes vacances. Période où il faut s'attendre à payer le double des soldes. L'an dernier, à la même époque, TWA était le cinquantenaire de son premier vol transatlantique, bradant les sièges à 1946 F sur tous les vols vers les États-Unis. Campagne promotionnelle qui fut, à l'époque, reprise par l'ensemble des compagnies américaines et européennes, avec quelques surcharges à la baisse. En janvier 1997, c'est au tour d'Air France d'ouvrir le feu en lançant les prix d'appel de la saison, sous le label « Le kiosque spécial des dernières ». Exemple : Paris-New York, 1 995 F (jusqu'au 7 mars, à condition d'acheter son billet avant le 7 février).

La répétition de la concurrence ne s'est pas fait attendre. La plupart des transporteurs opérant sur

l'Atlantique nord se sont alignés sur la compagnie française, jouant les prolongations tout le mois de mars. Certains (Delta et Continental) acceptent les réservations sans limite de date.

Un tarif est affiché à 3 390 francs alors que le standard classe économique se maintient à 12 000 francs

« Les Américains sont d'autant plus agressifs, précise Gilles Gersant, le patron d'Havas Voyages Vacances, qu'ils ont pour mission de capter les passagers transatlantiques sur leurs lignes intérieures. 70 % des voyageurs poursuivent le périple en multipliant les étapes aux États-Unis. D'où l'importance de ces nouvelles alliances signées entre transporteurs américains et européens ».

Seule la rentabilité compte, au point pour les compagnies aériennes d'optimiser au mieux la

gestion de chaque siège d'avion (*yield management*). Ce sont les prix d'appel, ou promotions, qui figurent dans le tableau ci-joint et qui s'appliquent à un nombre limité de places, plus ou moins important selon les vols, les jours et les compagnies. Ce qui explique que l'on ne puisse plus parler de « meilleur tarif de l'hiver ».

Les soldes quasi permanents sont régulés par l'offre, c'est-à-dire par le nombre de sièges proposés à prix promotionnels tout au long de l'année, sauf les jours de pointe limités à Noël, mardi gras (pour les Antilles) et de la mi-juillet à la mi-août.

Air France, autrefois, rechignait à écouler officiellement ses invendus via les circuits parallèles. En 1993, elle joue les trouble-fêtes en lançant ses « Coups de cœur », puis en 1995 ses tarifs « Le kiosque » (contraintes de réservation et de règlement, nuit du samedi sur place) qui font l'objet d'une mini-brochure disponible dans toutes les agences. Ponctuellement, la compagnie nationale renchérit depuis un an avec ses offres « Le kiosque spécial des dernières ». Ces opérations de promotion sont déclinées pour stimuler les ventes sur certaines destinations.

Accessibles à tous et revendus en force notamment par le réseau

traditionnel (au grand dam de certains transporteurs étrangers), ces tarifs ont représenté, en 1996, « 30 à 40 % des ventes de la classe économique ». Indique Jean Wiewiorka, directeur du marketing opérationnel. Le responsable indique que ces bas tarifs concernent « au minimum 20 sièges par vol, voire 30 ou 40 ».

Jusqu'à dix classes « économiques »

Vu à dix ans, un tarif comparable (Paris-New York : 2 000 F), commercialisé exclusivement par les soldes, constituait un prix plancher, au-dessous duquel il semblait suicidaire de descendre. Aujourd'hui, la concurrence est telle que les compagnies agissent au grand jour et officialisent des tarifs bradés afin d'appâter le voyageur potentiel. La politique tarifaire des transporteurs a évolué avec la sophistication des systèmes informatiques de gestion. Les prévisions à moyen et long terme simplifient l'évolution des réservations. Reste à ajuster au plus près, en fonction des disponibilités, et au fur et à mesure du remplissage de chaque vol, les prix, non pas sur l'ensemble de la cabine, mais sur des quotas de places invendues (lesquels déterminent jusqu'à dix classes tarifaires en cabine « économique »).

parfois 80, sur les quelque 200 places d'une cabine arrière ».

A titre indicatif, en période de pointe, un tarif comparable est affiché à 3 390 F, alors que le tarif standard classe économique (sans aucune contrainte, il représente 5 % des ventes) se maintient à 12 000 F.

Pour Anne Clanet, spécialiste de l'Asie chez Nouvelles Frontières, « la concurrence sans merci entre les transporteurs les a conduits à augmenter les fréquences et à ouvrir des lignes de manière anarchique sans évaluation précise des marchés ». Résultat, la surcapacité de l'offre vers l'Asie a entraîné un effondrement des tarifs. On s'envole

s'adapte au système. De prime abord, il reste à l'affût des promotions, il interroge plusieurs revendeurs afin de s'assurer du niveau et de l'évolution des tarifs. La concurrence joue, et les transporteurs reconsidèrent leurs propositions afin d'attirer le chaland.

Les exemples rassemblés dans l'encadré donnent une bonne mesure des prix les plus bas du marché, hors coup d'éclat. Comme cette offre Paris-Bombay affichée autour de 2 800 F sur la Royal Jordanian jusqu'à la fin février. Une manière pour cette compagnie du Proche-Orient de fêter l'inauguration d'une nouvelle ligne. Enfin, le voyageur malin n'omet pas de s'informer au préalable des conditions du voyage.

Notamment en ce qui concerne les escales avec changement d'avion, courantes pour les compagnies européennes qui viennent chercher des passagers en France et qui, parfois, allongent vraiment le périple et ne valent pas l'économie de quelques dizaines de francs. Le globe-trotter fûté accepte de décaler les dates de départ et de retour, de même qu'il se tient prêt à sauter dans un avion, voire à changer de destination, pour saisir la bonne affaire... au vol.

Florence Evin

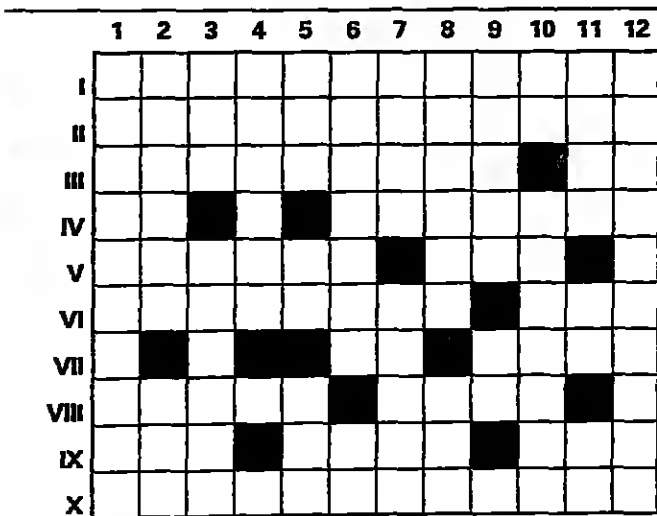
Les tarifs aériens les plus bas de sept voyageurs sur dix destinations (vols aller/retour)

| Départ Paris | NEW-YORK | MIAMI | LOS ANGELES
SAN FRANCISCO | MEXICO | BUENOS AIRES | RIO DE JANEIRO | BANGKOK | DJARKARTA | BOMBAY | PÉKIN |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Air France
01-44-09-22-22 | 1 995 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 2 190 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 3 390 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 4 190 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 4 290 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 4 890 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 4 650 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 5 800 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 4 600 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 5 400 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F |
| Air Havas
01-41-06-41-06 | 1 995 F
tarif kiosque
spécial des dernières
avant le 7/2
taxes 99 F | 2 050 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 169 F | 2 600 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 169 F | 3 300 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 148 F | 4 200 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 109 F | 3 750 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 76 F | 3 410 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 76 F | 4 550 F
KLM
via Amsterdam
taxes 44 F | 3 410 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 76 F | 4 090 F
KLM
via Amsterdam
taxes 44 F |
| Reduction
3615 Reductour
01-34-46-70-00 | 1 990 F
Lufthansa
taxes 95 F | 2 000 F
Lufthansa
taxes 200 F | 2 500 F
Lufthansa
taxes 185 F | 3 100 F
British Airways
via Londres
taxes 82 F | 4 000 F
British Airways
via Londres
taxes 98 F | 3 650 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 77 F | 3 300 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 77 F | 4 750 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 77 F | 2 750 F
Royal Jordanian
via Amman
taxes 22 F | 3 750 F
SAS
via Copenhague
taxes 22 F |
| Compagnie
des voyages
01-45-06-44-88
Internet
http://www.cd.com | 1 990 F
Delta
taxes 100 F | 1 990 F
US Air
via Philadelphie
taxes 190 F | 2 500 F
US Air
via Philadelphie
taxes 190 F | 3 150 F
British Airways
via Londres
taxes 95 F | 4 050 F
British Airways
via Londres
taxes 110 F | 4 200 F
Vard
vol direct
taxes 22 F | 3 650 F
Qantas
via Londres
taxes 22 F | 4 300 F
Malaysia
via Kuala Lumpur
taxes 22 F | 2 800 F (février)
Royal Jordanian
via Amman
taxes 22 F | 3 990 F
KLM
via Amsterdam
taxes 22 F |
| Départ
10/15
3615 Départ
01-34-46-70-00 | 1 940 F et 1 850 F
avec changement
d'appareil
taxes 210 F | 2 000 F
taxes 210 F | 2 200 F
via États-Unis
taxes 157 à 210 F | 2 310 F
via Europe
taxes 146 F | 3 590 F
via Europe
taxes 90 F | 2 910 F
via Europe
taxes 22 F | 2 960 F
via Europe
taxes 80 F | 3 310 F
via Europe
taxes 80 F | 2 880 F
via Europe
taxes 81 F | 3 080 F
via Europe
taxes 22 F |
| Nouveau
Monde
01-53-73-78-80 | 1 990 F
United
via Washington
taxes 150 F | 2 580 F
United
via Washington
taxes 200 F | 2 850 F
United
via USA
taxes 200 F | 3 220 F
British Airways
via Londres
taxes 90 F | 4 180 F
British Airways
via Londres
taxes 105 F | 3 970 F
TAP
via Lisbonne
taxes 150 F | 3 790 F
Qantas
via Londres
taxes 22 F | 4 500 F
Saudia
via Riyad
taxes 22 F | 3 970 F
Gulf Air
via Bahréïn
taxes 22 F | 4 370 F
Pakistan
via Karachi
taxes 22 F |
| Nouvelles
Frontières
08-03-33-33-33
3615 NF | 1 950 F
Continental
vol direct
taxes 100 F | 2 090 F
US Air
via Philadelphie
taxes 180 F | 2 790 F
Continental
vol direct
taxes 205 F | 3 240 F
Lufthansa
via Francfort
taxes 148 F | 4 255 F
KLM
via Amsterdam
taxes 119 F | 3 800 F
KLM
via Amsterdam
taxes 44 F | 3 290 F
Corsair
2 vol/semaine
taxes 22 F | 4 450 F
KLM
via Amsterdam
taxes 22 F | 2 800 F (février)
Royal Jordanian
via Amman
taxes 22 F | 4 000 F
KLM
via Amsterdam
taxes 22 F |

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97011

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Un style vestimentaire parfois recherché mais une catastrophe dans les affaires. - II. Protège des coups que l'on ne voit pas venir. - III. Refuserait l'évidence. Marque le lieu. - IV. Particule instantanée. Préparerai le bâtiment. - V. Pose les questions du problème. L'orientation générale. - VI. Retourne à la case départ. Sans aucune noblesse. - VII. Se retrouvent sur les roses. Un peu secoué. - VIII. Ce n'est qu'un tube quand il est petit. Un mauvais coup. - IX. On y range les petites phrases. Organisation internationale. Homère y vécut ses dernières

jours. - X. En avance sur son époque mais très vite dépassé.

VERTICALEMENT

I. Dès qu'il y a un problème, ça fait du bruit dans cette commune. - 2. Avec elle, l'Europe s'envole en l'air avec succès. Apporte son soutien à l'édition. - 3. Une colère de grand-père. Fonctionne grâce à des capteurs situés dans les fosses. - 4. Femme fatale pour l'équipage. - 5. La mer vue de l'autre côté du Channel. Toute une carrière sur un bout de papier. Refusa. - 6. Mises sur des piédestaux. La bande des jeunes. - 7. Crier comme une bête dans la

forêt. Spirituel à Harlem. - 8. Pas fon mais parfois tremblotant. Refuge de fous. - 9. Matière de protection rapprochée. Née de la scission de 1948. - 10. Le lawrencium. Passer à la casserole. - 11. Ville du Cameroun. Personnel. Impersonnel. - 12. Son manque d'élégance vient d'un problème de fosse.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97010

HORIZONTALEMENT

I. Futurologues. - II. Orogénèse. No. - III. Ubuesques. Nu. - IV. Rat. Sur. Teuf. - V. Bi. Coercitif. - VI. Entorse. Ce. - VII. Art. Sautée. - VIII. Imposé. Fléau. - IX. Erin. Super. - X. Session. Rails.

VERTICALEMENT

I. Fourberies. - 2. Urbain. Mre (mer). - 3. Tout. Tapie. - 4. Uge. Corons. - 5. Ressorts. - 6. Onques. Eso. - 7. Lemurs. Un. - 8. Ose. AFR. - 9. Gesticuler. - 10. Ectère. - 11. Ennu. Ea. - 12. Souffleurs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457.

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gumbourg 92400 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Commémoration en principauté de Monaco

LE 700^e ANNIVERSAIRE de la dynastie des Grimaldi ne pouvait échapper aux commémorations philatéliques monégasques. Avec une enveloppe « prêt-à-poster » émise dès le 7 octobre 1996 et sur tout l'émission, le 8 janvier dernier, de deux feuillets : le premier pré-



sentant l'ensemble des seigneurs ayant régné à Monaco depuis la prise de la forteresse, le 8 janvier 1297, par François Grimaldi, jusqu'à Hercule I^{er}, en 1604 ; le second, sous la forme d'essais de couleurs du

sceau du prince Rainier III, avec, en marge, l'esquisse de la statue de François Grimaldi par Kees Verkade.

L'histoire postale de la principauté de Monaco est d'une richesse inversement proportionnelle aux dimensions de son territoire. En effet, elle se dote d'un bureau de poste, un des premiers d'Europe, vers 1641, la première marque manuscrite connue datant de 1705. Son service postal dépend de l'administration française des origines à 1818, puis passe sous le contrôle de la Sardaigne jusqu'à la cession du comté de Nice et de la Savoie à la France, en 1860, la principauté retrouvant son indépendance mais pendant Menton et Roquebrune.

Timbres sardes (1851-1860) et français se succèdent ainsi jusqu'à l'apparition des timbres propres à Monaco, le 1^{er} juillet 1885. Ce qui n'empêche pas les timbres-poste français de rester valables jusqu'au 31 mars 1886 et les timbres-taxe jusqu'en 1905.

Aujourd'hui, la philatélie monégasque est riche de plus de 2 300 timbres, en comptant préoblitérés, taxe et poste aérienne. L'Office des émissions de timbres-poste (chiffre d'affaires 33 millions, soit 1 % du budget de l'Etat) émet une cinquantaine de timbres par an

et compte 33 000 abonnés répartis dans une quarantaine de pays, dont 66 % de Français.

Pierre Jullien

* Office des émissions de timbres-poste, 23, avenue Prince-Héréditaire-Albert, MC-98050 Monaco Cedex. Tél. : 00-377-93-15-41-41. Le Monde des philatélistes de février consacre un dossier de neuf pages à l'histoire postale de Monaco.

EN FILIGRANE

■ Courbevoie à la carte. Les éditions Sutton, spécialisées dans les ouvrages consacrés à l'histoire des villes illustrée par les cartes postales, viennent de publier un volume sur Courbevoie (Hauts-de-Seine) sous la signature de Claude Bourgeois (110 F). Un second tome est en préparation (Alan Sutton, 21, avenue de la République, 37300 Joué-lès-Tours).

■ Ventes. Vente à prix nets par correspondance Touthallian (Suresnes, tél. : 01-45-06-74-39), spécialiste de marques postales. Au catalogue, plus de 800 lots, dont grilles sur n° 3 ou 4 de France et étoiles de Paris.

MUSIQUE Depuis dix ans Kenneth Edmonds, dit Babyface, écrit des succès pour la plupart des vedettes noires et blanches de la musique populaire américaine. Bercé

autant par la soul music de Marvin Gaye ou de Stevie Wonder que par les mélodies des Beatles, Babyface symbolise l'artiste romantique du nouveau rhythm'n'blues. ● LE

GENRE, avec ses héritiers, la soul et le funk, s'était anisé dans les paillettes et les conventions. Les années 90 ont modifié le tableau en intensifiant la fusion avec le hip

hop et le rap. La culture de la rue s'est mêlée au romantisme mystique de la soul traditionnelle. Le « new jack » y gagne en crédibilité et le hip hop en mélodies et en ac-

cessibilité. ● LE FRANÇAIS Frédéric Poulet, dit Cuttee B, vient de mixer dix-huit titres pour Motown à la demande de la célèbre compagnie discographique noire américaine.

Babyface au sommet du nouveau rhythm'n'blues

Le chanteur, compositeur et producteur accumule les succès, pour lui-même et pour les grandes vedettes noires et blanches. Alors que sort son quatrième album, l'industrie du disque vient de le sélectionner dans douze catégories pour les Grammy Awards, décernés le 26 février

COMMENT peut-on classer dans le « Top 10 » américain plus de cent chansons (dont seize numéros 1) en moins de dix ans, générer les ventes de soixante-douze millions d'albums et de vingt-six millions de singles à travers le monde et rester un homme sans visage ? Si, en pleine promotion parisienne de son quatrième album, *The Day*, Kenneth Edmonds mène grand train dans une suite du Ritz, il peut déjeuner dans un établissement de restauration rapide proche sans provoquer d'émotion. Peu reconnaissent ce prince noir du nouveau rhythm'n'blues, dont le sourire angélique et le visage poupin lui ont valu le surnom de « Babyface ».

Cet Américain, âgé de trente-sept ans, préfère les coulisées. Chanteur à la voix veloutée, il n'interprète lui-même ses œuvres que par intermittence. Parmi ses clients, on compte tout ce que l'Amérique possède comme crooners funky : Toni Braxton, Bobby Brown, Vanessa Williams, Mariah Carey, Mary J. Blidge, SWV, Lionel Richie, Whitney Houston ou Michael Jackson avec lequel il vient de co-signer *On The Line* qui figure au générique de *Get On The Bus*, le nouveau film de Spike Lee. Stevie Wonder, invité sur un titre de *The Day*, disait de lui : « Je ne connais personne qui a composé autant de trucs incroyables ces dix dernières années. » A son palmarès, la chanson *End Of The Road* (1992) composée et produite pour le groupe vocal Boyz II Men, qui détrôna le vieux record du *Heartbreak Hotel*



chanté par Elvis Presley en restant treize semaines au sommet des classements américains. Quelques mois plus tard, Babyface et Boyz II Men faisaient encore mieux (quatorze semaines) avec *I'll Make Love to You*.

EAU DE ROSE

« J'ai une chance énorme, dit cet homme affable et discret. J'ai beaucoup de succès sans connaître les inconvénients des superstars. J'en connais assez pour savoir ce qu'elles subissent. Je n'échangerais pas ma place avec Madonna ou Michael Jackson. Je ne suis pas né pour devenir une star, je suis d'abord un musicien. » Son apprentissage a commencé très tôt.

Né en 1959 dans une famille de la petite bourgeoisie noire d'Indianapolis, Kenneth Edmonds chante d'abord dans le chœur de l'église locale. Puis il découvre les grands succès de la soul music avec Stevie Wonder et les Jackson 5. Mais il n'aime pas que la musique noire. « J'étais un immense fan des Beatles, avoue-t-il, et des mélodies de Burt Bacharach. » Il ne s'enferme pas dans sa culture communautaire. « J'allais dans une école à majorité blanche. Même si nous avions tendance à rester entre Noirs, ça ne m'empêchait pas de tomber amoureux de jeunes filles blanches. Je me suis toujours senti d'abord un homme plus qu'un Noir. » Sur la guitare de son grand frère, Kenneth compose ses premières chansons.

Avant d'inonder d'eau de rose le marché américain, « Mr Romance » avaluera sa ration de vache enragée. « Cela m'a pris des années de travail, de doute, d'humiliation, explique-t-il. Je ne comprenais pas comment avoir un hit. J'ai appris à laisser mon ego de côté, à accepter la critique et à changer ce qui devait l'être. » Après de multiples tentatives, le chanteur-guitariste, basé au début des années 80 à Philadelphie, rencontre le batteur Antonio « LA » Reid. Ils fondent un groupe funk, The Deele, qui sortira trois albums entre 1983 et 1987.

Peu à peu, leur réputation s'accroît grâce à des compositions qui intègrent le swing très urbain d'un rhythm'n'blues - rebaptisé « new jack » ou « swing beat » - chamboulé par le hip hop. « Le succès du rap a été déterminant. Il a modernisé les sons du rhythm'n'blues. Il a surtout ouvert les oreilles d'un public blanc qui s'est remis à s'intéresser aux musiques noires. On me dit

souvent que je suis un musicien pop. Je crois surtout que la scène pop s'est remise au rhythm'n'blues. »

Dans l'effervescence nouvelle de la scène R'n'B, des artistes comme Prince, des producteurs comme Teddy Riley, Jimmy Jam ou Terry Lewis révolutionneront les sons et les rythmes. Babyface, toujours modeste, revendique un autre rôle. « Je ne suis pas un pionnier, mais plutôt un pèlerin. J'essaie de rester dans la partie, sans faire fausse route. Prince est un génie. Stevie Wonder est un génie. Je suis juste quelqu'un qui écrit de bonnes chansons. » Son sentimentalisme, ses arrangements luxueusement aseptisés font parfois couler trop de miel. Mais il est difficile de résister à ses mélodies qui font souvent l'effet d'un tendre massage après une journée de labeur.

FACILITÉ D'ADAPTATION

On louera surtout son étonnante faculté d'adaptation qui lui permet de faire chanter des artistes différents avec la même réussite. « J'adore me glisser dans la peau d'un autre. Pour moi, je n'écrirai jamais des trucs aussi sexy et rythmés que les chansons que j'ai faites pour TLC. » De plus en plus d'artistes blancs s'attachent d'ailleurs ses services. Récemment, Eric Clapton et Céline Dion ont triomphé grâce à lui. Kenneth Edmonds a particulièrement apprécié sa collaboration avec Madonna, à qui il a offert le tube *Take a Bow*.

Avec son compère « LA » Reid, Babyface a créé son propre label, LaFace Records. A l'origine des succès gigantesques de Toni Braxton, Outkast ou TLC, cette entreprise, installée à Atlanta, prouve que ce musicien romantique peut devenir aussi un redoutable businessman. « Après avoir participé au démarrage de carrière de Bobby Brown, Pebbles ou Korin White, nous nous sommes dit que nous pouvions le faire pour d'autres, mais cette fois pour notre propre compte. Le succès commercial est la motivation principale de LaFace Records. » Le 26 février, au Madison Square Garden, Babyface attendra de récolter quelques-uns des douze Grammy Awards pour lesquels il a été sélectionné (dont ceux du « meilleur producteur », du « meilleur album », de la « meilleure chanson » et de la « meilleure musique de film »). En toute modestie.

Stéphane Davet

Un mode de vie autant qu'un genre qui a su se régénérer au contact de la rue

FACE à la déferlante hip hop des années 80, le funk et la soul, héritiers du rhythm'n'blues, avaient pris un coup de vieux. Trop de paillettes et de conventions sirupeuses semblaient devoir les couper d'une jeunesse noire en quête de sensations fortes. Le succès de Prince ou de Michael Jackson prouvait que le rhythm'n'blues n'avait cessé de se moderniser, mais leur réussite tenait beaucoup à la façon dont ils y avaient intégré les formes blanches du rock et de la pop. Dans la seconde moitié des années 80, de très jeunes gens firent retrouver à ces vieilles musiques noires leur rôle fédérateur.

Fidèles aux traditions qui, du gospel à la soul, entraînent les voix noires dans le jeu suave des pathos, sensibles aux aspects sensuels de la danse, Teddy Riley, Babyface, Bobby Brown, Jimmy Jam

et Terry Lewis surent y insuffler l'urgence de rythmes devant autant au swing du jazz, au groove du funk, aux percussions tribales de la go go music qu'aux syncopes du rap. On baptisa cette régénération « new jack » ou « swing beat ». Au sein de leurs groupes - Guy, New Edition, The Time - ou comme producteurs miracles, ces initiateurs ont vendu des disques par millions. Evoluant en lisère du hip hop, ils ont donné une autre vision de l'Amérique noire. A l'image peu rassurante des bandes des ghettos, ils ont préféré l'élégance ostentatoire d'une réussite sans complexes.

Les années 90 ont un peu modifié ce tableau, en intensifiant la fusion entre rappeurs et chanteurs du nouveau R'n'B. La culture de la rue s'est mêlée au romantisme mystique de la soul traditionnelle. Le new jack y gagne en crédibilité et le hip hop en mélodies et en accessibilité. Ce serait l'une des raisons pour lesquelles le marché de la musique noire aux Etats-Unis serait passé de 730 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1988 (environ 3,8 milliards de francs) à 1,5 milliard de dollars en 1992 (environ 8 milliards de francs). Dans le hit-parade américain, on ne compte plus les duos où des chanteurs à la voix de velours - R. Kelly, Blackstreet, Mary J. Blidge -

s'acquièrent avec les tchatcheurs des ghettos comme Notorious B.I.G., Dr Dre ou Method Man. Pour Eddie F, directeur artistique et producteur pour le légendaire label Motown, « le nouveau rhythm'n'blues a été régénéré par les rythmes plus agressifs du hip hop et par le mode de vie. Il est un mode de vie autant qu'une musique. Une chemise, une coupe de cheveux, un club peuvent être R'n'B autant qu'un disque ».

« C'est un truc éternel. Une personne qui vit au bas de l'échelle sociale mais qui aspire à autre chose »

La musique noire ne se coupe pas de ses réservoirs traditionnels. D'après Eddie F, « beaucoup de jeunes apprennent encore à chanter à l'église. La progression des accords du gospel, son énergie spirituelle, restent une influence majeure dans les chansons d'aujourd'hui ». Moribonde au milieu des an-

nées 80, rachetée par PolyGram, la mythique Motown, créée à la fin des années 50 à Detroit par l'entrepreneur noir Berry Gordy, a tiré parti de ce bain de jeunesse. Pour retrouver le lustre du temps où elle produisait les hits des Supremes, de Marvin Gaye, des Temptations, de Stevie Wonder ou autres Jackson 5, la maison de disques s'est offert les services d'Andre Harrell. Cet ancien rappeur avait lancé en 1988 le label Uptown, entreprise pionnière qui sortit les albums décisifs de Guy, Jodeci, Al B. Sure ou Mary J. Blidge. Il expliquait récemment : « Les gens de l'industrie musicale vendent des disques. Moi, je vends des styles de vie, l'artiste comme reflet de la vraie vie. Il s'agit d'avoir du style et du panache dans un milieu urbain souvent très dur. Ça peut être une fille en Timberland portant un blouson de cuir Moschino ou un mec en jeans Karl Kani s'habillant d'une chemise Versace. C'est un truc éternel. Une personne qui vit au bas de l'échelle sociale mais qui aspire à autre chose ».

Si la compétition est plus féroce que dans les années 60, le label, comme la plupart de ses concurrents, contrôle le processus de production. « Nous avons une équipe de directeurs artistiques, explique Eddie F, mais aussi une équipe d'auteurs-compositeurs qui s'adaptent aux interprètes. Nous conseillons nos artistes sur leurs vêtements, sur leur façon de danser. Nous consultons aussi un panel de consommateurs imprégnés de cette culture de rue. » Les succès de Zhane, Johnny Gill, Horace Brown ou Boyz II Men semblent accréditer ces choix. Cette « préfabrique » ne gomme-t-elle pas pourtant les aspects les plus novateurs et subversifs des musiques noires, et du rap en particulier ? Marvin Gaye, Stevie Wonder, stars de Motown, surent en leur temps changer leurs sages atours d'idoles des jeunes pour assumer leur rôle de chanteurs porte-parole de leur communauté.

S. D.

Discographie

- Babyface, *The Day* (Epic).
- Tony Braxton, *Secrets* (LaFace/BMG).
- Blackstreet, *Another Level* (Interscope/MCA).
- Brandy, *Brandy* (Atlantic).
- The Braxtons, *Sa Many Ways* (LaFace/BMG).
- Bobby Brown, *My Prerogative* (MCA).
- Horace Brown, *Horace Brown* (Motown/Polydor).
- Mary J. Blidge, *My Life* (MCA).
- D'Angelo, *Brown Sugar* (Chrysalis).
- Faith Evans, *Faith* (Arista).

- Genuwine, *The Bachelor* (Epic).
- Guy, *Guy* (Uptown).
- Jodeci, *The Show, The After Party, The Hotel* (MCA).
- New Edition, *Home Again* (MCA).
- Portrait, *All That Matters* (Capitol/MCA).
- R. Kelly, *R. Kelly* (Jive).
- SWV, *New Beginning* (RCA).
- Compilations : *Motown New Flavors* (Motown/Polydor) ; *Hip Hop Soul Party I, II et III* (MCA) ; *New Jack Story* (East West) ; *New Jack R'n'B Collection* (BMG) ; *Style Groove*, vol. 1 et 2 (PolyGram).



051 7 14 47

صحنه من العمل

James Bond et sa suite en cure à Luchon

La principale station thermale des Pyrénées a été choisie pour le pré-générique de la dix-huitième aventure du célèbre agent secret de Sa Majesté. Sur un altiport, près de deux cents Britanniques ont disposé avions, hélicoptères et lance-missile

Après Goldeneye et la première apparition de l'acteur irlandais Pierce Brosnan dans le rôle de l'agent secret, le tournage d'un nouveau James Bond 007 a débuté depuis la mi-janvier à Luchon, principale station thermale

des Pyrénées. Pour cette dix-huitième aventure du héros créé par Ian Fleming, la société londonienne productrice Eon a retenu l'altiport de la station de ski de Peyragudes, à quinze kilomètres au-dessus de Luchon, pour

son esthétique et la proximité des montagnes autour du lac. Vingt-cinq figurants, recrutés sur place, se sont déguisés en méchants trafiquants d'armes afghans. Hélas, ni Pierce Brosnan, remplacé par une dou-

blure, ni les James Bond girls ne sont présents. La séquence explosive tournée dans les Pyrénées sera placée en ouverture du film avant que ne débute le générique. La sortie de ce nouveau Bond est prévue pour fin 1997.

LUCHON
de notre envoyée spéciale
Plus de quatre-vingt sources d'eau chaude assurent la réputation des cures de Luchon contre les affections des voies respiratoires. Avocats, cantatrices et prédica-

REPORTAGE
Sur l'altiport
de la station de ski
de Peyragudes,
007 tombe du ciel

teurs fréquentent la principale station thermale de la chaîne des Pyrénées. La vogue d'un agent secret high tech, de ses caméras, avions et explosifs, est plus rare. Au pays des curistes, James Bond n'est pas un client régulier et le tournage depuis la mi-janvier de la dix-huitième aventure de Sir 007 ne passe pas inaperçu.

Des marchands d'armes afghans - aux mines fortement patibulaires - conspirent sur leur base militaire. Soudain, James Bond arrive du ciel en avion et, en quelques secondes,

fait tout exploser - missiles Scud, chars, hélicoptères... Pour réaliser ces deux à trois minutes qui devraient précéder le générique de début du film, la société britannique Eon, productrice des James Bond, n'a pas lésiné sur les moyens. Près de deux cents Britanniques travaillent pendant trois semaines sur l'altiport de la station de ski de Peyragudes, à quinze kilomètres au-dessus de Luchon. Posés sur le tarmac transformé en plateau de tournage, deux avions L39 Albatros construits en Tchécoslovaquie (lire ci-contre), un lance-

missile, des camions armés de mitrailleuses, des hélicoptères... L'apparition au ciel de Bond sème la panique chez les « Afghans », interprétés par vingt-cinq figurants recrutés sur place. Plus de 400 candidats ont défilé dans un hôtel luchonnais devant Patrick O'Banion, l'un des metteurs en scène, à la recherche d'hommes bruns, sportifs et prêts à se laisser pousser la barbe. L'animateur du centre de vacances de Vieille-Aure, village voisin, un musicien local d'origine espagnole, quelques ba-

Un pilote à la parade

Ancien pilote de l'armée de l'air britannique, fils de pilote, Mark Hanna, trente-six ans, possède une trentaine d'avions de la seconde guerre mondiale. Il a fondé avec son père une entreprise, The Old Flying Machine Company, qui loue ses avions et ses prestations de loisirs - meetings aériens, figuration de films.

Recruté pour ce dix-huitième James Bond, il a mené à bien les négociations avec la direction générale de l'aviation civile et effectué les vols tests sur l'altiport pyréen. Dans le film, Mark Hanna pilote deux L39 fabriqués en Tchécoslovaquie, venus d'un lot de huit L39 de l'armée libyenne capturés au Tchad puis vendus sur le marché privé. Il approche de la très petite piste de l'altiport, se pose quelques secondes et redécolle aussitôt. « J'ai dû recommencer quinze fois l'approche et six fois la scène entière », commente l'ancien militaire qui, aux Malouines et au Liban, avait connu des théâtres autrement risqués.

tière, les troupes sont encore importantes.

Une éclaircie dégage la vue splendide sur les crêtes enneigées : c'est le moment de tourner. « Shooting. Three, two, one. Action. » Aux ordres du réalisateur répond un déluge de coups de feu et l'explosion instantanée d'un véhicule militaire, filmés par sept caméras et trois vidéos, dont l'une envoie en direct les images au siège

londonien de Eon Production. Deux minutes plus tard, les pompiers éteignent les flammes, l'équipe des effets spéciaux vérifie que ses explosifs ont tous sauté. Les techniciens recouvrent le sol d'une nouvelle couche de neige, apportée par camions du fond de la vallée.

Une équipe vidéo filme les lieux : « Sur chaque tournage, nous réalisons une émission d'une heure, que les télévisions pourront utiliser à la sortie du film. Elle porte sur les effets spéciaux, les sites du tournage et les jolies filles : c'est ce qui intéresse le plus le public », estime Jeff Freeman. Tasse de thé à la main et amabilité british, ce responsable des relations publiques a travaillé sur le tournage d'une demi-douzaine de Bond.

CHARMANTS VILLAGES

Les images des charmants villages de montagne, visibles depuis l'altiport pyréen, sont donc appelées à faire le tour du monde dès la sortie du film fin 1997. « Nous avons choisi ce site pour l'esthétique : les montagnes sont beaucoup plus proches de l'altiport que dans les Alpes, où elles auraient été hors champ », explique John Bernard, dont la société prestataire de services, Kanzman, a été chargée de trouver le lieu de tournage. « De plus, nous avons senti que les gens sur place désiraient vraiment notre présence. La station de ski de Peyragudes, les responsables de l'altiport, les élus et la préfecture : tous ont facilité les démarches et les autorisations », assure John Bernard qui a connu sur d'autres tournages quelques heurts avec des écologistes ou des commerçants locaux, refusant les dérangements causés par la présence de l'agent 007 et de sa suite.

Sur les communes concernées par le tournage, les élus ont été prompts à saisir l'opportunité. Outre l'emploi de quelques figurants, chauffeurs et gardiens recrutés sur place, la présence de deux cents personnes pendant trois semaines à une période creuse est une bonne affaire. Presque tous logent dans une dizaine d'hôtels à Luchon où ils dînent au restaurant le soir. A midi, une entreprise anglaise de restauration sur les tournages assure deux cents repas, en cuisinant des produits frais achetés sur place. Aux dépenses effectuées par chacun s'ajoute le bénéfice de la publicité pour la station de ski de Peyragudes, l'altiport et la ville de Luchon. Le week-end, quelques curieux viennent assister au tournage. Mais le parking qui surplombe le plateau n'est pas bondé : ne sont présents, pour ce pré-générique, ni les James Bond girls ni l'acteur irlandais Pierce Brosnan, le 007 de Goldeneye, remplacé ici par l'une de ses doublures. Les stars se réservent pour le vrai tournage, au printemps en Asie du Sud-Est.

Catherine Bédarida

DÉPÊCHES

■ **CHÂTEAUVAUX** : René Arnoux, maire (RPR) de la commune d'Ollioules (Var), propriétaire du terrain sur lequel est situé le Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauvaux, a déclaré au Monde, le 29 janvier : « Je souhaite que le TNDI perdure. Dans l'éventualité d'une transformation de Châteauvaux en centre culturel de rencontre, nous laisserons à disposition les 10 hectares de terrain pour les 10 francs symboliques et nous apporterons notre soutien au nouveau directeur dont nous souhaitons qu'il sera Gérard Paquet. Nous n'avons aucun état d'âme si le syndicat intercommunal, actuellement constitué par Ollioules et Toulon, se limite à notre seule commune. Nous n'avons jamais été proches du Front national. Il s'en faut. »

■ **INTERMITTENTS** : une centaine d'intermittents du spectacle ont bloqué trois TGV entre 8 heures et 8 h 35 en gare de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), le jeudi 30 janvier, et ont distribué des tracts aux voyageurs pour expliquer leur action.

Dix-huit minutes retrouvées du « Grand Sommeil » ne lèvent pas le mystère

LOS ANGELES

correspondance

Que les amoureux du film de Howard Hawks Le Grand Sommeil (avec Lauren Bacall et Humphrey Bogart) se rassurent : les dix-huit minutes qui viennent d'être retrouvées, et qui ne figuraient pas dans la seule version connue du public, ne lèvent pas vraiment le mystère. Le Grand Sommeil (adapté du roman de Chandler), où l'on suit le détective privé Philip Marlowe (Bogart) en train de démêler une sombre histoire de chantage, a été tourné à Hollywood à la fin de l'année 1944, achevé en 1945, mais le studio Warner, devant l'imminence de la fin des hostilités, donna la priorité à ses films de guerre, et en ajourna la sortie. Entre-temps, le public, qui avait aimé l'atmosphère effrontée de Bacall qu'on découvrait dans To Have or Have Not (Le Port de l'angoisse), avait été déçu par sa prestation plus conventionnelle face à Charles Boyer dans Confidential Agent, son film suivant.

Un collaborateur de Howard Hawks avait adressé un mémo à Jack Warner, le pressant de modifier la version du Grand Sommeil avant sa sortie, en augmentant la participation de Bacall. « Dans Le Port de l'angoisse », explique John Bernard, dont la société prestataire de services, Kanzman, a été chargée de trouver le lieu de tournage. « De plus, nous avons senti que les gens sur place désiraient vraiment notre présence. La station de ski de Peyragudes, les responsables de l'altiport, les élus et la préfecture : tous ont facilité les démarches et les autorisations », assure John Bernard qui a connu sur d'autres tournages quelques heurts avec des écologistes ou des commerçants locaux, refusant les dérangements causés par la présence de l'agent 007 et de sa suite.

VOILETTE SUR « THE LOOK »

Disparue donc, entre autres, une scène où Bacall portait chapeau et voilette, ce qui masquait le beau regard et la fameuse mèche de celle que l'Amérique surnommait déjà The Look. Ajouté, le plan de Bacall esompheux déshabillé satin, échangeant avec Bogart le dialogue qu'il avait avec le majordome des Sternwood dans la version précédente. REMPLACÉE, une longue palabre entre le détective privé, le chef de la police et le substitut du procureur qui tentaient de comprendre le pourquoi de ces meurtres en série, mais sans vraiment les résoudre. C'est le changement le plus important entre la version de 1945 et celle de 1946 qui fut finalement diffusée. La scène fut remplacée par un échange entre Bogart et Bacall dans un bar, où elle fait une entrée remarquée dans une veste en lamé, et tous les deux, devant un scotch, se livrent à ces réparties empreintes d'allusions sexuelles qui caractérisent le film. Parient-ils de l'enquête en cours ? « Je ne vais pas vous embêter en vous racontant toute l'histoire », lance Bogart. Une réplique qui résume bien le flou mystérieux du film.

La version de 1945 vient donc d'être restaurée par les archives du cinéma et de la télévision de l'UCLA (université de Californie à Los Angeles) en coopération avec Turner Entertainment Company, avec un financement du British Institute, ainsi que de Hugh Hefner, l'éditeur de Playboy. Elle ne circulera que dans les cinémathèques. Pour quelques minutes de Bacall en plus, la version de 1946 a-t-elle sacrifié la compréhension du scénario ? A peine, et qu'importe ! Même William Faulkner, l'un des scénaristes, trouvait l'intrigue passablement confuse. En outre, lui et la scénariste Leigh Brackett avaient travaillé séparément à l'adaptation du roman, se partageant les chapitres. Quand, au beau milieu du tournage, Howard Hawks demanda à Faulkner qui avait tué le chauffeur des Sternwood, le romancier avoua qu'il n'en savait rien et suggéra au réalisateur de demander à Chandler, qui lui-même ne sut que répondre. Et Hawks, qui avait tourné les deux versions, avait : « Je n'ai jamais compris ce qui se passait, mais j'ai trouvé qu'il y avait des scènes formidables et que c'était très divertissant. Ça a marché, et après ça j'ai décidé que je renoncerais à tout jamais à la logique. »

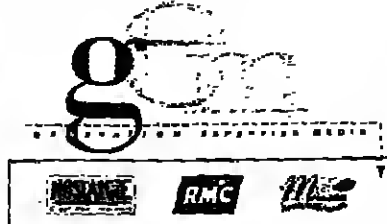
Claudine Mulard

« Le Grand Sommeil » est diffusé dans sa version habituelle dimanche 2 février sur Ciné-Cinéma à 20 h 30.

AU SUD l'info
prend un sacré coup
de soleil !

RMC = 30,7%
de progression pour
RMC matin

Avec 14,4 % d'augmentation du 1/4 d'heure moyen national et 30,7 % de progression sur l'info, RMC élargit son auditoire : plus d'actifs, plus de cadres, plus de jeunes.



RMC conforte ainsi son leadership sur le Grand Sud. Aujourd'hui comme jamais, au bord de la Méditerranée, le soleil brille plus fort et tout baigne !

L'outil radio pour parler aux adultes.

Stanislas Nordey et un pari difficile

John Martin

JAZZ

OSCAR PETTIFORD

SIMONE GRANADOS

Stanislas Nordey et Pierre Boulez réussissent un pari difficile sur la scène du Châtelet

Deux œuvres très différentes de Schoenberg et de Stravinsky font ensemble un beau spectacle

Cycle de mélodies parlées-chantées, *Pierrot lunaire*, de Schoenberg, n'est pas pour la fosse. Opéra, *Le Rossignol*, de Stravinsky l'est. Les deux

pièces sont pourtant théâtrales au plus haut point. La première interiorise le théâtre, la seconde le magnifie en un conte ironique qui voit

un empereur préférer le chant d'un automate à celui du modèle vivant, un empereur près de succomber quand la machine se détraque.

PIERROT LUNAIRE, mélodrame sur des poèmes d'Albert Giraud, d'Arnold Schoenberg; **LE ROSSIGNOL**, conte lyrique en trois actes d'Igor Stravinsky, sur un livret du compositeur et de Stéphane Mitousov. Avec Christine Schäfer (réchante de *Pierrot lunaire*), Natalie Dessay (Le Rossignol), Wolfgang Bittner (Le Pêcheur), Jean-Luc Chaignaud (L'Empereur de Chine), Wendy Hoffmann (La Culinière), Hélène Perraguin (La Mère), Askar Abdrasakov (Le Bnne), Franz Hawlata (Le Chambellan), Chœur du Théâtre du Châtelet, Orchestre de Paris, Ensemble InterContemporain, Pierre Boulez (direction), Stanislas Nordey (mise en scène), Emmanuel Clodius (scénographie), Raul Fernandez (costumes), Philippe Berthomé (lumière), Maurice Tazman (dramaturgie), Suzanne Pisture (coiffures et maquillages).

THÉÂTRE DU CHÂTELET, première le 30 janvier, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet, 19 h 30, les 3, 5 et 7 février; 17 heures, le 9 février. Tél.: 01-40-28-28-40. De 70 F à 570 F.

Résumé en un seul spectacle *Pierrot lunaire*, de Schoenberg, et *Le Rossignol*, de Stravinsky, pouvait paraître plus étrange encore que l'association d'*Erwartung*, de Schoenberg, et du *Château de Barbe-Bleue*, de Bela Bartok, présentée au Metropolitan Opera de New York en janvier 1969 et au festival de Salzbourg, l'été 1995. Au moins, se disait-on, la femme, l'amour, l'angoisse. La frayeur reliait ces deux ouvrages. J'aurais bien au-delà des différences stylistiques.

Mais cette fois-ci ? Il y a pour

commencer l'ouvrage le plus célèbre de Schoenberg, dont l'étrangeté n'a rien perdu, malgré des dizaines d'auditions, de son charme inquiétant : une œuvre inépuisable, dont la réalisation vocale suscite mille possibilités, dont la musique est d'une variété de couleurs, d'atmosphères magnifiées par une écriture polyphonique parfois très dense et en même temps d'une économie incroyable, une musique qui vit sa vie à côté du texte, semble parfois le submerger, qui lui est pourtant consubstantielle.

Ensuite, il y a *Le Rossignol*, de Stravinsky, un petit opéra rarement donné, dont le premier acte fait penser à du Debussy qui ressemblerait lui-même à du Moussorgski, une féerie russe, alternant l'ironie et le réalisme, les chinoïseries, le rêve et la violence d'un compositeur qui ne va pas tarder à éblouir avec *L'Oiseau de feu*, avec *Petrouchka* et mettre le monde musical en feu avec *Le Sacre du printemps*, avant d'achever ce *Rossignol* de plus en plus sauvage dans le deuxième acte.

Il y a chez les deux compositeurs la volonté de rompre avec l'opéra du XIX^e siècle, ses légendes moyennageuses, ses drames épouvantables, sa psychologie écrasante, de rompre avec le beau chant accompagné par la « grande guitare » de Bellini, les

« un, deux, trois », « un, deux, trois » des premiers Verdi, comme avec la méthode continue de Wagner et sa somptuosité orchestrale. Il y a là deux versants d'un fantastique qui émerveille autant qu'il fait peur.

Il y a là deux versants d'un fantastique qui émerveille autant qu'il fait peur

Pour sa première mise en scène lyrique, Stanislas Nordey n'a pas craint de s'attaquer à ces deux œuvres. Il a choisi une base de décor unique. Comme Christoph Marthaler, l'été passé, qui avait choisi d'associer *Pierrot lunaire* et le *Quintet pour la fin du temps* de Messiaen à Salzbourg. L'analogie s'arrête là.

Autant le jeune Suisse créait une atmosphère inquiétante, sombre, presque aux limites de la folie, autant le jeune Français éclabousse le plateau de lumières acides, vives et

colorées tout en ménageant des espaces plongés dans l'obscurité, des quel surgissent des visages qui semblent des lanternes.

Pour-on récréter un cabaret berlinois dans un théâtre à l'italienne ? On peut le suggérer. Dans *Pierrot lunaire*, l'imperméable de Christine Schäfer rappelle celui que semble avoir toujours porté Marlene Dietrich. Mieux qu'aucun décor réaliste, une image, une silhouette ravivent le souvenir.

Dans *Le Rossignol*, les couleurs vives, les jaunes, les rouges, les ors sont plus chinois qu'un chapeau... chinois ; les dos plés autour du lit de l'empereur agonisant plus parlants que de longues moustaches. Nordey ne souligne rien, son travail est léger, gracieux presque, impalpable ; il manie merveilleusement les mouvements du chœur, comme il investit la sténographie de la scénographie. Le spectacle s'achève par un coup de théâtre qui ravale le théâtre interiorisé de la première œuvre et le théâtre merveilleusement clair de la seconde.

Les interprètes sont parfaits. Inoubliable Lu d'Alban Berg à Salzbourg, Christine Schäfer parle et chante quand le texte le lui suggère, trouvant musicalement chaque fois la bonne solution entre le parlé et le chanté, malgré une acoustique inadaptée à la pièce de Schoenberg, qui dessert les cinq solistes de l'InterContemporain.

Nathalie Dessay triomphe avec son agilité coutumière - un timbre aussi mélancolique que celui d'un rossignol du Japon - d'un rôle qui n'est pas fait pour les rossignols mécaniques. L'Orchestre de Paris prouve qu'entre les mains de Boulez il peut jouer avec une sûreté révélorente.

Alain Lompech

Raimund Hoghe invente une géographie du corps

Le danseur allemand rend hommage à son compatriote ténor Josef Schmidt dans un requiem à la gloire des petits

MEINWARTS, solo de et par Raimund Hoghe, Josef Schmidt (musique et chant), Andreas Greiner (lumière), Ilse van Chamier (co-dramaturge). Le 29 janvier. **THÉÂTRE DE LA BASTILLE**, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. Tél.: 01-43-57-42-14. De 70 à 100 F. Prochain spectacle de Raimund Hoghe : Gerald's Sons, du 31 janvier au 1^{er} février, 21 heures.

Raimund Hoghe a avalé un morceau du malheur du monde. Il pourrait le recracher violemment. Il choisit à l'inverse de canaliser sa douleur en un cérémonial de ouï, troué par le faisceau d'une torche électrique manée avec tant d'intelligence que la scène devient le lieu d'un sabbat de feux follets. La réincarnation de tous les morts. Et notamment celle du chanteur juif allemand Josef Schmidt. Interdit d'opéra par les nazis, réfugié en Belgique, puis en France, mort, en 1942, dans un camp d'internement en Suisse, à l'âge de trente-huit ans.

L'homme sur scène est lui aussi allemand. Il est né à Wuppertal. Au-delà de cette histoire, tragique, qui le lie au ténor, il partage une douleur : celle d'un corps resté petit, sans pour autant être nain. Josef Schmidt mesurait 1,54 mètre. Raimund Hoghe n'a pas grandi non plus. A cause d'une malformation à la colonne vertébrale. Il porte son visage d'ange, fermé sur des lèvres serrées, comme s'il craignait de hurler. *Meinwärts* est un solo hanté par une idée : amener son corps sur la scène. Lui qui a été pendant dix ans le directeur de scène de Pina Bausch, aurait pu - pourquoi pas ? - trouver une place dans la compagnie de la chorégraphie allemande.

En fait, il étudie les rouages, les

effets de mise en scène pour un jour trouver la possibilité d'être lui, le handicapé, seul sous les projecteurs. En compagnie de Josef Schmidt, ami d'infortune, présent par la voix, et par la magie d'une photographie en noir et blanc. Splendeur. Ce diable d'homme nous mène là où il veut. C'est un babillard des ténébrés. Il oblige notre regard à voir dans le noir, il le guide avec des petits lampes, des bougies, des guirlandes. Il nous veut aveugles, tâtonnants. Au spectateur d'attraper le fil de ce labyrinthe construit avec de meaus objets d'un culte imaginaire : bougies écarlates, riz rouge, théâtre d'enfants et jardin-sépulture en miniature.

C'est un requiem à la gloire du petit. Des petits. Hoghe a bâti sa scénographie à la hauteur de son regard. Tout est minimaliste et kitsch à la fois. Parfois presque nazi. Au début du spectacle, il est assis, dans un public. Longtemps immobile, il se lève. Dans un noir total, il se déshabille. Poussé, encouragé, par la voix de Schmidt (qui chante l'aria de *Lucia di Lammermoor* de Donizetti), il s'élance pour se suspendre d'un trapeze. Tout son dos offert. Sa déformation vertébrale précipite les masses musculaires d'un seul côté. Méandres dorsaux creusés par la lumière, nouvelle géographie du corps.

Raimund Hoghe part si suspendre, comme on va se pendre, plusieurs fois de suite. Toujours dos au public. C'est à travers cette offrande, ce geste de souffrance dominée, qu'il se libère, gagnant, à ses yeux, son droit à être sur scène. A son tour de devenir le sorcier de nos peurs. Un courage que ce spectacle soit programmé seulement pour deux soirées.

Dominique Fréret

DISQUES

CLASSIQUE

GUSTAV MAHLER
Lieder eines fahrenden Gesellen
- Cinq Lieder
ALEXANDER ZEMLINSKY
Six chants d'après des poèmes de Maeterlinck

Anne Sofie von Otter (mezzo-soprano), Orchestre symphonique de la NDR de Hambourg, John Eliot Gardiner (direction). Enregistré lors d'un concert public donné à Hambourg en janvier 1993, ce disque a été publié en 1996 en Grande-Bretagne. Il nous arrive donc auréolé d'un Gramophone Awards décerné par la revue *Gramophone* (la *Diapason* britannique) à Anne Sofie von Otter élevée à la dignité d'artiste de l'année. Récompense on ne peut plus méritée. Venant après ses plus illustres collègues du passé, le mezzo suédoise s'impose par un art du chant incomparable et plus encore par sa compréhension supérieure des textes. Passent dans ces cinquante-six minutes de chant - dont les étranges chansons de Zemlinsky, étranges car elles sont entre deux siècles - esthétiques - la douleur, la solitude, la dépression, la douleur, le silence et le déchirement. La dernière plage du disque est, sans aucun doute, l'une des interprétations les plus bouleversantes mises sur disque. La façon qu'Eliot Gardiner d'envelopper von Otter dans un grand chœur n'est pas pour rien dans cette réussite exemplaire. **AL. Lo.**

★ 1 CD Deutsche Grammophon 439 928-2.

ENRIQUE GRANADOS
Goyescas, opéra en trois tableaux sur un livret de Fernando Periquet
Maria Bayo (Rosario), Ramon Vargas (Fernando), Enrique Baquerizo (Pepito), Lola Casariego (Pepito), Milagros Martín (Lola), Orfeón Donostiarra, Orchestre symphonique de Madrid, Antoni Ros Marbà (direction).

C'est en tentant de New York où son opéra venait d'être représenté qu'Enrique Granados est mort dans le torpillage du *Sussex* par un sous-marin prussien, le 24 mars 1916. A

l'abri dans une barque, le compositeur se jeta à l'eau lorsqu'il vit sa femme se noyant. Ils périrent ensemble. Librement tiré des pièces pour piano qui portent le même titre, elles-mêmes inspirées par des dessins de Goya, l'opéra de Granados ne s'est pas imposé au répertoire bien que son livret soit conforme aux lois du genre : l'histoire se résume à un drame de la jalousie. Il n'empêche que la musique est passionnante, par ses couleurs, sa diversité d'ambiances, d'humours, sa générosité. Formidablement chantée, cette intégrale est à connaître. **AL. Lo.**

★ 1 CD Auvidis-Valois V 4791.

JAZZ

OSCAR PETTIFORD
Sextet

Dans *Stardust*, la belle mélodie de Hoagy Carmichael, sur un tapis tissé par Tal Farlow et quelques caresses de Max Roach, Oscar Pettiford, aussi près que possible du micro, cordes de contrebas en Nylon, tous glissements de main gauche parfaitement perceptibles sur le manche, interprète le thème, le pont et le refrain, avec une suavité, une rondeur, une justesse d'expression qui confondent. On n'est jamais allé plus loin. Cette réédition de son sextet (Al Cohn, Kai Winding et l'excellent Henri Renaud au piano complètent le combo) est meilleure. La séance date du 21 mars 1954. Henri Renaud, à plus d'un titre, s'est chargé des notes de pochette et anecdotes. La présence d'Oscar Pettiford est d'un bout à l'autre éblouissante. Belles inventions d'Al Cohn sur *Marcel The Forrier* et *Rhumbies*. Pour ce dernier morceau, Oscar Pettiford s'est doublé au violoncelle en sur-enregistrement. Il est le seul à faire bondir un violoncelle. Le travail d'orfèvre (avec Jerry Newman aux manettes, l'homme au magnétophone du Minton's) a pris douze heures et une caisse de porto. On n'a rien sans rien. **E. M.**

★ 1 CD BMG 74321 409 452.

ROCK

FOUNTAINS OF WAYNE

Formellement, Fountains of Wayne n'invente certes pas la corde de guitare. Aidée par quelques copains, cette paire d'étudiants new-yorkais transforme la douce amertume de leur quotidien en morceaux dynamiques sur fond de riffs saturés. Cette façon de donner des vertus euphoriques aux accords mineurs, de dompter l'abrasivité au profit de l'allant mélodique les classe au côté des Poses. Teenage Fan Club, Weezer ou tout autre héritier de la power pop fêlée de Big Star. Mais pourquoi résister à de bonnes chansons ? A l'exception de deux ou trois banalités, celles de ce premier album emballé à l'ancienne (douze titres en trente-six minutes) rayonnent d'une grâce adorable. On n'est pas prêt d'arrêter de fredonner *Sink To The Bottom*, *Radiation Vibe*, *Sick Day* ou *Leave The Biker*. **S. D.**

★ 1 CD Tag 92725-2. Distribué par East-West.

CHANSON

SALLY NYOLO

Tribu
Assurer les chœurs derrière des artistes de renom, c'est une aubaine, pour une jeune chanteuse. C'est aussi une solution providentielle. Un jour, on a bien sûr envie d'autre chose. Après avoir accompagné Jacques Higelin, Slikk, Nicole Croisille, Touré Kunda et beaucoup de monde encore, Sally Nyolo, native de Eyo-Meyong au sud du Cameroun, installée à Paris depuis l'âge de treize ans, décide en 1991 de se faire un nom. Sa nouvelle carrière de chanteuse auteur-compositrice la conduit jusqu'à Zap Mama avec qui elle fait un bout de chemin avant que

le groupe n'éclate. Elle signe avec *Tribu*, son premier album, des petites histoires tournant en boucle, de grises et ritournelles chantées en éton, sa langue natale. Elle y parle d'une femme accouchant à l'heure où les escargots du soir se suspendent aux pointes des feuilles des arbres » (*Shanna*). Une autre qui « avait le pouvoir de transformer en musique les joies, les peines, les bicarrières de chocun » (*Monty*) et de la façon de guérir les amygdalites à la manière traditionnelle (*Megumi*). La voix respire, belle et sereine, les mélodies coulent sans entraves. Sally Nyolo préfère le souffle de la légèreté et la sobriété au cliquant d'arrangements trop sophistiqués. **P. La.**

★ 1 CD Lusafria 08795-2. Distribué par Métropole.

ERIC LAREINE

J'argère
Le souffle épique et le sourire sardonique, Eric Lareine a une gueule d'acteur. Pour qui l'a déjà vu sur scène, il en a aussi le talent. Une manière de se donner entièrement à ses chansons, des émotions fortes qui griffent et qui mordent. Celles de son troisième album furent d'abord créées sur scène avant d'être enregistrées. Le passage en studio n'a rien émué de leurs reliefs. Des mots à vif crachés comme d'urgentes confessions, des frissons de vie écorchée. Incontestablement, Lareine a l'écriture originale. Un style turbulent dont les orchestrations de Mingo Josserand accroissent les remous. Avant d'être chanteur, il fut charpentier. Avant de se laisser bapper par ses envies d'écriture, il interpréta Pete Seeger, John Lee Hooker, Dr. Feelgood... Ses premières amours dans les terres du folk et du rock anglo-saxon, il ne les renie pas. Il adapte pour *J'argère* un titre de Léoard Cohen, *The Tower Of Song*. Chanson d'auteur, rock réaliste ? Peu importe l'étiquette, pourvu qu'on ait l'ivresse. Eric Lareine étourdit sans mal quiconque veut bien le suivre dans son univers zébré de chemins de traverses. **P. La.**

★ 1 CD Scalen 022112.

MUSIQUE DU MONDE

PEDRO BACAN ET LE CLAN DES PININI

En public à Bobigny
Le flamenco a ses aventuriers. Ceux qui sous prétexte d'élargir son horizon l'entraînent dans de basardeuses fusins. Le flamenco a ses sentinelles. Ceux qui entretiennent son feu sacré, alignent les contours de l'émotion. Le guitariste et compositeur Pedro Bacan était de cette seconde famille. Né en 1951 à Lebrija, l'un des foyers de l'art flamenco, il mit sa guitare en osmose avec la voix de puissants cantaores, certains très connus, d'autres moins - comme Chano Lobato, dont il signe également les compositions sur l'album *In Nue: Mosca* (Auvidis). En 1989, Pedro Bacan enregistra son premier disque où tant que soliste (*Alurican*, le Chant du Monde) et monta un groupe composé pour l'essentiel de membres de sa famille. Ainsi surgit sous le feu des projecteurs le Clan des Pinini, avec qui il créa en spectacles l'authentique fête flamenco, naturelle et passionnée, telle celle donnée à la MC 93 de Bobigny en mai 1996, dont cet enregistrement restitue la bouillonnante intensité. De sa guitare incandescente, Pedro Bacan galvanise son petit monde où culminent les voix hallucinantes d'inés, sa sœur, de Pepa de Benito, plus exubérante, et celle de Joselito de Lebrija, au timbre âpre et rugueux. Un grand moment de flamenco. L'ultime enregistrement de Pedro Bacan, mort le 26 janvier à Séville (*Le Monde* du 28 janvier). **P. La.**

★ 1 CD Pee Wee PW 071. Distribué par Média 7.

VIEJA TROVA SANTIAGUERA

Hotel Asturias
Ces cinq vétérans de la musique cubaine se sont réunis en 1993 pour perpétuer l'esprit du

son et des trovadores, les troubadours qui composent et chantent en s'accompagnant d'une guitare. Donc, ici, point de cuivres flamboyants ni d'exubérance rythmique, mais des ballades indolentes, de tendres complaintes, avec juste les voix, des guitares, une contrebasse, des maracas et le rythme de la clave, muelle épinière de la musique afro-cubaine. Du son - source mère de la salsa - et du bolero, deux musiques originaires de la province d'Oriente, à l'est de Cuba, où ils sont nés eux-mêmes. Ils font leur ordinaire. Dans ce troisième album enregistré à Madrid, ils abordent aussi les rythmes cousins, rumba, guaracha, canción, reprennent la célèbre guajira *Guantanamera*. Des compositions datant parfois de plusieurs décennies, écrites par les grandes figures de la musique populaire cubaine tels Joséito Feroandez ou Nico Saquito. Des mélodies romantiques au charme désuet que les membres de la Vieja Trova Santiaguera ont sans doute déjà interprétées des centaines de fois quand ils officiaient au sein de leurs groupes d'hier. Los Compadres, la Estudiantina Invasora ou le Cuarteto Patria. **P. La.**

★ 1 CD Nubenegra NN 1-022. Distribué par TMS.

MUSIQUES DU MONDE

THEATRE DE LA VILLE PARIS

SAM. 8 FÉV. 20H30
DIM. 9 FÉV. 17H

ZEHAVA-BEN
chantée

OUUM KALSOU
avec l'Orchestre de musique arabe dir. Suhail Radwan

2 PL. DU CHÂTELET 01 42 74 22 77

TÉLÉVISION L'arrivée dans le paysage audiovisuel des chaînes numériques suscite de fortes rivalités entre groupes concurrents, en Espagne comme en Allemagne. ● EN

ESPAGNE, deux bouquets rivaux s'affrontent. Le gouvernement conservateur a pris parti pour un projet concurrent de celui de Canal Satellite Digital, soutenu par l'édi-

teur Prisa (*El País*). ● **LE BOUQUET** initié par une filiale de Canal Plus doit être commercialisé vendredi 31 janvier alors que le conseil des ministres se prononce le même jour

sur la question des décodeurs. Une décision de non-homologation de celui de Canal Satellite Digital retarderait le développement de la chaîne. ● EN ALLEMAGNE, le bras

de fer entre les groupes Bertelsmann et Kirch se poursuit par le biais de différentes procédures judiciaires, alors qu'ils ont du mal à commercialiser leurs bouquets.

L'arrivée du numérique en Espagne ravive les affrontements politiques

Deux bouquets de programmes s'affrontent sur ce nouveau marché. Le gouvernement conservateur, qui veut imposer un décodeur unique, soutient une plate-forme rivale de Canal Satellite Digital et de ses alliés proches de l'opposition

MADRID
de notre correspondant
L'ouverture des écrans de télévision espagnols aux images numériques ne se produit pas en douceur. Depuis le mois de décembre 1996, ce nouveau mode de diffusion des images tourne même à la bataille rangée, largement politisée. Deux cordées s'affrontent, d'autant plus exacerbées dans leur course de vitesse pour imposer chacune son bouquet numérique qu'il n'est pas certain que le marché pourra tout absorber.

Judi 30 janvier, dans un centre commercial de la banlieue de Madrid, était présenté officiellement le bouquet numérique réalisé par la filiale espagnole de Canal Plus, baptisée « Canal Satellite Digital ». Ce bouquet bénéficie de la sympathie affichée du Parti socialiste,

dans l'opposition. La société est détenue à 15 % par la chaîne privée Antena 3 et à 85 % par Sogecable, la société formée, entre autres, dès 1989 à hauteur de 25 % par le groupe Prisa (premier groupe de communication espagnol, qui édite notamment le quotidien *El País*) et à 25 % par Canal Plus France.

RÈGLEMENTATION TARDIVE
Premier projet à avoir été mis sur le marché, Canal Satellite a été formellement rejoint par Antena 3, mercredi 29 janvier, à la suite d'un accord intervenu pendant la nuit de Noël 1996. La chaîne privée était jusqu'alors dans la mouvance gouvernementale. Ce mariage inattendu aura pour conséquence de réunir tous les droits télévisés concernant le football de première et deuxième division dans le giron

de Canal Satellite Digital. Un « bonus » de départ appréciable, qui représente plus de 1 milliard de francs par an.

Le bouquet concurrent a démarré avec beaucoup de retard et ne devrait pas être prêt avant plusieurs mois. Ce deuxième bouquet, dont la création officielle a été déguisée jeudi 30, quelques heures après le lancement de Canal Satellite Digital, bénéficie quant à lui du soutien plus qu'actif du gouvernement conservateur de Jose Maria Aznar.

Ce deuxième bouquet est constitué pour 35 % par l'entreprise publique en voie de privatisation Telefonica, pour 25 % par la télévision publique (RTVE), et pour 25 % par le groupe mexicain Televisa. Y participent aussi le groupe Recoletos, contrôlé par le

britannique Pearson, des chaînes et des revues régionales, en général plutôt conservatrices (*Le Monde* du 28 janvier).

La lutte entre les divers acteurs du paysage audiovisuel a vraiment commencé vendredi 24 janvier, quand le gouvernement a brusquement parlé d'organiser par décret la télévision numérique. Si l'on croit le porte-parole du gouvernement, cette volonté de contrôle s'abrite derrière des règlements communautaires, comme le fait de « penser à l'intérêt des utilisateurs » en prévenant « tout monopole » et surtout en fixant les normes des décodeurs à venir.

Pour Canal Satellite Digital, qui se prépare depuis des mois au marché espagnol, ce soudain tardif de réglementation était perçu comme une attaque frontale. D'autant

plus que, fort de ses 100 000 abonnés par satellite, il s'apprêtait à émettre et venait de commander aux firmes Sony et Philips plus de 100 000 décodeurs, déjà en usage dans d'autres pays.

Cette décision a provoqué un nouveau conflit à propos du type de système retenu. Celui du groupe de Canal Plus serait-il accepté ou serait-il contraint à une homologation nécessitant des mois de négociations ? Un tel retard reculerait d'autant le lancement du bouquet, décourageant *ipso facto* les abonnés potentiels. A moins qu'il ne soit purement et simplement écarté au profit d'un « décodeur unique », choisi par le gouvernement.

Le vendredi 31 janvier pourrait être la journée de tous les dangers. C'est en effet le jour où le conseil

des ministres devrait approuver le fameux décret sur la télévision numérique et trancher la question des décodeurs.

● ABUS DE POUVOIR ●

C'est aussi ce vendredi 31 janvier que, bravant tous les éventuels interdits gouvernementaux, Canal Satellite Digital devrait commencer à commercialiser les vingt-cinq premières chaînes de son bouquet.

Dénouant un « abus de pouvoir » et une « manœuvre politicienne » de la part du gouvernement, Jesus de Polanco, le président de la chaîne, a été très clair : « Même si cela doit nous coûter cher, nous nous défendrons avec toutes les armes que nous donne un Etat de droit. »

Marie-Claude Decamps

Les deux groupes allemands Kirch et Bertelsmann sont toujours en concurrence

COLOGNE
correspondance
La télévision payante allemande est en émoi : le bouquet numérique DFI, lancé par le groupe Kirch en juillet 1996, et la chaîne analogique à péage Premiere, propriété de Bertelsmann, Canal Plus et Kirch, s'opposent devant les tribunaux comme devant les téléspectateurs. Plaintes, procès, effets d'annonce, la lutte entre les deux opérateurs traduit le bras de fer entre Bertelsmann et Kirch, sur un marché du numérique prometteur quoique balbutiant. DFI dénonce les « tentatives de portage et d'empêchement » de Premiere.

Celle-ci, dans l'optique d'une diffusion numérique, ne veut pas voir Kirch imposer seul sa loi. Ce climat n'est pas du goût de Canal Plus : Michel Thoulouze, directeur général de la chaîne, « déplore une bagarre ridicule qui n'a rien à voir avec les affaires. On a l'impression d'être entre enfants de divorcés ».

Plusieurs procédures judiciaires sont en cours entre les deux parties. Il y a quelques jours, Premiere a remporté un succès avec la décision du tribunal régional de Hambourg d'interdire à DFI de faire de la publicité et de vendre ses abonnements en dehors de Bavière, car sa licence se limiterait

à ce seul Land. L'intéressé a obtenu ensuite la suspension de cette sentence et a fait appel : les deux concurrents devaient se retrouver, vendredi 31 janvier, devant les Juges de Hambourg.

ENFANTS TERRIBLES

A l'automne, c'est DFI qui publiait un communiqué « victorieux » après l'interdiction faite à Premiere de présenter ses films comme des exclusivités allemandes, alors qu'ils ont parfois déjà été diffusés sur DFI. En septembre 1996, Premiere a déposé plainte et réclamé 100 millions de francs de dommages et intérêts au groupe munichois accusé de

nuire, via son bouquet numérique, aux intérêts d'une chaîne dont il est copropriétaire.

Au niveau commercial, les deux enfants terribles se livrent aussi une vive concurrence. Pendant l'été, le groupe Kirch, fort des catalogues de films achetés aux compagnies de production hollywoodiennes, semblait en mesure de dominer le marché en lançant DFI. Bertelsmann renouait à son propre bouquet. Après avoir repris NetHeld, Canal Plus se rapprochait de Kirch en rompant son alliance avec Bertelsmann ; les programmes du bouquet multithématique de la chaîne française seront d'ailleurs commercialisés,

dès le mois de mai, avec DFI. Mais ce bouquet connaît des débuts difficiles, avec 20 000 abonnés pour 200 000 prévus fin 1996.

Le câble étant beaucoup plus développé qu'en France, les téléspectateurs allemands disposent déjà d'une bonne trentaine de chaînes, et ne se précipitent pas sur une offre relativement coûteuse et diffusée uniquement par satellite pour l'instant.

A l'inverse, Bernd Kundrun, gérant de Premiere, estime que sa chaîne « est dans une position bien meilleure ». Avec 1,43 million d'abonnés, ce programme devrait réaliser des bénéfices en 1997 et gagner en moyenne 30 000 clients par mois. De plus, un projet numérique pilote sera lancé dès la mi-février dans certaines régions allemandes : « Nous avons mis 30 000 décodeurs à disposition des clients, et nous avons enregistré 100 000 commandes », indique Bernd Kundrun.

Cette rivalité paraît d'autant plus paradoxale qu'un des enjeux du conflit est de commercialiser en commun les deux palettes de programmes. Bertelsmann et Kirch avaient évoqué cette idée en juillet 1996, au moment où ils ont envisagé, en vain, de développer un décodeur commun. « C'est dans la logique des choses que Pre-

miere, plus puissante, tire le développement de DFI », estime Michel Thoulouze. « Le groupe Kirch fait pression sur Premiere via DFI, pour inciter les parties en présence à accepter ses conditions », dit Bernd Kundrun. Chez Kirch, selon un porte-parole, on « essaye depuis des mois de parvenir à un accord raisonnable ».

ZONES D'OMBRE

En fait, le paysage comporte encore des zones d'ombre. Quelle sera la répartition du capital de Premiere, et la place de Canal Plus ? Pour l'instant, Bertelsmann et la chaîne française détiennent tous deux 37,5 %, et Kirch 25 %. Selon Michel Thoulouze, « un des scénarios possibles » serait que les Français cèdent une partie de leurs actions (en gardant 10 % à 12 %) à Kirch, en échange de la prise de contrôle de la chaîne Teleplus en Italie, dont ils détiennent, comme les Munichois, 45 %.

Pierre Lescuré a affirmé que Canal Plus ne songeait à aucun changement, mais le groupe français « est bien implanté, et très monovirant », selon Michel Thoulouze.

Le rapprochement annoncé pendant l'été 1996 entre Kirch et Murdoch, même si le groupe australo-américain souhaite prendre 49 % de DFI, avance lentement. Bertelsmann pourrait être prêt à accepter l'entrée d'un nouveau partenaire, à condition « de garder le contrôle opérationnel de Premiere », selon Nikolaus Formanek, porte-parole de Bertelsmann/UFA. La position de Deutsche Telekom, qui contrôle une grande partie des réseaux câblés indispensables pour la diffusion, n'est pas claire non plus. L'opérateur est pour l'instant en négociation avec Kirch qui n'a pas encore accès au câble, et entend valoriser son patrimoine en jouant un rôle commercial.

La levée de ces incertitudes conditionnera la fin des escarmouches actuelles et l'avenir de la télévision numérique allemande. Mais selon Bernd Kundrun, « comme aucun compromis n'est en vue pour l'instant, une nouvelle escalade du conflit n'est pas à exclure ».

Philippe Ricard

DÉPÊCHES

■ **PRIX** : le jury de la fondation Mumm, présidé par Françoise Giroud, a distingué cinq journalistes de presse écrite : Jacques Julliard (*Le Nouvel Observateur*), Luc Le Vaillant (*Libération*), Catherine Pégard (*Le Point*), Caroline Pigozzi (*Paris-Match*) et Jean-Alphonse Richard (*Le Figaro*). La remise des prix aura lieu à Paris, jeudi 6 février.

■ **PUBLICITÉ** : l'agence britannique M. and C. Saatchi annonce, selon l'hebdomadaire professionnel américain *Advertising Age*, une perte de 1 million de dollars (5,5 millions de francs) pour son premier exercice fiscal. L'agence a été créée par les frères Maurice et Charles Saatchi, après leur éviction en 1994 de la direction du groupe Saatchi and Saatchi Worldwide qu'ils avaient fondé en 1970.

■ **TÉLÉVISION** : Canal J, chaîne pour la jeunesse diffusée par câble et satellite, a atteint 1,770 million d'abonnés à la fin de 1996, soit une augmentation de 18 %, et dégagé un chiffre d'affaires de 120 millions de francs (+ 17,2 %). Bénéficiaire pour la deuxième année consécutive, Canal J devrait dégager un budget de programmes de 65 millions de francs.

■ **PRESSE** : Midi-Olympique, l'hebdomadaire du rugby sera à partir du 17 février, après la rencontre du tournoi des cinq Nations France - Pays de Galles, disponible dans les kiosques parisiens le lundi. Imprimé à Toulouse, le journal n'était jusque-là en vente à Paris que le mardi.

L'entretien de Paul Amar avec Maurice Papon sur TF1 suscite de vives polémiques

La diffusion d'un entretien avec Maurice Papon, dans l'émission de Paul Amar, « Le Monde de Léa » (TF1), mardi 28 janvier, a suscité de nombreuses polémiques. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a dénoncé jeudi 30 janvier le « show » qui a permis à Maurice Papon de se présenter comme « un bouc émissaire de la justice ». « Loin d'opporter une information objective [...], cette émission s'est transformée en show dans lequel Paul Amar, déguisé en procureur, s'est laissé manipuler par un Maurice Papon se présentant comme un bouc émissaire », écrit le MRAP. Il ajoute dans un communiqué : « Faire parler Maurice Papon sans avoir une connaissance suffisante du dossier revient à lui laisser la possibilité de créer auprès du public les conditions d'un doute sur sa responsabilité. »

Cette réaction fait écho aux protestations du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et des avocats des parties civiles. M^{re} Gérard Boulanger, l'un des avocats de la partie civile dans le procès contre Maurice Papon, a affirmé mercredi 29 janvier que l'émission de TF1 était « indigne », car « on ne rend pas la justice à la télévision ». Il a dénoncé « l'ochacnement d'un

journaliste qui se mue en procureur [...] ». Un journaliste n'est pas un directeur de conscience [...]. On a eu le plus mauvais exercice de justice télévisuelle qui nous ait été donné de voir depuis bien longtemps. Juridiquement, les choses sont scellées, Papon est renvoyé devant les assises, alors, attendons octobre ! »

« VRAIE LÉGITIMITÉ »

Pour sa part, Yves Marchand (UDF), député de l'Hérault et avocat, a estimé que l'émission avait « bafoué les principes élémentaires de la présomption d'innocence [...] ». Ainsi o-t-on vu le journaliste procureur lancer ses accusations en invoquant les pièces secrètes du dossier et exhorter le fonctionnaire coupable à demander pardon, à exprimer ses regrets. Le député met en cause « un interrogatoire-bidon, une parodie de procès, dans une ambiance d'exhibitionnisme malsain destiné à exciter des téléspectateurs avides de scandales [...] », écrit-il.

De son côté, l'association Les Fils et Filles des déportés juifs de France (FFDJF), présidée par Serge Klarsfeld et présente à l'émission de Paul Amar, estime cette polémique « injustifiée ». « Maurice Papon a suscité l'indignation de la très grande majorité

des Français : pas de regrets pour son passé ni compassion pour ses victimes », indique l'association dans un communiqué, en poursuivant : « On ne peut par conséquent reprocher à TF1 d'avoir offert une tribune à Maurice Papon, d'autant que Paul Amar s'était assuré de la présence sur le plateau de la partie civile qui est à l'origine de l'offense et de l'ovacat des victimes qui se sont constituées partie civile depuis 1982. »

« Je n'ai pas envie ni de nourrir la polémique ni d'entrer dedans », a confié Paul Amar au Monde. « Je comprends la réaction du CRIF et de son président Henri Holzenberg lorsqu'il se pose la question, la seule vraie question à mon sens : fallait-il donner la parole à Maurice Papon ? Je me suis posé la même question. Après avoir longuement réfléchi et avec l'aval de la direction, d'Etienne Maugeat, j'ai décidé qu'il fallait le faire. Avant tout dans un souci d'information des jeunes générations qui n'ont de Vichy qu'une connaissance livresque, mais aussi pour contribuer à l'information des Français, à la connaissance de notre propre histoire. » La déclaration de Serge Klarsfeld me paraît tellement plus importante, car lui a une vraie légitimité. Je la fais mienne », conclut le journaliste.

“GRAND JURY” RTL-Le Monde

ALAIN MADELIN

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
JEAN-MICHEL BEZAT (LE MONDE)
ET
RICHARD ARZT (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

051 711 47

صحننا من الامل

34

Le Monde

SAMEDI 1^{er} FEVRIER 1997

L'intrus

par Pierre Georges

ÉCOUTONS le premier secrétaire de la fédération socialiste de Moselle en sa charge contre l'intrus. Que de mots aimables ! « Nous ne voulons pas d'un Gardanne-sur-Moselle. » « On n'achètera pas les électeurs mes-

sin avec des sacs de riz ! »

Bernard Kouchner gène, Bernard Kouchner dérange, insultons Bernard Kouchner. Et l'on ne s'en prive pas, ici et là, ramenant l'humour à sa seule caricature. Minselle, Oise, aux armes militantes, sus au parachutiste, au médiateur guignol, au radical porteur de riz !

Bernard Kouchner gène, accablons-le de tous nos mérites inconnus et de tous ses travers trop connus, de toutes nos vertus obscures et de toutes ses agitations trop éclatantes. Ramenons sa vie publique, sa personnalité, ses actions passées et présentes à la simple écumoire des images, aux seuls sarcasmes des chasseurs assermentés de toute tête qui dépasse ou dérange un peu.

En June ! Feu ici, feu là, feu partout sur le volatile radical ! Et l'ancien ministre a bien fait, même un peu tard, d'en tirer la leçon en retirant sa candidature aux législatives. « J'ai préféré faire cesser la comédie. Je ne serai pas le parachutiste baladeur », a annoncé, jeudi soir, Bernard Kouchner. Il ne sera plus candidat. Ni à Metz, ni à Saintes, ni à Compiègne. Ni nulle part. Pour l'instant.

La gauche non communiste vient donc de remporter une immense victoire sur elle-même. Exit Kouchner ! Sorti le radical d'occasion, héritier imprudent du legs Tapie, prototype présumé de la gauche caviar. Terrassé enfin le personnage éconcombre et le trublion d'élite, le french doctor au seul chevet de lui-même. Enfin la « dékouchnerisation ».

comme l'on dirait d'une purification politique !

Eh bien, disons-le tranquillement, tout cela n'est pas très digne. Ni même très prudent. N'ayant aucun intérêt particulier dans la survie de la trépidante maison Kouchner, on se sent d'autant plus libre pour rendre à cet homme ce qui lui appartient. Avant que d'apparaître ce que la rumeur lui prête, un agité des médias et de la gauche, Bernard Kouchner a tout de même apporté plus à notre pays que ne le furent bien de ses contemporains. Il fut un vrai pionnier de l'action humanitaire bien davantage qu'un porteur ridicule de sac de riz en Somalie.

Il fut un homme impliqué dans ses actes quand d'autres ne l'étaient guère que dans leurs discours. Il fut et reste un homme engagé, au seul engagement qui vaille, celui du terrain et de la cause de l'homme. Enfin, il fut un bon ministre de la santé.

Dire et répéter ainsi « il fut » pourrait laisser supposer qu'il « n'est plus », que l'image s'est brouillée. C'est possible. Bernard Kouchner n'était peut-être pas fait pour la politique politicienne. Il s'y est égaré parfois, trompé souvent, empruntant des chemins peu orthodoxes pour des résultats peu convaincants. Il s'est à l'occasion ridiculisé, du ridicule de la défaite. Il s'est mélangé, au sens des alliances douteuses et des partis introuvables. Il n'empêche. Dans son désordre, son amateurisme politique, ses errements, son acharnement à consolider lui-même sa propre caricature, Bernard Kouchner paraît vivant. Infinitement plus vivant que bien des vigiles orthodoxes de la vie politique. La gauche est-elle en si bonne situation qu'elle puisse ainsi faire l'économie d'hommes vivants ?

Une marée noire suscite un élan de solidarité populaire au Japon

13 000 tonnes de pétrole menacent une région de pêche littorale

SUZU

de notre envoyé spécial

Sibgeki Matsubara avait cinquante-trois ans. Insulteur d'un lycée à Wajima, il préparait la venue de sa classe pour participer au nettoyage de la côte à Nagahashi, à l'extrémité de la péninsule de Noto. Il est mort d'une crise cardiaque en transportant un sac de pétrole solidifié par le froid. C'est le quatrième décès d'un volontaire luttant contre la marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier russe *Nakhodka* dans la mer du Japon. Plus de trois semaines après le naufrage, survenu le 2 janvier, les nappes de pétrole continuent à arriver le long des 600 kilomètres de côtes de sept préfectures situées au nord de la baie de Wakasa.

La presqu'île de Noto, au centre-ouest du Japon, connue pour sa production de laque et une très belle côte rocheuse et dénudée, est particulièrement atteinte. La marée noire semble avoir versé les rochers et, en bord de mer, flottent les effluves de pétrole. En dépit du froid et des tourmentes de neige fondue, ils étaient vingt-quatre mille, emmitouflés dans des vêtements de plastique, les bottes et les gants maculés de pétrole, portant des masques en gaze sur le bas du visage, à consacrer leur dimanche à un travail de Sisyphe : ramasser le pétrole armés de seaux et de grosses brosses tandis que d'autres brossaient les rochers.

A Mikuni, à une quarantaine de kilomètres au sud, se dresse à 200 mètres de la côte la proue retournée du *Nakhodka*, tel le dos d'un monstre aux pattes marines. Le pétrolier qui a sombré à 140 kilomètres du Honshu, au nord-est de

l'île de Oki, s'est cassé en deux et la proue a vogué jusqu'à la côte de Mikuni où, le 7 janvier, elle s'est emparée sur des rochers et a déversé 2 000 tonnes de pétrole. Les célèbres parcs rochers de la péninsule de Oshima, qui tombent à pic dans la mer et sur lesquelles se fracassent les vagues, sont brillants de pétrole sur plusieurs mètres et même dans l'écume, les « fleurs des vagues », flottent des particules noires.

INCURIE DE L'ÉTAT

Bien que les quantités de pétrole répandues soient moins importantes que dans d'autres cas, cette marée noire a des conséquences dramatiques pour une région qui vit de la pêche littorale (crabes, seiches, dorades, ormeaux) et de la récolte des algues, dont les Japonais sont friands.

Elle risque surtout de se poursuivre : si la proue, qui devrait être retirée des flots grâce à une digue en construction pour pouvoir en approcher des grues, a déversé le pétrole qu'elle renfermait, le corps du navire, qui gît par 2 500 mètres de fond, contient dans ses flancs 13 000 tonnes de pétrole qui, apparemment, se répandent lentement dans la mer.

Sur le territoire de la préfecture d'Ishikawa, où est située la presqu'île de Noto, près de cent mille personnes ont participé depuis trois semaines à l'effort de nettoyage des côtes. Comme c'est souvent le cas au Japon, la pression sociale n'est pas étrangère à la mobilisation de la population locale : il est mal vu de ne pas participer à l'effort collectif. Les paysans - qui se souviennent qu'il y a cinq ans personne ne les aidait lors

d'une sécheresse - participent aussi au nettoyage. « Si on voit en train de faire des emplettes alors que les autres ont le pied dans le pétrole, les commerçants vous regardent de travers ou vous jettent des "alors, on n'est pas sur la côte !" », maugrée une vieille femme. L'effort de solidarité n'est pas moins réel.

Le drame de Kobe, meurtri il y a deux ans par un grave séisme, a amorcé un vaste mouvement de solidarité au Japon. L'entraide n'y était certes pas inconnue : elle a existé lors des catastrophes naturelles, et autrefois le régime militariste avait institutionnalisé le volontariat au nom du patriotisme. Entamées par la prospérité, ces manifestations de solidarité sont en train de renaitre, aiguillonnées entre autres par l'incurie de l'Etat : comme dans le cas de Kobe, il a réagi tardivement. Conflits de compétence et erreur dans l'estimation de la direction qu'allait prendre la marée noire : ce n'est qu'une semaine après le naufrage que les premières mesures ont été prises.

Kazumi Nakano a cinquante-cinq ans. Il avait créé un petit groupe de volontaires avec des collègues de son entreprise pour aider les victimes du tremblement de terre de Kobe. Aujourd'hui, il profite de sa situation de chômeur pour se consacrer au volontariat à Mikuni. « J'ai été choqué par la détresse des gens de Kobe, dit-il. Aujourd'hui, je constate avec la marée noire que le gouvernement n'a tiré aucune leçon de ce qui s'est passé et que l'on ne peut pas compter sur lui. C'est pour ça que je suis là. »

Philippe Pons

Nice : les plaintes des SDF classées sans suite faute de preuves

NICE

de notre correspondant

Le parquet du tribunal de grande instance de Nice a classé sans suite les plaintes déposées auprès du procureur de la République par vingt-six sans domicile fixe (SDF) contre l'arrêt antismendicité pris au cours de l'été 1996 par le maire de la ville, Jacques Peyrat (RPR). Les magistrats ont estimé que les faits n'étaient pas suffisamment caractérisés.

Les plaintes pour « atteinte à la liberté individuelle commise par une personne dépositaire de l'autorité publique » mettaient en cause les conditions d'exécution de l'arrêt hors de son périmètre d'application, ou contestaient tout acte de mendicité agressive. Six plaignants faisaient aussi état de violences de la part de la police municipale. Mais le parquet de Nice a estimé qu'il ne s'agissait que d'allégations sans preuves suffisantes. « Cette décision ne manque pas d'élégance, commente Joseph Ciccolini, l'avocat des sans-abri, qui a rendu publique la décision jeudi 30 janvier. Elle risque de paraître procédurier d'une logique d'opportunité purement politique en échange des gages donnés par le maire de Nice : ouverture de centres de jour et aménagement du centre d'accueil de nuit. »

Jacques Peyrat confirme que l'arrêt antismendicité sera reconduit l'été prochain, du 15 juin au 15 septembre. Le Mont-Chauve, situé à une quinzaine de kilomètres de Nice, ne sera plus utilisé pour le transfert des SDF ramassés dans le centre-ville par la police municipale. Le maire cherche « un autre lieu d'hébergement plus proche ». « La part sociale sera prédominante dans l'application de l'arrêt », estime Jean Hanot, adjoint au maire, chargé de la sécurité. Jacques Peyrat a également renoncé à prendre un arrêté pendant l'hiver, mais envisage toujours cette possibilité pour l'année prochaine.

NOUVEAUX DÉPÔTS

Ces assurances ne désarment pas les opposants au texte antismendicité. Dans les jours qui viennent, huit à neuf plaintes avec constitution de partie civile seront déposées par des SDF auprès du doyen des juges d'instruction de Nice, procédure qui placera ce dernier dans l'obligation d'y donner suite. Car si le maire de Nice estime que la victoire du « oui », avec 66,3 % des voix, au référendum organisé en novembre, donne une légitimité populaire à l'arrêt, malgré 77,2 % d'abstentions (Le Monde du 26 novembre 1996), les associations opposées au texte souhaitent toujours que ses conditions d'application soient publiquement exposées devant la justice. « Les questions posées par ces plaintes restent sans réponse, notamment celles concernant la place des sans-abri et les pouvoirs de la police municipale dans la cité de demain », estime M. Ciccolini. Devant le tribunal administratif, le débat sur la validité de l'arrêt aura lieu au printemps. Trois associations - la Ligue des droits de l'homme, le Bien public, l'Association pour la démocratie à Nice - avaient déposé en juillet un recours en annulation.

Par ailleurs, le cadavre découvert le 9 septembre au Mont-Chauve, à proximité du lieu de transfert des SDF (Le Monde du 26 septembre), n'a pas complètement dévoilé son secret, mais la justice privilégie une thèse permettant d'écarter tout lien avec l'arrêt. Après une longue analyse scientifique, les gendarmes estiment qu'il s'agit bien d'un sans-abri. Mais, d'après leur enquête, il ne serait jamais passé par le centre du Mont-Chauve. Diverses pièces retrouvées autour du corps prouveraient que l'homme, dont le visage a été reconstitué mais dont l'identité reste inconnue, aurait campé avec d'autres compagnons. Une déduction qui ne convainc pas les détracteurs de l'arrêt mais permettrait, là aussi, d'éviter un débat sur le texte devant la justice.

Jean-Pierre Laborde

Didier Ratsiraka est de nouveau président de Madagascar

TANANARIVE. Didier Ratsiraka a remporté l'élection présidentielle du 29 décembre 1996 par 50,71 % des suffrages exprimés, contre 49,29 % à son adversaire Albert Zafy, selon les résultats officiels annoncés vendredi 31 janvier. Didier Ratsiraka, soixante-deux ans, ancien président renversé en 1991, n'a devancé que de 45 184 voix d'avance son adversaire (lui aussi ancien président), qui l'avait battu à l'élection de 1993 mais avait été destitué par le Parlement en juillet 1996. C'est la première fois que le taux de participation (49,66 %) est si faible et que le résultat d'un scrutin est aussi serré. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ OTAN : Pierre Messmer, ancien ministre de la défense du général de Gaulle et ancien premier ministre, s'est nettement démarqué, jeudi 30 janvier, de la réorientation stratégique engagée par le président de la République. En marge d'un colloque sur la « modernité du gaullisme », M. Messmer a déclaré que la France s'est « rapprochée de l'OTAN très maladroitement : il est vraisemblable que si nous rentrons (dans l'OTAN), nous n'abandonnerons rien qu'une situation diminuée. Nous serons dans une situation inférieure à celle où nous nous trouvions quand le général de Gaulle a décidé d'en sortir [en 1966]. »

■ VITROLLES : un des membres de la liste du Front national à l'élection municipale de Vitrolles, Gilles Lacroix, a porté plainte, jeudi 30 janvier, pour une agression qu'il aurait subi le même jour. Alors que le commissariat se refuse à toute confirmation ou démenti, le FN a condamné cet « attentat » et dénoncé les « méthodes inadmissibles » des amis du maire socialiste sortant, Jean-Jacques Anglade. Ces derniers nient toute implication et appellent à un rassemblement, vendredi, contre « les méthodes d'intimidation du FN ».

■ ORANGE : une cinquantaine d'Orangeois, qui ont appelé à manifester, samedi 1^{er} février, pour protester contre la tenue du congrès départemental du Front national à Orange, ont reçu un tract prévoyant des menaces et portant une croix gammée. Ils ont décidé de porter plainte, individuellement, contre X... - (corresp.)

■ AUVERGNE : la construction du Centre européen du volcanisme « Vulcania » est suspendue. Un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon, rendu public jeudi 30 janvier, a annulé un jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand. La cour octroie un sursis à exécution du permis de construire de Vulcania, en attendant que le tribunal de Clermont juge sur le fond le recours engagé par des associations de défense de l'environnement contre le projet soutenu par Valéry Giscard d'Estaing (Le Monde du 19 octobre 1996).

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

Cours relevés le vendredi 31 janvier, à 10 h 15 (Paris)

| FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES | | OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES | |
|---------------------------------|----------------------|----------------------------------|---------------------|
| Tokyo Nikkei | 17864 -2,57 -5,32 | Paris CAC 40 | 2903,06 +1,54 -8,09 |
| Hong Kong Index | 13288,40 +0,02 -1,21 | Londres FT 100 | — +5,91 |
| TOKYO-NIKKEI SUR 5 MOIS | | Zurich | — +7,78 |
| 17/01/97 | 17864 | Milan MIB 30 | — +2,29 |
| 18/01/97 | 17864 | Frankfurt Dax 30 | 3013,59 +0,48 +4,32 |
| 19/01/97 | 17864 | Bruxelles | — +12,42 |
| 20/01/97 | 17864 | Stuttgart 500 | — +1,54 |
| 21/01/97 | 17864 | Madrid Ibex 35 | 461 +0,09 +3,64 |
| 22/01/97 | 17864 | Amsterdam CMB | — +4,66 |

Tirage du Monde daté vendredi 31 janvier 1997 : 512 212 exemplaires.

le 2 Février 1997

à partir de 10h00

JUDEO SCOPA au CNIT, Paris - La Défense sous l'égide du C.R.I.F. organisé par RENOUVEAU JUIF - BNAI BRITH UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE

Les juifs en questions...

12 DÉBATS DANS 4 AMPHITHEATRES

LES GRANDS MOMENTS :

- 10h00 : Le monde juif sur Internet
- 10h30 : Les juifs spoliés : la vérité
- 11h00 : Les enfants des mariages mixtes, comment peuvent-ils s'intégrer dans la communauté ?
- 16h00 : Les défis de la communauté juive par Henri HAJDENBERG, Président du CRIF

- 14h15 : Elections 1998, Menaces sur la société française ? Robert HUE, Michel ROCARD et Jacques TOUBON animé par Ivan LEVI
- 16h45 : David LEVY, Ministre des affaires étrangères d'Israël

ET 7 AUTRES DÉBATS AVEC 30 INTERVENANTS FRANÇAIS ET ISRAËLIENS DONT Alexandre ADLER, Gilles BERNHEIM, Yehuda LANCROY, Gérard MILLER, Avi PAZNER, Meir ROSENNE, René-Samuel SIRAT, Nissim ZVIL...

4 EXPOSITIONS

EXCLUSIF : La plus importante collection privée sur l'affaire Dreyfus

3 FILMS (à partir de 10h00) dont

• To be or not to be de Ernst LUBITSCH • Ombres et brouillard de Woody ALLEN

ESPACE INTERNET - ESPACE LIBRAIRIE

20 auteurs dédicaceront leurs ouvrages

RENSEIGNEMENTS : 01 47 34 62 00

Entrée : 80 Frs - Etudiants (-25ans) : 50 Frs

FORUM

Les entreprises



Le rendez-vous parisien de

Le rendez-vous parisien de... (Text continues with details about the forum and its participants.)

Le Monde

F O R U M I N F O R M A T I Q U E

Les entreprises franchissent le mur de la communication

Du 3 au 7 février, l'informatique tient salon à Paris. L'occasion pour de nombreux professionnels de découvrir les profondes mutations d'un secteur dans lequel le réseau est en passe de compter autant que l'ordinateur et où le numérique gagne chaque jour du terrain

LE TEMPS où l'informatique ne servait qu'à taper des textes ou à remplir des tableaux de chiffres s'achève. Aujourd'hui flanqué d'un modem, d'un antenne radio, l'ordinateur passe de plus en plus de temps à communiquer. Déjà, textes, images, photos et sons s'échangent sans jamais passer par une étape physique avant d'avoir atteint leur destination. Le numérique gagne du terrain. Bientôt, la voix et la vidéo viendront compléter la gamme des instruments de la communication électronique.

L'ordinateur devient une sorte de standard personnel qui reçoit et envoie des télécopiers, des messages électroniques, des fichiers, des logiciels. Il fournit une feuille blanche à plusieurs interlocuteurs distants, qui travaillent ainsi simultanément, échangent leurs idées et gagnent un temps précieux sur l'avancement de leurs projets. Bientôt, le lien s'enrichira de la vidéo en temps réel.

Au-delà de l'industrie, l'éducation, la médecine et le télétravail bénéficieront de cette puissance de communication. Les organisateurs d'IT Forum-Comdex ont choisi de les mettre en scène lors du Salon professionnel qui a lieu à Paris du lundi 3 au vendredi 7 février.

L'informatique y sera présente sous une forme nouvelle, où le réseau compte autant que l'ordinateur. Tandis qu'Internet continue à tisser sa toile, l'intranet se répand à une vitesse fulgurante à l'intérieur des entreprises. Bientôt, employés, fournisseurs, partenaires et clients communiqueront avec le même langage informatique, en passe de devenir un nouvel espéranto. Un tel bouillonnement fascine autant qu'il inquiète. Mais, quel qu'en soit le résultat, les entreprises qui choisiraient de l'ignorer seraient condamnées à une marginalisation inéluctable.

Michel Alberganti



L'après-ordinateur personnel

Après plus de quinze ans d'existence, l'ordinateur personnel est bouleversé par l'apparition des réseaux. p. 2

La déferlante Intranet

Le réseau optimise la communication interne et externe en permettant des échanges rapides d'informations. p. 4

L'ère de la dictée automatique

L'ordinateur a appris à obéir à la voix de l'homme et à la transcrire. p. 5

Les progrès des imprimantes

Avec la technique du jet d'encre, la résolution optique s'améliore spectaculairement. p. 6

Développement des réseaux

Les télécommunications révolutionnent la circulation de l'information. p. 7

La rencontre des technologies

Pour Arno Penzias, prix Nobel de physique en 1978, et directeur scientifique des Laboratoires Bell de Lucent Technology, l'avenir est à l'interaction entre les techniques p. 8

Le rendez-vous parisien de Bill Gates et de quelques autres

POUR William H. Gates III, le président de Microsoft, la journée du mercredi 5 février sera riche. Dès 9 heures du matin, il sera présent sur le Salon IT Forum-Comdex, où il doit participer à un colloque sur le thème : « Technologies de l'information et transformations de la société », en compagnie de Jean-Marie Descarpentrie, PDG de Bull, de Rodi Pieper, PDG de Tandem, et de Jacques Séguela, vice-président de Havas Advertising.

Une tribune prestigieuse pour un débat qui promet d'être aussi général que consensuel. L'organisateur du Salon, la société Dasar dirigée par Alex Serge Vieux, a choisi des orateurs qui ne s'affrontent pas directement sur le champ de bataille informatique. De quoi épargner les forces de Bill Gates qui, le soir même, présidera l'inauguration de l'exposition : « Léonard de Vinci, le Codex Leicester, l'art de la science », avec René Monory, président du Sénat, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture.

Comment un éditeur de logiciels, fût-il numéro 1 mondial, peut-il passer ainsi d'un Salon professionnel à une place d'honneur en compagnie de trois importants personnages de l'Etat français ? C'est là tout le talent de Bill Gates. Le PDG de Microsoft est également celui de Corbis, entreprise créée en 1989 pour constituer la première source mondiale d'images numériques. A son actif, on trouve l'acquisition des 16 millions de documents de la célèbre

collection Bettmann. Par ailleurs, Bill Gates possède personnellement le Codex Leicester, l'unique manuscrit de Léonard de Vinci détenu par un propriétaire privé et également le seul se trouvant sur le territoire des Etats-Unis. Ce document, rédigé entre 1506 et 1510, rassemble les réflexions du génie italien sur des thèmes scientifiques variés ainsi que 300 dessins, schémas et diagrammes. Il constitue l'un des joyaux de l'exposition organisée au Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, à Paris, du 6 février au 16 mars.

CONQUÊTE DU NUMÉRIQUE

Ces deux événements illustrent la personnalité de Bill Gates et éclairent les enjeux de la bataille industrielle qui agite le microcosme informatique. Au-delà du débat sur l'ordinateur personnel (PC) et l'ordinateur de réseau (NC), Internet et l'intranet, la vision de la conquête de la technologie numérique qu'il s'agit.

Grâce aux bénéfices considérables réalisés avec la vente de ses systèmes d'exploitation et de ses logiciels de bureautique, Bill Gates est devenu l'homme le plus riche des Etats-Unis. Il utilise cet argent pour acquérir un patrimoine universel dont il détient parfois les versions physiques et numériques, comme dans le cas du Codex Leicester. Un CD-ROM a été édité par Corbis l'an dernier sur Léonard de Vinci. Malgré les réticences des Musées nationaux à lui céder leurs droits sur la numérisation de leurs œuvres, il est significatif que le PDG de Microsoft devienne le plus important pourvoyeur d'images de

la planète. Dans le même temps, la France inaugure la Bibliothèque François-Mitterrand, qui accorde une part congrue aux documents numérisés et à leur accès par les réseaux télématiques. Des voix continuent à s'élever contre la mainmise des Etats-Unis sur Internet. Les entreprises françaises hésitent à adopter l'intranet. Et il n'existe pas un seul acteur national d'envergure dans l'ère informatique, aussi bien côté matériel que côté logiciel. Ainsi, tout se passe comme si la France et, dans une large mesure, l'Europe, regardaient naïve le monde numérique sans prendre part à sa construction et en se demandant même s'il est bien raisonnable d'y pénétrer.

IT Forum-Comdex donne l'occasion de prendre la mesure de la situation en matière d'offre. Parmi les exposants, les Français seront rares. Le président du Salon se félicite de la réapparition d'une grande exposition informatique en France depuis la disparition du Sicoth. On peut espérer que cet événement stimule un regain d'intérêt pour ce domaine parmi les utilisateurs.

Ancien journaliste, Alex Vieux s'est expatrié aux Etats-Unis pour créer son entreprise, Dasar, en Californie. « En France, 80 % des investissements informatiques sont réalisés pour augmenter la productivité et 20 % pour améliorer la compétitivité. Aux Etats-Unis, ces proportions se sont inversées », assure-t-il. Pour lui, la visite du Salon par des responsables d'entreprises devrait servir à amorcer le même mouvement en France.

En se promenant entre les stands représentant 400 entre-

prises, les visiteurs pourront constater le retour d'André Truong, l'inventeur français de l'ordinateur personnel. Plus de vingt ans après son idée lumineuse mais qui n'a engendré que le Mical de Bull, il se lance dans la course à l'ordinateur de réseau avec un concept original. Il lui reste à trouver, cette fois, des partenaires industriels fiables. Son aventure jette cependant une lumière crue sur les faiblesses de la créativité française. Le Minitel, seul coup de génie des dernières décennies en informatique, n'a pas su évoluer pour prétendre à un avenir hors les frontières. Son nom même exprime les limites de son ambition. Cela n'a pas échappé à André Truong qui, un instant, a pensé baptiser son nouvel ordinateur Maxitel.

M. AL

Agenda

IT-Forum-Comdex, alliance de l'exposition créée l'an dernier par Dasar à Paris et du Comdex, qui a lieu à Las Vegas en novembre et qui appartient au japonais Softbank, est un salon professionnel consacré aux télécommunications et à l'informatique.

● Lieu : Paris, Porte de Versailles
● Dates : du lundi 3 au vendredi 7 février
● Entrée : gratuite sur invitation
● Conférences : gratuites après inscription
● Renseignements : sur Internet : <http://www.comdex.it-forum.fr/>

Atteindre ensemble la liberté de communiquer...

...Une idée plus que jamais d'actualité : permettre à des PC, isolés ou en réseau, de communiquer avec des ordinateurs centraux.

- Une richesse de solutions pour permettre à vos PC de dialoguer avec les ordinateurs centraux les plus divers : IBM, Unix, Bull, Videotex, dans la plus parfaite convivialité.
- Une nouvelle offre Intranet issue d'une recherche tournée vers l'avenir intégrant les nouvelles technologies, pour vous permettre d'évoluer vers les systèmes d'information du futur.

Avec plus de 500 000 logiciels vendus en France, ICOM Informatique, cotée au Second Marché de la Bourse de Paris, est la référence majeure dans le domaine de la communication PC/sites centraux en environnements hétérogènes.

ICOM
INFORMATIQUE

18, avenue Winston Churchill - 94227 CHARENTON cedex
FRANCE - Tél. : 01 46 76 45 60 - Fax : 01 46 76 45 59

051 71547

Les industriels s'interrogent sur l'avenir du PC

Après plus de quinze ans de succès, l'ordinateur personnel cherche son second souffle. Le concept d'un outil qui ne compte que sur ses propres moyens - et nécessite donc une capacité de mémoire importante - s'efface avec l'apparition des réseaux

Bousculée par l'irruption d'Internet et d'Intranet, l'industrie informatique se divise entre ceux qui cherchent à maintenir leurs positions dominantes malgré la tempête et

ceux qui profitent de la confusion actuelle pour tenter de s'imposer. Le concept de l'ordinateur de réseau lancé en 1995 et qui se concrétise depuis la fin 1996 secoue Mi-

crosoft et Intel, les deux gardiens du temple du PC. Au lieu de nier les critiques, Microsoft tente une habile manœuvre de récupération. L'entreprise de Bill Gates

offre des solutions pour réduire les coûts de maintenance des parcs de PC. Dans le même temps, elle lance avec Intel le concept du NetPC, véritable contre-attaque

visant à étouffer dans l'œuf l'ordinateur de réseau. Pour s'imposer, ce dernier devra résoudre la délicate question du débit d'information sur les réseaux informatiques.

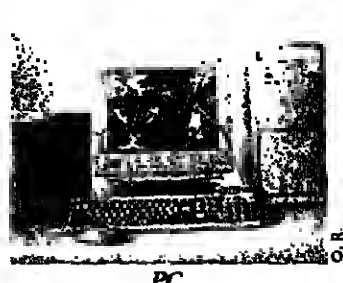
CONÇU dans les années 70, développé dans les années 80, l'ordinateur personnel (PC) a connu les années 90 dans l'effervescence. L'an dernier, quinze ans après sa popularisation par IBM, il a subi les assauts répétés du groupe des entreprises qui espèrent mettre fin à un règne jusqu'à présent sans partage. Derrière le spécialiste des bases de données Oracle et le fabricant de stations de travail Sun, une coalition s'est ligée pour imposer le concept du *network computer*, l'ordinateur de réseau baptisé NC. L'inventeur de ce dernier, Larry Ellison, PDG d'Oracle, tente de profiter de l'élan que lui donne le succès d'Internet pour bousculer les positions des barons du PC, Compaq, Hewlett-Packard et autres Gateway 2000 ou Packard Bell ainsi que, bien sûr, des orchestrateurs de la course à la puissance que sont Microsoft et Intel. Les profits de ces deux derniers acteurs atteignent de tels sommets qu'ils ne peuvent qu'attiser une convoitise féroce. Pourtant, sur le marché du PC, leur position semble inexpugnable.

PLUS GRANDE AUTONOMIE

Le raz-de-marée d'Internet, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des entreprises, fournit une occasion idéale à leurs concurrents pour tenter une manœuvre de contournement. L'argumentation des tenants du NC s'appuie sur deux constats. D'une part, le PC est devenu trop compliqué, trop cher à l'achat et trop coûteux à maintenir au meilleur niveau. D'autre part, le développement des réseaux ouvre la voie à un nouveau mode de fonctionnement qui décharge l'ordinateur d'une part importante de

son travail. D'où une opportunité pour un PC allégé, le NC. Simple et économique, cet ordinateur tire l'essentiel de sa puissance des ressources du réseau, d'où son nom, et il économise la sienne. En d'autres termes, le NC substitue à la recherche d'une autonomie de plus en plus importante une confiance absolue dans le réseau. Le concept même du PC est ainsi remis en cause. Le rem-

placement de la lettre P de personnel par le N de *network* indique clairement l'abandon de l'utilisation essentiellement personnelle au profit d'un fonctionnement « en réseau ».



PC



NC



NPC



PC de poche

Quatre familles d'ordinateurs s'affrontent sur le marché. Le PC sous Windows dispose d'un gros disque dur tandis que le NC fonctionne entièrement grâce au serveur du réseau. Le NPC utilise un CD-ROM de stockage des logiciels. Enfin, le PC de poche dispose d'un système d'exploitation allégé.

placement de la lettre P de personnel par le N de *network* indique clairement l'abandon de l'utilisation essentiellement personnelle au profit d'un fonctionnement « en réseau ».

L'idée est séduisante. La grande majorité des utilisateurs d'ordinateurs, aussi bien sur le lieu de travail qu'à la maison, est lassée des changements incessants de systèmes d'exploitation, de versions de logiciels et de microprocesseurs. Oracle et Sun leur font miroiter une solution qui les débarrasse de tous ces soucis. Transférés sur les serveurs du réseau, des ordinateurs très puissants, tout l'arsenal infor-

matique nécessaire est désormais géré par des spécialistes. Pour l'utilisateur, l'ordinateur devient aussi simple qu'un super-Minitel doté d'un grand écran couleur, d'un vrai clavier et d'une confortable puissance de traitement des données. Avec un tel équipement, la Toile devient accessible pour un investissement modeste. Larry Ellison avait, dès 1995, symboliquement fixé le prix du NC à 500 dollars (2750 francs).

Fin 1996, soit dix-huit mois seulement après le lancement du nouveau concept, les premiers NC arrivent sur le marché (*Le Monde* du 20 décembre 1996). IBM, Sun, Acorn et Idea proposent des machines entre 2 500 et 5 000 francs. Mais, peu de temps auparavant, un contre-feu avait été allumé par Microsoft et Intel. Rassemblant les principaux défenseurs du PC, ils annonçaient le NetPC (*Le Monde* du 2 novembre 1996), une machine intermédiaire entre le PC et le NC. Les apôtres de ce dernier ont vu aussitôt dans cette volte-face de Microsoft, qui s'était publiquement

ca Online ou CompuServe en 1995, il a pris un brutal virage à 180° en 1996 pour se rabattre sur Internet. En moins de douze mois, l'entreprise a réussi à inverser sa stratégie. De même, aujourd'hui, le discours de Microsoft sur le NC n'a plus rien de commun avec le mépris initial.



Cet ordinateur peut prétendre à 20 à 25 % du marché actuel.

« L'informatique coûte cher », déclare Didier Burdinat, chef de produit système d'exploitation personnelle chez Microsoft. « Les problèmes de gestion du contenu de chaque PC, de virus, de licences, de piratage alourdissent le "coût total de possession" (le TCO en anglais: *total cost of ownership*) », poursuit-

ment. Il faudra attendre que la puissance des microprocesseurs augmente encore pour que Java explose. De même, je crois que le NC d'Oracle s'imposera sûrement mais que cela prendra du temps.

« Dans les années 70, votre invention, le Micral, s'est soldée par un échec dont la responsabilité revient pour l'essentiel à Bull qui le commercialisait à l'époque. Comment envisagez-vous aujourd'hui la fabrication et la distribution de votre NPC pour qu'il ne connaisse pas le sort ? »

« APCT est une entreprise de recherche et qui ne fabrique pas. Nous avons breveté le NPC et nous allons vendre des licences en recherchant une non-exclusivité. Nous estimons que cet ordinateur peut prétendre de 20 à 25 % du marché actuel des PC alors que le NC ne devrait en prendre que 3 % à 4 %. En novembre, au Comdex de Las Vegas, nous avons été submergés de demandes. Les discussions en cours devraient aboutir en mars. L'unité centrale du NPC devrait être commercialisée entre 2750 et 4400 francs en fonction du modèle de processeur Pentium choisi.

Propos recueillis par Michel Alberganti

André Thi Truong, le « père » du PC et inventeur du NPC

« J'ai conçu un ordinateur qui fonctionne avec un CD-ROM »

A SOIXANTE ET UN ANS, André Thi Truong ne baisse pas les bras. Après avoir été le premier à inventer l'ordinateur personnel en 1973 avec sa société R2E, il tente à nouveau sa chance avec le NPC au sein de l'entreprise APCT qu'il a créée en 1995. Fin janvier, la société disposera de 6 millions de francs de capital dont 25 % proviennent d'André Thi Truong et 70 % de Productions Marcel Dassault, dirigée par Thierry Dassault. Dévoilé pour la première fois en novembre 1996 aux Etats-Unis, le prototype de cet ordinateur d'une conception novatrice sera présenté au salon IT Forum-Comdex sur le stand de Microsoft. Dans la bataille entre le PC et le NC, André Thi Truong choisit une alliance avec l'entreprise de Bill Gates qu'il juge incontournable tant que les performances des réseaux informatiques n'auront pas réalisé d'importants progrès. Mais cela ne l'empêche pas de s'écarter de la voie tracée par le NetPC grâce à des idées nouvelles. Il précise, pour *Le Monde*, les caractéristiques de son invention ainsi que sa stratégie.

« Le NPC utilise un processeur Pentium et le système d'exploitation Windows de Microsoft. Il se rapproche plus du NetPC de Microsoft et Intel que du NC d'Oracle et Sun. Quelle est sa principale originalité ? »

« En partant du constat que le débit des réseaux informatiques reste encore trop faible, j'ai conçu un ordinateur qui fonctionne avec un CD-ROM. Sur les 650 millions d'octets de ce dernier sont enregistrés le système d'exploitation ainsi que tous les logiciels nécessaires au travail de l'utilisateur (traitement de texte, tableur, gestionnaire de fichiers...). Le NPC ne possède pas de disque dur. Les données sont stockées sur un serveur. Ainsi cette machine est-elle conçue pour fonctionner en réseau. Mais elle ne le surcharge pas car les informations les plus volumineuses se trouvent sur le CD-ROM incorporé.

« De ce fait, il est impossible

d'ajouter un nouveau programme sur l'ordinateur puisque le CD-ROM n'est pas enregistrable. Ne craignez-vous pas que cela se révèle frustrant pour les utilisateurs ? »

« Le NPC a pour objectif de réduire le coût d'entretien et de maintenance des ordinateurs. En ce sens, le suis la même voie que celle du NC d'Oracle. L'utilisateur dispose en effet d'un nombre limité de logiciels. Mais sur les 150 millions de PC en service actuellement, il apparaît que 50 % d'entre eux ne servent qu'à faire du traitement de texte et des calculs sur tableur. Par ailleurs, la présence d'un disque dur de grande capacité est à l'origine de la multiplication du nombre de logiciels stockés par l'utilisateur. D'où des problèmes de virus, de compatibilité, de ralentissement de la machine et de complexité de la gestion des postes sur un réseau d'entreprise. Avec le NPC, lorsqu'on veut mettre à jour les logiciels, il suffit de changer de CD-ROM. Une opération très rapide, peu coûteuse et sûre. Et, bientôt, l'arrivée du disque vidéo numérique (DVD) décuplera la capacité disponible.

« Le NPC dispose d'un lecteur de carte à puce. Quelle est sa fonction ? »

« L'introduction de la carte à puce dans la machine permet de sécuriser l'accès au réseau et au CD-ROM. Ce dernier est crypté et seul les utilisateurs autorisés peuvent l'utiliser. De plus, la carte à puce sert de moyen de paiement pour le commerce électronique sur Internet et sur Intranet. Fin 1997, nous présenterons un NPC conçu pour le grand public et qui permettra de

fractionner les licences d'utilisation du contenu des CD-ROM et des DVD. Grâce à la carte à puce, l'utilisateur ne paiera que ce qu'il utilise vraiment.

« Vous vous rapprochez ainsi du concept défendu par Sun et ses micro-programmes (applets) écrits avec le langage Java et que l'on pourra acheter à l'unité en les téléchargeant sur Internet.

« Vous vous rapprochez ainsi du concept défendu par Sun et ses micro-programmes (applets) écrits avec le langage Java et que l'on pourra acheter à l'unité en les téléchargeant sur Internet.

Le secteur a marqué un ralentissement en 1996

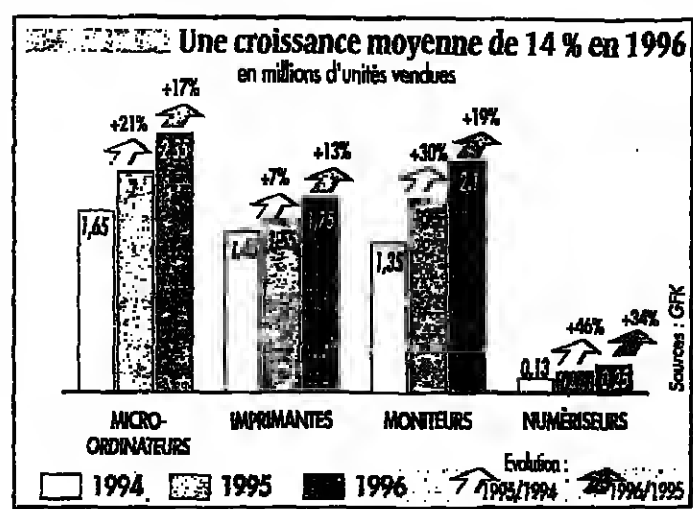
SI LA CROISSANCE de la micro-informatique reste à deux chiffres en 1996, les résultats publiés par le cabinet d'études GFK marquent un léger fléchissement. Pour les micro-ordinateurs, la progression en volume est passée de 21 % en 1995 à 17 % en 1996 (de +19 % à +13 % en valeur). Les imprimantes enregistrent le même tassement. Leur croissance en volume régresse de 15 % en 1995 à 13 % en 1996 (+8 % à +5 % en valeur). Les industriels de l'informatique doivent-ils s'inquiéter de ce fléchissement dans un pays où l'équipement en ordinateurs reste faible ? Ils peuvent déjà se consoler en observant le résultat de leurs collègues de l'électronique grand public (EGP). Alors que la micro-informatique progresse globalement de 14 % en 1996, l'EGP régresse de 6,8 %. Le secteur voisin, celui des télécommunications, enregistre une croissance de 16 %. Mais l'année 1996 a été marquée par l'explosion des ventes de téléphones mobiles.

Globalement, le chiffre d'affaires généré par la micro-informatique en 1996 représente plus de 50 % de celui de l'ensemble des trois secteurs. GFK note que cette situation se retrouve dans tous les pays européens. Le cabinet d'études a également relevé que le chiffre d'affaires réalisé avec les micro-ordinateurs est équivalent à celui des magnétoscopes. « En

1997, les imprimantes devraient faire jeu égal avec les Caméscope », estime François Klipfel, analyste marketing chez GFK. Ce résultat est d'autant plus remarquable que la France reste l'un des pays d'Europe dont l'équipement familial en ordinateur est le plus faible (15,1 % contre 25 % en Allemagne).

A partir de ces analyses, GFK se prononce sur une croissance de la micro-informatique de 10 % pour l'année 1997. Les ventes de micro-ordinateurs devraient ainsi croître de 15 % en volume pour atteindre 2,7 millions d'unités et de 12 % en valeur à 31 milliards de francs contre près de 28 milliards de francs réalisés en 1996. Le cabinet estime que les ventes seront soutenues par « le potentiel de consommation des foyers et le développement du nombre de points de diffusion ». Malgré cet optimisme, c'est bien une nouvelle baisse de la croissance que GFK annonce pour 1997. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des télécommunications devrait grimper de 18,5 % tandis que l'EGP limiterait sa régression à -2,3 %. Pour la micro-informatique, si la tendance observée sur les années 1996 et 1997 se poursuivait, les deux chiffres confortables de la croissance actuelle pourraient rapidement céder la place à un résultat à un seul chiffre.

M. AL



Coupe du I
La contribu

Phil

la déesse
est la gaine
ensemble de
craintes de
sainte qui
sont choisis
large de l'at
calamités
seul prése
une pluri
se de FR
se et Fran

la critères tech
les seuls o mult
autres fact
sensuel. L'im
Hewlett-Pack
is que nous
organisation
Hewlett-Pack
France que
reuve mondial
ordinateurs per

"Questions droit au but à..."

L'organisation de la Coupe du Monde de Football 1998 reposera en grande partie sur l'outil informatique. 11 sites officiels, 12 000 volontaires, 50 000 accrédités, 2,5 millions de spectateurs, 1,7 milliard de personnes devant leur télévision le jour de la finale. Un événement aux dimensions exceptionnelles qui demande des partenaires fiables. Tout le matériel informatique de FRANCE 98 sera signé Hewlett-Packard.

Coupe du Monde de Football 1998. La contribution de Hewlett-Packard.

Au-delà de l'événement sportif, la Coupe du Monde est un défi informatique. Comment l'aborder-vous ?

Aux Jeux Olympiques d'Albertville, j'ai déjà eu l'expérience d'un événement de cette nature. Je connais les composantes de ce défi informatique, même si la Coupe du Monde de Football a ses particularités. Nos contraintes sont exigeantes : être prêt le jour dit sans aucune possibilité de décalage, mettre en place des systèmes immédiatement performants et installer un système informatique complexe en quelques semaines. Tout repose donc sur l'anticipation. Mon premier travail a été de rédiger un cahier des charges sur nos besoins en matériels, systèmes, logiciels et assistance. Il ne s'agissait pas d'imposer une architecture technique mais d'en fixer les dimensions : 2 000 PC multimédia, 500 imprimantes de différents types, des serveurs, des stations de travail, des traceurs, des scanners, 100 réseaux locaux à 100 Mbits/s et un réseau d'interconnexion à haut débit. La fiabilité et la sécurité étaient au cœur de ce cahier des charges.

Sur quels critères avez-vous choisi Hewlett-Packard ?

La diversité des matériels qui composent la gamme Hewlett-Packard couvre l'ensemble de nos besoins. J'y ajoute des critères de qualité, de performance et de fiabilité qui sont connus et reconnus. Notre choix a été conforté par EDS, en charge de l'intégration du système d'information. Hewlett-Packard est devenu, presque naturellement, l'un des quatre piliers de « l'équipe technologique » de FRANCE 98, aux côtés d'EDS, Sybase et France Télécom.

Les critères techniques ont-ils été les seuls à motiver votre choix ?

D'autres facteurs ont joué un rôle essentiel. L'image d'excellence de Hewlett-Packard correspond aux objectifs que nous nous sommes fixés pour l'organisation de la Coupe du Monde. Hewlett-Packard est très présent en France, que ce soit à Grenoble avec son centre mondial de compétence pour les ordinateurs personnels et son centre de



Philippe Verveer

Directeur informatique du Comité Français d'Organisation de la Coupe du monde de football 1998 (CFO)

production pour l'Europe, ou à l'Isle-d'Abeau avec sa plate-forme européenne de distribution. Présence essentielle également pour notre organisation avec des équipes Hewlett-Packard dans les villes où se déroulera la compétition. Enfin, la motivation du management au plus haut niveau, a été pour nous un élément déterminant.

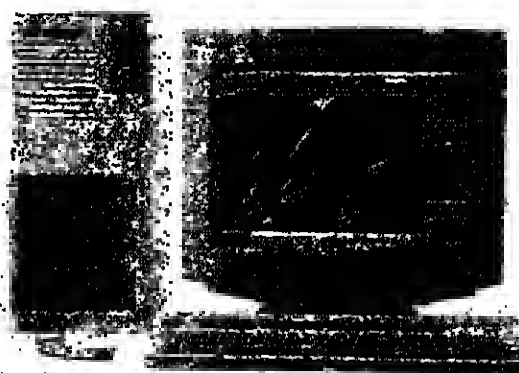
Dans quels domaines l'informatique sera-t-elle présente ?

Elle est la clé de voûte de tous les aspects de notre organisation, tant pendant la Coupe du Monde qu'en phase de préparation. Cela dans des domaines aussi divers que la billetterie, la gestion des ressources humaines, le système d'accréditation, la planification, le système d'information pour les médias et le grand public. Autant de domaines qui ont des caractéristiques exceptionnelles pour un tel événement. Je cite par exemple la billetterie qui constitue la plus grande opération de ce type jamais réalisée en France ; la gestion de 12 000 volontaires qui suppose celle d'autant de plannings et d'uniformes, et l'accréditation de 50 000 personnes dans les jours précédant la Coupe du Monde. La performance des matériels

Hewlett-Packard est et sera déterminante comme elle l'est pour répondre aux besoins de bureautique et de messagerie électronique que l'on retrouve dans notre Comité d'Organisation, ainsi que dans toute entreprise.

La multiplicité des sites constitue-t-elle une contrainte importante ?

Nous l'avons prise en compte dès l'élaboration du cahier des charges. La Coupe du Monde aura lieu dans dix villes et, dans chacune d'entre elles, il y aura plusieurs sites différents tels que le stade, le centre d'accréditation, les hôtels officiels, le centre de presse, etc... Pour leur mise en place, nous devons produire et stocker des milliers de plans. Nous le faisons avec des stations de travail, des traceurs et des mémoires optiques Hewlett-Packard. Pendant la Coupe du Monde, 2 000 PC répartis sur ces sites seront reliés entre eux par l'intermédiaire d'une centaine de réseaux locaux haute vitesse. Là encore, nous utiliserons une technologie Hewlett-Packard : celle des réseaux locaux 100VG-AnyLAN. Ceci nous permettra notamment de mettre à la disposition des 9 000 représentants de la presse écrite et audiovisuelle un système d'information multimédia. Ils y trouveront entre autres les résultats, des statistiques, des informations sur les Coupes du Monde précédentes ainsi que les biographies des joueurs, des photos et des séquences vidéo. Ce n'est que l'un des aspects du puissant système informatique mis en place pour la Coupe du Monde et dont nous estimons le budget à 220 millions de francs.



HP Vectra VA 6/200



- Processeur Pentium® Pro 200 MHz.
- 256 Ko de mémoire cache, 32 Mo de RAM EDO, DD 2.5 Go.
- Carte Matrox Millennium avec une mémoire vidéo de 2 Mo.
- Livré avec Windows NT® sur CD-ROM (+ coupon de mise à jour gratuite à Windows NT 4.0).
- Garantie 3 ans dont la première année sur site.

Livré avec lecteur de CD-ROM 8X et carte son 16 bits Sound Blaster®.



Pour une meilleure communication interne et externe, des sociétés se tournent vers Internet

Le réseau permet l'accès rapide à l'information

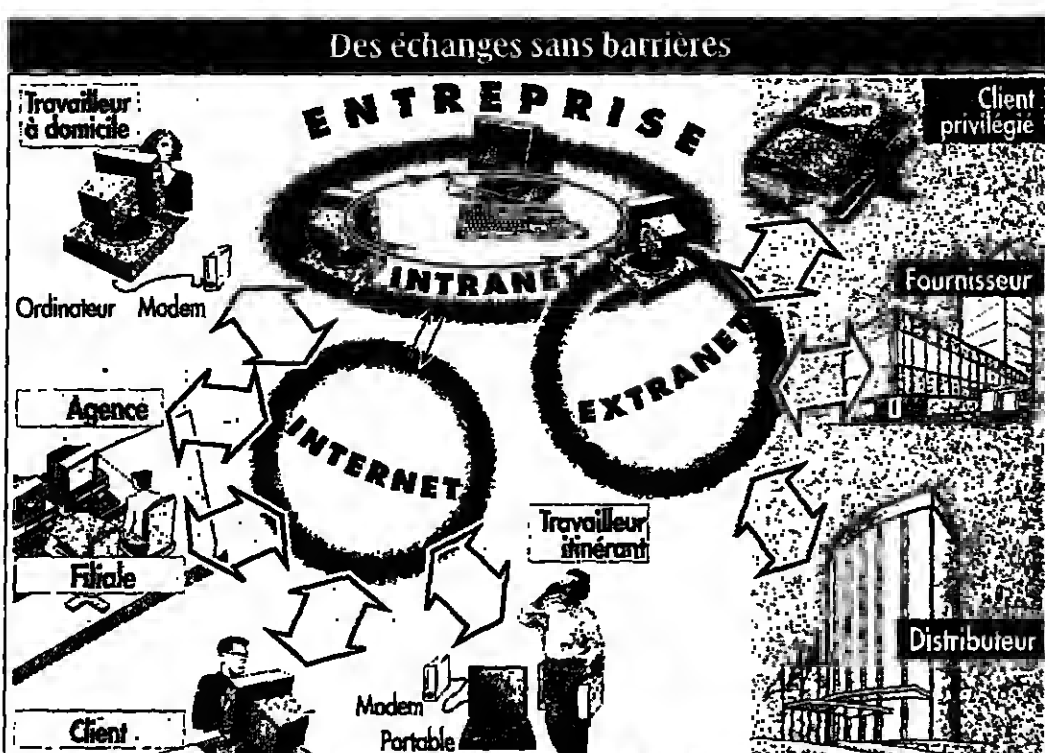
Version d'Internet dédiée aux entreprises, Intranet remporte un succès qui se propage comme une traînée de poudre aux États-Unis. En France,

les grandes entreprises s'y mettent. En abolissant les incompatibilités entre machines et entre logiciels, cette architecture offre des possibilités

inédites en matière de circulation de l'information. Rapides et faciles à mettre en œuvre, les réseaux Intranet accélèrent les échanges.

LA SOLUTION IDÉALE pour simplifier la diffusion de l'information des entreprises, pour partager des informations ou échanger des messages électroniques porte un nom : Intranet. Même chose pour interroger des bases de données ou relier à l'entreprise des employés dispersés. A écouter ses partisans, cette technologie est la panacée. Surtout, il n'existe pas d'alternative pour créer un réseau à l'intérieur des grandes entreprises aussi rapidement et avec une telle facilité de mise en œuvre.

Avec Intranet, les mécanismes éprouvés dans Internet sont introduits dans le réseau interne de l'entreprise. On trouve des serveurs reliés entre eux, capables de diffuser de l'information, des postes de travail équipés de logiciel de navigation comme Navigator de Netscape ou Explorer de Microsoft, aptes à aller chercher cette information. Grâce à Intranet, on pratique aussi la magie des liens hypertextes, avec lesquels la recherche d'information parcourt différents serveurs disséminés dans le monde entier. Enfin, le recours au réseau Internet permet de diffuser ou d'échanger des messages électroniques à l'extérieur de l'entreprise comme à l'intérieur.



La combinaison d'Internet, d'Intranet et d'Extranet constitue la nouvelle panoplie de réseaux de communication adoptée par un nombre croissant de sociétés. Intranet applique à l'intérieur de l'entreprise, les outils d'Internet. Ce dernier sert de liaison avec les sites éloignés et les collaborateurs distants. Extranet est une extension d'Intranet destinée aux partenaires privilégiés de l'entreprise.

STANDARDS UNIVERSELS

Ces mécanismes s'appuient sur des standards de communication universels et largement diffusés. Développés en marge des éditeurs et des fabricants informatiques, ils sont supportés par l'ensemble des équipements. Il s'agit des protocoles de communication (TCP/IP), d'échange de données (HTTP), de fichiers (FTP) et de messagerie électronique (SMTP) et du format des documents sur la Toile (HTML). Du coup, les problèmes de compatibilité s'effacent : il suffit d'un poste de travail équipé d'un logiciel de navigation pour accéder à ces différents services.

Les entreprises américaines y ont souscrit largement. Et elles ont adapté les liens Intranet aux lois du commerce. Chez Federal Express, par exemple, les agents les utilisent pour suivre les trajets des colis et

informer, en temps réel, leur clientèle privilégiée de l'avancement des livraisons.

En France, Intranet commence à se développer. Selon le cabinet américain Input, le marché français des logiciels et services autour de l'Intranet a pesé 220 millions de francs en 1996. Il devrait progresser à un rythme annuel moyen de 151 % pour atteindre 22 milliards de francs dans quatre ans.

Des entreprises trouvent dans Intranet un moyen facile à mettre en œuvre pour réaliser en ligne des catalogues de produits ou de données techniques accessibles par leurs filiales. L'arrivée de langages de programmation de contenu Internet, comme Java de Sun ou ActiveX de Microsoft, facilite le développement d'applications interactives. Et leurs déploiements sur les postes

de travail ne nécessitent plus l'emploi d'un logiciel spécifique à l'application.

Ces applications sont directement accessibles à partir du logiciel de navigation. La simplicité d'usage de celui-ci favorise les initiatives de travail de groupe. Ainsi, chez L'Oréal, les personnes qui travaillent sur un même projet constituent un « espace électronique » temporaire. Là, elles peuvent échanger de l'information, travailler en collaboration... bref, communiquer.

ARCHITECTURE ÉTENDUE

Par ailleurs, rien n'empêche une entreprise d'ouvrir son réseau informatique vers l'extérieur. Un serveur Intranet prévu pour diffuser des documents en interne peut, sans modification importante, être relié à Internet. Depuis la fin de l'année dernière, on voit même des entreprises étendre ce modèle d'architecture à leurs fournisseurs ou distributeurs.

En fait, cette technologie reprend la plupart des applications qui existaient déjà. Mais la grande force d'Intranet réside dans ses facultés de déploiement rapide vers des milliers de personnes sans nécessiter d'investissements lourds ni de schémas directeurs à cinq ans.

Indépendante des équipements informatiques et des infrastructures, elle vient se greffer au dessus du système d'information existant dans l'entreprise. Du fait de la parenté entre Internet et Intranet, cer-

tains entreprises ont même pu démarrer les premières applications en téléchargeant directement leurs logiciels à partir d'Internet. « Cela suffit pour commencer à bâtir des choses simples comme la communication informelle ou la mise en place de données structurées », explique Gérard Bidal.

Une réelle concurrence est en train d'apparaître sur le marché des outils nécessaires pour bâtir un Intranet. Le réseau s'appuyant sur des normes adoptées par tous, les prix de vente des logiciels sont donc peu élevés. Et l'ensemble du marché de l'offre se restructure pour fonctionner dans ce nouveau modèle. Depuis deux ans, Microsoft, Oracle, IBM, Novell et d'autres bâtissent leurs offres autour de ces standards. Ce qui ne veut pas dire que toutes les applications traditionnelles de l'entreprise peuvent être supportées aujourd'hui.

De l'avis des experts, les protocoles de communication d'Internet ne sont pas les plus riches et peinent par leur rusticité. De plus, les applications de travail de groupe (groupware) et d'automatisation des traitements répétitifs de type administratif (workflow) sur Intranet ne font que débiter et n'offrent pas toutes les fonctions que l'on trouve dans les logiciels. Intranet peut cependant faire vivre un grand nombre d'applications certes périphériques mais souvent vitales pour l'entreprise.

Christine Vidal

Bataille entre une poignée d'Américains sur le front des logiciels

La concurrence est de plus en plus acharnée

ALORS QUE la majorité des responsables des grands comptes français restent dans l'expectative par rapport à la solution Intranet, ce mini-Internet à l'échelle de l'entreprise, les éditeurs de logiciels et fabricants informatiques, eux, ne se posent plus la question. Ils convergent comme un seul homme vers cette technologie qui devrait constituer, selon le cabinet IDC, un pactole de 3,13 milliards de dollars (17 milliards de francs) en l'an 2000 pour les seuls logiciels. Leur avenir est donc lié à leur qualité de fournisseur Intranet. Et la bataille fait rage au sein d'une poignée d'entreprises qui sont toutes américaines.

Pour IBM, entré sur le marché en novembre 1995, « c'est un axe essentiel de développement de produits ». Chez Oracle, la majorité des bases de données sont capables de fournir des documents au format HTML, lisible par les logiciels de navigation. Même Microsoft n'y échappe pas. Arrivée plus tard que ses concurrents, début 1996, la firme de Seattle, par la voix de son PDG, Bill Gates, n'en dément plus. Elle a même créé une division consacrée au développement et au suivi des produits Internet/Intranet. Dirigée par Paul Maritz, qui travaille en liaison directe avec Bill Gates, cette division rassemble 7 000 des 8 000 développeurs de la société.

En fait, pour ces entreprises, Intranet n'est que la répétition générale avant la grande première, celle du commerce électronique sur Internet. Avec ce dernier, le marché mondial des logiciels, du matériel et des services devrait atteindre, selon le cabinet Input, 210 milliards de dollars (1 155 milliards de francs) en l'an 2000. Dans les coulisses, s'échauffent donc les stratégies pour réserver une place dans l'arène.

Bill Gates, PDG de Microsoft, n'a pas tout de suite mesuré l'ampleur de la manne Internet. Au grand bénéfice d'une société comme Netscape, qui s'est imposée avec son Navigator dans les logiciels de navigation indispensables pour circuler dans Internet/Intranet. La société contrôle, aujourd'hui, 75 % des logiciels de navigation et de serveurs. Depuis 1996, Microsoft a mis les bouchées doubles avec Explorer, qu'il livre gratuitement avec Windows 95, son système d'exploitation. Mais en limitant l'usage de son logiciel de navigation aux seuls ordinateurs fonctionnant sous Windows, Microsoft a froissé une partie de la communauté des utilisateurs Internet en possession de Macintosh ou de stations Unix. Du coup, Navigator s'est imposé comme le standard de fait.

Netscape a mis à profit cette avance pour s'installer sur le marché des applications en faisant alliance avec Sun autour de Java, le

langage de programmation d'applications pour le Web de Sun. Ce langage a été conçu pour développer des petites applications légères et portables, capables de voyager d'ordinateurs en ordinateurs à travers des liens Intranet/Internet. Les entreprises peuvent ainsi développer leurs propres applications en étant assurées qu'elles fonctionneront quel que soit le système d'exploitation (Windows, Unix...) et le matériel (Compaq, IBM, Digital, Hewlett-Packard...) utilisés par leurs clients.

DES ENJEUX DE TAILLE

En réponse au Java de Sun, Microsoft a lancé ActiveX. Mais le premier a, déjà, réuni sous sa bannière tous les grands acteurs du domaine au nombre desquels IBM, Oracle, Apple et Netware. Tous sont bien décidés à en finir avec la suprématie de Microsoft. ActiveX, lui, est suivi avec réserve. Par exemple, IBM fournit la possibilité d'exécuter des applications écrites en Java sur toutes ses machines (micro-ordinateurs, stations Unix). Ainsi, Java est devenu le langage dominant pour l'ensemble de la production sur Intranet/Internet.

Les logiciels de travail de groupe et de coopération constituent le troisième terrain sur lequel s'affrontent les concurrents. La création de ces logiciels remonte au début des années 90, avec l'arrivée de Notes de la société Lotus (aujourd'hui filiale d'IBM). Outils de productivité de plus en plus nécessaires aux entreprises, ces logiciels permettent entre autres fonctions le partage de l'information, le travail en collaboration sur un même document, l'accès à des bases de données, les fonctions d'agenda... Avec 6 millions d'utilisateurs de Notes dans le monde, IBM n'en tend pas perdre ses parts de marché. La firme a donc lancé la version Domino, l'héritière de Notes adaptée à l'architecture Intranet. De son côté, Netscape se positionne avec Collabra, une technologie mise au point par la société du même nom que Netscape a achetée fin 1995. En fait, c'est bien la conquête du marché des logiciels en micro-informatique qui se joue.

C. V.

Les grandes entreprises en tête

Ce sont surtout les grandes entreprises comme L'Oréal, Schlumberger, Elf-Aquitaine, Unilever, Total ou EDF qui s'équipent pour accéder au réseau. Toutes se sont lancées dans une conquête de parts de marché à l'échelle mondiale. Elles « grossissent » au rythme de fusion et de rachat et augmentent, ainsi, la complexité de leurs systèmes d'information, composés de matériels et de logiciels souvent hétéroclites.

« En réutilisant les standards d'Internet, nous résolvons une bonne partie des problèmes qui se posaient aux responsables informatiques », explique Gérard Bidal, PDG d'IDC, une société spécialisée dans les technologies de l'information. Ainsi, une entreprise peut diffuser un document vers un ensemble de personnes équipées de postes de travail différents. Il suffit de le créer au format HTML, celui de la Toile d'Internet, et la communication peut se faire à destination de toute la planète.

Image accélère la mise à jour et la circulation de la documentation technique

Pour ce fabricant français d'imprimantes, l'objectif est de rendre accessibles les fiches d'informations de chaque produit

« **CE QUI CARACTÉRISE**, notamment, la haute technologie, c'est l'obsolescence rapide des connaissances. La documentation technique illustre bien ce problème. Son caractère éphémère exige de la rigueur dans sa mise à jour et sa consultation. D'ail l'intérêt d'une solution Intranet », explique Albert Journo, PDG d'Image, un fabricant d'imprimantes industrielles à jet d'encre installé à Valence. « Avec le papier, certaines documentations devenaient désuètes avant même leur parution », poursuit-il.

Cette entreprise, qui a réalisé 900 millions de francs de chiffre d'affaires en 1996 avec un bénéfice net de 200 millions de francs, réunit les différentes conditions pour le développement de ce type de solutions. D'abord, son implantation internationale. Avec ses 28 filiales, ses agences délocalisées et son réseau de plus de 40 distributeurs, elle couvre plus de 90 pays. Ensuite, le nombre des salariés : quand une entreprise en compte 900, elle a des besoins importants en matière de communication

électronique. Mais aussi, son métier. Chaque nouveau produit, qu'il s'agisse d'imprimantes ou d'encres, fait l'objet d'un volume considérable de fiches de documentation et de recommandations de sécurité.

En enregistrant toutes ces informations sur ordinateur, Image les rend accessibles à tous les collaborateurs de l'entreprise. Du même coup, la gestion de cette base de données centralisée permettra de suivre à la trace la circulation des documents et donc leur consultation. Deux opérations essentielles dans le métier d'Image. « Nos distributeurs ne pourront plus se plaindre de ne pas avoir les détails techniques du dernier produit sorti. Et toutes nos filiales se retrouvent sur un pied d'égalité en termes d'accès à l'information », indique Albert Journo. Ce nouvel outil met un terme à l'époque des fastidieux envois de courrier à chacune des 28 filiales qui, dès réception, doivent à leur tour les classer et les archiver. Eorichis de schémas, de ta-

bleaux et de photos, les documents techniques se prêtent bien à ce mode de diffusion hérité d'Internet. Sans oublier la facilité d'accès apportée par l'information avec le recours aux logiciels de navigation. Grâce à eux, la recherche de l'information utile est réalisée par mots-clés ou par thèmes. Avec les liens hypertextes, il est très facile de relier les différents textes entre eux. De même, la mise à jour de l'information est permanente et immédiate.

« RÉDUIRE LES COÛTS »

A chaque lancement de produit, une seule personne suffit pour enregistrer dans le serveur les spécifications de la fiche technique qui l'accompagne. Les gains de temps et de personnel sont importants, et ils se traduisent par des gains financiers non négligeables. Avec Intranet, « nous réduisons nos coûts d'exploitation de l'information », ajoute Michel Bruchon, directeur financier. En plus du courrier postal, l'entreprise utilise, aujourd'hui, le service de messa-

gerie électronique d'AIT. C'est sur la Toile d'Internet que le responsable d'Image a découvert les avantages apportés par Intranet. L'entreprise est présente sur le réseau mondial par l'intermédiaire d'une vitrine électronique. Ensuite, l'expérience de la filiale de Singapour a achevé de le convaincre. Cette implantation asiatique possède deux spécificités. D'une part, elle couvre une zone géographique immense, s'étendant du Moyen-Orient à l'Asie du Sud-Est. D'autre part, ses besoins en communication sont importants, car elle a sous son aile une multitude d'interlocuteurs (distributeurs, forces de vente et d'après-vente).

Pour réduire les coûts des conversations téléphoniques, d'autant plus élevés que le personnel est très mobile, la filiale a opté pour Intranet au début de l'année dernière. Un choix renforcé par le caractère confidentiel et commercial des communications.

A partir de l'été, cette architecture va être déployée du siège

français en direction de l'ensemble des filiales. Elle s'inscrit dans la mise en place d'un système d'information intégré, reliant la totalité des composantes du groupe. A cette occasion, Albert Journo s'est interrogé sur la question de l'architecture d'un seul réseau de communication. « Il n'est pas évident pour une entreprise de notre taille d'arbitrer entre des liaisons spécialisées dont le coût fixe est très élevé et l'utilisation de structure partagée comme Intranet », indique-t-il. A terme, l'objectif est de pouvoir étendre cette architecture à l'ensemble des distributeurs avec une solution que l'on baptise alors Extranet.

« Ce type d'échange électronique d'informations est d'une grande efficacité, malgré le relatif sentiment d'insécurité qui l'entoure pour l'instant. Mais le devoir de conserver notre compétitivité internationale, nous pousse toujours à prendre plus de risques pour anticiper les besoins du marché », conclut-il.

C. V.

Des logiciels forts en

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

... l'ordinateur... Ce type de...

En une décennie, l'ordinateur a appris à obéir à la voix de l'homme et à la transcrire, détrônant les Dictaphone d'antan.
Ce type de logiciels doit encore faire ses preuves sur le marché des particuliers

conquête des particuliers. Principales applications grand public visées : les mémoires d'étudiants, l'administration et la comptabilité familiales, les comptes-rendus associatifs.

Pierre Le Hir

- ★ Le logiciel de dictée personnelle d'iBM VoiceType 3.0 et sa version Simply Speaking sont commercialisés sous forme de CD-ROM, fonctionnant sur PC Pentium 100 MHz équipé de Windows 95 et d'une carte Soundblaster ou Mwave, avec un minimum de 16 Mo de RAM.
- ★ Le logiciel Dragondictate de Dragon Systems requiert au minimum un PC 486/66 équipé de Windows 3.x ou Windows 95 et d'une carte Soundblaster, avec 16 Mo de mémoire.

La FNAC indique avoir vendu, au mois de décembre 1996, près de 300 exemplaires du *VoiceType simply speaking* d'IBM – pour une trentaine de versions professionnelles –, ce qui constitue « un très bon score », selon Ping Ki Houang, chargé de mission pour le multimédia du distributeur. Il porte un jugement critique sur le produit grand public, qui ne fonctionnerait pas aussi bien ni aussi simplement que l'utilisateur pourrait le souhaiter et se révèle, compte tenu des corrections à apporter, « beaucoup moins rapide que la saisie sur clavier ». En outre, il se montre très dubitatif quant aux applications pratiques de ce système dans la vie courante. A l'inverse, pour Christophe Van Michem, spécialiste des systèmes experts chez Surcouf, le système « fonctionne très bien » et obtient « d'excellents taux de reconnaissance », du moins pour des usages spécifiques comme « la correspondance commerciale et professionnelle, les rapports et les documents ».

UN ÉCRAN GÉANT de 32 pouces (80 cm), un décodeur de télévision numérique, un amplificateur à effet surround, un lecteur de films vidéo sur disque laser, cinq enceintes et... un ordinateur doté d'un microprocesseur Pentium à 166 MHz intégrant toutes les technologies MMX d'Intel. Le tout pour le prix exceptionnellement bas de 3 000 à 4 000 dollars (16 500 à 22 000 francs). C'est la petite merveille baptisée Destination que le constructeur américain d'ordinateurs Gateway 2000 propose sur le marché américain depuis l'an dernier. *"Nous mettons l'ordinateur au service de la télévision"* explique Emmanuel Davidson, directeur de Gateway 2000 France. *"Lorsqu'on reçoit plus de 400 chaînes de télévision numérique, le problème réside dans leur sélection et dans la programmation des enregistrements sur le magnétoscope"* ajoute-t-il.

Mû par le recours à la puissance de l'informatique. En combinant les technologies de l'ordinateur et de la télévision, Gateway 2000 réussit un mariage impressionnant. Ainsi, l'image atteint une qualité comparable à la haute définition grâce à un doubleur de lignes intégré. Le constructeur a déposé plus de 20 brevets sur Destination. Dans le débat sur le rôle de l'ordinateur dans la maison, il apporte une réponse originale dont le succès commercial est, selon lui, considérable aux Etats-Unis. Mais le lancement en Europe n'est pas encore programmé.

DEPECHEs

■ **COMMUNICATION** : Faciles aux lignes numériques au prix d'un modem, c'est ce que propose Sagem avec ses cartes Cybermod ISDN. Ces dernières peuvent s'intégrer dans un ordinateur fonctionnant sous Windows 95 et bientôt sous Windows NT. Elles coûtent environ 1100 francs, ce qui les rend compétitives avec les modems les plus puissants fonctionnant à 33 600 bits par seconde (bps). Les cartes ISDN, elles, offrent une vitesse de 128 000 bps, deux fois supérieures. Elles sont également plus économiques : une donnée de 64 000 bps sur un canal B des lignes numériques (Numéros en France) en groupant les deux canaux B disponibles, on atteint 128 000 bps. Pour offrir de tels débits à leurs abonnés, les fournisseurs d'accès à Internet doivent s'équiper en lignes numériques. La baisse du prix des cartes et des tarifs Numéris devrait populariser les lignes numériques au sein du grand public.

■ **STORAGE:** Toshiba Corporation met un DVD (disque vidéo numérique) pour la première fois en standard dans un nouvel ordinateur. Le Brezza 5 200 VMB est doté d'un processeur Pentium MMX à 200 MHz, de 32 mégaoctets de mémoire, d'un écran de 17 pouces et d'un disque dur de 3 gigaoctets. Le DVD-ROM dispose d'une capacité sept fois supérieure à celle des CD-ROM, soit plus de 4,5 giga-octets. Le Brezza coûte 568 000 yens (26 000 francs) au Japon. Toshiba prend ainsi une longueur d'avance, bien qu'il n'existe quasiment pas de logiciels sur DVD aujourd'hui...

Presario 4788
Pentium MMX à 200 MHz
32 Mo SDRAM/DD 3.8 Go
CD 16x Max + Modem/Fax 33600/14400 bps
+ 15" SVGA avec micro intégré et haut-parleurs
+ Windows 95 + Works + CorelDRAW! 5

[illegible]

صكرا من الامل

Les imprimantes couleur rivalisent en qualité avec la photo

La taille des points obtenue avec la technologie du jet d'encre se rapproche de ce que l'œil humain est capable de distinguer. Revers de la médaille : les fichiers images deviennent de plus en plus lourds

La « qualité photo », vantée par les fabricants d'imprimantes, semble désormais à la portée des imprimantes : en diminuant la taille et en multipliant le nombre des points qui composent l'image, ils ont

amélioré la résolution optique, qui s'approche désormais des limites de discrimination de l'œil humain. Des progrès ont aussi été réalisés dans la composition des encres et la confection des supports

papier. Paradoxalement, cette évolution s'est accompagnée d'une baisse du prix de vente des imprimantes, qui constituent le principal périphérique associé à l'achat d'un ordinateur. La technologie à

jet d'encre semble bénéficier de cet engouement. Pour rivaliser avec la pellicule argentique, la taille des fichiers composant les images numériques représente un facteur limitant dans la constitution

d'une chaîne intégrée allant de la prise de vue jusqu'à l'impression. Mais les imprimantes conservent un net avantage sur les appareils photo numériques en matière de qualité.

LES PROGRÈS réalisés ces derniers mois par les imprimantes couleur sont si confondants que leur argument commercial qui leur applique le label « qualité photo » semble de moins en moins usurpé. Le périphérique le plus utilisé par l'ordinateur domestique - 64 % en sont équipés - n'est plus le parent pauvre d'une chaîne numérique qui prétend aller désormais de la prise de vue à l'éditio personnelle de documents photographiques.

En matière d'impression, plusieurs critères permettent de juger la qualité de l'image. Le nombre des points projetés définit la résolution graphique que l'on exprime en points par pouce (ppp, ou dpi, en anglais). Mais la taille de ces points est également décisive : plus ils seront petits, plus on pourra en loger sur une même surface. « On estime que l'œil humain, placé à 20 cm d'une image, ne peut distinguer un point dont le diamètre est inférieur à 40 microns (millième de millimètre) », indique Pascal Dombis, chef de groupe marketing chez Epson, le fabricant qui, avec Canon et Hewlett-Packard, fait partie du

tiercé de tête du marché de l'impression par jet d'encre. Les nouvelles imprimantes d'Epson, les Stylus Color 600 et 800 qui seront présentées au Saloo IT Forum-Comdex, produisent des bulles d'encre d'un diamètre de 55 microns avec une résolution de 1440 points par pouce, soit le double du résultat obtenu par les meilleurs modèles actuels. « La limite des 40 microns est désormais atteinte en laboratoire, mais elle reste encore difficile à maîtriser au niveau industriel », précise Pascal Dombis.

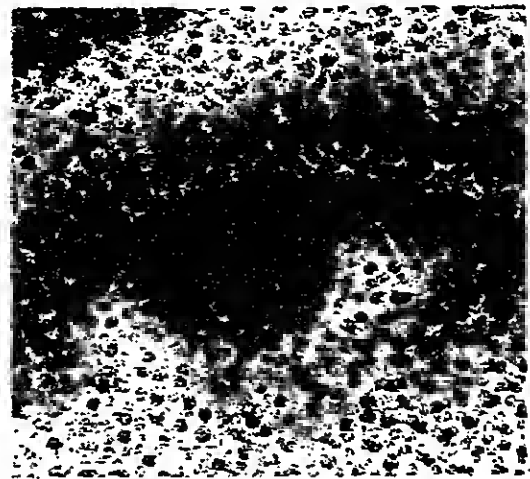
DÉTRÔNER L'ARGENTIQUE

La technologie jet d'encre représente aujourd'hui 86,4 % du marché « grand public » français (SVM-GfK, décembre 1996). Les efforts des ingénieurs portent sur les moyens de réduire et de contrôler la dimension des gouttes. Celles-ci sont produites soit thermiquement grâce à l'échauffement de l'encre, ce qui a pour effet de la projeter ponctuellement à travers une buse, soit grâce à un procédé mécanique, la projection étant alors assurée par

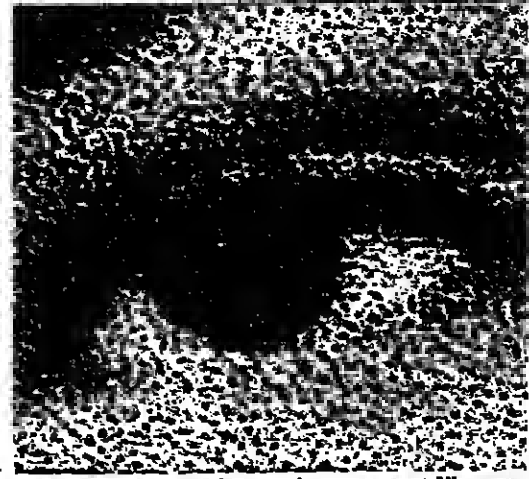
un « piston » piézo-électrique dont la force peut être finement réglée.

Mais la résolution n'est pas tout. L'encre évolue sans cesse. Canon a ainsi divisé sa densité par quatre afin d'obtenir des pastels de teinte variable, en superposant jusqu'à trois gouttes sur un même point. Pour certains documents, on peut même utiliser des encres fluorescentes. D'autres, coconstructeurs comme Epson, travaillent sur la vitesse de séchage de l'encre, qui a été multipliée par dix en une génération d'imprimante. La bulle est désormais fixée en un centième de seconde, ce qui limite les bavures et augmente la vitesse d'impression. Hewlett-Packard propose pour sa part une cartouche d'encre « photo » additionnelle qui permet une impression en six couleurs, plébiscitée par les magazines spécialisés.

Le support est lui aussi un facteur important pour tendre vers la qualité photo. Elle n'est optimale que sur des papiers couchés ou glacés, dont le coût pèse lourd sur le prix encore élevé de la page imprimée (de 3 à 5 francs par feuille pour le format A4). S'y ajoutent les car-



touches d'encre. Le poste « consommables » reste donc élevé, comparé au coût du développement et du tirage argentique. « Si on veut espérer détrôner la photographie classique, il faudra éviter l'emploi de papiers trop sophistiqués », remarque Laurent Glaenzner, res-



En multipliant le nombre de points qui composent l'image, on a spectaculairement amélioré la résolution optique.

ponsable des produits périphériques chez Hewlett-Packard. Un autre revers de la haute résolution réside dans la taille croissante des fichiers nécessaires à son expression. Une image au format A4 imprimée en 1440 ppp consommera de 20 à 40 mégaoctets de mémoire

taillé, mettront à mal les nerfs des apprentis imprimeurs.

« La taille des fichiers est un facteur limitant », reconnaît Laurent Glaenzner. Pour faire le meilleur profit des images numériques, qu'elles soient diffusées sur Internet ou dérivées du film argentique, il faudra donc à l'avenir viser le rapport optimal entre nombre de points et logiciels chargés de les gérer. De nouveaux algorithmes de compression sont à l'étude, des pilotes d'impression lisent les points dans les courbes et les extrémités des dessins et l'on prévoit l'utilisation de nouveaux standards de communication entre micro-ordinateurs et imprimantes.

Aujourd'hui, la qualité d'impression a pris une avance confortable sur les performances de l'autre bout de la chaîne d'impression du futur : les appareils photo numériques. Les moins coûteux proposent des images dont la résolution reste ridicule par rapport à celle des films argentiques. Si elles peuvent faire illusion sous forme de vignette sur un écran d'ordinateur, dont la résolution ne dépasse pas 72 ppp, il n'en va pas de même lorsqu'on veut les agrandir et obtenir une sortie papier. Les imprimantes autochromes ou à sublimation thermique qui leur sont dédiées, proposées aux particuliers entre 3 000 et 4 000 francs, sont adaptées à ces faibles ambitions, puisqu'elles ne proposent pas un format dépassant la carte postale.

IMAGES NUMÉRIQUES

Dans l'immédiat, le photographe amateur qui tient à traiter par informatique ses propres prises de vue sans qu'elles soient fortement dégradées par de grossiers pixels, pourra se rabattre sur les nouveaux numériques. Encore chers - entre 4 000 francs et 8 000 francs - ils sont désormais capables de transformer diapositives et négatifs en images numériques. Ils les restituent avec une résolution sept à huit fois supérieure à celle de la photo numérique « classique ». Le résultat est donc tout à fait compatible avec la qualité offerte par les imprimantes couleur. Ainsi, la boucle est presque bouclée.

Hervé Morin

Une baisse des prix vertigineuse

PARADOXALEMENT, les progrès techniques des imprimantes grand public sont inversement proportionnels à leur prix de vente. La Lettre SVM-GfK a ainsi calculé qu'entre avril 1993 et juillet 1996, leur prix moyen, tous types confondus, était passé de 4 600 francs à 2 537 francs.

La chute la plus sensible a concerné la technologie laser, la plus onéreuse mais qui, sur la même période, est passée de 10 674 francs à 5 386 francs. Sa grande rivale, le jet d'encre, qui représentait, en septembre 1996, 86,4 % du marché grand public, coûtait en moyenne 1 806 francs. Seule l'imprimante à aiguilles, dont le marché se réduit comme peau de chagrin, a connu une augmentation d'environ 1 000 francs pour atteindre 3 827 francs.

Cette baisse tendancielle du coût des imprimantes devrait cependant

se calmer. « Dans le jet d'encre, nous ne souhaitons pas nous engager dans une guerre des prix », indique Pascal Dombis, chef de groupe marketing à Epson, mais instaurer une dynamique similaire à celle qui régit le PC : chaque nouvelle génération propose une amélioration technique pour un prix identique. »

DÉVELOPPEMENT EN VUE

Cette stratégie s'appuie sur des prévisions d'augmentation des ventes. Epson espère ainsi écouler, en 1997, 1,5 million d'imprimantes à jet d'encre, soit 200 000 de plus qu'en 1996. Chez Canon, François de la Rue du Can, directeur des opérations, mise sur une croissance en volume de 25 % l'an. « Elle sera parallèle à celle des micro-ordinateurs, ce qui offre de belles perspectives de développement », ajoute-t-il.

H. M.

Exceptionnel,
Djinn Club® 200 est un téléphone qui
vous permet d'envoyer et de recevoir des fax
depuis votre micro-ordinateur.
Lorsque votre micro est éteint, Djinn Club 200
stocke les fax reçus.

A découvrir absolument au salon
IT FORUM/COMDEX 97 du 3 au 7 Février 1997
Paris-Porte de Versailles. Hall 1 - Stand UM 74.

Djinn Club 200 est un téléphone à médium de gamme doté d'un modem
qui vous permet de recevoir et d'envoyer des fax. Il vous propose aussi l'accès à Internet.
Venez le découvrir sur notre stand. Pour tout connaître sur Djinn Club 200
tapez 36 14 France Télécom ou www.francetelecom.fr

France Telecom

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

Les entreprises éla

avec la photo
est capable de dist...

Les entreprises élargissent leur rayon d'action

Les télécommunications révolutionnent la circulation de l'information dans la vie professionnelle. Un domaine où l'efficacité exige des échanges plus faciles

Les nouveaux moyens de communication bouleversent la vie de l'entreprise en repoussant les limites de son champ d'action. Et en lui faisant gagner un temps précieux, lorsque l'objectif, comme souvent, est d'aller vite, très vite, pour se classer en tête au poteau d'arrivée. Les contacts internationaux ne sont plus réservés à la haute hiérarchie qui a le privilège de voyager. La visioconférence abolit les distances et les frontières : le client japonais

peut converser en direct avec le technicien français. Bientôt, l'ensemble du personnel communiquera par l'image sur son micro-ordinateur. De quoi faciliter singulièrement le travail de groupe et épargner de bien inutiles

allers-retours. De nouveaux outils sont déjà adoptés par des entreprises, comme l'italien Aprilia, qui doit orchestrer la fabrication de ses deux-roues par vingt-cinq sous-traitants. En attendant la vague intranet.

services, les filiales, se déclouent. Les échanges avec les partenaires élargissent le champ d'action. L'entreprise en réseau est en train de naître. Mais pour l'aider à s'épanouir pleinement, une révolution technologique sans précédent est nécessaire. Cette révolution tient en un mot : intranet. L'idée est simple. Pourquoi ne pas reprendre les technologies qui ont fait le succès d'Internet, le réseau des réseaux, pour donner la possibilité à chacun dans l'entreprise de communiquer ?

Le résultat est spectaculaire : à l'instar du micro-ordinateur, qui a inauguré l'ère de l'information personnelle, intranet donne le coup d'envoi de la communication personnelle. Selon Thierry Leroy, créateur de la société CoPlanet qui accompagne des sociétés comme Schneider dans le déploiement d'un intranet, « cela se traduit par une remise en cause du poste de travail de chaque individu en vue d'accroître sa productivité, son efficacité ». Et ce n'est pas fini. « Vous pouvez exploiter les mêmes technologies pour communiquer avec vos clients, vos fournisseurs. Le réseau est alors qualifié d'extranet. A vous d'utiliser ou mieux les ressources externes pour votre bien propre », précise-t-il.

EXPLOSION D'ÉCHANGES
Cette explosion des échanges tous azimuts va-t-elle alourdir la facture de télécommunications des entreprises, ou provoquer un « grand embouteillage » sur les réseaux ? Que l'on se rassure. La concurrence que se livre les opérateurs de télécommunications joue en faveur de leurs clients. Et des réseaux de plus en plus puissants capables de transmettre aussi bien la voix, des données, ou des images, sont déployés à l'échelle mondiale. Sans oublier que les projets d'autoroutes satellitaires, comme celui que prône Bill Gates, seront peut-être bientôt une réalité.

Marie-Laure Dupraz

« LES VENDEURS de mon distributeur sont mes vendeurs. » Cet axiome n'est pas aussi absurde qu'il y paraît. Qui pourrait aujourd'hui figer les limites d'une entreprise ? Bien sûr, il y a une entité juridique, des implantations physiques, des salariés. Mais il y a surtout une information qui circule, s'échange, et se partage. Des réseaux se tissent entre les employés sédentaires ou nomades, les filiales, les fournisseurs, les distributeurs et les clients. Les outils de communication, de plus en plus simples d'usage, favorisent un mode de travail coopératif. Et aident les entreprises à relever un défi que l'on peut résumer en une formule : « Globaliser l'activité sans pour autant centraliser ».

Ainsi, les entreprises qui commencent à goûter aux délices de la visioconférence ne peuvent plus s'en passer. Loin d'être un gadget technologique, comme auraient pu le faire penser les nombreuses présentations de téléphone à écran, ce service de réunion à distance s'impose très vite comme un puissant outil de travail. Après les grands groupes, c'est au tour des entreprises moyennes de s'équiper.

VISIOCONFÉRENCE

La société savoyarde Somfy, qui s'est imposée dans l'automatisme pour volets roulants, a répondu il y a un an aux sollicitations de sa filiale japonaise soucieuse de briser son isolement. « Nos clients japonais se rendent dans les locaux de notre filiale et dialoguent directement par le biais de la visioconférence avec nos ingénieurs du bureau d'études situé en France, ou avec nos responsables qualité. Nous gagnons leur confiance et de nouveaux contrats », constate Jean-Pierre Boed, directeur des systèmes d'information. « Le coût est de 1500 à 2000 francs l'heure. A comparer au prix d'un séjour au Japon, le coût est vite fait », précise-t-il. A une nuance près. Le nombre de déplacements ne diminue pas. Simple-

ment, la communication s'étend à une nouvelle population. Alors que les voyages sont souvent la chasse gardée de la haute hiérarchie, la visioconférence multiplie les échanges entre experts. Une démocratisation de bon aloi, à l'heure où les entreprises tentent de bousculer leur structure pyramidale pour donner naissance à des équipes transversales. Le mouvement va s'accroître avec la banalisation de la visioconférence. Des équipements plus légers et donc moins chers capables non plus de dialoguer entre deux sites mais de communiquer en réseau apparaissent. Surtout, chacun pourra bientôt ouvrir sa petite boîte à image sur son micro-ordinateur. De la réunion au simple face-à-face, de la discussion informelle à l'envoi de photos de produit ou l'échange de plans, tous ses modes de communication seront à la portée de chacun.

NOUVELLES EXIGENCES

L'exemple de la visioconférence illustre les nouvelles exigences des projets industriels. Que se soit pour renouveler un emballage, imaginer un nouveau produit, remettre en cause la logistique... plus rien ne se conçoit au niveau national. Il faut d'emblée tenir compte de l'audience mondiale de l'entreprise. Et aller vite, très vite. L'équipe projet, qui mobilise toutes les compétences vers un

La dentelle de Calais tisse sa toile

D'un côté, des métiers à tisser centenaires. De l'autre, des téléphones mobiles et des micro-ordinateurs portables. La dentelle de Calais se joue du temps. La société Desseilles Textiles l'a bien compris, qui a su allier savoir-faire traditionnel et modernité des outils de communication. Elle a tissé son réseau qui relie Calais à Milan et Stuttgart, mais aussi Hongkong et Taiwan.

Ainsi chaque agent commercial reçoit une information constamment remise à jour sur l'état d'une commande en cours, l'évolution des prix ou le détail des nouveaux modèles. Résultat : une dentelle sur deux est achetée par un client étranger, fabricant de lingerie ou de corseterie. Et, pour découvrir la nouvelle création « Fascination », il suffit de se connecter sur le site de l'entreprise sur la toile d'Internet...



Ce service de réunion à distance devient un véritable outil de travail pour de nombreuses sociétés.

même objectif pendant un délai donné, s'impose. Renault, par l'entremise du médiateur chef de projet de la Twingo, Yves Dubreil, a popularisé le concept. Depuis le modèle est décliné avec différentes variantes, chaque entreprise apportant sa touche d'originalité. Dans le cas de Renault, les équipes projet sont concentrées sur un même site, en l'occurrence le Technocentre. Un cas de figure relativement rare. Souvent, les équipes projet rassemblent des compétences disséminées aux quatre coins du globe.

Pour répondre aux besoins d'échanges entre les membres de ces différents groupes de projet, il est impératif de les

faire travailler ensemble, de leur donner les moyens de partager l'information. Là, entrent en scène les outils de travail coopératif, de « groupware », et parmi eux, le plus populaire, le logiciel LotusNotes. Aprilia a généralisé l'usage de ce logiciel il y a plus d'un an. Cette société italienne, empêcheur de tourner en rond sur les circuits, remet en cause l'hégémonie japonaise sur le marché de la moto. Elle a écoulé l'an dernier 240 000 deux-roues sur le marché européen, et a vu son chiffre d'affaires plus que quadruplé en quatre ans. Ce succès, elle ne le revendique pas seule. Aprilia est l'exemple même de l'entreprise virtuelle.

« Nous nous sommes des origines concentrés sur la recherche et le développement, le marketing et l'assemblage final. Le reste est confié à des sous-traitants », explique Sandro Caparelli, directeur d'Aprilia France. Les fournisseurs les plus importants, au nombre d'environ vingt-cinq, sont connectés en réseau et le partage d'informations est devenu la règle. A la clé, une réduction du délai de mise sur le marché d'un nouveau modèle, qui, comme le précise Sandro Caparelli, « atteint désormais dix-huit mois ».

Avec l'entreprise virtuelle, les frontières naturelles volent en éclat. Les bastions internes, les

Le rôle indispensable des « routeurs »

SAN FRANCISCO

correspondance
« Nous nous servons beaucoup des télécommunications dans notre département et nous voulons l'étendre à l'ensemble de la compagnie », affirme Steve Bernstein, responsable de projets dans le groupe des technologies de pointe de Cisco Systems, une des entreprises les plus importantes et les plus dynamiques en matière d'infrastructure de réseaux à commencer par Internet.

Cisco Systems fournit l'équipement dont on ne parle jamais mais sans lequel les informations se perdraient dans le cyberspace : les routeurs, ces aiguillages qui vérifient l'adresse de chaque paquet d'information et s'assure qu'il emprunte la bonne route. Dans un tel domaine, la recherche est fondamentale, mais les chercheurs de Cisco sont disséminés entre la Silicon Valley, le Research Triangle de Chapel Hill en Caroline du Nord et l'Europe. Tout ce qui leur permet de travailler ensemble sans avoir à se déplacer est bien venu.

Bernstein et son équipe ont recours aux vidéoconférences qui leur permettent d'« améliorer la communication et la qualité des projets ». Il ne s'agit pas simplement de voir la tête des autres ou de les entendre. Ils disposent maintenant d'un mélange de hardware et de software qui leur permet une communication multimédia en temps réel. Un document peut être scanné sur une caméra et sa reproduction vue en temps réel partout sur le réseau. Certains logiciels permettent d'insérer sans peine du son ou des images dans un docu-

ment et d'arriver à une véritable collaboration concrète et précise en direct indépendamment du lieu où se trouvent les participants. « C'est encore un peu primitif, estime Bernstein, mais ça nous est déjà utile dans les projets d'ingénierie et pour élaborer les documents importants ».

Il travaille avec le nouveau logiciel de Microsoft, NetMeeting, et VideomConf Pro, un « paquet » mis au point par Winnov, une petite entreprise de Sunnyvale. VideomConf Pro comprend une caméra miniature, un logiciel et une carte avec puce spécifique qui permet d'obtenir un son comparable à celui d'un CD en « full duplex » (on peut parler en même temps qu'on écoute) tout en garantissant la synchronisation entre l'image et le son. « Notre force, estime Garbe, repose sur la facilité d'installation, la puce de compression vidéo, que nous avons conçue nous-mêmes et que nous fabriquons, et notre logiciel, qui fonctionne comme une sorte de système intermédiaire entre la machine et les programmes traditionnels de communication téléphonique ou de vidéoconférence sur Internet dont nous optimisons les performances ».

VASTE AUDIENCE

Deuxième aspect de la vidéo-communication rendue possible par NetMeeting et par le « paquet » Winnov, la diffusion vidéo sur le réseau. Une personne s'adresse à une vaste audience disséminée dans le monde et qui suit l'intervention dans un coin de l'écran de son PC. « On s'en sert pour la formation, affirme Bernstein. C'est extrêmement effi-

cace. Les employés ne sont pas obligés de quitter leur lieu de travail et leur foyer pendant une semaine ».

La troisième étape est celle de la vidéo à la demande. Au lieu d'être diffusé en direct, le cours est enregistré et mis sur un serveur auquel les employés peuvent accéder quand ils veulent. Bernstein se propose d'utiliser cette modalité avec ses clients qu'il a besoin de former à l'usage de ses technologies d'avant-garde.

La vidéoconférence à ce niveau est tellement nouvelle que seuls 10 % du personnel de Cisco s'en servent de manière régulière. Mais la méthode fait tâche d'huile. Les employés sont ravis de faire l'économie de voyages fastidieux. Ils en font l'expérience puis la montrent à d'autres, et ainsi de suite.

Garbe, qui est né à Casablanca et vit dans la Silicon Valley depuis treize ans, est convaincu que la vidéoconférence est en plein essor. Cisco est un bon client, Microsoft vient de lui commander 750 cartes d'un coup. Ses produits intéressent les entreprises de sécurité qui s'en servent pour la surveillance à distance. Ils sont utiles dans l'assistance aux personnes âgées qui veulent rester chez elles sans échapper au contrôle médical et pour la télé-médecine (diagnostic, assistance dans des opérations à distance).

Francis Pisani

fpisani@best.com

* Winnov : www.winnov.com

* NetMeeting : www.microsoft.com

M. L. D.

Du nomadisme au télétravail, le bureau virtuel gagne du terrain

À DOMICILE, dans des bureaux de voisinage, chez le client, dans le train, à l'hôtel ou dans l'entreprise... Il n'y a plus « un » mais « des » lieux de travail. Le bureau mobile est déjà une réalité. Un téléphone mobile, un micro-ordinateur portable, un modem et voilà les commerciaux ou les équipes de maintenance en contact direct avec leur entreprise. Quelles que soient leurs péripéties. De là à proposer à ces populations naturellement nomades de poursuivre leur activité à domicile, il n'y a qu'un pas, franchi par quelques entreprises. Toutefois les réticences en France sont nombreuses aussi bien chez les employeurs que chez les salariés. Au-delà du gain sur la surface des bureaux ou sur les temps de trajet, il faut surtout apprendre à travailler en réseau.

Il y a quatre ans, Frédéric Roussin décide de choisir son lieu de vie et son mode de travail. Avec deux amis, il quitte Paris, s'installe en Charente et crée Espaces Métanogues. Prosélyte, il convainc vingt-cinq spécialistes indépendants du conseil et de l'information de rejoindre ce cabinet virtuel, dont chaque membre travaille chez lui. « Nous vivons dans un paradis technique. Les problèmes sont comportementaux et organisationnels. Nous souffrons du manque de culture informatique des dirigeants », constate Frédéric Roussin.

Christine Gauthier, secrétaire générale du Catral, (comité pour l'aménagement du temps de travail et des loisirs en Ile-de-France), au conseil régional d'Ile-de-France, va encore plus loin. « Le retour à la maison est vécu comme un ar-

chaîne en France. Les gens doivent avoir le choix de travailler près de chez eux et non chez eux », ajoute-t-elle. D'où son projet de création en région parisienne (Provins, Gif-sur-Yvette, Marly-le-Roi, Rueil et Issy-les-Moulineaux) d'un réseau de « bureaux de voisinage », d'une centaine de postes chacun, prêts à accueillir des télétravailleurs, des commerciaux en déplacement, des sociétés de télé-services. Reste à savoir quelle sera la réaction des entreprises clientes qui devront payer de 400 à 600 francs par jour et par personne.

BUREAUX DE VOISINAGE

Déjà, Schneider et EDF ont été séduits par le télécentre de Villard-de-Lans qui a ouvert ses portes à l'automne. Les trois salariés du groupe Schneider qui habitent sur le plateau du Vercors ne descendent à Grenoble qu'un ou deux jours par semaine. Les quarante-cinq salariés d'Intel qui ont accepté d'installer leur bureau à domicile, moyennant une indemnité de 1200 francs par mois, passent également rituellement une fois par semaine dans les locaux de la société américaine. Un espace banalisé de trente postes leur est réservé. « L'omnégisme mon temps de travail à moi guise. Nous ne sommes pas évalués sur ce critère mais sur nos résultats », explique Jan Esslemont, responsable de développement du marché. L'expérience a été initiée en 1993. En 1995, Intel a déménagé de Saint-Quentin-en-Yvelines à Paris et réduit, au passage, la surface de ses bureaux de moitié.

M. L. D.

La combinaison de plusieurs technologies est la véritable source de progrès

Pour Arno Penzias, Prix Nobel de physique en 1978, l'avenir est à l'interaction entre les techniques

Pour Arno Penzias, directeur scientifique des Laboratoires Bell de Lucent Technologies, Prix Nobel de physique en 1978, il ne faut pas at-

tendre de révolution du développement d'une seule technique mais plutôt de l'interaction entre plusieurs. Exemple : le GPS (Glo-

bal Positioning System) qui, associé à une cartographie numérique et à un ordinateur, fournit un système de navigation.

« L'IMPORTANT n'est pas de développer une technologie isolée mais de se demander avec quelle autre technologie elle va entrer en collision. » Pour Arno Penzias, le directeur scientifique des célèbres Bell Labs, il faut raisonner en termes d'interactions et même de collisions. « La question est de savoir qu'est-ce qui marche avec quoi ? », précise-t-il.

Ainsi, la technologie de la Toile d'Internet, associée à celle des écrans haute résolution et à l'augmentation de la bande passante des réseaux a fait basculer la télématique dans l'ère de l'image alors qu'elle ne connaissait que le texte. Arno Penzias souligne la rapidité avec laquelle « cette technologie a été adaptée par l'industrie américaine ». La preuve que lorsque les diffé-

rentes composantes sont prêtes le développement des applications ne tarde pas.

Pourtant observateur avisé de telles évolutions, Arno Penzias reconnaît s'être fait surprendre par cette vague Internet. Dans son dernier ouvrage intitulé *Harmony* publié en 1995, il écrit : « Bien qu'il joue un rôle significatif dans la vie de millions de citoyens adeptes de la technologie, Internet n'occupe qu'une petite fraction de la capacité du réseau mondial de transfert de données ».

Aujourd'hui, l'auteur note que « chaque projet de recherche mené aux Laboratoires Bell dispose d'un responsable de site sur Internet ». Cela dénote, selon lui, l'importance prise par le réseau mondial. Et il va jusqu'à voir dans la Toile une nouvelle « métaphore de l'information ». Le format HTML devient le nouveau langage commun. Et l'adresse Internet, libellée avec les trois lettres fameuses lettres WWW, est en passe de remplacer

toutes les autres pour localiser une information. « Si vous voulez communiquer avec le monde, vous devez le faire sur la Toile », déclare Arno Penzias. Il reste ensuite à capter l'attention des internautes, ce qui est une autre affaire.

Mais, avant même de se préoccuper de l'efficacité de l'information, il est nécessaire d'y avoir accès. Alors que ce problème semble moins aigu aux États-Unis qu'en France où le grand public reste très réticent à la Toile, ce sont néanmoins des constructeurs informatiques américains qui ont engagé le débat sur l'ordinateur de réseau (NC), une machine moins coûteuse que les PC et conçue pour tirer le meilleur parti de la puissance du réseau télématique.

Sur ce sujet, Arno Penzias fait preuve d'un certain scepticisme. « Un ordinateur n'est économe que si le coût des communications est faible », lance-t-il. Là encore, il s'agit donc de ne pas raisonner sur une seule



Arno Penzias, directeur scientifique des Laboratoires Bell de Lucent Technologies.

technologie, l'informatique, mais sur un système, la télématique, dans lequel ordinateur, réseaux de télécommunications et tarifs des services sont intimement liés.

Le développement économique surgit dès lors que l'ensemble des coûts d'une fonction, et non seulement le prix du matériel, tombe en deçà du seuil d'acceptation. Arno Penzias estime que de tels décalcs peuvent avoir des conséquences directes sur l'économie d'un pays et même sur son taux de chômage. Et ils promettent d'être nombreux. « L'ordinateur va entrer en collision avec un grand nombre d'autres technologies », prédit-il.

Son meilleur exemple concerne les transports. « Avec l'énergie perdue par les États-Unis dans les embouteillages, il est possible de faire fonctionner l'économie du Japon », remarque-t-il. Un constat stimulant pour ceux qui travaillent sur les systèmes d'amélioration du trafic urbain. Arno Penzias constate que plusieurs techniques arrivent à maturité et vont pouvoir se greffer sur le GPS (Global Positioning System), l'appareil de localisation des mobiles à partir du réseau de satellites militaires américains. « De nombreuses entreprises travaillent sur les cartes qui vont apporter la connexion physique avec l'environnement ».

Des méga-octets livrés par vélo

Le « vélo-réseau » pour livrer des méga-octets (Mo) au moindre coût. Arno Penzias n'hésite pas à prôner le recours à des technologies de natures très différentes lorsque la combinaison lui semble offrir le meilleur compromis. Ainsi, avec l'arrivée des disques vidéo numériques (DVD) et la lenteur des réseaux informatiques, voit-il une opportunité pour le livreur à vélo. Par la voie déjà suivie par les fournisseurs de pizzas et de cassettes vidéo, les méga-octets pourraient parvenir à leur destinataire en un temps record. D'où le détournement du réseau Internet vers le « vélo-net ». Certes ce mode de livraison limite l'origine du point d'approvisionnement à quelques kilomètres. Mais mieux vaut des DVD livrés en quelques minutes, que des milliers de disques dont seule la liste des titres est accessible faute de débit suffisant sur le réseau. Cet exemple, à demi caricatural, illustre le réalisme américain qui fait passer les affaires avant la technologie à la mode.

Le GPS associé à une cartographie numérique et à un ordinateur fournit effectivement un système de navigation. Ces derniers commencent à équiper les voitures de luxe en France. « Un million d'automobiles en sont déjà dotées au Japon et le coût d'équipement d'une voiture en GPS est tombé à 1 000 dollars », souligne Arno Penzias. Les services d'information sur le trafic en temps réel seront bientôt pris en compte par les systèmes de guidage embarqués. Les conducteurs de voitures pourront ainsi optimiser leurs trajets afin d'éviter les embouteillages.

Mais la vision d'Arno Penzias dépasse largement ce perfectionnement du modèle de cir-

culation actuel. « En équipant les taxis et les transports publics avec de tels systèmes, il devient possible d'améliorer considérablement leur efficacité. On pourrait ainsi réserver une place sur le prochain bus en sachant qu'il passera devant chez soi dans huit minutes », explique-t-il. Pour lui, le choc entre l'automobile, la cartographie numérique et le GPS pourrait modifier profondément le paysage de la circulation urbaine d'ici cinq ans.

« Avec l'énergie perdue par les États-Unis dans les embouteillages, il est possible de faire fonctionner l'économie du Japon »

Au-delà, Arno Penzias pense que « dans dix ans, tout le monde utilisera le GPS et le décal sera devenu méconnaissable ». Et d'imaginer un développement massif des transports publics, bus et taxis, fonctionnant de plus en plus à la demande grâce à la gestion centralisée des flottes et aux communications par radio des informations et des données. « On pourrait employer cinq ou six fois plus de chauffeurs de bus et de taxis qu'aujourd'hui et cela réduirait le chômage de 5 % en France », assure Arno Penzias qui apporte ainsi une note d'optimisme dans le refrain de suppression d'emplois qui accompagne le développement des nouvelles technologies. Pour lui, l'intégration de différentes techniques est également une source de travail.

« Un ordinateur marche parfaitement tant que l'on ne s'en sert pas pour communiquer avec d'autres machines ». Et de ces problèmes engendrés par la connexion de différents systèmes, « il faut se réjouir ». En effet, ce sont eux qui créent de nouvelles activités commerciales de service. Et de citer un autre domaine où la complexité des interconnexions devraient engendrer de nombreux emplois. « La prochaine grande évolution en matière de télécommunications concernera la domotique, la mise en réseau de la maison ».

Arno Penzias estime qu'une industrie entière est à créer dans ce domaine. Mais il prévient aussi qu'il ne faut pas attendre de créations d'emplois en liaison directe avec la technologie. « Ce qui rend l'économie d'un pays plus efficace ne fournit pas toujours du travail », note-t-il. En revanche, l'emploi peut venir des conséquences, parfois lointaines, de l'introduction de nouvelles technologies. L'exemple du transport public illustre cette thèse. L'électronique peut créer des emplois de chauffeurs de bus pendant qu'elle en détruit d'autres dans certaines usines. Ainsi, Arno Penzias ne se départit pas d'un optimisme que l'euphorie actuelle des États-Unis ne peut que renforcer.

M. AL

★ *Harmony, business, technology & life after paperwork*. Arno Penzias. 1995, Harper Business, 178 p.

Un physicien hors norme au service d'une entreprise

Né en 1933 à Munich, Arno A. Penzias a obtenu le prix Nobel de physique en 1978 avec son collègue Robert W. Wilson pour leur découverte de la « radiation cosmique micro-onde d'arrière-fond », le fameux rayonnement fossile issu de la naissance de l'univers. À l'époque, les deux chercheurs travaillaient aux laboratoires de la Bell Telephone dont l'origine remonte à 1925. Arno Penzias y est entré en 1961. Aujourd'hui, il dirige les Laboratoires Bell qui emploient 25 000 personnes dont neuf prix Nobel. Célèbres dans le monde entier, les Bell Labs ont déposé plus de 25 000 brevets dans des domaines de la microélectronique, de la photonique (fibres-optiques), de l'informatique et des réseaux complexes. Ils font partie de Lucent Technologies, société créée en février 1996 à la suite de la restructuration d'AT&T. Lucent Technologies emploie 125 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 21,4 milliards de dollars (120 milliards de francs).

2,3 kg seulement. C'est le poids des nouveaux portables Extensa 900 afin que vous soyez libre de vos mouvements.

Ultra-légers mais aussi hyper-puissants, ils intègrent un processeur 133 MHz, un disque dur de 1,35 Go et 16 Mo de RAM EDO.

Et pour être tout à fait autonome, 5 heures d'utilisation intensive sur batterie vous permettront d'utiliser votre portable partout, dans n'importe quelles conditions.

Justement, pour s'adapter à des conditions variables, la station d'accueil mobile, vous offre la flexibilité dont vous avez besoin : lecteur de disquette, lecteur de CD-ROM, port USB et tout un ensemble

d'options (seconde batterie, cartes 100BaseT, 1394 FireWire, MPEG 2).

Flexibilité, autonomie, puissance et légèreté, c'est la combinaison gagnante des Extensa 900.

Pour plus d'informations, contactez-nous au 01 30 70 10 01 ou <http://www.ti.com/notebook>

TEXAS INSTRUMENTS

L'éco

« Vitrolles »

« Un sous-projet sous l'Occupation »

« Débat sur la professionnalisme »

« Le premier emprunt en euro »

« Angkor au Grand Palais »

« Le palmarès du design »

« Trafic d'animaux sauvages »

« La honte du Japon »

« Alain Madelin au Grand Jury »

L'ALBUM

Tim